



This electronic version (PDF) was scanned by the International Telecommunication Union (ITU) Library & Archives Service from an original paper document in the ITU Library & Archives collections.

La présente version électronique (PDF) a été numérisée par le Service de la bibliothèque et des archives de l'Union internationale des télécommunications (UIT) à partir d'un document papier original des collections de ce service.

Esta versión electrónica (PDF) ha sido escaneada por el Servicio de Biblioteca y Archivos de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (UIT) a partir de un documento impreso original de las colecciones del Servicio de Biblioteca y Archivos de la UIT.

(ITU) نتاج تصوير بالمسح الضوئي أجراه قسم المكتبة والمحفوظات في الاتحاد الدولي للاتصالات (PDF) هذه النسخة الإلكترونية نقلًا من وثيقة ورقية أصلية ضمن الوثائق المتوفرة في قسم المكتبة والمحفوظات.

此电子版（PDF 版本）由国际电信联盟（ITU）图书馆和档案室利用存于该处的纸质文件扫描提供。

Настоящий электронный вариант (PDF) был подготовлен в библиотечно-архивной службе Международного союза электросвязи путем сканирования исходного документа в бумажной форме из библиотечно-архивной службы МСЭ.



UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

RAPPORT
SUR L'ACTIVITÉ DE
L'UNION INTERNATIONALE
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
POUR L'ANNÉE
1979

TABLE DES MATIÈRES

| | <i>Page</i> |
|---|-------------|
| 1. Introduction | 3 |
| 2. Les Membres de l'Union | 3 |
| 3. Le Conseil d'administration | 4 |
| 4. Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1979) | 9 |
| 5. Activités des organismes permanents | 12 |
| 5.1 Secrétariat général | 12 |
| 5.2 Comité international d'enregistrement des fréquences (IFRB) | 22 |
| 5.3 Comité consultatif international des radiocommunications (CCIR) | 31 |
| 5.4 Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (CCITT) | 46 |
| 6. Activités dans le domaine de la coopération technique | 68 |
| 7. Administration de l'Union | 91 |
| 7.1 Questions de personnel | 91 |
| 7.2 Questions financières | 98 |
| 8. Relations avec les Nations Unies et d'autres organisations internationales | 100 |
| Annexe 1: Situation au 31 décembre 1979 des pays Membres par rapport aux Actes de l'Union | 105 |
| Annexe 2A: Budget de l'année 1979 | 129 |
| Annexe 2B: Comptes de l'année 1979 | 133 |
| Annexe 3: Liste des publications éditées par l'Union en 1979 | 138 |
| Annexe 4: Utilisation de l'ordinateur de l'UIT en 1979 | 142 |
| Annexe 5: Assistance technique fournie en 1979 sous les auspices de l'UIT | 146 |
| Annexe 6: Situation des débiteurs de l'Union au 31 décembre 1979 | 165 |

1. INTRODUCTION

Le présent Rapport est publié en application des dispositions du numéro 289 de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) qui prévoit que le Secrétaire général «... établit, sur l'activité de l'Union, un rapport annuel transmis, après approbation du Conseil d'administration, à tous les Membres».

2. MEMBRES DE L'UNION

1. Au 31 décembre 1979, le nombre des Membres de l'Union s'élevait à 154, à savoir:

- a) les 140 pays énumérés dans l'Annexe 1 à la Convention de Malaga-Torremolinos (1973),
- b) les 2 pays suivants qui sont devenus Membres lors du dépôt d'un instrument d'adhésion à la Convention internationale des télécommunications de Montreux (1965):

| | devenu Membre le |
|------------------------------------|------------------|
| République de Gambie | 27. 5.74 |
| Commonwealth des Bahamas | 19. 8.74 |

- c) les 12 pays qui sont devenus Membres lors du dépôt d'un instrument d'adhésion à la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973):

| | devenu Membre le |
|---|------------------|
| Etat de Bahreïn | 1. 1.75 |
| République Populaire Démocratique de Corée | 24. 9.75 |
| Papua-Nouvelle-Guinée | 31.10.75 |
| République Populaire du Mozambique | 4.11.75 |
| République Fédérale et Islamique des Comores | 5. 1.76 |
| République de Guinée-Bissau | 15. 1.76 |
| République du Suriname | 15. 7.76 |
| République Démocratique de Sao Tomé-et-Principe | 1. 9.76 |
| République du Cap-Vert | 10. 9.76 |
| République Populaire d'Angola | 13.10.76 |
| République de Saint-Marin | 25. 3.77 |
| République de Djibouti | 22.11.77 |

2. Au cours de l'année 1979, 7 pays ont ratifié la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973) et 2 pays y ont adhéré. Au 31 décembre 1979, le nombre total des ratifications s'élevait à 119 et celui des adhésions à 30. Une lettre de rappel a été envoyée aux pays qui n'ont pas encore ratifié ou adhéré à la Convention.

3. Le tableau 1 de l'annexe 1 au présent Rapport indique la situation des Membres par rapport à la Convention de Malaga-Torremolinos (1973) et aux Règlements administratifs qui la complètent à la date du 31 décembre 1979. L'annexe 1 contient également des renseignements au sujet de certaines autres conventions et certains accords relatifs aux télécommunications.

3. CONSEIL D'ADMINISTRATION

3.1 La 34^e session du Conseil d'administration s'est déroulée au siège de l'UIT du 4 au 21 juin 1979. Ainsi, la clôture de la session a eu lieu un jour avant la date prévue à l'origine.

Ont participé à cette session les représentants des trente-six Membres du Conseil, à savoir:

Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), République fédérale d'Allemagne, Royaume de l'Arabie Saoudite, République Argentine, Australie, République Fédérative du Brésil, République Unie du Cameroun, Canada, République Populaire de Chine, République Arabe d'Egypte, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, République Populaire Hongroise, République de l'Inde, République Islamique d'Iran, Italie, Japon, Liban, Malaisie, Royaume du Maroc, Mexique, République Fédérale de Nigeria, République Populaire de Pologne, République Socialiste de Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République du Sénégal, Suède, Confédération Suisse, République Unie de Tanzanie, Thaïlande, Trinité et Tobago, Union des Républiques Socialistes Soviétiques, République de Venezuela, République du Zaïre.

3.2 M. Jean Jipguep (République Unie du Cameroun) et M. Masakatsu Yonezawa (Japon) ont été élus respectivement Président et Vice-Président du Conseil et les commissions ci-après ont été constituées:

Commission 1 – Finances

Président: M. José J. Hernández-G. (Mexique)
Vice-Président: M. T.V. Srirangan (Inde)

Commission 2 – Personnel et Pensions

Président: M. Abdeljalil Zrikem (Maroc)
Vice-Président: M. J.P. Duplan (France)

Commission 3 – Coopération technique

Présidente: Mme Ruth H. Phillips (Etats-Unis d'Amérique)
Vice-Président: Dr László Katona Kis (République Populaire Hongroise)

Au cours de la 34^e session, le Conseil a créé les groupes de travail suivants:

| | |
|---|---|
| <i>Groupe de travail PL-A</i> (Révision annuelle du Volume des Résolutions et Décisions) | <i>Président:</i> M. Mahmoudou Samoura (République du Sénégal) |
| <i>Groupe de travail PL-B</i> (Conférence administrative régionale de radiodiffusion – Région 2, 1980) | <i>Président:</i> M. Arthur Cezar de Araujo Ituassu (République Fédérative du Brésil) |
| <i>Groupe de travail C1-A *</i> (Etude de la structure budgétaire et de la comptabilité analytique) | <i>Président:</i> M. J.P. Duplan (France) |
| <i>Groupe de travail C2-A</i> (Chargé de réviser le Document N° 5286 – Classement des emplois) | <i>Président:</i> M. Donald E. Baptiste (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) |
| <i>Groupe de travail «Avenir de la Coopération technique» *</i> | <i>Président:</i> M. Hohn Ambrose Msambichaka (République Unie de Tanzanie) <i>Rapporteur:</i> M. Arthur Cezar de Araujo Ituassu (République Fédérative du Brésil) |

* Entre les sessions ces groupes de travail pourront continuer leurs activités uniquement par correspondance.

3.3 Les résolutions et décisions adoptées par le Conseil sont résumées ci-après:

3.3.1 *Questions financières*

3.3.1.1 *Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1978*

Le Conseil a approuvé le rapport de gestion financière et le rapport de gestion de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT pour 1978.

(Résolution N° 821)

3.3.1.2 *Vérification externe des comptes de l'UIT pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1978*

Le Conseil a arrêté les comptes de l'UIT pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1978, tels qu'ils sont présentés et tels qu'ils ont été vérifiés par le vérificateur extérieur nommé par la Confédération Suisse.

(Résolution N° 834)

3.3.1.3 *Crédits additionnels pour la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (1979)*

Le Conseil, ayant examiné les rapports du Secrétaire général et les décisions de la Commission des finances ainsi que les comptes rendus s'y référant, a décidé d'approuver les crédits additionnels pour la CAMR-79 pour un montant de 846.000 fr.s. Ces crédits additionnels seront couverts par un prélèvement de 846.000 fr.s. du compte de provision de l'Union.

(Résolution N° 822)

3.3.1.4 *Sommes dues*

Lors de l'examen des comptes arriérés le Conseil a reconnu que les sommes mentionnées ci-après ne pouvaient pas être recouvrées et a décidé de les passer par Profits et pertes et de les compenser par un prélèvement sur le compte de provision de l'Union (les deux premiers cas) et sur le budget annexe des publications (le troisième cas):

| | |
|------------------------------------|------------------|
| - Elektronska Industrija, Belgrade | 114.162,30 fr.s. |
| - CCA Electronics Corporation, USA | 17.113,20 fr.s. |
| - Sema Electronicas, Lisbonne | 40.492,40 fr.s. |

(Résolutions N°s 827, 828, 829)

3.3.1.5 *Budgets de l'UIT pour 1980*

Les budgets pour 1980 ont été approuvés. Pour de plus amples détails, on se reportera à la section 7.2 du présent rapport.

(Résolution N° 838)

3.3.1.6 *Révision du Règlement financier de l'Union*

Le Conseil a décidé de modifier l'article 30 du Règlement financier qui traite, entre autres, des frais d'entretien et de renouvellement des équipements de l'atelier de reprographie et du service de composition de textes. D'autre part, sur proposition du Secrétaire général, il a adopté une série de modifications mineures d'ordre rédactionnel à apporter à ce Règlement.

(Résolution N° 830)

3.3.2 *Questions de personnel, pensions*

3.3.2.1 *Création, reclassement et prolongation d'emplois*

Le Conseil a décidé d'approuver, à compter du 1^{er} janvier 1980, la création de 1 emploi d'ingénieur P.4 au CCIR et de 2 emplois d'ingénieur P.3 au CCITT. Il a également décidé d'approuver, à compter du 1^{er} juillet 1980, la création de l'emploi de documentaliste P.3 au Secrétariat général (Département des Conférences et services communs).

Le Conseil a décidé le reclassement, à compter du 1^{er} janvier 1980, de 1 emploi de P.4 à P.5 au CCIR et de 1 emploi de P.3 à P.4 au CCITT.

Enfin, le Conseil a décidé de prolonger jusqu'au 30 juin 1983 28 emplois de la coopération technique (Division «Afrique» – 7 emplois; Division «Amériques» – 4 emplois; Division «Asie-Pacifique» – 6 emplois; Division «Europe-Proche-Orient» – 6 emplois; Division administrative – 2 emplois et Groupe d'Ingénieurs – 3 emplois).

(Résolutions N^{os} 824 et 826)

3.3.2.2 Révision du Règlement du personnel de l'Union

A la suite de l'enquête du spécialiste en classement des emplois, le Conseil a décidé de modifier l'article 2.1 du Règlement du personnel (Classement des emplois).

Le Conseil a également décidé d'amender les articles 3.11 (Indemnités pour frais d'études), 4.4 (Recrutement sur le plan local), 4.12 (Lettre de nomination) et 9.7 (Prime de rapatriement).

(Résolutions N^{os} 823 et 825)

3.3.2.3 Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT

Les personnes suivantes ont été nommées pour représenter le Conseil au Comité des pensions du personnel de l'UIT:

| Membres | Membres suppléants | Durée du mandat |
|---------------------|---------------------------|---|
| M. F. Molina Negro | M. C.J. Martínez Gonzalez | Jusqu'à la fin de la 35 ^e session ordinaire du Conseil |
| M. I. Uidila | M. M. Apothéloz | Jusqu'à la fin de la 36 ^e session ordinaire du Conseil |
| M. J.A. Msambichaka | M. D. Anderson | Jusqu'à la fin de la 37 ^e session ordinaire du Conseil |

(Résolution N^o 832)

3.3.2.4 Financement du Fonds d'intervention de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT

Le Conseil a décidé de suspendre, avec effet au 1^{er} janvier 1979, le versement du montant de Fr.s. 15.000.- au Fonds d'intervention de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT, étant entendu qu'une reprise du versement annuel pourrait être envisagée ultérieurement en fonction d'une demande présentée par la Commission de gestion.

(Résolution N^o 831)

3.3.3 Conférence administrative régionale de radiodiffusion à ondes hectométriques (Région 2)

Le Conseil a décidé, après consultation des Membres de l'Union, que la première session de la Conférence administrative régionale de radiodiffusion à ondes hectométriques doit être convoquée à Buenos Aires le 10 mars 1980. De plus, le Conseil a arrêté l'ordre du jour de cette première session.

Le Conseil a également décidé que la seconde session de cette Conférence sera convoquée en novembre 1981 pour une durée de quatre semaines environ en un lieu qui sera fixé ultérieurement.

En préparation de cette seconde session, le Conseil a prié les administrations de présenter à l'IFRB, pour le 31 décembre 1979 au plus tard, les caractéristiques de leurs stations de radiodiffusion existantes dans les bandes 535 - 1605 kHz et de celles qui seront autorisées avant la fin de 1982. En ce qui concerne ces dernières stations, les administrations sont invitées à s'assurer que les demandes qu'elles présenteront ont un caractère aussi définitif que possible.

A ce sujet, le Conseil a invité l'IFRB:

1. à envoyer à toutes les administrations, dans les plus brefs délais, un modèle de fiche pour la présentation des caractéristiques de leurs stations de radiodiffusion existantes et de celles qui seront autorisées avant la fin de 1982;

2. à rassembler les renseignements reçus des administrations et, comme exercice de planification, à les analyser afin d'y rechercher les incompatibilités, en utilisant les critères et normes techniques approuvés lors de la première session de la Conférence;
3. à publier le plus tôt possible, et en tout cas avant le 30 mai 1981, un rapport sur cet exercice de planification.

Enfin, le Conseil a invité le CCIR à établir, avant le 1^{er} janvier 1980, un rapport contenant tous les renseignements techniques utiles pour les travaux de la première session de la Conférence.

(Résolutions N^{os} 835 et 836)

3.3.4 *Conseil d'administration*

3.3.4.1 *Date et durée de la 35^e session du Conseil d'administration*

Le Conseil a décidé de tenir sa 35^e session du 12 au 30 mai 1980.

(Décision N^o 386)

3.3.4.2 *Révision du Règlement intérieur du Conseil d'administration*

Le Conseil a décidé de modifier le Règlement intérieur du Conseil d'administration en y insérant un nouvel article 2A concernant les consultations entre les sessions. D'autre part, des modifications ont été apportées à l'article 12 (Résolutions et décisions), à l'article 14 (Ordre de discussion) et à l'article 19 (Etablissement des documents).

Le Règlement ainsi amendé a pris effet le 23 juin 1979.

(Résolution N^o 833)

3.3.5 *Utilisation accrue de l'ordinateur par l'IFRB*

A la suite du rapport établi par le Secrétaire général et le Président de l'IFRB, en collaboration avec des experts détachés par les administrations, sur la portée et le coût d'une étude concernant un système d'ordinateur intégré le Conseil a décidé de choisir comme consultant la maison Arthur Andersen S.A. (Etats-Unis d'Amérique) sur la base d'une soumission pour faire l'étude à un prix ferme et définitif de 790.000 fr.s.

Le Conseil a en outre chargé le Secrétaire général d'engager les négociations avec Arthur Andersen S.A. et de signer le contrat d'engagement de ce consultant. Il a de plus chargé le Secrétaire général et l'IFRB d'accorder toute l'assistance nécessaire au consultant retenu pour permettre à celui-ci de s'acquitter de sa tâche le mieux possible.

(Résolution N^o 837)

3.3.6 *Mandat du Groupe de travail «Avenir des activités de coopération technique de l'UIT»*

Le Conseil a décidé d'instituer un Groupe de travail qui sera chargé d'examiner et d'évaluer toutes les activités de l'Union orientées depuis 1973 vers l'accomplissement des tâches indiquées au numéro 19 de la Convention et de recommander, en tant que de besoin, les mesures à prendre pour améliorer la capacité de l'Union à s'acquitter de ces tâches.

Ce groupe qui se réunira pendant les sessions annuelles du Conseil doit lui soumettre un rapport final qui sera examiné par le Conseil lors de la 37^e session dans le cadre de la préparation de la Conférence de plénipotentiaires.

(Résolution N^o 839)

3.4 *Questions examinées par le Conseil et qui n'ont pas fait l'objet de résolution ou de décision*

3.4.1 *La Conférence de plénipotentiaires*

Le Conseil a proposé aux Membres que la Conférence de plénipotentiaires s'ouvre à Nairobi le mardi 12 octobre 1982 et qu'elle se termine le mardi 9 novembre 1982.

Le Secrétaire général a été invité à consulter les Membres à ce sujet.

3.4.2 *Suite donnée aux résolutions, recommandations et vœux de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973)*

Le Conseil a passé en revue tous les textes de résolutions, recommandations et vœux adoptés par la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973) et a pris note des rapports établis par le Secrétaire général à ce sujet.

A ses 35^e, 36^e et 37^e sessions le Conseil réexaminera ces textes en vue de la préparation du rapport à soumettre à la prochaine Conférence de plénipotentiaires.

3.4.3 *Prix de vente des publications, politique en matière de publications*

Le Conseil a pris des mesures permettant de réduire le prix de vente des publications (transfert au budget ordinaire d'emplois des cadres à la charge du budget annexe des publications). Il a, d'autre part, décidé d'inscrire ces questions à l'ordre du jour de la prochaine session.

3.4.4 *Répartition géographique du personnel de l'Union*

Après un débat très approfondi, le Conseil a décidé d'inscrire cette question à l'ordre du jour des sessions annuelles du Conseil. Il a également décidé que le rapport établi par le Secrétaire général à ce sujet doit être transmis aux Membres de l'Union.

3.4.5 *Prix du Centenaire de l'UIT*

Un jury composé de Conseillers des cinq régions a décerné le premier prix du Centenaire de l'UIT à M. Georges Valensi (France).

3.4.6 *Etude de la structure budgétaire et de la comptabilité analytique d'exploitation*

Après un examen très attentif de ces questions, le Conseil a décidé de créer un groupe de travail restreint présidé par le Conseiller de la France et dont la tâche sera de préparer un rapport à la prochaine session du Conseil.

Ce groupe travaillera par correspondance.

3.4.7 *Année mondiale des communications*

L'ECOSOC a décidé de différer jusqu'à sa seconde session ordinaire de 1980 sa décision concernant l'Année mondiale des communications.

3.4.8 *Liste des autres questions principales examinées par le Conseil*

- Rapport sur l'activité de l'Union en 1978
- 18^e Rapport de l'UIT sur les télécommunications et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique
- Le service de courrier/message électronique
- Moyens d'information de masse
- Centre de documentation sur les télécommunications au Siège de l'Union
- Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement
- Le développement et la coopération économique internationale
- Décennie des transports et des communications en Afrique
- Programme des conférences et réunions
- Journée mondiale des télécommunications
- Bureau interorganisations pour les systèmes informatiques
- Comptes arriérés
- Formation en cours d'emploi
- Régularisation de la situation du personnel de renfort employé pour de longues durées
- Projet global - Développement rural intégré.

4. CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE MONDIALE DES RADIOCOMMUNICATIONS

4.1 Généralités

Dans sa Résolution N° 28, la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), considérant que diverses conférences administratives mondiales des radiocommunications réunies depuis 1959 ont apporté au Règlement des radiocommunications et au Règlement additionnel des radiocommunications des amendements portant sur des points particuliers, mais n'ont pas été en mesure d'harmoniser leurs décisions en raison du caractère limité de l'ordre du jour de chacune d'elles, a décidé qu'une conférence administrative mondiale des radiocommunications serait convoquée en 1979 afin de réviser, en tant que de besoin, ces Règlements et elle a chargé le Conseil d'administration de prendre les mesures préparatoires nécessaires pour la convocation de cette conférence.

A sa 30^e session (1975), le Conseil d'administration a constitué, par sa Résolution N° 768, un Groupe d'experts des administrations chargé d'étudier le remaniement éventuel du Règlement des radiocommunications et du Règlement additionnel des radiocommunications.

Le «Remaniement du Règlement des radiocommunications» proposé par le Groupe d'experts a été approuvé en principe par la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1977) dans sa Résolution N° Sat - 10, laquelle demande instamment aux pays Membres d'utiliser le Règlement des radiocommunications sous la forme remaniée et le Règlement additionnel des radiocommunications sous sa forme actuelle pour présenter des propositions à la présente Conférence.

A sa 32^e session (1977), le Conseil d'administration a décidé, par sa Résolution N° 801, que la Conférence administrative mondiale des radiocommunications de 1979 serait convoquée à Genève le 24 septembre 1979, pour une durée de 10 semaines, et a adopté l'ordre du jour de cette Conférence (voir paragraphe 4.2).

En conséquence, la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1979) a été convoquée et, conformément à son ordre du jour et sur la base du «Remaniement du Règlement des radiocommunications» susmentionné ainsi que des propositions soumises par les administrations, elle a examiné, remanié et partiellement révisé, quant à leur contenu, les dispositions du Règlement des radiocommunications. A la suite de ces travaux, elle a adopté le Règlement des radiocommunications (Genève, 1979) dont le texte est annexé aux Actes finals de la Conférence.

En exécution de la Résolution N° 804 du Conseil d'administration, le Comité consultatif international des radiocommunications (CCIR) a effectué des études visant à définir des bases techniques pour les travaux de la Conférence. En février 1979, il a soumis comme document de conférence le Rapport de la réunion mixte de ses Commissions d'études (Réunion spéciale préparatoire).

4.2 Ordre du jour

L'ordre du jour adopté par le Conseil d'administration à sa 32^e session (1977) était le suivant:

1. examiner et réviser, le cas échéant, les dispositions du Règlement des radiocommunications concernant la terminologie, l'attribution des bandes de fréquences et les dispositions directement associées (articles du Remaniement du RR: N1, N2, N3, N5, N6, N7, N8, N25, N26, N27, N28 (section I), N29, N33 (section IV.B) et N47 et appendices associés ne s'appliquant pas à un seul service);
(articles de l'édition de 1976 du RR: 1 à 6, sections I, II, III, VI, VII, VIII et IX de l'article 7)
2. examiner et réviser, le cas échéant, les dispositions concernant la coordination, la notification et l'enregistrement des assignations de fréquence à l'exception des articles concernant un seul service (articles du Remaniement du RR: N11, N12 et N13 et appendices associés, mais non les articles N14 et N15);
(articles de l'édition de 1976 du RR: 9 et 9A mais non 9B et 10)
3. examiner et réviser, le cas échéant, les autres articles applicables à plusieurs services (articles du Remaniement du RR: N4, N16 à N24 et appendices associés ne s'appliquant pas à un seul service) et réviser les dispositions applicables à des stations et services divers (articles du Remaniement du RR: N30, N31, N32, N33 (sections I, II, III et IV.A) et N39 et appendices associés);
(articles de l'édition de 1976 du RR: 12 à 20; 41 à 44)
4. apporter à d'autres dispositions du Règlement des radiocommunications et du Règlement additionnel des radiocommunications tous amendements rédactionnels nécessaires résultant des mesures prises au titre des points 2.1, 2.2 et 2.3 ci-dessus;
5. examiner le rapport d'activité de l'IFRB et réviser, le cas échéant, les dispositions relatives à ses méthodes de travail et à son règlement intérieur (articles du Remaniement du RR: N9 et N10);
(articles de l'édition de 1976 du RR: 8 et 11)
6. étudier les aspects techniques de l'utilisation des radiocommunications pour les liaisons, la signalisation, l'identification et le radiorepérage des moyens de transport sanitaires protégés par les Conventions de Genève de 1949 et par tout instrument additionnel à ces Conventions;

7. prendre en considération la Résolution Sat – 10 de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la radiodiffusion par satellite (Genève, 1977) concernant le réaménagement éventuel du Règlement des radiocommunications et du Règlement additionnel des radiocommunications, effectuer les changements appropriés pour mettre en harmonie le Règlement des radiocommunications ainsi que le Règlement additionnel des radiocommunications et, si nécessaire, en améliorer le texte et supprimer des dispositions superflues ou redondantes;
8. examiner les propositions fondées sur les études du CCITT entreprises conformément aux Résolutions Mar2 – 22 et 23 et prendre les décisions appropriées;
9. examiner les résolutions et les recommandations adoptées par les conférences administratives des radiocommunications, prendre toute mesure qui pourrait être jugée nécessaire et adopter de nouvelles résolutions et recommandations appropriées;
10. proposer au Conseil d'administration et à la prochaine Conférence de plénipotentiaires un programme pour la convocation de futures conférences administratives des radiocommunications traitant de services déterminés;
11. établir, à l'intention des futures conférences administratives des radiocommunications, toutes lignes directrices qui pourraient être jugées nécessaires pour l'utilisation optimale du spectre des fréquences radioélectriques.

4.3 Cent quarante-deux Membres de l'Union ont été représentés à la Conférence par quelque 2.000 délégués. De plus, des observateurs de 30 organisations internationales ont également assisté à la Conférence.

4.4 M. R.J.P. Severini (Argentine) a été élu Président de la Conférence. MM. A.L. Badalov (URSS), J. Jipguep (Cameroun), H. Kieffer (Suisse), Li Lunchuan (Chine), A. Petti (Italie) et M. Glen O. Robinson (USA) ont été élus Vice-Présidents.

4.5 Les neuf commissions ci-après ont été constituées:

Commission 1 – Direction

(composée du Président et des Vice-Présidents de la Conférence, ainsi que des Présidents et Vice-Présidents des autres Commissions)

Commission 2 – Vérification des pouvoirs

Président: M. C.J. Martinez (Venezuela)

Vice-Président: Dr Amer Jomard (Iraq)

Commission 3 – Contrôle budgétaire

Président: M. Z. Kupczyk (Pologne)

Vice-Président: M. K.P.R. Menon (Malaisie)

Commission 4 – Technique

Président: M. N. Morishima (Japon)

Vice-Président: M. M. Cisse (Sénégal)

Commission 5 – Attribution des bandes de fréquences

Président: M. M. Harbi (Algérie)

Vice-Président: M. J.J. Hernandez-G. (Mexique)

Commission 6 – Procédure réglementaire

Président: M. M. Joachim (Tchécoslovaquie)

Vice-Président: M. E.J. Wilkinson (Australie)

Commission 7 – Administration générale

Président: M. P.O. Okundi (Kenya)

Vice-Président: M. H.L. Venhaus (R.F. d'Allemagne)

Commission 8 – Restructuration

Président: M. O. Lundberg (Suède)

Vice-Président: M. G.I. Warren (Canada)

Commission 9 – Rédaction

Président: M. P. Bassole (France)

Vice-Présidents: M. V. Quintas (Espagne)

M. D.E. Baptiste (Royaume-Uni)

4.6 La Conférence a terminé ses travaux le 6 décembre 1979 avec la signature des Actes finals de la Conférence par 132 délégations.

Les Actes finals comprennent:

4.6.1 Le Règlement des radiocommunications (Genève, 1979):

Le Préambule

Partie A

- Chapitre I – Terminologie
- Chapitre II – Dispositions techniques
- Chapitre III – Fréquences
- Chapitre IV – Coordination, notification et enregistrement des fréquences, Comité international d'enregistrement des fréquences
- Chapitre V – Mesures contre les brouillages. Essais
- Chapitre VI – Dispositions administratives concernant les stations
- Chapitre VII – Documents de service

Partie B

- Chapitre VIII – Dispositions relatives à des groupes de services, ainsi qu'à des stations et des services particuliers
- Chapitre IX – Communications de détresse et de sécurité
- Chapitre X – Service mobile aéronautique
- Chapitre XI – Service mobile maritime et mobile maritime par satellite
- Chapitre XII – Service mobile terrestre
- Chapitre XIII – Radiotélégrammes, conversations radiotéléphoniques et communications radiotélex
- Chapitre XIV – Entrée en vigueur du Règlement des radiocommunications.

44 Appendices

4.6.2 87 Résolutions

4.6.3 90 Recommandations

4.6.4 Le Protocole final.

4.7 Le Règlement des radiocommunications annexé aux Actes finals entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1982 à l'exception d'un nombre restreint de dispositions.

4.7.1 A cette date la plupart des dispositions du Règlement des radiocommunications (Genève, 1979), révisées en partie par:

- la Conférence administrative extraordinaire des radiocommunications chargée d'attribuer des bandes de fréquences pour les radiocommunications spatiales (Genève, 1963),
- la Conférence administrative extraordinaire des radiocommunications chargée d'élaborer un Plan d'allotissement révisé pour le service mobile aéronautique (R) (Genève, 1966),
- la Conférence administrative mondiale des radiocommunications chargée de traiter de questions concernant le service mobile maritime (Genève, 1967),
- la Conférence administrative mondiale des télécommunications spatiales (Genève, 1971),
- la Conférence administrative mondiale des radiocommunications du service mobile aéronautique (R) (Genève, 1978),

seront abrogées et remplacées par les dispositions du nouveau Règlement.

4.7.2 Conformément à l'invitation formulée par la Conférence administrative mondiale des radiocommunications chargée d'établir un Plan pour le service de radiodiffusion par satellite dans les bandes de fréquences 11,7 - 12,2 GHz (Région 1) (Genève, 1977), les dispositions et le Plan associé adoptés par cette Conférence sont annexés en tant qu'article 15 et appendice 30 au Règlement révisé.

5. ACTIVITÉS DES ORGANISMES PERMANENTS

5.1 Activités du Secrétariat général

Le Secrétariat général comprend six départements: personnel, finances, conférences et services communs, ordinateur, relations extérieures et coopération technique; il comprend également un service des archives.

5.1.1 Département du personnel

Le très lourd programme des conférences et réunions organisées par l'Union en 1979 a nécessité le recrutement et l'administration d'un nombre exceptionnellement élevé de fonctionnaires engagés pour de courtes durées. Par ailleurs, la seule activité du Département méritant une mention spéciale a été la mise en application totale de la procédure servant à mettre à jour les descriptions d'emploi et à évaluer les grades; d'autre part, les travaux ont progressé, avec l'aide de l'ordinateur, en vue de déterminer de façon plus satisfaisante les valeurs des facteurs, pour permettre de maintenir le système de classement des emplois de l'UIT au niveau exact qui a été fixé par le spécialiste en classement.

Pour ce qui est de la participation à des activités de coordination administrative inter-organisations, le Département a consacré beaucoup de temps et d'efforts à l'étude de plusieurs solutions au problème de la rémunération soumise à retenue pour pension. Les fluctuations des taux de change et les niveaux d'inflation variés continuent à être responsables de situations extrêmement anormales; de légères améliorations ont pu être obtenues, mais un travail plus intensif devra être fait en 1980, pour aboutir à un système équitable qui devra être proposé à la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations Unies, en réponse à une demande de cette Assemblée.

5.1.2 Département des finances

Le Département des finances a continué à s'occuper de ses tâches traditionnelles, c'est-à-dire la tenue des comptes de l'Union, de la Coopération technique et de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT, de l'établissement des budgets de l'Union, du contrôle et de la surveillance des crédits disponibles, du paiement des salaires et indemnités des fonctionnaires du Siège et des experts, ainsi que de la vente et du stockage des publications éditées par l'Union.

Les restrictions de crédits maintenues dans les trois budgets de l'Union ont posé de nombreux problèmes de gestion, nécessitant un renforcement du contrôle des crédits disponibles.

Par ailleurs, les études relatives à l'analyse des coûts de l'Organisation ont été poursuivies. De plus, des études pour une mécanisation plus poussée des travaux du département sont en cours.

5.1.3 Département des Conférences et Services communs

En 1979, ce Département a fourni les services et installations nécessaires aux réunions suivantes:

| | |
|---|----------------------------|
| Groupes de travail intérimaires du CCIR (y compris le Groupe PLEN/1) | (25 - 29.6.79) |
| 397 jours de réunions pour le CCITT (à Genève et hors de Genève) | |
| Cycles d'études ou réunions semblables pour le Département de la coopération technique: | |
| Préparation de la CAMR-79 | |
| – Nairobi | (12 - 23.2.79) |
| – Panama | (12 - 23.3.79) |
| – Sydney | (28.3 - 10.4.79) |
| Télécommunications rurales | – Hambourg (28.5 - 9.6.79) |
| Atelier CODEVTEL | – Quito (11 - 22.6.79) |
| 34 ^e session du Conseil d'administration | (4 - 22.6.79) |
| Centre de documentation | (14 - 16.3.79) |
| TELECOM 79 – 3 ^e Exposition mondiale des télécommunications | (20 - 26.9.79) |
| FORUM 79: 1 ^{re} Partie | (19 - 21.9.79) |
| 2 ^e Partie | (24 - 26.9.79) |
| Conférence administrative mondiale des radiocommunications | (24.9 - 6.12.79) |

5.1.3.1 La *Division linguistique*, en 1979, a traduit un total de 53.815 pages (total encore jamais atteint), représentant une augmentation d'environ 11% sur le volume de son travail en 1978. Ces 53.815 pages se décomposent comme suit: 7.404 pages traduites en anglais, 21.540 pages traduites en français et 24.871 pages traduites en espagnol. La ventilation de ces chiffres entre les divers organismes ou services s'établit ainsi:

| | 1979 | | 1978 | |
|--------------------------|--------|------|--------|-----|
| Secrétariat général | 2.655 | 5% | 2.440 | 5% |
| IFRB | 1.910 | 3½% | 2.334 | 4¾% |
| CCITT | 20.778 | 38½% | 18.356 | 38% |
| CCIR | 911 | 2% | 9.581 | 20% |
| Journal/Information | 5.001 | 9% | 4.755 | 9¾% |
| Conseil d'administration | 2.209 | 4% | 2.349 | 4¾% |
| Coopération technique | 7.950 | 15% | 7.223 | 15% |
| CAMR-79 | 12.401 | 23% | 25 | — |
| Conférence aéronautique | — | | 1.397 | 2¾% |

En plus de leur travail de traduction, certains fonctionnaires permanents de la Division linguistique exercent les fonctions de procès-verbaliste aux séances du Conseil d'administration et pour d'autres réunions internes de courte durée; d'autres remplissent les fonctions d'interprète à l'occasion de nombreuses discussions portant sur des points particuliers, ainsi qu'aux séances hebdomadaires de l'IFRB.

Avec l'aide du Département de l'ordinateur et du Service de composition de textes, la Division linguistique a élaboré un Glossaire provisoire des termes utilisés dans le domaine des télécommunications. Cet ouvrage, fort de 2.250 pages pour les trois langues de travail, se présente en éditions linguistiques distinctes; il a pu être publié en temps voulu pour les besoins de la CAMR-79 et a été mis en vente, par la suite, à l'intention des administrations.

5.1.3.2 La *Division de sténodactylographie et composition de textes* s'est occupée de la production de documents, de la composition de textes pour les publications et du montage d'originaux pour l'impression. Les documents dont le texte est réutilisé dans les publications sont saisis directement par le Service de composition de textes; en collaboration avec le Département de l'ordinateur, les claviers électroniques ont été programmés pour traiter des lettres à caractère récurrent, des listes de participants (préenregistrement et enregistrement de délégués), ainsi que l'affichage des horaires de réunions sur des écrans de télévision.

Le Service de sténodactylographie a produit 102.239 pages en 1979, représentant une augmentation de 12% par rapport à 1978, avec 6.978 heures supplémentaires (dont 5.576 pour la CAMR-79). La ventilation de ces chiffres s'établit comme suit:

| | 1979 | | 1978 | |
|--------------------------|--------|------|--------|------|
| Secrétariat général | 4.974 | 5% | 6.901 | 7½% |
| IFRB | 1.115 | 1% | 2.197 | 2¼% |
| CCITT | 36.280 | 35½% | 31.944 | 35% |
| CCIR | 754 | 1% | 28.729 | 31% |
| Journal/Information | 181 | — | 97 | — |
| Conseil d'administration | 5.872 | 6% | 5.559 | 6% |
| Coopération technique | 6.376 | 6% | 12.202 | 13¼% |
| CAMR-79 | 46.345 | 45½% | 143 | — |
| Conférence aéronautique | — | | 3.549 | 4% |

Le Service de composition de textes a produit 4.066 pages de documents du CCITT et 149 pages pour le CCIR, mais l'essentiel de ses activités a été consacré à la production d'originaux pour l'impression des dix volumes non encore publiés de la XIV^e Assemblée plénière du CCIR, le Manuel sur les Télécommunications rurales (CCITT), le Manuel sur les Réseaux locaux (CCITT) et les Actes finals de la CAMR-79 (qui seront réutilisés pour une publication à paraître en 1980), etc. Quelques données sur les activités de ce service sont énumérées ci-dessous:

| | 1979 | 1978 |
|-------------------------------|---------|--------|
| <i>Pages A4 produites</i> | | |
| Photocomposition | 26.351 | 19.603 |
| Composeuse IBM | 736 | 2.795 |
| <i>Photocopies effectuées</i> | 253.181 | 97.532 |
| <i>Nombre de commandes</i> | 603 | 680 |
| <i>Frais imputés</i> | | |
| (tarif interne) (fr.s.) | 22.402 | 33.157 |
| <i>Heures supplémentaires</i> | | |
| (dont 2.641 pour la CAMR) | 3.176 | 1.838 |

L'équipement du Service a été complété par une petite machine qui permet d'effectuer la composition typographique des tableaux, titres, etc. On peut ainsi se dispenser de faire appel à des imprimeurs extérieurs ou d'utiliser la composeuse IBM, ce qui accélère considérablement la production.

5.1.3.3 Dans la *Division des publications et de reprographie*, le Service des publications a produit 466 publications représentant 52.106 pages en 777.020 exemplaires. Le coût total a été de 4.788.541,50 francs suisses, dont 7,5% au titre d'appels d'offres émanant des pays suivants: Autriche, Belgique, Canada, Etats-Unis, Hongrie, Italie, République Démocratique Allemande, Royaume-Uni, Tchécoslovaquie et U.R.S.S. La vérification des factures a révélé des erreurs s'élevant à 18.000 francs suisses qui, sans cette vérification, auraient représenté une perte pour l'Union. Le papier consommé en 1979 a représenté près de 5 millions de feuilles, pesant 251 tonnes et coûtant 400.000 francs suisses. On a adopté un papier plus léger qui a donné satisfaction.

Le Service de reprographie a opéré 87.414.731 passages en machine de format A4, en offset; 1.737.900 passages ont été commandés à des imprimeurs extérieurs, ce qui représente un total de 89.152.631 passages, en augmentation de 56% sur 1978:

| | <i>Passage en machines A4</i> | | | | <i>Temps de production en heures</i> | | | |
|------------------|-------------------------------|-----|------------|-----|--------------------------------------|------|--------|-----|
| | 1979 | | 1978 | | 1979 | | 1978 | |
| Secrétariat | | | | | | | | |
| général | 6.092.214 | 7% | 5.561.401 | 10% | 5.041 | 9½% | 7.259 | 16% |
| IFRB | 1.176.311 | 1% | 1.585.351 | 3% | 1.833 | 3½% | 2.462 | 5% |
| CCITT | 25.354.135 | 28% | 22.939.575 | 39% | 12.697 | 24% | 11.238 | 25% |
| CCIR | 562.240 | 1% | 17.697.408 | 32% | 790 | 1½% | 12.197 | 27% |
| Coopération | | | | | | | | |
| technique | 5.007.649 | 6% | 5.396.952 | 9% | 7.741 | 15% | 7.813 | 17% |
| Conseil | | | | | | | | |
| d'administration | 1.505.509 | 2% | 1.717.963 | 3% | 1.993 | 4% | 1.739 | 4% |
| CAMR-79 | 49.420.253 | 55% | 253.330 | ½% | 22.418 | 42½% | 287 | ½% |
| CARR Région 2 | 34.320 | — | — | — | 43 | — | — | — |
| Conférence | | | | | | | | |
| aéronautique | — | — | 1.981.759 | 3½% | — | — | 2.581 | 5½% |

Le service a travaillé en trois équipes pendant la CAMR-79 et il a été en mesure de produire la totalité des Actes finals dans les ateliers de l'UIT.

5.1.3.4 Le *Service des expéditions et transports* a envoyé en 1979 — depuis les ateliers de plusieurs imprimeurs — 116.000 kg de publications pour le prix de fr.s. 135.000.— (publications dont la valeur s'élevait à fr.s. 3.930.000.—); il a également expédié, depuis le Siège de l'Union, des imprimés divers pour le prix de fr.s. 855.000.— et des documents de conférence pour le prix de fr.s. 720.000.—. Il y a eu 26.000 envois recommandés pour lesquels une surtaxe de fr.s. 18.500.— a été payée. Ces chiffres sont en diminution de 1% et 16% respectivement, par rapport à 1978.

5.1.3.5 Le *Service des documents de conférence* a traité un total de 7.858.175 documents, ce qui représente une augmentation de 3,5% par rapport à 1978, dont 1.919.622 ont été expédiés, 5.265.237 distribués à l'intérieur de l'Union (4.367.380 pendant la CAMR-79) et le solde mis en stock.

5.1.3.6 La *Division Bâtiment et Economat* s'est occupée des arrangements matériels pour les installations à réaliser dans le Centre de conférences à l'intention de la CAMR-79; elle était chargée de l'économat pour cette Conférence, des connexions pour l'affichage des horaires des séances sur les écrans de télévision, et elle a participé à l'installation de TELECOM 79. La Section Bâtiments a fait progresser l'application des normes d'occupation des bureaux recommandées par MM. Bender et King, membres du Corps commun d'inspection. Le Service technique et le Service chauffage-climatisation ont assuré l'entretien des diverses installations et ont appliqué des mesures d'économie de combustible. Le Service économat achats/magasins a poursuivi ses efforts pour rechercher des fournitures aux conditions les plus avantageuses. Il a participé aux travaux du Service commun d'achats des Nations Unies. Les membres de l'équipe chargée de la sécurité ont achevé leur formation et ont entrepris de passer en revue les conditions de sécurité des bâtiments de l'UIT, sous tous leurs aspects. Quelques récepteurs de fac-similé ont été mis en place.

5.1.3.7 Le *Service téléphonique* a bénéficié des perfectionnements introduits par la mise en œuvre du système de sélection directe. Il a continué à fournir des données pour l'établissement, à intervalles réguliers, de la liste téléphonique interne, ces données étant traitées par l'ordinateur.

5.1.4 *Département de l'ordinateur*

En 1979, l'Union a continué à utiliser des ordinateurs comme moyens de gestion intégrés pour ses travaux techniques et réglementaires, ainsi que pour ses conférences techniques. Le Département de l'ordinateur a fourni aux divers organismes et départements de l'Union les services de traitement des données — couvrant 3.024 heures d'utilisation de l'ordinateur, en augmentation de 32,8% par rapport à 1978 — nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches techniques et administratives, notamment celles dont le but est de favoriser la coordination internationale en matière de planification et d'exploitation des services de télécommunications des gouvernements et administrations Membres de l'Union.

Le Département a fait de son mieux pour effectuer les études de faisabilité et les analyses de systèmes les plus urgentes. Il convient de signaler cependant que ces activités ont été limitées, car la mise à jour continue des applications existantes, pour répondre à des besoins nouveaux des usagers, a représenté une très lourde charge de travail pour le personnel du Département. Il est couramment admis, maintenant, que ces travaux de mise à jour nécessitent des affectations de personnel ininterrompues. A mesure que s'accroît le nombre des applications, il faut prévoir un accroissement correspondant des affectations de personnel spécialisé. On estime que 60% des travaux de programmation correspondent à ce genre d'affectation dans la plupart des centres de traitement de données. Par ailleurs, on admet que les coûts afférents à l'adaptation du logiciel, pour une application donnée, peuvent représenter le double ou le triple des coûts initiaux.

Afin de tirer le meilleur parti possible du centre d'informatique, le vaste programme de formation du personnel technique du Département s'est poursuivi pour tenir les fonctionnaires au courant des connaissances, méthodes et techniques avancées actuellement applicables pour répondre aux conditions critiques de temps et de coût qu'impose la situation. Signalons que le Département a organisé de nombreux cours et de nombreuses séances d'information pour faire connaître aux fonctionnaires de l'Union qui s'intéressent à l'ordinateur les nouveaux développements et les procédures les plus récentes qu'applique le centre d'ordinateur de l'UIT. Le Département a aussi organisé des sessions d'information sur les activités de l'UIT dans le domaine informatique, à l'intention de délégations des administrations et d'autres organisations internationales.

On trouvera dans l'annexe 4 au présent document des renseignements détaillés sur les activités du Département de l'ordinateur.

5.1.5 *Département des relations extérieures*

Le Département des relations extérieures comprend quatre divisions: relations avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales, relations avec les Membres de l'Union, relations publiques, celle chargée de la préparation du Conseil d'administration et des conférences. Le conseiller juridique est rattaché à ce Département.

5.1.5.1 Durant l'année 1979, les fonctionnaires du Département ont continué à suivre de près les travaux des Nations Unies portant sur des questions d'intérêt commun et de coordination entre les institutions spécialisées. Ils ont également participé aux travaux du Comité des Nations Unies des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

Conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies, le Secrétariat général, en coopération avec les Membres de l'Union, a préparé le dix-huitième rapport de l'Union internationale des télécommunications sur les télécommunications et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

L'activité juridique a porté notamment sur la préparation, l'examen et la mise en forme de divers types de contrats et d'accords de services, et sur l'élaboration de projets d'accord. Elle s'est également traduite dans la préparation et l'assistance aux conférences et réunions de l'UIT au Conseil d'administration ainsi qu'à la Conférence administrative mondiale des radiocommunications.

Dans le cadre de son activité, le Département a poursuivi ses efforts en vue de renforcer les liens de coopération avec certains organismes régionaux.

5.1.5.2 La *Division CA et conférences* s'est occupée des arrangements administratifs de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1979) et a assuré le secrétariat exécutif et le secrétariat de la Commission de pouvoirs de cette Conférence. De plus, elle s'est occupée des arrangements administratifs de la 34^e session du Conseil d'administration dont elle a assuré le secrétariat exécutif.

Les arrangements administratifs dont il est question ci-dessus portaient notamment sur des questions d'invitations et sur la préparation des documents préparatoires (propositions et autres) ainsi que sur la préparation du document contenant les propositions coordonnées.

Elle a participé activement aux travaux de la planification et a commencé le traitement des documents préparatoires à la première session de la Conférence administrative régionale de radiodiffusion à ondes hectométriques (Région 2) (Buenos Aires, 1980) et en a coordonné l'envoi aux administrations participantes.

Dans le cadre des publications, la Division CA et conférences a commencé l'établissement du manuscrit des Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1979).

5.1.5.3 En 1979, la *Division des Relations publiques* a assuré la préparation de la 11^e Journée Mondiale des Télécommunications dont le thème proposé aux pays Membres de l'Union était «Télécommunications pour tous». Un accent tout particulier a été mis sur les utilisations des télécommunications pour lutter contre l'isolement. Un message filmé et enregistré a été diffusé par quelque 150 stations de radiodiffusion sonore et 100 stations de télévision.

Le Journal des Télécommunications a publié deux numéros spéciaux, l'un au mois de février, consacré aux télécommunications en Inde, numéro qui aurait dû être publié en 1978 mais qui a dû être retardé pour des questions rédactionnelles, l'autre, au mois de juillet, consacré aux télécommunications en France.

De nombreux groupes de visiteurs (près de 500 personnes) ont visité le Siège de l'UIT. Des conférences sur les activités de l'Union leur ont été faites.

En septembre 1979 (du 20 au 26) s'est tenue la 3^e Exposition Mondiale des Télécommunications, TELECOM 79, organisée conformément au Vœu N° 3 de la Conférence de Plénipotentiaires. Cette exposition a rassemblé 600 exposants de 41 pays sur 70.000 m². On a enregistré 165.000 entrées de visiteurs de 140 pays. Le 3^e Forum Mondial des Télécommunications s'est déroulé pendant TELECOM 79, rassemblant quelque 2.300 spécialistes. Dans le cadre de TELECOM, on a également organisé le 3^e Festival du Film des Télécommunications et de l'électronique, la 1^{re} Foire Mondiale du Livre des Télécommunications et de l'électronique, le 3^e Concours de la Jeunesse à l'Age de l'électronique, une cérémonie marquant le 50^e anniversaire de la 1^{re} Assemblée Plénière du CCIR et la remise du 1^{er} Prix du Centenaire de l'UIT à M. Georges VALENSI (France).

La CAMR-79 a donné lieu à la préparation d'une importante documentation de presse. De nombreuses sections de radiodiffusion et de nombreux journaux ont rendu compte des travaux de la Conférence.

Une brochure d'information générale sur l'UIT a été publiée ainsi que, à l'occasion de TELECOM 79, une brochure d'information sur le Réseau Panafricain de Télécommunications (PANAFTEL) ainsi que pour son cinquantième, une brochure d'information sur l'histoire du CCIR.

5.1.5.3.1 *Bibliothèque générale et Service de documentation*

Au cours de l'année 1979, la Bibliothèque centrale a acquis 525 volumes dont 115 en achat et 410 en don (396 volumes en 1978 dont 87 en achat et 309 en don), 6.000 documents et publications de l'UIT (deux collections en anglais, français et espagnol), 390 publications gouvernementales (par exemple: rapports annuels, rapports financiers, etc.), et 2.950 documents et publications de l'ONU et des institutions spécialisées, 1.277 titres de périodiques et 2.191 numéros de journaux (ceux-ci sont éliminés 30 jours après leur réception). La Bibliothèque est, en outre, abonnée à 98 périodiques et à 7 journaux (utilisés pour les *Teleclippings*).

Durant cette année, la Bibliothèque a assuré le service de prêt et de référence aux fonctionnaires du Siège, aux délégués aux conférences et réunions de l'UIT qui ont eu lieu à Genève, ainsi qu'aux usagers de l'extérieur (professeurs, interprètes, stagiaires et chercheurs, etc.). La Bibliothèque a prêté 4.954 ouvrages et publications au personnel du Siège en 1979. Le nombre de lecteurs qui ont mis à profit les services de celle-ci est de 3.927 contre 3.151 en 1978, un accroissement de l'ordre de 22%. La Bibliothèque a pu également satisfaire 1.282 recherches de renseignements par téléphone au cours de la même année.

La Bibliothèque a mis à jour et produit cinq publications qui permettent de faciliter la consultation des collections et de faire connaître aux lecteurs les acquisitions les plus récentes, ainsi que les modifications survenues dans les collections des périodiques et des publications annuelles. Ces cinq publications sont: la *Liste des périodiques* (distribuée aux administrations et bibliothèques intéressées, ainsi qu'au personnel du Siège); la *Liste des publications annuelles* (distribuée également aux administrations et bibliothèques intéressées ainsi qu'au personnel du Siège); la *Liste des acquisitions récentes* (2 numéros doubles) (distribuée aux bibliothèques et au personnel du Siège); les *Current Contents* (publication bi-mensuelle pour les fonctionnaires du Siège), et les *Teleclippings* (hebdomadaire envoyé aux administrations qui en font la demande).

120 comptes rendus d'ouvrages préparés par le Bibliothécaire ont été publiés dans le *Journal des télécommunications* au cours de l'année 1979 (117 en 1978).

Au cours de l'année 1979, la Cinémathèque de l'UIT a pu répondre favorablement à 146 demandes de prêts de films qui ont été projetés 213 fois en présence de 11.587 spectateurs ainsi que 500.000 téléspectateurs. Une nouvelle édition du *Catalogue de la Cinémathèque* est en cours de préparation.

1.600 photos ont été indexées en vue de les inclure dans le *Catalogue Photothèque*, dont une nouvelle édition est en cours de préparation.

Il faut noter l'intérêt porté par les administrations aux travaux de la Bibliothèque centrale. Ainsi, à la demande de l'Administration du Gabon, le Chef de la Bibliothèque centrale a entrepris, en décembre dernier, une mission au Gabon dans le cadre d'une action de coopération technique pour aider à organiser et à constituer les fichiers des documents et publications de l'UIT et pour initier le personnel compétent de l'Office des postes et télécommunications au classement et à la tenue et mise à jour des fichiers en question.

5.1.5.4 Le volume de travail de la *Division des relations avec les Membres* est réparti entre trois services:

- le Service chargé de l'application de la Convention/Protocole, du Règlement téléphonique et des statistiques;
- le Service chargé de l'application du Règlement télégraphique; et
- le Service chargé de l'application du Règlement des radiocommunications.

La tâche de la Division consiste à s'occuper des relations que les Membres de l'Union entretiennent les uns avec les autres, par l'intermédiaire du Secrétariat général. Les différents services de la Division sont placés sous une direction commune afin d'assurer une plus grande efficacité et une meilleure normalisation des travaux. Du fait que certaines données reçues des administrations peuvent intéresser plusieurs services, il est nécessaire de maintenir une liaison étroite entre les diverses parties de la Division. Les appels les plus importants des activités de la Division en 1979 sont traités séparément pour chaque service.

5.1.5.4.1 *Service chargé de l'application de la Convention/Protocole, du Règlement téléphonique et des statistiques des télécommunications*

a) *Fonctions de dépositaire des Actes de l'Union*

Durant l'année 1979, le Service a accompli les tâches habituelles découlant des fonctions de dépositaire des Actes de l'Union, soit l'enregistrement du dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion à la Convention internationale des télécommunications, l'enregistrement des approbations des autres Actes de l'Union, ainsi que le traitement des consultations, notifications et communications y afférentes, etc. En diverses occasions, il a attiré l'attention des pays Membres qui n'ont pas encore ratifié (ou adhéré à) la Convention sur la nécessité d'accomplir cette formalité pour recouvrer leur droit de vote.

Le Service a également traité des questions relatives aux demandes (ou aux dénonciations) de participation aux travaux des comités consultatifs internationaux présentées par les exploitations privées reconnues, les organismes scientifiques ou industriels et les organisations internationales.

b) *Publications*

Le Service a préparé, en vue de leur publication, les documents suivants:

Notification (12 numéros), Bulletin d'exploitation (26 numéros), Liste des adresses (suppléments N^{os} 5 à 7 à la 5^e édition et la 6^e édition), Annuaire statistique des télécommunications du secteur public (7^e édition), Liste des voies d'acheminement des communications téléphoniques internationales (19^e édition).

Il y a lieu de relever, qu'à l'exception de la Notification et du Bulletin d'exploitation, tous les manuscrits des documents précités ont été préparés au moyen d'une machine à écrire à mémoire sur support à cartes magnétiques, ce qui permet d'éliminer les frais de composition typographique et, de ce fait, de réduire le coût des publications.

c) *Autres activités*

Le Service a été étroitement associé aux travaux du sous-groupe chargé, au sein du GAS 5 du CCITT, de la poursuite de l'étude du sujet intitulé «Examen des données statistiques contenues dans l'Annuaire et améliorations susceptibles de leur être apportées», ainsi que de l'élaboration du projet d'un nouvel Avis relatif à la publication de renseignements concernant la tarification appliquée dans chaque pays aux services de télécommunication du secteur public.

Le Service a rédigé toute la correspondance de caractère protocolaire échangée avec les Missions permanentes accréditées auprès de l'Union.

Enfin, le chef de ce Service a assumé les fonctions de Secrétaire de la Commission de rédaction de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications.

5.1.5.4.2 *Service chargé de l'application du Règlement télégraphique*

Au cours de l'année 1979, ce Service a procédé aux travaux habituels de rassemblement, de coordination et de diffusion des notifications envoyées par les administrations/EPR concernant les questions qui intéressent le service télégraphique international. Il s'agit principalement d'informations à traiter dans le cadre de l'échange des communications réciproques qui s'effectuent entre les administrations/EPR par l'intermédiaire du Secrétariat

général en vue d'assurer un bon fonctionnement des services d'exploitation. A ce sujet, il est intéressant de relever qu'avec la publication du Bulletin d'exploitation tous les 14 jours, les administrations/EPR ont de plus en plus recours à ce moyen de diffusion.

Dans le domaine des publications officielles pour lesquelles ce Service est responsable, l'année 1979 se caractérise par l'accomplissement des travaux de reconversion qui lui permettent désormais d'assurer la gestion directe des fichiers de base de toutes les données à caractère opérationnel, tarifaire et statistique ayant trait au service télégraphique. A l'exception du fichier de la Nomenclature des bureaux télégraphiques, dont le volume considérable justifie le recours à l'ordinateur, la technique employée par le service (machines à écrire à mémoire sur support de cartes magnétiques) permet de préparer ainsi directement et d'une façon autonome la composition de l'ensemble des documents mentionnés ci-après, en vue de leur publication:

- Suppléments N^{os} 7 et 8 à la 1^{re} édition (1975) du Tableau des taxes télégraphiques,
- Supplément spécial des Taxes de répartition des télégrammes (avril 1979),
- Suppléments N^{os} 5 et 6 à la 1^{re} édition (1976) des Renseignements d'intérêt général concernant l'exécution du service télégraphique international,
- Suppléments N^{os} 6 et 7 à la 5^e édition (1976) du Tableau d'acheminement pour les bureaux participant au service Gentex,
- 4^e édition (1979) de la Liste des indicateurs pour le système à retransmission de télégrammes (SRT) et des codes d'identification des réseaux télex (CIRT),
- Suppléments N^{os} 3 et 4 à la 5^e édition (1977) du Tableau TA,
- Brochure TA, édition 1980,
- Tableau des relations et du trafic télex internationaux (1978).

D'autre part, compte tenu de l'état d'avancement de certaines études entreprises au sein de la Commission d'études I du CCITT dans le domaine de la communication de textes, en général, et vu l'intérêt que ces questions suscitent non seulement dans le cadre de l'UIT mais également dans d'autres organismes internationaux, dont l'UPU notamment, il s'est avéré judicieux de préparer à l'attention du Conseil d'administration de l'UIT un document d'information traitant du «courrier/message électronique».

Après en avoir pris connaissance et discuté au cours de sa 34^e session, le Conseil d'administration a chargé le Secrétaire général:

- de diffuser ce document à tous les Membres de l'Union en les invitant à faire part de leurs commentaires et renseignements sur ce sujet;
- de préparer un nouveau rapport détaillé pour la 35^e session (1980);
- d'inviter l'UPU, en sa qualité d'institution spécialisée des Nations Unies, à participer aux travaux actuellement en cours dans le cadre de l'UIT, plus particulièrement à ceux du CCITT. Ainsi les dispositions nécessaires ont été prises à temps pour informer officiellement le XVIII^e Congrès de l'UPU (Rio de Janeiro - septembre/octobre 1979) des suggestions faites par le Conseil d'administration de l'UIT. L'organe suprême de l'UPU après avoir examiné cette question dans le cadre d'un débat général sur l'avenir des services postaux a chargé son Comité consultatif des études postales (CCEP) d'étudier le problème plus en détail. Par l'intermédiaire du Directeur général de l'UPU, l'UIT a été officiellement informée que le Congrès a mis l'accent sur l'établissement d'une étroite collaboration entre nos deux organisations en matière de courrier électronique.

5.1.5.4.3 *Service chargé de l'application du Règlement des radiocommunications*

En 1979, ce Service a continué à assurer la coordination entre les Membres de l'Union pour les questions relatives à l'application et à l'interprétation du Règlement des radiocommunications ainsi que pour les problèmes d'exploitation qui nécessitent un échange d'informations. Il a aussi continué à participer aux conférences et réunions et à s'acquitter des tâches liées à l'exploitation des radiocommunications, aux informations tarifaires et aux données statistiques, ainsi qu'à la mise en vigueur de certaines décisions des conférences administratives de l'Union et des assemblées plénières des CCI.

On trouvera ci-après un résumé des principaux travaux effectués par ce Service:

Tâches non récurrentes prescrites dans les Règlements administratifs et mise en vigueur des décisions des Conférences administratives des radiocommunications et des Assemblées plénières du CCIR et du CCITT

a) *Règlement des radiocommunications*

Conformément aux dispositions des numéros 749 et 749A du Règlement des radiocommunications, des séries d'indicatifs d'appel, des tranches de numéros d'appel sélectif pour les stations de navire et des tranches de numéro d'identification des stations côtières ont été provisoirement attribuées aux différents pays. Pour se conformer au numéro 751 du Règlement des radiocommunications, on a relevé de nombreux cas d'erreurs dans l'attribution des indicatifs d'appel aux stations et dans la composition de ces indicatifs d'appel.

b) *Conférence administrative mondiale des télécommunications spatiales (1971)*

La consultation des administrations, entreprise en application de la Résolution N° Spa2 – 6, au sujet des critères techniques relatifs au partage des bandes de fréquences entre services de radiocommunications spatiales et services de radiocommunications de Terre, ou entre services de radiocommunications spatiales, s'est achevée en 1979. Une analyse des réponses a été publiée en annexe à la lettre-circulaire N° RM/Z/3Cir/RR/79.

c) *Conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes (1974)*

Le Service a entrepris les actions qu'appelaient les décisions relatives aux nouvelles fréquences radiotéléphoniques et classes d'émission utilisées dans les bandes attribuées au service mobile maritime entre 4000 et 23 000 kHz.

On a achevé en 1979 la consultation des administrations, entreprise en application de la Résolution N° Mar2 – 19 relative à l'introduction d'un système d'appel sélectif numérique pour satisfaire les besoins du service mobile maritime. Une analyse des réponses a été publiée en annexe à la lettre-circulaire N° RM/Z/4Cir/RR/79.

d) *Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la radiodiffusion par satellite (1977) et Conférence administrative mondiale des radiocommunications du service mobile aéronautique (R) (1978)*

Le «Remaniement du Règlement des radiocommunications» a fait l'objet d'une mise à jour tenant compte des amendements apportés à la liste des Appendices, des Résolutions et des Recommandations. Le nouveau texte a été publié et envoyé à tous les détenteurs du «Remaniement».

e) *Conférence administrative mondiale des radiocommunications (1979) – Travaux préparatoires*

Le Service a établi des documents traitant de l'identification des stations, de la formation des indicatifs d'appel, des résolutions et recommandations adoptées par des Conférences administratives mondiales antérieures de l'UIT. Il a établi également un document décrivant, sous la forme d'un tableau, les dispositions prises au sujet des propositions présentées à la CAMR-79, ainsi qu'un dossier de référence pour utilisation interne.

f) *Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI)*

Une lettre-circulaire a été adressée aux administrations pour leur faire part des préoccupations exprimées par l'OMCI, à sa 40^e session, à propos de l'utilisation abusive, en mer, de la fréquence de détresse, d'urgence, de sécurité et d'appel 156,80 MHz (voie 16) pour les communications de navire à navire.

g) *Rassemblement, coordination et diffusion de données relatives à l'exploitation*

Registres

Au cours de l'année 1979, le Service a continué à étudier et à traiter des notifications envoyées par les administrations et concernant l'exploitation et les questions connexes en vue de mettre à jour les registres suivants:

- stations côtières – I
- stations côtières – II
- stations de navire
- indicatifs d'appel
- stations de radiorepérage et stations effectuant des services spéciaux – I
- stations de radiorepérage et stations effectuant des services spéciaux – II
- stations de contrôle des émissions.

La collecte des données, l'examen et la vérification des notifications en vue d'assurer de leur exactitude et de leur conformité avec les textes officiels, la détection de défauts d'interprétation, d'ambiguïtés ou d'erreurs, ainsi que la coordination entre les registres ont donné lieu à un échange considérable de correspondance avec les administrations (en particulier, plus de 1.500 lettres individuelles).

Le volume et la complexité des travaux exigés pour la tenue à jour du Registre des stations côtières ont continué à augmenter en raison de l'entrée en vigueur des décisions de la CAMR maritime de 1974 et de l'extension des services de radiocommunications maritimes nouvellement établis.

Le nombre des inscriptions figurant dans le Registre des stations de navire s'est encore accru en 1979, l'augmentation nette étant de 10.031 stations de navire, soit 11,2%.

Le Service a procédé à une enquête concernant la nécessité, pour les utilisateurs de la Nomenclature des stations de navire, de recevoir sans retard des renseignements sur les modifications apportées au Registre des stations de navire. Comme suite à cette enquête, une liste bimensuelle d'adjonctions, suppressions et modifications à ce Registre est publiée, depuis mars 1979, en Annexe au Bulletin d'exploitation de l'UIT.

h) *Publications*

En 1979, le Service a été chargé de la publication des documents de service suivants:

- *Nomenclature des stations côtières (Liste IV)* (publiée pour la première fois en deux volumes): *Volume I*: Suppléments N^{os} 1 et 2 à la 7^e édition; *Volume II*: 7^e édition et Supplément N^o 1;
- *Nomenclature des stations de navire (Liste V)*: 19^e édition et Suppléments N^{os} 1, 2 et 3;
- *Nomenclature des stations de radiorepérage et des stations effectuant des services spéciaux (Liste VI)*: *Volume I*: 7^e édition; *Volume II*: Suppléments N^{os} 4 et 5 à la 6^e édition;
- *Liste alphabétique des indicatifs d'appel des stations (Liste VIIA)*: Supplément N^o 6 à la 8^e édition, 9^e édition et Suppléments N^{os} 1 et 2;
- *Liste alphabétique des indicatifs d'appel des stations (Liste VIIB)*: Supplément N^o 5 à la 7^e édition, 8^e édition et Suppléments N^{os} 1 et 2.

Le processus complet de publication des documents de service susmentionnés comprend des tâches allant du rassemblement des données à l'autorisation de distribution.

i) *Participation aux conférences et aux réunions traitant de l'exploitation des radiocommunications*

Le Service a participé à certaines conférences et réunions de l'UIT, du CCITT, du CIRM et de l'OMCI. Il a fourni un appui de secrétariat pour la CAMR-79, notamment les secrétariats techniques de la Commission 7 (Administration générale) et de la Commission 8 (Restructuration du Règlement des radiocommunications), ainsi que le secrétariat des groupes de travail et groupes de rédaction de ces commissions.

j) *Autres activités*

Le Service s'est occupé de toutes les questions relatives aux taxes d'exploitation et aux autorités chargées de la comptabilité du service mobile maritime; il a mis à jour les dispositions facultatives (2^e série) (Règlement des radiocommunications).

Le contact a été maintenu avec d'autres institutions spécialisées, en ce qui concerne divers problèmes de radiocommunications qui sont du ressort du Service.

Le Service a prêté son concours aux administrations, aux exploitations privées reconnues, aux entreprises techniques et aux particuliers en répondant à de nombreuses demandes de renseignements au sujet de l'application et/ou de l'interprétation de textes internationaux de caractère juridique ou quasi-juridique relatifs aux radiocommunications en général et aux questions d'exploitation en particulier. Ces activités ont exigé dans certains cas un travail de recherche non négligeable.

En 1979, il a fallu pour exécuter les tâches confiées au Service, faire un important travail de planification et de programmation et, par conséquent, maintenir une coordination étroite avec les autres départements et les imprimeurs.

5.1.6 *Département de la Coopération technique*

Les activités de ce Département font l'objet de la section 6 du présent Rapport.

5.1.7 *Service des Archives, des Communications et du Microfilm*5.1.7.1 *Communications*5.1.7.1.1 *Courrier*

Cette Section a reçu et trié 132.846 plis à l'arrivée, dont 86.962 pour le seul Secrétariat général.

Au départ, il a été traité et affranchi 97.343 envois, cependant que 1.620 envois, représentant plus de 2½ tonnes de documentation, étaient expédiés par la valise diplomatique (ceci sans préjuger des envois-colis effectués par le service des expéditions).

Sur le plan financier, cela représente fr.s. 162.097 de frais d'affranchissement.

5.1.7.1.2 *Télex*

C'est dans ce secteur que l'augmentation du volume de travail a été la plus sensible.

En effet, en comparant les trois dernières années, on a les nombres suivants:

| | 1977 | 1978 | 1979 |
|-------------------------|--------|--------|--------|
| Télégrammes au départ | 11.638 | 13.805 | 16.770 |
| Télégrammes à l'arrivée | 16.190 | 19.357 | 20.507 |

soit une augmentation de 22%.

Comparativement aux chiffres de 1977, ceux de l'année écoulée représentent en moyenne 21 télégrammes de plus *par jour* au départ. Actuellement, ce service traite en moyenne 150 télégrammes par jour.

5.1.7.2 *Archives*

5.1.7.2.1 *Archives imprimées*

Cette série s'accroît inévitablement au rythme prodigieux de parution des documents et des publications de l'Union, qui font tous l'objet, dans notre service, d'un traitement bibliographique soigné. Ainsi donc s'est poursuivi l'établissement du fichier Kardex où sont répertoriées par séries et dans l'ordre de leur parution, les publications de l'Union. Tout a été mis en liasse, étiqueté et classé.

Cependant que le Service des Archives répondait à 221 demandes de consultation d'imprimés (dont 121 demandes émanant de fonctionnaires du Siège) et effectuait, pour ces mêmes demandeurs, 3.327 photocopies (les microfilms sont traités plus loin) qui, le plus souvent, sont vendues.

S'est constitué aussi le fichier qui dépouille toutes les conférences de l'Union par sujet; la totalité des Plénipotentiaires est réalisée de 1865 à 1973 et les conférences administratives le sont depuis leur origine à 1966.

Les documents consultés, au Siège comme à l'extérieur, sont fort nombreux. Ainsi la CAMR-79, avant et surtout pendant son déroulement, a occasionné aux Archives un net surcroît de travail, car la plupart des délégations ont notamment souhaité revoir des documents de la Conférence de 1959.

5.1.7.2.2 *Dossiers semi-actifs et inactifs*

Tout d'abord, il a été procédé à la mise en ordre, au recollement et à l'inventaire (ainsi que le conditionnement en liasses) de tous les instruments diplomatiques de l'Union depuis 1947 (adhésions et ratifications).

On a effectué la même opération sur les bandes magnétiques et enregistrements divers que nous possédons depuis Atlantic City.

Actuellement se poursuit l'indexage et l'inventaire des registres des Finances depuis 1869 jusqu'à nos jours, puisque nous effectuons l'archivage définitif après avoir procédé à la destruction de 55 mètres linéaires de dossiers périmés et sans intérêt historique. Par ailleurs, nous avons éliminé 20 mètres linéaires de dossiers appartenant à la division des Relations avec les Membres, soit, en tout, plus de 3½ tonnes de documents.

A la Coopération technique, les grands travaux de déblaiement ont commencé, d'une part, par les dossiers de boursiers, d'après lesquels nous constituons un fichier indiquant le pays d'origine du boursier, le ou les pays d'accueil, les matières étudiées, car il nous a semblé que ces renseignements auraient un jour un intérêt sociologique et statistique.

5.1.7.3 *Microfilm*

Cette unité a produit au cours de l'année 1979, 109 films en rouleau, 1.288 jackets, qui demeurent toutes la propriété des archives de l'Union et 10.213 copies diazos, qui sont vendues à l'extérieur (fr.s. 5.— pièce), notamment par la Division de la Formation professionnelle.

Il a été également procédé à la mise sur film de la totalité des documents du CCIR pour la période 1974-1978, afin, d'une part, de prévenir la détérioration du papier qui sert de support à ces documents et, d'autre part, pour pouvoir répondre plus rapidement aux demandes de documents de l'extérieur; car l'expérience démontre que ce type de documents est fréquemment consulté.

5.1.7.4 *Sur le plan international*

L'UIT a été représentée au Congrès des Archivistes français, dont le sujet, cette année, était: les éliminations.

Elle a également collaboré à la phase finale d'édition, sous sa forme provisoire, du *Guide des Archives des Organisations internationales*, financé par l'UNESCO.

C'est sur ses propositions, enfin, que l'accord s'est fait, au sein des archivistes des organisations internationales, y compris le PNUD, pour l'adoption de règles communes de conservation et d'élimination portant sur les dossiers (projets et experts) d'assistance technique.

5.2 **Activités du comité international d'enregistrement des fréquences (IFRB)**

5.2.1 Cette section couvre les principales activités du Comité en 1979. En résumé, on peut dire que le traitement des notifications d'assignation de fréquence de certains services ainsi que les études techniques liées à ce traitement sont devenus beaucoup plus complexes que par le passé. Le nombre des demandes adressées par les administrations au Comité pour qu'il intervienne dans l'application des procédures de coordination de l'utilisation des fréquences a beaucoup augmenté en 1978; les études techniques découlant de ces demandes ainsi que les autres travaux connexes ont augmenté en conséquence.

5.2.2 En résumé, l'année a été marquée:

- a) par un volume de travail exceptionnel à l'IFRB, provoqué tout d'abord par la réception, au début de février, d'un grand nombre de fiches de notification d'assignation nécessitant un examen technique complet et, plus tard, par la réception d'un grand nombre de fiches du même genre; le nombre total des fiches reçues a ainsi dépassé le double de ce que l'IFRB reçoit pendant une «année moyenne»;
- b) par un intense travail de préparation pour la CAMR-1979, notamment:
 - participation active aux trois cycles d'études régionaux organisés par l'Union pour la préparation de la CAMR, 1979;
 - passer en revue le Règlement des radiocommunications, les Appendices, Résolutions et Recommandations, et préparer les commentaires à soumettre à l'examen de la Conférence (Document N° 65);
 - étudier les propositions des administrations et préparer les méthodes de travail à appliquer éventuellement ainsi que les documents de travail;
- c) par la formation des fonctionnaires destinés à remplir les fonctions de secrétaire technique de la Commission technique, de la Commission des attributions et de la Commission des procédures, ainsi que des groupes de travail de ces Commissions;
- d) participation à plein temps des membres du Comité et de fonctionnaires de son secrétariat à la CAMR-1979 (la moitié environ de l'effectif de personnel total du Secrétariat spécialisé de l'IFRB a été mise à la disposition de la Conférence);
- e) par les mesures urgentes qu'il a fallu prendre pour donner suite à certaines décisions de la CAMR-1979, concernant le réexamen du Fichier de référence (Résolution N° 9 (CT)).

5.2.3 L'année a été marquée également par une augmentation du nombre des demandes reçues des administrations, pour l'intervention du Comité dans les procédures relatives à la coordination de l'emploi des fréquences et dans les études techniques associées; il y a eu également une augmentation du nombre des demandes d'assistance spéciale pour l'application des procédures et le choix des fréquences. Les tâches spéciales entreprises en 1979 comprenaient le suivi des décisions prises par des conférences antérieures, en particulier: Conférences maritimes de 1967 et 1974; Conférence spatiale, Genève, 1971; Conférence de radiodiffusion à ondes kilométriques et hectométriques (Régions 1 et 3), Genève, 1975; Conférence de radiodiffusion par satellite (12 GHz), Genève, 1977; et Conférence aéronautique (R), Genève, 1978.

5.2.4 Les activités journalières de l'IFRB en 1979 en matière de fréquences peuvent être résumées sous les principaux titres suivants:

- a) l'examen des assignations de fréquence ou des modifications à des assignations de fréquence notifiées par les administrations, leur inscription dans le Fichier de référence international des fréquences ainsi que l'application des procédures de coordination, conformément aux dispositions du Règlement des radiocommunications telles qu'elles ont été établies ou révisées par:
 - la Conférence administrative des radiocommunications (Genève, 1959);
 - la Conférence administrative extraordinaire des radiocommunications aéronautiques (Genève, 1966);
 - la Conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes (Genève, 1967);
 - la Conférence administrative mondiale des télécommunications spatiales (Genève, 1971);
 - la Conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes (Genève, 1974);
- b) les tâches qui ont été assignées au Comité par ces conférences et par les conférences administratives régionales ou mondiales suivantes:
 - la Conférence européenne de radiodiffusion sur ondes métriques et décimétriques (Stockholm, 1961);
 - la Conférence africaine de radiodiffusion sur ondes métriques et décimétriques (Genève, 1963);
 - la Conférence administrative régionale (Régions 1 et 3) de radiodiffusion sur ondes kilométriques et hectométriques (Genève, 1975);
 - la Conférence administrative mondiale de radiodiffusion par satellite (12 GHz), (Genève 1977);
 - la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour le service mobile aéronautique (R) (Genève, 1978);
- c) la préparation technique et la participation à la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1979).

5.2.5 *Tenues à jour du Fichier de référence international des fréquences (Fichier de référence), de la Liste internationale des fréquences et des documents de service connexes*

Le Comité a traité, conformément aux dispositions pertinentes du Règlement des radiocommunications, les notifications d'assignation de fréquence présentées par les administrations aux fins d'inscription dans le Fichier de référence. Les conclusions que le Comité formule au sujet de ces notifications, et qui sont également inscrites dans le Fichier de référence, donnent aux administrations des indications sur l'occupation du spectre des fréquences radioélectriques et leur fournissent une base utile au règlement des questions de brouillage nuisible. Le Fichier de référence contient actuellement des données relatives à quelque 563.000 assignations de fréquence (contre 538.000 au 31 décembre 1978), qui représentent environ 1.235.000 lignes d'inscriptions, qui sont publiées dans la Liste internationale des fréquences et dans ses suppléments récapitulatifs trimestriels.

5.2.6 *Examen technique des fiches de notification d'assignation de fréquence*

Le Comité a procédé, selon les dispositions du Règlement des radiocommunications, à l'examen technique des assignations de fréquence suivantes, aux fins de leur inscription dans le Fichier de référence international des fréquences:

- 21.967 assignations notifiées aux termes de l'article 9 du Règlement des radiocommunications (11.060 en 1978);
- 3.717 assignations notifiées aux termes de l'article 9A (6.608 en 1978);
- 26.620 assignations notifiées aux termes de l'article 10 (pour la mise à jour du Fichier de référence ultérieurement aux termes de l'article 9) (26.550 en 1978).

5.2.7 *Examen des assignations de fréquence dans les bandes de fréquences au-dessus de 28 MHz - Services de radiocommunications de Terre (article 9 du Règlement des radiocommunications)*

a) Pour les bandes autres que les bandes de fréquences partagées avec les services de radiocommunications spatiales, 33.905 fiches de notification d'assignation de fréquence ont été reçues, examinées et inscrites dans le Fichier de référence.

b) Pour les bandes partagées avec les services de radiocommunications spatiales, 1.989 fiches de notification ont été reçues et examinées; 769 de celles-ci ont demandé un examen du point de vue de leur conformité avec les limites spécifiées dans l'article 7 ou d'autres dispositions du Règlement des radiocommunications, et 1.220 un examen du point de vue des distances de coordination. Au total, 1.456 assignations ont été inscrites dans le Fichier de référence et 133 ont été retournées aux administrations notificatrices par suite de conclusions défavorables formulées par le Comité. Celui-ci a de plus fait 85 suggestions à des administrations, conformément aux dispositions du numéro 570AO du Règlement des radiocommunications, en vue d'arriver à une solution satisfaisante lorsque des assignations de fréquence avaient fait l'objet de conclusions défavorables.

5.2.8 *Examen des assignations de fréquence aux stations dans les services de radiocommunications spatiales (article 9A du Règlement des radiocommunications et Résolution N° Spa2 – 3)*

a) Les administrations ont fait parvenir à l'IFRB, pour publication anticipée, des renseignements relatifs à 25 nouveaux réseaux à satellite; l'IFRB a publié des renseignements sur neuf de ces réseaux dans les sections spéciales de sa circulaire hebdomadaire (un réseau à satellite est constitué par un satellite et ses stations terriennes associées). En outre, des renseignements pour publication anticipée concernant 12 réseaux à satellite, reportés de l'année 1978, ont été aussi publiés en 1979. Des renseignements complémentaires concernant 11 réseaux à satellite dont les caractéristiques avaient été publiées précédemment, ont été également publiés. En 1979, 32 sections spéciales de la circulaire hebdomadaire de l'IFRB ont été consacrées à la publication de ces renseignements. A la suite de ces publications anticipées sur les systèmes à satellites en projet, le Comité a publié, dans neuf sections spéciales de la circulaire hebdomadaire de l'IFRB, les observations formulées par les autres administrations, sous la forme de comptes rendus sommaires des progrès accomplis dans le règlement des difficultés rencontrées (RR 639AI).

b) L'IFRB a reçu 98 demandes au titre du numéro RR 639AJ, pour la coordination de l'utilisation des assignations de fréquence aux stations spatiales installées à bord de satellites géostationnaires (ou aux stations terriennes destinées à communiquer avec de telles stations spatiales), pour publication conformément aux dispositions du numéro 639AL du Règlement des radiocommunications. Le Comité a publié 55 de ces demandes dans les sections spéciales de la circulaire hebdomadaire de l'IFRB au cours de l'année 1979.

c) En réponse à des demandes émanant de 23 administrations différentes, l'IFRB a appliqué en leur nom la procédure de coordination. Les travaux effectués ont donné lieu à un échange de correspondance entre le Comité et 30 administrations.

d) L'IFRB a reçu et traité 1.705 fiches de notification d'assignation de fréquence à des stations des services de radiocommunications spatiales. Ces fiches de notification portaient notamment sur l'établissement ou la modification de systèmes spatiaux et sur la mise à exécution de programmes expérimentaux. Par la voie de sa circulaire hebdomadaire, l'IFRB a régulièrement communiqué aux administrations les renseignements détaillés contenus dans les fiches de notification qu'il a reçues, ainsi que les conclusions qu'il a formulées à leur égard, conformément aux dispositions de l'article 9A du Règlement des radiocommunications ou conformément aux dispositions de la Résolution N° Spa2 – 3.

5.2.9 *Horaires de radiodiffusion à ondes décimétriques (article 10)*

Le Comité a continué à appliquer la procédure décrite à l'article 10 du Règlement des radiocommunications pour les bandes attribuées en exclusivité au service de radiodiffusion à ondes décimétriques et il a, conformément à son mandat, publié les quatre Horaires provisoires de radiodiffusion à ondes décimétriques en même temps que des recommandations tendant à améliorer l'utilisation du spectre. Le volume de ces Horaires varie de saison en saison et le nombre des heures-fréquences incluses dans chaque Horaire de radiodiffusion à ondes décimétriques s'est accru de 16.700 environ en novembre 1960 à 24.750 environ en novembre 1979.

5.2.10 *Accords régionaux concernant le service de radiodiffusion à ondes métriques et décimétriques*

Les procédures additionnelles portant sur les bandes attribuées entre 41 et 960 MHz au service de radiodiffusion, et prescrites dans l'Accord régional pour la Zone européenne de radiodiffusion (Stockholm, 1961) ou l'Accord régional pour la Zone africaine de radiodiffusion (Genève, 1963), ont été appliquées à 3.765 assignations à des stations de la Zone européenne de radiodiffusion et à 50 assignations à des stations de la Zone africaine de radiodiffusion. Dans les circulaires hebdomadaires de l'IFRB, 46 sections spéciales EUR et 4 sections spéciales AFR ont été publiées.

5.2.11 *Mise à jour du Plan d'allotissement de fréquences aux stations côtières radiotéléphoniques à ondes décamétriques, contenu dans l'appendice 25 Mar2 (article 9B du Règlement des radiocommunications)*

En application de cette procédure, le Comité a publié quatre sections spéciales MAR annexées à la circulaire hebdomadaire de l'IFRB et il a adressé 287 lettres et télégrammes aux administrations. L'application de la procédure au nom de quatre administrations en vue d'obtenir l'accord pour l'insertion de nouveaux allotissements a nécessité une consultation avec 51 différentes administrations ayant des allotissements sur les voies concernées.

5.2.12 *Assistance spéciale aux administrations*

a) Conformément aux dispositions des articles 9 ou 9A du Règlement des radiocommunications, le Comité a étudié 8 demandes d'assistance spéciale présentées par des administrations. Des études effectuées à la suite de demandes émanant de huit pays ont couvert une vaste gamme de problèmes, depuis la recherche de fréquences pour des liaisons déterminées jusqu'à des questions générales de gestion et d'utilisation coordonnée des fréquences sur le plan national ou international dans l'ensemble du spectre radioélectrique.

b) Parmi les différentes formes d'assistance aux administrations fournies par l'IFRB dans le cadre de ses diverses fonctions, il convient de mentionner la participation, en qualité d'observateur, d'un membre du Comité et d'ingénieurs du secrétariat spécialisé à des réunions de la CITEL à différents niveaux, lesquelles concernaient les aspects techniques et réglementaires de la préparation d'une conférence chargée d'établir un Plan d'assignations de fréquence aux stations de radiodiffusion à ondes hectométriques de la Région 2. Au cours de ces réunions, des suggestions concernant les normes techniques, les critères de propagation, la forme de l'accord, etc., ont été discutées.

c) De plus, le Comité a donné suite à de nombreuses demandes émanant des administrations en vue d'obtenir des avis sur les procédures à suivre particulièrement en ce qui concerne les services de radiocommunications spatiales.

5.2.13 *Cas de brouillages nuisibles*

Des renseignements sur vingt-trois cas (un dans le service mobile aéronautique, quatre dans le service mobile maritime et dix-huit dans d'autres services) ont été reçus en 1979 et les procédures de l'article 15 du Règlement des radiocommunications ont été appliquées.

5.2.14 *Contrôle des émissions*

Conformément aux dispositions du numéro 692 du Règlement des radiocommunications, quatre résumés périodiques des renseignements provenant du contrôle des émissions, numérotés de 200 (octobre 1978-février 1979) à 203 (juillet-novembre 1979) ont été publiés en 1979 et représentent en tout 741 pages. Chaque résumé contient les résultats d'observations de contrôle faites dans les bandes comprises entre 2850 et 28 000 kHz, y compris des renseignements relatifs aux stations de radiodiffusion. Chacun d'eux porte sur une période de trois mois et contient tous les renseignements reçus par le Comité et qui se rapportent au dernier mois du résumé précédant immédiatement le résumé en cours de préparation.

5.2.15 *Révision des assignations de fréquence inscrites dans le Fichier de référence international des fréquences*

a) Conformément au numéro 476 du Règlement des radiocommunications et en prévision de la CAMR-79, le Comité a entrepris en 1979 de mettre complètement à jour le Fichier de référence en revoyant toutes les assignations qui y sont inscrites. Pour ce faire, il a envoyé à chaque administration deux relevés (l'un pour les fréquences inférieures à 28 MHz, l'autre pour les fréquences supérieures à 28 MHz) des assignations inscrites à son nom. Cette révision a fait l'objet de la lettre-circulaire de l'IFRB N° 427 du 15 novembre 1978.

b) En 1979, soixante-seize administrations (correspondant à 82 symboles de pays) ont retourné à l'IFRB ces relevés après y avoir indiqué les annulations et les modifications à apporter pour qu'ils reflètent l'utilisation réelle des assignations concernées. L'enquête a abouti aux résultats suivants:

Bandes inférieures à 28 MHz

| | | |
|-----------------------|--------------|--------|
| Nombre d'assignations | – nouvelles: | 863 |
| | – modifiées: | 10.878 |
| | – annulées: | 7.485 |

Bandes supérieures à 28 MHz

| | | |
|-----------------------|--------------|-------|
| Nombre d'assignations | – nouvelles: | néant |
| | – modifiées: | 1.061 |
| | – annulées: | 4.178 |

c) Le Comité considère que, grâce à l'esprit de coopération dont ont fait preuve les administrations, cette enquête a dans l'ensemble été très fructueuse et contribuera à l'accomplissement des tâches variées et complexes dont la CAMR-79 a chargé les administrations et l'IFRB.

5.2.16 *Révision des assignations de fréquence inscrites dans le Fichier de référence international des fréquences pour des liaisons internationales du service fixe dans les bandes d'ondes décimétriques (3 - 30 MHz), afin d'établir leur utilisation réelle*

a) Conformément aux dispositions des numéros 476 et 477 du Règlement des radiocommunications, le Comité a continué à appliquer en 1979 une procédure qu'il a établie en 1974 pour déterminer quelles sont les assignations de fréquence à des liaisons internationales du service fixe inscrites dans le Fichier de référence qui ne reflètent plus une utilisation réelle du spectre radioélectrique dans la gamme de 3 à 30 MHz, en vue de l'application des dispositions des numéros 620 et 622 du Règlement, laquelle permettra de procéder aux modifications ou suppressions nécessaires des inscriptions concernées.

b) En 1979, le Comité a reçu de cinq administrations des réponses aux enquêtes effectuées. Le Comité a pu mener à bien l'étude des réponses reçues en 1979. Grâce à l'esprit de coopération manifesté par les administrations, les résultats obtenus à la suite d'enquêtes ont été des plus satisfaisants:

| | <i>Nombre</i> | <i>Pourcentage</i> |
|---|---------------|--------------------|
| Nombre total d'inscriptions dans le Fichier de référence faisant l'objet d'enquêtes | <u>1.204</u> | <u>100,00</u> |
| Nombre total d'inscriptions: | | |
| – <i>qui ont été annulées</i> | 635 | 52,7 |
| – pour lesquelles un autre moyen de télécommunication est normalement utilisé (enregistrement retenu dans le Fichier de référence avec une observation indiquant que l'assignation est utilisée de façon occasionnelle) | 154 | 12,8 |
| – pour lesquelles sont maintenues les caractéristiques originales | <u>415</u> | <u>34,5</u> |
| | <u>1.204</u> | <u>100,00</u> |

5.2.17 *Application des décisions de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes, Genève, 1974*

a) La principale action entreprise en 1979 a concerné l'application de la procédure de l'article 9B pour la mise à jour du Plan d'allotissement de fréquences aux stations côtières radiotéléphoniques fonctionnant dans les bandes exclusives du service mobile maritime entre 4000 et 23 000 kHz (cf. paragraphe 5.2.11 ci-dessus).

b) Le Comité a également entrepris la révision générale des méthodes d'examen technique qu'il applique dans le cas du service mobile maritime, afin de mettre au point une méthode assistée par ordinateur qui pourrait s'appliquer à tous les examens techniques requis en application des dispositions des articles 9 et 9B, ainsi que de la Résolution N° Mar2 – 7. Les principes de la nouvelle méthode sont maintenant définis et l'établissement des programmes d'ordinateur appropriés commencera prochainement.

5.2.18 *Application des décisions de la Conférence administrative régionale de radiodiffusion à ondes kilométriques et hectométriques (Régions 1 et 3) (Genève, 1975)*

- a) Sur la base de la procédure spécifiée à l'article 4 de l'Accord régional pour les modifications au Plan, le Comité a publié les sections spéciales N^{os} BC75/2/1359, BC75/3/1363 et BC75/4/1375 annexées aux circulaires de l'IFRB N^{os} 1359, 1363 et 1375 datées respectivement du 20 mars 1979, du 17 avril 1979 et du 10 juillet 1979.
- b) Aux termes de la Résolution N^o 3, le Comité a continué à aider les administrations non représentées à la Conférence à coordonner leurs demandes de fréquences en vue de leur inscription dans le Plan.

5.2.19 *Application des dispositions de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour le service mobile aéronautique (R), Genève, 1978*

- a) Les Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications du service mobile aéronautique (R), Genève, 1978, à l'exception du Plan d'allotissement de fréquences contenu dans l'appendice 27 Aer2, sont entrés en vigueur le 1^{er} septembre 1979. Les commentaires formulés à cette occasion par le Comité ont été communiqués aux administrations par la lettre-circulaire de l'IFRB N^o 439, datée du 31 mai 1979.
- b) Des consultations préliminaires ont eu lieu entre l'IFRB et l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) au sujet des mesures découlant des Recommandations N^{os} Aer2 - 3 et Aer2 - 4 (respectivement relatives à la coopération en vue de l'emploi efficace des fréquences désignées pour utilisation mondiale et au programme de passage au niveau Plan d'allotissement).

5.2.20 *Conférence administrative mondiale des radiocommunications, Genève, 1979 (CAMR, 1979)*

- a) Le Comité a participé aux cycles d'études organisés à Panama, à Nairobi et à Sydney pour préparer la CAMR-79.
- b) Dans le cadre de ses activités et au titre de l'application courante du Règlement des radiocommunications, le Comité a répondu à des demandes de commentaires concernant les anomalies, divergences et difficultés rencontrées dans l'application des dispositions du Règlement. Ces commentaires ont été reproduits dans le Rapport de l'IFRB à la CAMR-79 (Document N^o 65). Le Comité a examiné et analysé les propositions présentées par les administrations; il a élaboré des méthodes de travail et produit des documents de travail destinés à aider le Président de la Conférence et les Présidents des Commissions et des groupes de travail à mettre au point des méthodes pour accélérer le plus possible les travaux. Par ailleurs, le Comité a présenté un rapport sur les divers aspects des activités qu'il avait entreprises depuis la Conférence des radiocommunications de Genève, 1959 (Documents N^{os} 64 à 69 inclus, avec addenda).
- c) Le Comité a activement participé aux travaux de la Conférence; il a par ailleurs fourni le Secrétaire technique de la Conférence et les Secrétaires et le personnel d'appui de la Commission 4 (technique), de la Commission 5 (attributions de fréquences) et de la Commission 6 (procédures réglementaires), ainsi que de leurs groupes de travail respectifs.
- d) Immédiatement après la Conférence, le Comité a pris des mesures afin de mettre en œuvre la première étape de la procédure décidée par la Conférence dans sa Résolution N^o 9 (CT), relative à la révision des inscriptions figurant dans le Fichier de référence international des fréquences dans les bandes attribuées au service fixe entre 3000 kHz et 27 500 kHz.

5.2.21 *Formation professionnelle et renseignements sur l'IFRB destinés aux fonctionnaires des administrations*

En 1979, le Comité a reçu la visite de fonctionnaires ou de représentants des pays suivants:

Allemagne (République fédérale d'), Egypte, Etats-Unis, France, Haute-Volta, Irlande, Italie, Nicaragua, Papua-Nouvelle-Guinée, Royaume-Uni, Somalie, Tanzanie.

Le but principal de ces visites était d'étudier les procédures administratives et techniques appliquées par le Comité, ainsi que l'emploi de l'ordinateur par l'IFRB. Ces visites ont duré de un jour à deux mois.

5.2.22 *Publications et correspondance avec les administrations*

a) Conformément aux dispositions des articles 9, 9A, 9B, 10, 13 et 20 du Règlement des radiocommunications et des appendices qui s'y rattachent, le Comité a préparé un certain nombre de documents de service et d'autres publications aux fins de reproduction et d'envoi, par les soins du Secrétaire général, aux administrations et aux autres souscripteurs. La Liste des titres des publications produites en 1979 est donnée ci-après.

| | <i>Objet</i> | <i>Nombre de pages</i> |
|-----|--|----------------------------|
| 1. | Circulaire de l'IFRB et sections spéciales (envoi hebdomadaire par avion) | 3.083 |
| 2. | Dixième édition de la Liste internationale des fréquences (Liste I) et Suppléments N ^{os} 1, 2 et 3 | 8.405 |
| 3. | Dixième édition de la Nomenclature des stations fixes qui assurent des liaisons internationales (Liste II) et Suppléments N ^{os} 1, 2 et 3 | 446 |
| 4. | Dixième édition de la Nomenclature des stations de radiodiffusion fonctionnant dans les bandes au-dessous de 5950 kHz (Liste IIIA) et Supplément N ^o 1 | 263 |
| 5. | Supplément N ^o 3 à la sixième édition de la Nomenclature des stations de radiocommunications spatiales et des stations de radioastronomie (Liste VIIIA) | 117 |
| 6. | Résumés périodiques des renseignements provenant du contrôle des émissions (N ^{os} 200-203) | 741 |
| 7. | Préface en trois langues des documents énumérés ci-dessus | 752 |
| 8. | Horaires provisoires de radiodiffusion à ondes décamétriques (mars, mai, septembre et novembre) | 1.040 |
| 9. | Horaires de radiodiffusion à ondes décamétriques | 872 |
| 10. | Lettres-circulaires de l'IFRB N ^{os} 430 à 445 | <u>273</u> |
| | Total | 15.992 |

b) En 1979, le Comité a reçu au total 5.602 lettres ou télégrammes et a envoyé 3.780 lettres ou télégrammes individuels et 32 télégrammes-circulaires.

c) La circulaire hebdomadaire (envoi par avion) de l'IFRB contient:

- les caractéristiques des notifications d'assignation de fréquences reçues par l'IFRB;
- les adjonctions et les modifications apportées au Fichier de référence international des fréquences à la suite de conclusions formulées par le Comité au sujet de notifications d'assignation de fréquence;
- les notifications d'assignation de fréquence retournées aux administrations notificatrices à la suite de conclusions défavorables formulées par le Comité;
- les modifications apportées aux Horaires provisoires de radiodiffusion à ondes décamétriques pour la saison en cours et/ou pour la saison suivante;
- les renseignements et les données de coordination sur l'utilisation projetée de fréquences par les stations du service de radiocommunications spatiales dans les bandes partagées avec des services de radiocommunications de Terre;
- les renseignements communiqués par les administrations au sujet des allotissements en projet pour les stations côtières radiotéléphoniques à ondes décamétriques, qui doivent être insérés dans le Plan d'allotissement de fréquences de l'appendice 25 Mar2 et les conclusions du Comité relatives à l'application, dans ce contexte, de la procédure de l'article 9B;
- les renseignements portant sur des stations fonctionnant dans des bandes qui font l'objet d'Accords régionaux en vue de la coordination entre les administrations.

Cette circulaire a été élaborée chaque semaine et envoyée par avion aux administrations des Membres de l'Union et aux autres souscripteurs. Outre sa circulaire hebdomadaire, le Comité a publié, en 1979, seize lettres-circulaires traitant de divers projets et procédures de caractère récurrent ou spécial confiés à l'IFRB.

5.2.23 Utilisation de la calculatrice

- a) En 1979, la calculatrice de l'UIT a été utilisée par l'IFRB pendant environ 50,7% de la durée totale de ses applications pour effectuer les travaux énumérés ci-après:
- calculs techniques relatifs à l'évaluation des probabilités de brouillage nuisible, conformément aux dispositions pertinentes du Règlement des radiocommunications, ou préparation de données destinées à de tels calculs;
 - calculs techniques relatifs à l'évaluation de la puissance de brouillage produite par les émissions d'une station spatiale à l'entrée du récepteur d'une station du service fixe utilisant les techniques de diffusion troposphérique, conformément aux dispositions des numéros 470NGA et 470NK du Règlement des radiocommunications;
 - calculs techniques relatifs à l'évaluation de l'accroissement de la température de bruit équivalente d'une liaison par satellite, conformément aux dispositions de l'appendice 29 au Règlement des radiocommunications;
 - traitement de données pour mettre à jour les renseignements concernant les assignations de fréquence inscrites dans le Fichier de référence international des fréquences;
 - traitement de données pour la préparation des circulaires hebdomadaires de l'IFRB, des documents de service et des autres publications de l'IFRB; établissement à la tabulatrice des relevés nécessaires à la publication de ces documents à l'aide du procédé offset et des bandes magnétiques pour la publication par le procédé «digiset» (composition au moyen de la calculatrice);
 - établissement, à la demande des administrations ou pour les travaux du Comité, d'extraits imprimés, à jour, du Fichier de référence international des fréquences.
- b) En outre, l'IFRB a utilisé l'ordinateur pour exécuter des tâches spécifiques en liaison avec la préparation technique et la mise en œuvre des décisions des Conférences et réunions suivantes:
- Conférence administrative régionale de radiodiffusion à ondes kilométriques et hectométriques (Régions 1 et 3) Genève, 1974, 1975
 - Conférence administrative mondiale de radiodiffusion par satellite (12 GHz), Genève, 1977
 - Conférence administrative mondiale des radiocommunications du service mobile aéronautique (R), Genève, 1978
 - Conférence administrative mondiale des radiocommunications, Genève, 1979
 - Résolution N° Mar2 - 7.

5.2.24 Utilisation accrue de l'ordinateur

- a) Des informations concernant la genèse de ce projet sont données sous forme résumée aux paragraphes 2 à 7 de la lettre-circulaire N° 411 de l'IFRB en date du 27 avril 1978. Un résumé figure également dans le trente-et-unième Rapport de l'IFRB aux Membres de l'Union (1978).
- b) Au cours de sa 33^e session en 1978, le Conseil d'administration a décidé qu'il fallait entreprendre une analyse globale des procédures de travail du Comité pour l'application de méthodes informatiques et que ce travail devait être le résultat d'un effort conjugué de:
- l'IFRB et son secrétariat spécialisé,
 - des experts des administrations (République fédérale d'Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, France et Royaume-Uni),
 - du Département de l'ordinateur du Secrétariat général,
 - des consultants en informatique.
- c) Le calendrier adopté, suivi en 1979 pour l'achèvement de chaque étape de l'étude relative à l'utilisation accrue de l'ordinateur par l'IFRB et pour la mise en œuvre de cette étude était le suivant:
- du 15 au 26 janvier 1979: l'IFRB tient pendant deux semaines des réunions avec les experts pour mettre au point les objectifs de l'analyse et les tâches des consultants;
- au plus tard, le 2 février 1979: l'UIT invite les consultants à soumettre des offres (concours pour l'adjudication du contrat) (par courrier avion);
- du 26 au 28 février 1979: réunion d'information à l'intention des candidats consultants (réunion avec l'IFRB et le Département de l'ordinateur);
- pour le 9 avril 1979: date et heure limites pour la réception des offres;
à 09h00 (heure locale)

| | |
|---|---|
| du 5 au 27 avril 1979: | nouvelle réunion IFRB/Experts/Département de l'ordinateur pour évaluer les propositions et élaborer un rapport au Conseil d'administration; |
| au plus tard le 1 ^{er} mai 1979: | communication aux Membres du Conseil d'administration des réponses des consultants et des résultats de l'évaluation techniques des propositions; |
| du 4 au 22 juin 1979: | le Conseil d'administration prend sa décision; |
| au plus tard le 31 août 1979: | sous réserve de la décision du Conseil d'administration, signature du contrat avec le consultant et fixation de la date du début de l'étude; |
| pour octobre 1980: | achèvement de l'étude relative à l'analyse du système; le consultant présente son rapport à l'UIT; |
| pour février 1981: | établissement, par l'UIT, d'un rapport au Conseil d'administration (session de 1981), y compris le rapport résumé du consultant et tous commentaires éventuellement reçus, pour décision. |

d) A sa 34^e session (1979), le Conseil d'administration a fait choix d'un consultant pour procéder à une étude globale d'analyse et de conception d'un système d'informatique, en relation avec la question de l'utilisation accrue de l'ordinateur par l'IFRB, et il a chargé le Secrétaire général de signer le contrat avec ce consultant (Résolution N^o 837).

e) Après négociations avec le consultant, Arthur Andersen & Co., le Secrétaire général a signé ce contrat le 27 juillet 1979. En septembre 1979, le consultant a commencé à travailler au projet, d'une durée d'un an, en lui affectant une équipe de trois consultants à plein temps: un directeur de projet et deux consultants en système; un troisième consultant en système est venu se joindre par la suite à cette équipe.

f) Les objectifs de l'étude et du travail de conception, tels que spécifiés dans le contrat, sont les suivants:

- faciliter la gestion automatique et dynamique du spectre;
- permettre l'extension du système, faire face aux fluctuations de la charge de travail et aux modifications ultérieures;
- conduire à une diminution des procédures manuelles appliquées actuellement dans le traitement de l'information;
- contribuer à réduire la durée totale de traitement requise pour une fiche de notification, entre le moment de sa réception et son inscription dans le Fichier de référence;
- permettre une mémorisation, une extraction et une utilisation efficaces des données;
- permettre une utilisation plus efficace des programmes appliqués pour l'élaboration des rapports;
- réduire le volume des documents imprimés qui sont produits pour les besoins internes du Comité, par le recours à des supports magnétiques et des écrans de visualisation (affichage et traitement des données, en particulier pour les examens techniques);
- permettre l'utilisation de systèmes automatisés pour la publication de listes, par exemple par photocomposition;
- permettre l'utilisation du procédé COM (sortie d'ordinateur sur microfilm ou microfiche) pour établir les extraits du Fichier de référence qui sont demandés par les administrations.

5.2.25 *Coopération technique*

Conformément aux dispositions du numéro 312 de la Convention, les questions importantes concernant la coopération technique de l'UIT sont traitées par le Comité de coordination. L'IFRB a en conséquence participé à l'étude des questions de coopération technique soumises par le Secrétaire général au Comité de coordination. En 1979, le Comité a de plus étudié 42 rapports d'experts de l'UIT portant sur des sujets tels que les spécifications techniques des équipements et les rapports détaillés concernant le projet de développement des services fixes, mobile et de radiodiffusion, les télécommunications par satellites, la gestion du spectre radioélectrique, le contrôle des émissions, les services informatiques, la formation professionnelle, l'ingénierie du trafic, la planification des réseaux, les études de préinvestissement, les questions financières et économiques. L'IFRB a de plus participé à la mise au courant d'experts et à la mise au point de rapports finals d'experts de l'UIT.

5.2.26 *Autres activités*

Conformément aux dispositions de la Convention et du Règlement des radiocommunications, des membres de l'IFRB et des fonctionnaires de son secrétariat spécialisé ont participé comme représentants du Comité à des conférences et réunions internationales, afin de prêter leur concours dans le traitement de questions concernant l'utilisation des fréquences.

5.3 Comité consultatif international des radiocommunications (CCIR)

5.3.1 Introduction

L'année 1979 a marqué la fin de l'année de célébration du 50^e anniversaire du CCIR. Une cérémonie a eu lieu le 23 septembre 1979 à cette occasion, dans le cadre du Forum mondial des télécommunications; des personnalités éminentes ont présenté des exposés dans lesquels elles ont parlé des importantes contributions du CCIR au développement des radiocommunications, et ont donné un aperçu de ce que sera la technologie radioélectrique et spatiale dans l'avenir.

Les travaux des Commissions d'études se sont poursuivis par l'intermédiaire des Groupes de travail intérimaires. Le CCIR et les experts qui participent aux travaux de ses Commissions d'études ont participé très activement à la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (CAMR-79); de ce fait, il n'a pas été possible d'organiser des réunions des Commissions d'études durant cette période. Le Secrétariat et les experts du CCIR ont prêté leur concours aux cycles d'études régionaux qui ont préparé la CAMR-79. Le Rapport de la Réunion spéciale préparatoire a fourni les bases techniques d'une grande partie des travaux de cette Conférence; celle-ci a adopté un grand nombre de Résolutions et de Recommandations demandant que le CCIR effectue des travaux complémentaires.

Les Groupes de travail intérimaires des Commissions d'études, tout comme le Secrétariat, ont préparé des données techniques à l'intention de la Conférence administrative régionale de radiodiffusion à ondes hectométriques (Région 2).

Le Groupe de travail intérimaire PLEN/1, qui s'occupe de l'Organisation du CCIR, a tenu sa première réunion.

On a procédé à la publication et à la diffusion des volumes contenant les Avis et les Rapports de la XIV^e Assemblée plénière. Ces ouvrages renferment 32% de matériel technique de plus que l'édition précédente. Ils sont accompagnés d'un index détaillé.

Le Secrétariat a également continué à apporter son soutien à la préparation des réunions des Commissions d'études – facilité la coordination entre les travaux des Commissions d'études sur un certain nombre de sujets – développé encore les travaux de programmation et l'utilisation de l'ordinateur pour les méthodes techniques appliquées par le CCIR – et continué à assurer la liaison avec un certain nombre d'organisations internationales.

5.3.2 Activités du Secrétariat

Les principales activités du Secrétariat ont porté sur les points suivants: soutien aux réunions et activités des Groupes de travail intérimaires des Commissions d'études (voir 5.3.5 et 5.3.6); achèvement de la publication des textes de la XIV^e Assemblée plénière (voir 5.3.4); publication du rapport de la Réunion spéciale préparatoire à la Conférence administrative mondiale des radiocommunications et participation à la préparation et aux activités de la CAMR elle-même (voir 5.3.3); liaison avec le CCITT (voir 5.3.8) et avec d'autres organisations internationales (voir 5.3.9); participation à la préparation de renseignements techniques pour la Conférence administrative régionale de radiodiffusion (Région 2), 1980.

Tous les ingénieurs, ingénieurs-éditeurs et assistantes du Secrétariat du CCIR ont participé très activement à l'établissement d'un index détaillé des sujets techniques traités dans les Avis et Rapports du CCIR. Cet index constitue le Volume XIII-2 des textes de la XIV^e Assemblée plénière.

Comme toujours, une grande partie des travaux des conseillers et des ingénieurs a été consacrée à des échanges de correspondance et des consultations avec des représentants des administrations et des organisations de télécommunications. Ils ont fourni des renseignements sur les Avis et Rapports du CCIR et sur les études en cours.

Du 1^{er} septembre au 31 décembre 1979, deux ingénieurs et une assistante du secrétariat ont été détachés auprès de l'IFRB, pour aider cet organisme à absorber une surcharge de travail qui a été portée à la connaissance du Conseil en 1979. Il avait été prévu que ce détachement serait possible pendant une période où les autres travaux du Secrétariat devaient être consacrés en grande partie à la CAMR-79, mais il en est résulté quelques difficultés qui ont entraîné certains retards dans les travaux du CCIR au cours de la période considérée.

Dans le cadre des cycles d'études régionaux de l'UIT, préparatoires à la CAMR-79, le Directeur ainsi que les conseillers et les ingénieurs du CCIR ont rédigé et présenté des exposés qui contenaient des renseignements techniques du domaine du CCIR; ils ont aussi participé à ces cycles d'études. A la suite des discussions qui ont eu lieu au cycle d'études régional de Nairobi sur les questions de propagation, le Secrétariat a élaboré un court mémoire sur les données de propagation dont le CCIR dispose pour la région africaine; ce mémoire a été adressé aux participants qui en avaient fait la demande.

De nouveaux et importants progrès ont été enregistrés en matière d'utilisation de l'ordinateur. C'est ainsi qu'un programme d'ordinateur a été établi pour la Deuxième méthode provisoire du CCIR pour l'évaluation de l'affaiblissement de transmission de l'onde ionosphérique (Rapport 252-2 du CCIR); ce programme en est actuellement au stade de la révision finale et des essais. On a calculé des courbes de propagation de l'onde de sol, à la requête de la Commission d'études 5 qui avait demandé que l'on établisse et que l'on diffuse une version révisée des courbes de l'Avis 368-3. Le programme a aussi été adapté et utilisé pour calculer les courbes de l'onde de sol qui figurent dans le Rapport du CCIR à la Conférence administrative régionale des radiocommunications – Radiodiffusion, pour la Région 2. Les ingénieurs du CCIR ont également utilisé un micro-ordinateur pour acquérir de l'expérience et effectuer des calculs pilotes se rapportant aux antennes et à la propagation. Des caractéristiques et des spécifications ont été élaborées pour le microprocesseur que le Conseil a autorisé le CCIR à acquérir (livraison prévue pour la fin mai 1980). Quelques assistantes administratives et de secrétariat ont été formées à l'utilisation des traitements de textes de l'UIT, pour certaines tâches qui sont accomplies pour l'heure manuellement, par exemple le contrôle des documents, l'établissement de la liste des activités entreprises par d'autres organisations et le traitement des textes.

Le Secrétariat a continué ses travaux de compilation et de publication des indices d'activité solaire, pour le Journal des télécommunications; il a établi et publié mensuellement les prévisions de l'activité solaire. Par ailleurs, on a apporté des améliorations à la méthode mathématique servant à l'établissement de ces prévisions, ce qui a permis d'obtenir des résultats de meilleure qualité. Le CCIR a continué à fournir à l'IFRB des prévisions de la moyenne glissante du nombre de taches solaires. Ces données sont utilisées pour revoir les horaires trimestriels de radiodiffusion à ondes décamétriques.

Le Directeur et le Secrétariat ont rédigé et présenté des exposés techniques à plusieurs conférences et colloques (voir 5.3.9), concernant les travaux accomplis par le CCIR dans divers domaines.

Une contribution traitant des activités du CCIR et des activités connexes en matière de radiocommunications a été faite pour le Rapport sur les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

Dans la dernière partie de 1979, et au début de 1980, on a commencé à mettre en œuvre progressivement la restructuration du Secrétariat du CCIR, qui avait été présentée à la 34^e session du Conseil d'administration. L'organigramme, présenté au Conseil dans un autre document, a été légèrement modifié: le poste du Conseiller responsable à titre consultatif des travaux d'édition, de la terminologie et des activités de la CMV a été placé dans le Département technique «C» (précédemment «A»); cette modification a pour effet d'accroître les responsabilités du titulaire en ce qui concerne certaines activités additionnelles des Commissions d'études. Un poste de dessinateur, qui se trouvait aussi précédemment dans le Département «A», a été transféré au Département «B»; deux postes d'assistantes de secrétariat, dont l'affectation définitive n'était pas encore faite, ont été inclus respectivement dans le Département «B» et dans le Département «C». L'expérience déjà acquise avec la nouvelle structure semble être satisfaisante, notamment du point de vue des relations de travail entre les ingénieurs qui s'occupent de Commissions d'études dont les activités sont étroitement liées. Un fait important est qu'on a confié à chaque ingénieur la responsabilité non seulement de deux Commissions d'études à titre principal, mais aussi de deux Commissions à titre secondaire; cela donne un arrangement de «soutien» systématique en période de forte charge de travail, ou en cas d'absence. Les opérations de recrutement ont commencé pour l'emploi d'ingénieur-mathématicien dont le Conseil a autorisé la création en 1980.

5.3.3 CAMR-1979

La participation du CCIR aux travaux préparatoires pour la Conférence administrative mondiale des radiocommunications, Genève, 1979, a commencé dès 1976, sur la base de la Résolution N° 775 du Conseil d'administration, avec l'envoi de la Circulaire administrative A.C./181 du CCIR en date du 14 juillet 1976. Le plan de travail présenté dans la Circulaire administrative A.C./191 du CCIR (19 juillet 1977) a été rendu définitif en vertu de la Résolution N° 804 du Conseil d'administration, et après consultation avec les Rapporteurs principaux des Commissions d'études. Le travail a été divisé en plusieurs sujets, correspondant aux différents points de l'ordre du jour de la Conférence; des coordonnateurs de sujets et un coordonnateur principal ont été désignés. Ces dispositions ont permis au CCIR d'effectuer une grande partie du travail préparatoire avant la XIV^e Assemblée plénière (Kyoto, 1978); les travaux ultérieurs des administrations participantes ont pu être orientés vers les sujets qui intéressaient particulièrement la Réunion spéciale préparatoire des Commissions d'études du CCIR, comme stipulé dans les Résolutions N°s 775 et 804 du Conseil d'administration et dans la Résolution 89 du CCIR.

La Réunion spéciale préparatoire s'est tenue du 23 octobre au 17 novembre 1978. Aux termes de la Résolution N° 804 du Conseil d'administration, le mandat de cette Réunion était le suivant:

«établir un Rapport fournissant des bases techniques destinées aux travaux de la CAMR-79 et utiles aux Administrations pour élaborer leurs propositions à cette Conférence. Ce Rapport doit être fondé sur les textes approuvés par la XIV^e Assemblée plénière du CCIR, ainsi que sur les nouvelles contributions présentées par les administrations et autres participants aux travaux du CCIR; ce Rapport sera rédigé sous une forme tenant compte des divers points à l'ordre du jour de la CAMR-79.»

Le Rapport a été définitivement mis au point et publié en janvier 1979. Il traitait essentiellement des critères techniques destinés à faciliter la réattribution des bandes de fréquences aux services radioélectriques existants, et à indiquer les fréquences les mieux appropriées pour de nouveaux services éventuels, compte tenu, dans les deux cas, de la possibilité du partage des fréquences.

Le Rapport comportait également un chapitre qui donne les caractéristiques fondamentales de propagation servant de base aux conclusions formulées au sujet des attributions ou du partage des fréquences; on y trouvait aussi des considérations sur certaines questions de terminologie, de contrôle et d'identification des émissions. Un autre chapitre traitait des aspects techniques que comporte l'utilisation optimale du spectre des fréquences. Citons enfin le chapitre qui définit l'état d'avancement des études effectuées en réponse aux Recommandations et Résolutions des Conférences administratives des radiocommunications qui se sont tenues depuis 1959, dans la mesure où ces textes concernaient des sujets techniques confiés à l'étude du CCIR.

Les conclusions de la RSP se fondaient sur des textes approuvés par la XIV^e Assemblée plénière du CCIR (Kyoto, 1978), complétés par une abondante documentation soumise à la RSP par les administrations et d'autres participants aux travaux du CCIR.

Le Rapport de la RSP a été diffusé, le 24 janvier 1979, comme Document N° 13 de la CAMR-79. Son objet était double: d'une part, utilisation directe par la Conférence, comme base technique; d'autre part, permettre aux administrations participantes d'utiliser l'information technique qui y était contenue lorsqu'elles établiraient leurs propositions pour les travaux de la Conférence.

Le travail important accompli par de nombreux participants du CCIR, au stade de la préparation de la CAMR, a beaucoup contribué à résoudre de nombreux et difficiles problèmes au cours de la Conférence elle-même. Certains Rapporteurs principaux et Vice-Rapporteurs principaux des Commissions d'études du CCIR, et les Coordonnateurs de sujets de la RSP, ont rempli les fonctions de Président de Commission et de Groupe de travail pendant la Conférence.

Des fonctionnaires du Secrétariat du CCIR ont pris une part active aux travaux de la Conférence, notamment au sein des Commissions 4 (Réglementation technique), 5 (Attribution des bandes de fréquences), 6 (Procédures réglementaires) et 7 (Questions administratives générales), où ils ont donné les informations et explications nécessaires; ils ont aussi exercé les fonctions de secrétaire technique de certains groupes *ad hoc* et sous-groupes de travail qui avaient à examiner des problèmes techniques dans le détail. En particulier, le Secrétariat a suivi de près les travaux effectués dans les domaines suivants: données de coordination pour les systèmes à satellites, classification et désignation des émissions, termes et définitions, partage des fréquences.

La CAMR-79 n'a pas seulement révisé le texte principal du Règlement des radiocommunications et celui des appendices; elle a aussi adopté un grand nombre de décisions importantes qui portent sur l'évolution future des radiocommunications mondiales, notamment le calendrier des futures conférences administratives des radiocommunications et les conditions à remplir pour les travaux préparatoires à ces conférences. La CAMR a adopté quelque 80 Résolutions et Recommandations qui intéressent directement le CCIR; en vertu de ces textes, le CCIR est chargé soit de préparer des données techniques devant servir de base technique aux futures conférences des radiocommunications, soit de compléter certaines dispositions techniques actuelles du Règlement des radiocommunications.

Un certain nombre de conférences des radiocommunications sont prévues pour les prochaines cinq ou six années; elles seront consacrées aux problèmes suivants: services mobiles, radiodiffusion à ondes décimétriques, radiodiffusion par satellite et liaisons montantes dans ce service, radiodiffusion sonore et télévisuelle en ondes métriques et décimétriques, etc. La CAMR-79 a demandé au CCIR de préparer les données techniques qui seront nécessaires pour la plupart de ces futures conférences. Il a été chargé également d'étudier de nombreux problèmes techniques, notamment:

- les nouvelles techniques numériques pour l'utilisation du spectre (par exemple, l'étalement du spectre et la retransmission radioélectrique par paquets),
- l'utilisation de la bande latérale unique en radiodiffusion,
- l'intégration et l'automatisation des communications à ondes décimétriques dans les services mobiles terrestre et maritime,
- le choix des fréquences pour assurer la sécurité de la navigation maritime,
- les bases techniques pour la division du monde en Régions, aux fins des attributions de fréquences,
- les zones climatiques mondiales, pour le calcul des paramètres de la propagation,
- l'affaiblissement par la pluie à 12 GHz, dans le contexte de la radiodiffusion par satellite,
- la propagation des ondes radioélectriques dans les régions tropicales,
- les normes techniques à l'intention du Comité international d'enregistrement des fréquences,
- l'utilisation des fréquences pour la diffusion troposphérique,
- le partage des fréquences entre les services suivants: services mobiles et radiodiffusion, service inter-satellites et radiodétection, service mobile aéronautique et radiolocalisation, enfin services de radiocommunication spatiale et services de Terre,

- les liaisons de connexion pour les satellites de radiodiffusion,
- les niveaux maxima des rayonnements non essentiels, notamment ceux qui sont produits par les services de radiocommunication spatiale,
- les limites de rayonnements produits par les installations industrielles, scientifiques et médicales (ISM).

Conformément aux décisions de la Conférence, et en consultation avec les Rapporteurs principaux des Commissions d'études du CCIR, les tâches prescrites par les Résolutions et Recommandations de la CAMR ont été réparties entre les Commissions d'études du CCIR; les décisions de la CAMR ont été portées à la connaissance des administrations et des autres participants aux travaux du CCIR.

5.3.4 *Conférence administrative régionale de radiodiffusion à ondes hectométriques (Région 2), Première session*

Au titre des travaux préparatoires du CCIR pour la Première session de la Conférence administrative régionale de radiodiffusion à ondes hectométriques (Région 2), Buenos Aires, 1980, trois Groupes de travail intérimaires ont établi un rapport (demandé dans la Résolution N° 836 du Conseil d'administration) qui contenait les informations techniques nécessaires à la Conférence. Au cours d'une réunion qui s'est tenue les 20 et 21 septembre 1979, le GTI 5/1 a rassemblé des données sur la propagation de l'onde de sol; de son côté, le GTI 6/4, réuni du 2 au 5 octobre, a fourni des données de propagation ionosphérique. Quant au GTI 10/3 (5-8 novembre 1979), il a fourni des renseignements sur les aspects techniques généraux de la radiodiffusion, y compris les antennes. De ces trois Groupes de travail, le GTI 10/3 avait été constitué spécialement pour cette tâche, et il a rempli son mandat au cours de la réunion précitée. Le Rapport a été présenté au début de décembre 1979 en tant que document de la Conférence.

Dans le Rapport du CCIR établi par ces trois GTI, la norme générale adoptée était un champ de 300 mV/m à 1 km; toutes les courbes présentées dans ce Rapport ainsi que les autres données qui y figurent sont basées, sans exception, sur cette valeur normalisée. Cette normalisation facilite grandement l'utilisation des données fournies, dans le cadre d'une conférence de planification.

Un représentant du Secrétariat a participé aux réunions du Groupe de travail «Radiodiffusion» de la CITEL, en juillet 1979 et janvier 1980; il a fourni des renseignements sur les rapports du CCIR et donné des éclaircissements sur la contribution du CCIR à la Conférence.

5.3.5 *Volumes de la XIV^e Assemblée plénière du CCIR*

La publication des Volumes de la XIV^e Assemblée plénière s'est achevée en 1979. Les textes ont été produits en grande partie selon le procédé de traitement des textes de l'UIT: ils ont été tout d'abord saisis et stockés dans une mémoire d'ordinateur, puis traités par la machine qui a donné les versions définitives pour l'impression. C'était la première fois que cette méthode était appliquée aux textes du CCIR. En même temps, il a fallu faire tirer un grand nombre de formules, figures et tableaux par des imprimeurs de l'extérieur, puis incorporer ce matériel aux textes produits par l'UIT.

Le premier volume technique a paru le 28 décembre 1978. Le dernier «bon à tirer» pour les volumes techniques a été donné le 18 juin 1979 et le dernier volume technique est sorti en presse le 7 août 1979. Il a été suivi du volume contenant les textes administratifs, et d'un index détaillé des volumes techniques, établi par le Secrétariat.

Le nombre des pages de manuscrit (documents roses) issues de l'Assemblée s'est élevé à 17.775 (total pour les trois langues), en augmentation de 32% par rapport à l'Assemblée plénière précédente (12.250). Pour chaque page de manuscrit, il a fallu procéder aux opérations suivantes: (1) édition technique initiale, préparation et annotation pour l'impression; (2) saisie du texte pour mise en mémoire et impression par l'ordinateur, ou mise en page sur imprimante; (3) lecture de l'épreuve et indication des corrections; (4) correction et production d'un texte de base prête pour l'impression; (5) vérification finale et «bon à tirer»; (6) dernières corrections; (7) impression et assemblage. La saisie des textes et leur mise en mémoire ont représenté un très gros travail initial, mais ce travail devrait être moins important pour la prochaine édition car on peut penser qu'une certaine proportion des textes (30%, peut-être) demeurera inchangée. Parallèlement, il faudra prévoir une coordination des travaux plus poussée que dans le passé, en raison du fractionnement des tâches: recours à des imprimeurs extérieurs pour les tableaux, les figures et les formules mathématiques les plus complexes; méthode de traitement des textes de l'UIT pour la plus grande partie du texte.

Bien que le contenu des volumes ait augmenté de 32%, le nombre des pages imprimées n'a augmenté que de 15% par rapport à l'Assemblée plénière précédente. On a pu obtenir ce résultat en réduisant les marges du texte et en utilisant des caractères typographiques plus petits.

On trouvera ci-après une comparaison entre le nombre des différentes catégories de textes contenus dans les volumes de Kyoto et, entre parenthèses, le nombre correspondant pour l'édition précédente des livres du CCIR:

| | | |
|---------------------|-----|-------|
| Avis | 262 | (211) |
| Rapports | 499 | (424) |
| Résolutions | 22 | (21) |
| Questions | 220 | (198) |
| Programmes d'études | 256 | (194) |
| Vœux | 35 | (37) |

Le tableau ci-dessous donne les nombres des pages des différents volumes:

| Volumes | Français | Anglais | Espagnol |
|---------|----------|---------|----------|
| I | 518 | 496 | 518 |
| II | 524 | 484 | 522 |
| III | 228 | 220 | 230 |
| IV | 378 | 354 | 376 |
| V | 312 | 304 | 314 |
| VI | 302 | 292 | 300 |
| VII | 136 | 132 | 136 |
| VIII | 694 | 666 | 684 |
| IX | 414 | 398 | 422 |
| X | 240 | 232 | 244 |
| XI | 388 | 372 | 384 |
| XII | 282 | 266 | 278 |
| XIII-1 | 346 | 334 | 348 |
| XIII-2 | 38 | 36 | 36 |

5.3.6 Travaux des Commissions d'études

Les travaux des Commissions d'études du CCIR se sont poursuivis en 1979, principalement par le truchement des Groupes de travail intérimaires. Il n'y a pas eu de réunions plénières des Commissions d'études au cours de cette année, à cause de la CAMR-79.

5.3.6.1 Commission d'études 1 (Utilisation du spectre et contrôle des émissions)

Rapporteur principal: J.T. DIXON (Etats-Unis)

Vice-Rapporteur principal: R.G. STRUZAK (Pologne)

Cette Commission a poursuivi ses études dans les domaines suivants: définitions des brouillages; établissement de modèles mathématiques pour faciliter les études sur le brouillage et la compatibilité électromagnétique; élaboration des principaux critères fondamentaux pour le partage des fréquences; problèmes liés à l'utilisation des fréquences supérieures à 40 GHz; problèmes de sécurité posés par le rayonnement des radiofréquences; méthodes de contrôle et de mesure des caractéristiques des émissions; occupation du spectre. L'objectif essentiel de cette Commission est de fournir des renseignements et d'émettre des Avis sur les facteurs fondamentaux relatifs à l'utilisation efficace du spectre (notamment au partage des fréquences) et sur les aspects techniques de la gestion du spectre.

Le travail effectué par la Commission d'études 1 durant la période d'études en cours a permis d'apporter plusieurs contributions importantes aux travaux de la CAMR-79:

- l'Avis 507, «Classification et désignation des émissions», proposait à la CAMR-79 une nomenclature pour la désignation des émissions. La Conférence a adopté cette proposition, moyennant de petites modifications, et l'a prise comme base de l'article 4 et de l'appendice 6 du Règlement des radiocommunications;
- les renseignements techniques contenus dans les textes du CCIR relatifs: à la définition du brouillage, aux spectres et aux largeurs de bande des émissions, aux rayonnements non essentiels, aux tolérances de fréquence des émetteurs, ont servi de base pour d'autres articles et d'autres appendices du Règlement des radiocommunications.

La XIV^e Assemblée plénière avait donné son accord à la création, au sein de la Commission d'études 1, d'un nouveau Groupe de travail intérimaire, le GTI 1/2, chargé de préparer un rapport qui traitera de l'utilisation efficace du spectre, des techniques d'analyse de la compatibilité électromagnétique, des banques de données et des techniques informatiques normalisées, et qui donnera des exemples d'application de ces notions à la gestion du spectre. L'importance de l'activité du GTI 1/2 se trouve renforcée du fait de l'adoption par la CAMR-79 de la Recommandation N° 31 «relative à un manuel sur l'application des techniques informatiques à la gestion du spectre radioélectrique» et de la Résolution N° 7 «relative à la mise en œuvre d'une gestion nationale des fréquences radioélectriques».

Le GTI 1/2 s'est réuni deux fois. Il a établi le texte d'un projet de nouveau Rapport intitulé «Gestion des fréquences et techniques informatiques», qui sera présenté à la Réunion intérimaire de la Commission d'études 1 (juillet 1980). Ce Rapport devrait servir de base pour l'élaboration d'un manuel sur la gestion des fréquences, conformément à la demande faite par la CAMR-79.

La Commission d'études 1 devra s'acquitter de sa tâche en collaboration étroite avec les commissions chargées de services de radiocommunication particuliers. Ses travaux sont appelés à prendre une importance croissante pour la planification et la gestion du spectre des fréquences. On prévoit que ces travaux seront effectués également en coopération avec le CISPR et la CEI, notamment pour ce qui concerne la fixation de limites aux rayonnements des installations ISM et la mesure des caractéristiques des récepteurs et des émetteurs. En 1979, des dispositions importantes ont été prises pour resserrer la coopération avec le CISPR et la CEI.

5.3.6.2 *Commission d'études 2* (Recherche spatiale et radioastronomie)

Rapporteur principal: J. HAGEN (Etats-Unis)

Vice-Rapporteur principal: F. HORNER (Royaume-Uni)

Cette Commission d'études n'a pas tenu de réunion en 1979 mais ses membres ont participé activement aux travaux préparatoires pour la CAMR-79 et ils ont contribué aux travaux de la Conférence elle-même.

Plusieurs textes – traitant notamment de la protection des raies spectrales pour la radioastronomie, des attributions de fréquences pour les satellites d'exploration de la Terre et pour la transmission de l'énergie solaire dans l'espace – ont servi de base pour l'établissement de nouvelles dispositions du Règlement des radiocommunications et/ou pour des résolutions et recommandations qui figurent dans les Actes finals de la Conférence.

Les travaux préparatoires pour la Réunion intérimaire de la Commission d'études (1980) se sont poursuivis, notamment dans les domaines suivants: satellites d'exploration de la Terre et satellites météorologiques, technologie spatiale et technologie des satellites, techniques de commande d'orientation, recherche spatiale en général, satellites relais de données, radioastronomie, satellite à énergie solaire, les télécommunications et les systèmes de détection de la vie extra-terrestre.

5.3.6.3 *Commission d'études 3* (Service fixe fonctionnant sur des fréquences inférieures à 30 MHz environ)

Rapporteur principal: T. DE HAAS (Etats-Unis)

Vice-Rapporteur principal: H. KAJI (Japon)

La Commission d'études 3 poursuit ses études pour assurer les communications entre points fixes plus particulièrement pour les courtes distances dans les régions éloignées à faible densité de trafic, ce qui est plus spécialement le cas des pays en développement qui ont manifesté de l'intérêt pour ce type de communication lors de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications, Genève, 1979.

5.3.6.4 *Commission d'études 4* (Service fixe utilisant des satellites de télécommunication)

Rapporteur principal: E.R. CRAIG (Australie)

Vice-Rapporteur principal: E. HAUCK (Suisse)

En 1979, la Commission d'études 4 et le Groupe de travail intérimaire 4/1 n'ont tenu aucune réunion, mais leurs membres ne sont pas restés inactifs. Beaucoup d'entre eux ont en effet pris une part active, en qualité de délégués de leur pays, à la Conférence administrative mondiale des radiocommunications qui a eu lieu à l'automne de 1979 et qui a ainsi bénéficié de leur compétence en ce qui concerne le service fixe par satellite. Ils ont en particulier participé à l'élaboration de plusieurs articles du Règlement des radiocommunications relatifs aux paramètres techniques du service fixe par satellite et au partage des fréquences entre ce service et le service fixe de Terre, ainsi qu'entre les systèmes du service fixe par satellite.

S'agissant de l'utilisation efficace de l'orbite des satellites géostationnaires pour différents services spatiaux, le résultat des études menées à ce sujet par le GTI 4/1 depuis plus de dix ans a aidé la Conférence à parvenir à des solutions satisfaisantes. Ce GTI s'efforcera dans un proche avenir de procéder à de nouvelles études afin de fournir une documentation en ce qui concerne l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires (Résolution BP de la Conférence).

Autre contribution utile: l'exposé que M. E. Hauck (Suisse) a présenté aux délégués lors de la réunion que la Commission du Plan pour l'Afrique a tenue à Abidjan en mars 1979, sur le thème: Développement des systèmes de radiocommunication spatiale.

Lors de sa réunion d'avril/mai 1979, la Commission d'études VII du CCITT a adopté la Question 36/VII relative à l'intégration des systèmes à satellites dans les réseaux de transmission de données; cette Question est fondée sur le Programme d'études 2Q/4 que le CCIR a adopté à sa XIV^e Assemblée plénière à Kyoto en 1978. Au cours de la réunion susmentionnée, des dispositions ont été prises à propos des études qui devront être entreprises par les deux CCI.

Le Directeur du CCIR a pris des dispositions visant à encourager l'apport de contributions relatives à la Question 23/4 du CCIR: cette Question, qui a trait aux stations terriennes de faible capacité et aux systèmes à satellites correspondants, a été adoptée par la XIII^e Assemblée plénière du CCIR à Genève en 1974 pour satisfaire aux dispositions de la Résolution N^o 18 de la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT (Malaga-Torremolinos, 1973), qui a pour titre: Application de la science et de la technique des télécommunications dans l'intérêt des pays en voie de développement.

5.3.6.5 *Commission d'études 5* (Propagation dans les milieux non ionisés)

Rapporteur principal: J.A. SAXTON * (Royaume-Uni)

Vice-Rapporteur principal: A. KALININ (U.R.S.S.)

Cette Commission n'a pas tenu de réunion en 1979, mais elle a pris une part active aux travaux préparatoires à la CAMR-79 et à la Conférence administrative régionale de radiodiffusion à ondes hectométriques (Région 2). L'apport du GTI 5/1 en ce qui concerne le programme d'ordinateur à utiliser pour réviser les courbes de propagation de l'onde de sol figurant dans l'Avis 368-2 (à présent 368-3) et les études consacrées par le GTI 5/2 aux distances maximums de propagation guidée à utiliser pour prévoir les brouillages aux fréquences supérieures à 1 GHz et pour calculer les distances de coordination ont été particulièrement importants.

Les nouvelles courbes de propagation de l'Avis 368-2 ont été reproduites dans le rapport qui a été établi par le Groupe *ad hoc* 10/3 du CCIR pour la Conférence régionale de radiodiffusion à ondes hectométriques (Région 2) comme indiqué à la section décrivant les activités des Commissions d'études 10 et 11. La Commission d'études 5 consacre actuellement ses travaux à la préparation de la réunion intérimaire qui doit avoir lieu en 1980.

Le Rapporteur principal de la Commission d'études 5 a participé à l'organisation de cycles d'études sur la propagation des ondes radioélectriques dans les régions tropicales, qui doivent avoir lieu au début de 1981.

5.3.6.6 *Commission d'études 6* (Propagation dans les milieux ionisés)

Rapporteur principal: L. BARCLAY (Royaume-Uni)

Vice-Rapporteur principal: Mlle G. PILLET

L'étude de la propagation ionosphérique a été poursuivie, notamment en ce qui concerne la radiodiffusion sonore à ondes kilométriques, hectométriques et décimétriques, les radiocommunications du service mobile maritime, les radiocommunications à ondes décimétriques entre points fixes et les radiocommunications spatiales, pour lesquelles il faut tenir compte de l'influence de la propagation transionosphérique. La Commission d'études 6 a pour tâche essentielle de fournir des renseignements et des recommandations dans divers domaines: recours aux indices solaires et ionosphériques pour établir des prévisions de propagation ionosphérique, cartographie ionosphérique, méthodes d'évaluation du champ de l'onde ionosphérique entre 150 et 1600 kHz et entre 2 et 30 MHz, y compris les méthodes informatiques, prévision de la fréquence maximum utilisable, méthodes de calcul du champ des signaux propagés par des couches E sporadiques, etc.

Le supplément au Rapport 252-2, adopté par la XIV^e Assemblée plénière présente une méthode informatique améliorée pour l'évaluation du champ et de l'affaiblissement de l'onde ionosphérique entre 2 et 30 MHz.

Le Secrétariat du CCIR a presque achevé, en 1979, en collaboration avec le GTI 6/1 la mise au point d'un programme d'ordinateur pour cette méthode (SUP252) et il a effectué des calculs expérimentaux.

* Le Directeur du CCIR a appris avec tristesse le décès du Rapporteur principal de la Commission d'études 5, M. J.A. Saxton, survenu en Angleterre le 17 avril 1980 à l'issue d'une courte maladie. La disparition de cet éminent homme de science, remarquable animateur des études sur la propagation des ondes radioélectriques et président respecté de nombreuses réunions importantes du CCIR, notamment de la Réunion spéciale préparatoire pour la CAMR-79, sera profondément ressentie.

Le GTI 6/4, qui est chargé des prévisions du champ de l'onde ionosphérique dans la bande 6 a consacré une réunion à Genève à l'élaboration d'une partie du Rapport du CCIR à la première session de la Conférence administrative régionale de radiodiffusion à ondes hectométriques (Région 2), en ce qui concerne une méthode de calcul du champ de l'onde ionosphérique dans la Région 2. Cette partie a été adoptée comme le chapitre 2 du Rapport.

Le GTI 6/11, qui a été récemment créé et chargé d'étudier par correspondance les problèmes particuliers que posent les radiocommunications dans l'ionosphère aux latitudes élevées, a établi sur ce sujet un nouveau projet de Rapport qui sera soumis à la réunion intérimaire que la Commission d'études 6 tiendra en juillet 1980.

Le Secrétariat du CCIR continue à publier tous les mois les indices pour les prévisions ionosphériques à long terme. Cette année, le Secrétariat a perfectionné les programmes d'ordinateur servant à prévoir un an à l'avance les indices Φ et Φ_{F2} . Ces programmes ont permis d'accroître la stabilité et la précision des prévisions. Depuis octobre 1979, les données mensuelles publiées ont été calculées à l'aide de ces programmes.

Le Rapporteur principal de la Commission d'études 6 a participé à l'organisation de cycles d'études sur la propagation des ondes radioélectriques dans les régions tropicales, qui doivent avoir lieu au début de 1981.

5.3.6.7 *Commission d'études 7* (Fréquences étalon et signaux horaires)

Rapporteur principal: G. BECKER (République fédérale d'Allemagne)

Vice-Rapporteur principal: J.McA. STEELE (Royaume-Uni)

Ni la Commission d'études 7, ni ses Groupes de travail intérimaires n'ont tenu de réunions en 1979. Les deux GTI ont poursuivi par correspondance leurs travaux, dont ils devront rendre compte à la réunion intérimaire de la Commission d'études 7 en 1980.

Le GTI 7/4 a été chargé d'étudier les caractéristiques, les diverses solutions et possibilités techniques et les méthodes de coordination applicables à un service international de diffusion des signaux horaires par satellite.

L'Avis du CCIR relatif au temps universel coordonné (UTC), qui émane de la Commission d'études 7, a été adopté par la CAMR-79 comme spécification de l'heure officielle dans le Règlement des radiocommunications.

Le GTI est chargé d'envisager la possibilité d'améliorer la comparaison et la coordination de l'heure entre les laboratoires qui doivent fournir ou obtenir des signaux horaires aussi précis que possible.

De fait, la qualité des générateurs actuels de fréquences étalon (incertitude relative de 1×10^{-13}) et des échelles de temps qui y sont associées et qui varient seulement d'environ 10 ns par jour excède les possibilités actuelles de diffusion des signaux horaires.

Les diverses expériences de transfert de temps par satellite ont fait apparaître des possibilités de transfert de temps avec une précision de quelques ns et une exactitude d'environ 50 ns.

De plus, la diffusion par satellite de signaux horaires dans de vastes régions géographiques pourrait également répondre aux besoins des utilisateurs généraux.

L'emploi, de plus en plus répandu, de générateurs de fréquences étalon dans les réseaux de télécommunication a conduit à la création du GTI 7/5, lequel a été chargé d'étudier la fiabilité des horloges de référence, l'inexactitude de ces horloges et les techniques de mesure des inexactitudes.

Les résultats de ces études seront utiles à la Commission d'études XVIII du CCITT (Réseaux numériques) qui a demandé des conseils et des renseignements dans ces domaines.

5.3.6.8 *Commission d'études 8* (Services mobiles)

Rapporteur principal: W.H. BELLCHAMBERS (Royaume-Uni)

Vice-Rapporteurs principaux: E. GEORGE (République fédérale d'Allemagne)
G. HEMPTON (Etats-Unis)

De même que les autres Commissions d'études, la Commission d'études 8 n'a tenu aucune réunion en 1979 et ses études ont été poursuivies par ses Groupes de travail intérimaires.

Le GTI 8/5, chargé des systèmes radiotéléphoniques automatiques du service maritime à ondes métriques/décimétriques a tenu sa quatrième réunion à La Haye sur invitation de l'Administration néerlandaise des PTT.

Au cours de cette réunion, des progrès considérables ont été réalisés en ce qui concerne le système de signalisation à utiliser sur le trajet radioélectrique, les procédures d'établissement et de commutation des communications, l'enregistrement de la position et la poursuite des déplacements des navires.

Les dernières divergences relatives au système de signalisation ont été ensuite aplanies par un groupe restreint lors de la réunion qu'il a tenue dans ce but aux Etats-Unis d'Amérique. Les conclusions de ce groupe, qui font l'objet d'un projet d'Avis détaillé seront discutées lors de la prochaine réunion du GTI 8/5.

Un projet d'Avis a été établi au sujet du circuit téléphonique fictif de référence. S'agissant des objectifs de bruit, des caractéristiques globales de transmission et de l'équivalent de référence de l'effet local, le GTI 8/5 a décidé que les Avis relatifs au service mobile maritime par satellite pourraient (moyennant de légères modifications dans certains cas) être utilisés pour les systèmes à ondes métriques/décimétriques.

Le GTI 8/7, qui s'occupe des caractéristiques techniques et opérationnelles des systèmes du service mobile maritime par satellite a tenu sa première réunion à Londres sur invitation du Home Office du Royaume-Uni. Il y a examiné les sujets suivants: radiobalises de localisation des sinistres, caractéristiques des équipements terminaux de navire, techniques de modulation et traitement des signaux, commande et signalisation d'accès et disponibilité des circuits de télécommunication dans le service mobile maritime par satellite.

Ce GTI a préparé des textes qui constitueront la base de nouveaux Rapports ou qui serviront à modifier des Rapports existants.

Le GTI 8/8, constitué en mai 1979, a été chargé d'étudier les procédures d'exploitation du système numérique d'appel sélectif destiné au service mobile maritime. Il a tenu sa première réunion en août à Londres sur invitation du Post Office du Royaume-Uni.

Au cours de cette réunion, ce GTI a élaboré les procédures opérationnelles préliminaires pour l'exploitation «normale» (commerciale) et pour l'exploitation dans les cas de «détresse et de sécurité».

Il a estimé que l'adoption d'un système numérique d'appel sélectif devra être progressive et que ce système pourra être universellement employé pour les services de détresse et de sécurité seulement une fois qu'on aura pu s'assurer de sa fiabilité grâce à une expérience suffisante. Il a été reconnu que des essais en service réel seront extrêmement utiles pour accélérer la mise au point de procédures satisfaisantes.

L'OMCI a demandé à recevoir d'urgence les conclusions du GTI 8/8 à propos de l'exploitation de «détresse et de sécurité», étant donné que le système numérique d'appel sélectif pourrait faire partie du futur système global de détresse.

5.3.6.9 *Commission d'études 9* (Service fixe utilisant les faisceaux hertziens)

Rapporteur principal: J. VERRÉE (France)

Vice-Rapporteur principal: H. WILLENBERG (Allemagne)

De nombreux participants aux travaux de la Commission d'études 9 ont également participé, en tant que délégués ou comme auteurs de propositions, aux travaux de la CAMR-79 et leur expérience a été très utile pour élaborer de nombreux textes des Actes finals de cette Conférence. Cependant, de nombreuses Résolutions et Recommandations qui y ont été adoptées invitent le CCIR, notamment la Commission d'études 9, à procéder à de nombreuses études, afin que puissent être plus facilement résolus les problèmes de partage entre le service fixe utilisant les faisceaux hertziens et de nombreux autres services, de Terre ou spatiaux. Par exemple, l'appendice 28 du Règlement des radiocommunications, qui traite de la coordination entre le service fixe par satellite et les systèmes à faisceaux hertziens, est fondé sur le Rapport 382-3 du CCIR, lequel résulte des efforts de coopération déployés depuis de longues années par les Commissions d'études 4 et 9 du CCIR.

Le Rapporteur principal de la Commission d'études 9 a participé à la réunion que la Commission du Plan pour l'Afrique a tenue à Abidjan et y a fait un exposé sur les travaux consacrés par le CCIR aux faisceaux hertziens.

5.3.6.10 *Commission d'études 10* (Service de radiodiffusion sonore)

Rapporteur principal: C. TERZANI (Italie)

Vice-Rapporteur principal: S.N. MITRA (Inde)

La Commission d'études 10 a créé le Groupe *ad hoc* 10/3 afin de discuter des travaux préparatoires à la Conférence de radiodiffusion à ondes hectométriques pour la Région 2, prévue pour le début de 1980. Ce Groupe de travail a tenu une réunion du 5 au 8 novembre 1979 pendant la CAMR-79 et il a inclus dans un rapport une documentation technique destinée à la Conférence régionale précitée. Outre des textes émanant de la Commission d'études 10, ce rapport contient des textes des Commissions d'études 5 et 6 traitant de la propagation, respectivement dans les milieux non ionisés et dans les milieux ionisés.

Les textes fournis par la Commission d'études 10 ont été utilisés par la CAMR-79 pour formuler des dispositions nouvelles ou modifiées pour le Règlement des radiocommunications et ses Appendices.

Cette Commission axe actuellement ses travaux sur la préparation de la Réunion intérimaire.

Selon le vœu de la CAMR-79, le Secrétariat prépare actuellement une nouvelle édition du manuel sur les diagrammes d'antennes, qui mentionnera un plus grand nombre de types d'antenne.

Le Vice-Rapporteur principal de la Commission, M. S.N. Mitra (Inde) ayant démissionné, un nouveau Vice-Rapporteur principal sera désigné lors de la réunion intérimaire prévue pour 1980.

5.3.6.11 *Commission d'études 11* (Service de radiodiffusion (télévision))*Rapporteur principal:* M. KRIVOCHEEV (U.R.S.S.)*Vice-Rapporteur principal:* C.A. SIOCOS (Canada)

Plusieurs textes émanant de la Commission d'études 11 du CCIR ont servi de base à l'élaboration des nouvelles dispositions du Règlement des radiocommunications et de ses appendices qui ont été adoptées par la CAMR-79. Ces dispositions concernent, notamment les distances de coordination des systèmes de radiodiffusion par satellite et les caractéristiques de l'antenne pour la radiodiffusion par satellite.

Les travaux de cette Commission sont actuellement axés sur la préparation de la réunion intérimaire qui doit se tenir à l'automne 1980.

Les travaux préliminaires ont été effectués par le Groupe de travail intérimaire 11/3 (Services de radiodiffusion destinés aux services télétexte avec affichage alphanumérique et/ou graphique) et par le Groupe mixte *ad hoc* CCIR/CCITT pour l'affichage alphanumérique sur les récepteurs de télévision. Un échange de documents par correspondance a eu lieu en vue des réunions des Groupes de travail au printemps 1980. Le GTI 11/3 étudie la définition des services «télétexte» * et les normes applicables à ces services de radiodiffusion. Le Groupe mixte *ad hoc* étudie les caractéristiques de compatibilité et d'interface entre le service «télétexte» diffusé et le service interactif (Videotext), ainsi que la terminologie utilisée pour ces deux services.

5.3.6.12 *CMTT* (Commission mixte CCIR/CCITT pour les transmissions télévisuelles et sonores)*Rapporteur principal:* Y. ANGEL (France)*Vice-Rapporteur principal:* W.G. SIMPSON (Royaume-Uni)

La CMTT, qui étudie la transmission de signaux de radiodiffusion télévisuelle et sonore sur une grande distance, est une Commission mixte CCIR/CCITT gérée par le CCIR. Les principaux points de son mandat concernent les normes de transmission de la télévision, les méthodes de mesure, de contrôle et de maintenance, ainsi que les problèmes de transmission de la radiodiffusion sonore et la transmission simultanée de signaux de radiodiffusion sonore et télévisuelle.

La CMTT étudie à la fois la transmission analogique et la transmission numérique, y compris les méthodes de codage numérique et les normes numériques applicables à la transmission des signaux de radiodiffusion télévisuelle et sonore sur de grandes distances. Pour cette étude, les diverses Commissions devront coordonner étroitement leurs travaux de mise au point de techniques numériques, afin de garantir la compatibilité des méthodes de codage pour chaque application et de réduire à un minimum le coût et la complexité des équipements.

Le Groupe de travail intérimaire CMTT/1 étudie les systèmes numériques destinés à la transmission des signaux de radiodiffusion sonore et télévisuelle; il assure en outre la coordination entre les Commissions d'études 10, 11 et CMTT du CCIR et la Commission d'études XVIII du CCITT.

Une collaboration étroite a été également établie avec des organisations extérieures à l'UIT qui étudient l'application des techniques numériques à la radiodiffusion télévisuelle.

La CMTT tiendra une réunion en octobre 1980 et fera rapport à l'Assemblée plénière du CCITT qui aura lieu en novembre 1980.

5.3.6.13 *CMV* (Commission mixte CCIR/CCITT pour le Vocabulaire)*Rapporteur principal:* M. THUÉ (France)*Vice-Rapporteurs principaux:* S.J. ARIES (Royaume-Uni)

M. DUCOMMUN (Suisse)

B.A. DURÁN (Espagne)

Vocabulaire:

Réunion du groupe mixte coordonnateur CCI/CEI pour le Vocabulaire (GMC)

Le GMC a tenu sa réunion annuelle les 20 et 21 septembre 1979 à Genève. Les représentants des secrétariats du CCIR et du CCITT ont exposé les résultats des travaux du Vocabulaire parus cette année (Avis sur les principaux termes et définitions dont l'emploi est recommandé par le CCIR, liste des textes contenant des définitions, index des termes techniques (Vol. XIII-2) pour le CCIR, Volume orange sur les définitions pour le CCITT. Le représentant de l'UIT a présenté un exposé sur les tâches de préparation du Centre de Documentation de l'UIT.

* «télétexte» est un terme provisoire.

Les rapports d'activité de 13 groupes de travail d'experts CCI/CEI traitant de différents chapitres du Vocabulaire des télécommunications ont été examinés. En particulier, un groupe de travail composé de membres du GMC traitera directement des termes généraux et un autre petit groupe de trois membres choisis parmi les membres du GMC s'occupera des duplications à éliminer.

En ce qui concerne les chapitres non encore abordés par les groupes d'experts, les participants du GMC sont invités à envoyer leurs propositions de modification pour la répartition des chapitres, propositions dont le secrétariat du GMC fera la synthèse.

En raison de la publication proche de deux chapitres (Radiocommunications spatiales et guides d'ondes), les conditions de publication ont été examinées (possibilité d'une publication unique) et le Président du GMC doit se mettre en rapport avec le Secrétaire général de l'UIT et le Secrétaire général de la CEI pour déterminer la meilleure solution à adopter à ce sujet.

Activités du Groupe de travail intérimaire CMV/1

Ce groupe travaille par correspondance sur les textes des différents chapitres mis au point par les groupes mixtes d'experts du GMC au fur et à mesure des divers stades de leur élaboration.

Influence des travaux de la CAMR-79 en ce qui concerne le Vocabulaire

Les résultats de la CAMR ont une grande influence sur les travaux de Vocabulaire. Différentes Recommandations et Résolutions ont été préparées à ce sujet à l'intention du CCIR, textes qui ont aussitôt été soumis aux Commissions d'études intéressées et à la CMV.

En particulier, la Recommandation 72 invite les CCI «à examiner les définitions des termes techniques figurant dans l'article NI/1 et à proposer toute modification qu'ils jugent utile» afin que les conférences administratives intéressées puissent considérer les propositions des CCI.

Un recueil de termes définis dans les volumes du CCIR (Kyoto, 1978) est en cours de préparation, fin 1979, par le secrétariat du CCIR, dans le but de pouvoir établir une comparaison entre les termes et définitions figurant dans les Actes finals de la CAMR-79, lors des réunions intérimaires de 1980.

Symboles graphiques:

Le Groupe de Travail Mixte (GTM) pour les symboles graphiques continue ses travaux en collaboration avec la CEI. Il a tenu une réunion à Vasteras (Suède) en mai 1979. Des symboles complémentaires pour diagramme ont été étudiés ainsi qu'un guide sur la préparation des diagrammes; des symboles utilisés pour l'équipement sont en cours d'examen avec la collaboration de la CEPT en vue d'uniformiser l'emploi de ces symboles.

5.3.7 Groupes de travail intérimaires créés par la XIV^e Assemblée plénière

GTI PLEN/1

Créé par la Résolution 67 de la XIV^e Assemblée plénière du CCIR, ce GTI est chargé d'étudier l'organisation des travaux du CCIR. La première réunion s'est tenue à Genève du 25 au 28 juin 1979 et elle a fourni l'occasion d'un débat général sur l'organisation actuelle du CCIR du point de vue interne et par rapport à l'organisation de l'UIT en général. On a mis l'accent, en particulier, sur la nécessité d'encourager les pays en développement à participer aux travaux du CCIR. Conformément aux décisions de la réunion, un questionnaire en deux parties a été envoyé à tous les Membres de l'UIT: la première avait trait aux principes régissant les activités du CCIR et la deuxième contenait des questions portant sur des points particuliers de la structure actuelle. Il convient d'ajouter que la deuxième partie a été également envoyée aux Rapporteurs principaux et Vice-Rapporteurs principaux des Commissions d'études du CCIR, conformément aux dispositions du paragraphe 5 de la Résolution 67 qui stipule que le GTI devra solliciter et prendre en considération les vues des Rapporteurs principaux et Vice-Rapporteurs principaux des actuelles Commissions d'études du CCIR.

Jusqu'ici, vingt-sept administrations ont répondu à ces questions, de même que les Rapporteurs principaux et/ou Vice-Rapporteurs principaux de huit des treize Commissions d'études. Ces réponses ont été transmises au coordonnateur que le GTI a chargé d'analyser les réponses.

GTI PLEN/3

Créé par la Résolution 70 de la XIV^e Assemblée plénière du CCIR, ce GTI est chargé de mettre à jour les textes du Rapport spécial sur les systèmes utilisables pour la radiodiffusion au moyen de satellites et le degré relatif d'acceptabilité de ces systèmes. Etant donné que le fonctionnement du GTI PLEN/3 dépend dans une large mesure des résultats des travaux des Commissions d'études 10 et 11 du CCIR, ce Groupe de travail intérimaire n'a tenu jusqu'ici aucune réunion. Ce Groupe tiendra sa première réunion en octobre 1980 en même temps que les réunions intérimaires des Commissions d'études 10 et 11; de cette manière il pourra se fonder sur les conclusions de ces deux Commissions d'études. Il convient ici de noter que, compte tenu de la nature du sujet traité par le GTI PLEN/3, les pays en développement ont été en particulier invités à soumettre des propositions et à envoyer des représentants à cette réunion du GTI.

5.3.8 Relations avec le CCITT

En 1979, la coopération entre les deux CCI a été encore plus grande que lors des années précédentes.

Etant donné la proximité de la VII^e Assemblée plénière du CCITT, qui se tiendra vers la fin de 1980, des documents nécessitant une action commune des deux CCI ont dû être préparés suffisamment à l'avance en vue de leur soumission à l'Assemblée plénière du CCITT et aux réunions intérimaires des Commissions d'études compétentes du CCIR, qui doivent également se tenir en automne 1980.

On trouvera ci-dessous une liste des Commissions et des Commissions d'études mixtes des deux CCI dont les activités se poursuivent depuis plusieurs années:

- La Commission du Plan (la Commission mondiale du Plan et quatre Commissions régionales du Plan)
- La Commission mixte CMBD pour l'étude du bruit de circuit et de la disponibilité
- La Commission mixte CMTT pour l'étude de la transmission de signaux de radiodiffusion sonore et visuelle à grande distance
- La Commission mixte CMV pour le Vocabulaire
- Le Groupe autonome spécialisé GAS 3 pour l'élaboration de manuels sur les différents aspects des télécommunications, principalement à l'intention des pays en développement. Des experts du CCIR ont récemment élaboré une Annexe révisée relative à la propagation. Le Manuel sur les télécommunications rurales a été publié en 1979. Dans la prochaine édition de ce Manuel, on envisage d'inclure des textes sur les stations terriennes de faible capacité et les systèmes à satellite associés. Ce sujet est activement étudié par la Commission d'études 4 du CCIR (Question 23/4). Le GAS 3 prépare également un troisième manuel sur la planification du réseau général.

Un Groupe de travail mixte CCIR/CCITT chargé d'étudier l'affichage de caractères alphanumériques et/ou d'éléments graphiques sur les écrans de récepteurs de télévision et dont la création a été proposée par la Résolution 65 de la XIV^e Assemblée plénière du CCIR, a commencé ses activités. Le Groupe de travail doit déterminer les exigences de compatibilité et les exigences d'interface à satisfaire entre le service «Télétext» associé à la radiodiffusion visuelle et les services interactifs utilisant les réseaux publics de transmission de données («Videotex»). Les travaux entrepris en commun ont été annoncés par les Directeurs des deux CCI et de nombreux documents ont été reçus en préparation d'une réunion qui se tiendra en avril 1980. Le Groupe de travail mixte dépend des Commissions d'études suivantes:

| | |
|------------------------------------|---|
| Commission d'études 11 du CCIR: | Service de radiodiffusion (télévision) |
| Commission d'études I du CCITT: | Exploitation et qualité de service télégraphiques |
| Commission d'études VIII du CCITT: | Équipements terminaux de télégraphie et de données, lignes locales de raccordement. |

Alors que les Commissions mixtes CMTT et CMV sont placées sous la responsabilité du CCIR et se réunissent suivant un calendrier établi en fonction des réunions des autres Commissions d'études intéressées du CCIR, les Commissions du Plan, la Commission mixte CMBD et le GAS 3 sont par contre placés sous la responsabilité du CCITT et suivent un calendrier de réunion établi par cet organisme. Aussi le rapport sur les activités de ces dernières Commissions mixtes en 1979 figure-t-il sous la rubrique CCITT.

L'accord qui stipule que, pour les questions relatives à la disponibilité et à la fiabilité, les représentants auprès de la Commission mixte CMBD doivent faire partie des Commissions d'études 9 et 4 du CCIR, est toujours en vigueur: M. Allen (Canada) et M. Hauck (Suisse) remplissent respectivement ces fonctions.

Est toujours en vigueur l'accord qui stipule que MM. White (Royaume-Uni) et Bourgeat (France) représentent les intérêts des Commissions d'études 4 et 9 du CCIR auprès de la Commission d'études XVIII du CCITT chargée d'étudier les questions de transmission numérique.

Par ailleurs, on a créé le GTI CMTT/1 pour assurer la coordination entre les Commissions d'études 4, 9, 10 et 11 du CCIR et la Commission d'études XVIII du CCITT sur les questions de transmission numérique liées à la radiodiffusion (Décision 18-2).

Au cours des dernières années, le recours aux satellites dans des transmissions utilisant des techniques numériques a posé d'importants problèmes pour le CCITT. Ainsi, en 1979, la Commission d'études VII du CCITT a formulé la Question 36/VII qui est fondée sur le Programme d'études 2Q/4 du CCIR intitulé «Intégration des systèmes à satellites dans les réseaux de transmission de données». La récente réunion de la Commission d'études VII a révisé la Question 36/VII de manière à ce qu'elle s'applique non seulement au service fixe par satellite prévu à l'origine mais aussi au service mobile. La portée de la question a été élargie de manière à inclure les systèmes nationaux en même temps que les systèmes internationaux.

Le développement des services mobiles a également nécessité une coopération étroite entre les deux CCI. Ces activités sont résumées dans les rubriques ci-après.

Points d'intérêt commun concernant les services mobiles

– *Service mobile maritime par satellite*

Le Groupe de travail intérimaire 8/7 étudie actuellement la question des satellites maritimes qui était du ressort des GTI 8/1 et 8/4. Les intérêts du CCITT sont représentés au sein des délégations des Administrations de la Norvège, des Pays-Bas et du Royaume-Uni. Un Rapporteur spécial de la Commission d'études I du CCITT a participé à la première réunion. Le rapport de la réunion a été transmis au CCITT. Cette collaboration étroite doit se poursuivre pendant les travaux futurs.

– *Système radiotéléphonique automatique sur ondes métriques/ décimétriques pour le service mobile maritime*

Cette question est actuellement à l'étude au sein du GTI 8/5. Le Groupe de travail intérimaire a décidé que le nouveau système doit être conçu de manière à ce qu'aucune modification ne doive être apportée au réseau public. Le GTI souhaitait que l'on étudie la possibilité de désigner des rapporteurs spéciaux faisant partie des Commissions d'études compétentes du CCITT. Jusqu'ici, la liaison avec le CCITT était assurée par les délégations d'un certain nombre d'administrations. Des exemplaires des rapports de réunions ont été communiqués au CCITT.

– *Identification numérique des stations de navires*

Grâce à l'excellent travail du GTI 8/6 et du Groupe de travail mixte I/II du CCITT, la CAMR-79 a établi des dispositions régissant l'introduction du nouveau système. Il reste à établir le tableau des chiffres nationaux d'identification à ajouter à l'Appendice CA *. Cela doit être effectué par un groupe de représentants des administrations, du Secrétariat général et des deux CCI. Le GTI 8/6 poursuivra ses travaux sous la conduite d'un nouveau Président (voir la Résolution DD * de la CAMR-1979).

5.3.9 *Coopération avec d'autres organisations internationales*

Le Directeur et les membres du personnel technique ont participé à un certain nombre de réunions tenues par diverses organisations internationales. Cette participation est conforme à l'objectif général visant à assurer, dans la mesure du possible, la coordination des travaux qui intéressent le CCIR et qui sont entrepris par d'autres organisations.

On a maintenu une liaison étroite avec les organisations suivantes:

- la *Commission électrotechnique internationale* et ses comités d'études, en particulier le TC 1 (vocabulaire), le TC 12 (radiocommunications), le TC 60 (enregistrement, son et image), le TC 77 (compatibilité électromagnétique) et le nouveau TC 80 (aides à la navigation), ainsi que le CISPR (Comité International Spécial des Perturbations Radioélectriques). La section 5.3.6.12 mentionne certaines relations de travail étroites au sein de la Commission mixte pour le vocabulaire.

Le Directeur du CCIR a rencontré le Secrétaire général de la CEI à plusieurs reprises pour discuter de questions intéressant mutuellement le CCIR et la CEI. Plus de 60 textes du CCIR mentionnent les travaux de la CEI ou demandent sa collaboration. Le CCIR reçoit régulièrement toutes les publications de la CEI ainsi que la documentation la plus récente des réunions et des comités de la CEI.

Des experts de la CEI participent aux réunions des Commissions d'études du CCIR et des observateurs du CCIR prennent part aux réunions des Comités d'études de la CEI. Parmi les domaines d'activités qui revêtent une importance particulière du point de vue de la coopération CCIR/CEI, on peut citer:

- les limites de rayonnement des équipements ISM (applications industrielles, scientifiques et médicales);
- les brouillages radioélectriques provoqués par les lignes à haute tension;
- le brouillage radioélectrique causé par les systèmes d'allumage des automobiles aux systèmes de radiocommunications mobiles terrestres, etc.

Le Directeur et/ou un membre du Secrétariat, ou un représentant désigné du CCIR, ont participé aux réunions des TC 12 et 60 de la CEI ainsi qu'aux réunions du CISPR. Un représentant désigné du CCIR a pris part à l'Assemblée générale de la CEI qui s'est tenue à Sydney (Australie).

Une collaboration plus grande et plus étroite entre le CCIR et la CEI sera nécessaire, compte tenu des résolutions et des recommandations de la CAMR-1979 qui demandent au CCIR d'entreprendre certaines études pour lesquelles une telle coopération est indispensable.

Une coopération plus étroite résultera probablement de l'invitation adressée au Directeur du CCIR pour participer en 1980 à la réunion du Comité consultatif de l'électronique et des télécommunications (ACET) de la CEI.

* Désignations provisoires.

– *Union radio-scientifique internationale (URSI)*

On a maintenu des liaisons et une collaboration étroite avec l'Union radio-scientifique internationale (URSI). Un colloque scientifique s'est tenu à Bruxelles les 17 et 18 septembre 1979 à l'occasion du 60^e Anniversaire de l'URSI. Le Directeur du CCIR a présidé l'une des sessions de ce colloque.

Le rôle que joue le CCIR dans l'évolution de la science des radiocommunications a été mentionné dans beaucoup de documents et l'on a rappelé les noms de certaines éminentes personnalités scientifiques participant aux travaux du CCIR et de l'URSI.

Des renseignements détaillés sur ce colloque ont été publiés dans le numéro de janvier 1980 du Journal des télécommunications.

Parmi les domaines d'activités qui sont jugés les plus importants et pour lesquels une coopération est particulièrement nécessaire, on peut citer:

- la propagation de l'onde ionosphérique;
- le service d'émission de fréquences étalon et de signaux horaires;
- les mesures effectuées dans le domaine des télécommunications;
- les effets biologiques du rayonnement électromagnétique.

Dans tous ces domaines, les contributions de l'URSI ou des scientifiques collaborant à ces travaux jouent un rôle important dans l'établissement des textes du CCIR.

– *Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI)*

Comme par le passé, le CCIR a continué à collaborer étroitement avec l'OMCI et en particulier avec son Sous-Comité sur les radiocommunications, et un membre du Secrétariat a participé aux réunions de ce Sous-Comité. Plus de 50 textes de la Commission d'études 8 concernent directement l'OMCI et la plupart se rapportent aux questions de sécurité. Sur la base des questions techniques et d'exploitation étudiées par le CCIR, l'OMCI établit actuellement le futur Système mondial maritime de détresse et de sécurité.

– *Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellite (INMARSAT)*

Un membre du Secrétariat du CCIR a participé aux réunions du Comité préparatoire d'INMARSAT et de son bureau technique, en présentant plusieurs textes qui ont servi de base à la définition d'un système international de télécommunications maritimes par satellite.

Le Groupe de travail intérimaire 8/4 poursuit actuellement les études qui restent à effectuer pour INMARSAT.

– *Comité international radiomaritime (CIRM)*

Le Secrétariat du CCIR a continué à participer aux travaux du Comité technique du CIRM et à ses divers programmes d'études qui couvrent l'ensemble des domaines des radiocommunications maritimes.

Par ailleurs, des liaisons ont été maintenues avec cette organisation grâce à la participation réciproque à des réunions d'intérêt commun et/ou à l'échange de documentation avec d'autres organisations internationales participant en tant qu'observateurs aux travaux du CCIR. A titre d'exemple, on peut mentionner l'Agence spatiale européenne (ESA), l'Association du transport aérien international (IATA), l'Association internationale de signalisation maritime (AISM), le Bureau international de l'heure (BIH), le Comité inter-unions pour l'attribution de fréquences à la radioastronomie et à la science spatiale (IUCAF), l'Organisation internationale de radiodiffusion et de télévision (OIRT), l'Organisation internationale de télécommunications par satellite (INTELSAT), l'Union africaine des postes et télécommunications (UAPT), l'Union astronomique internationale (UAI), l'Union de radiodiffusion Asie-Pacifique (URA), l'Union des radiodiffusion et télévision nationales d'Afrique (URTNA) et l'Union européenne de radiodiffusion (UER).

Il convient aussi de souligner la collaboration ininterrompue avec les institutions spécialisées des Nations Unies sur des sujets d'intérêt commun. Il faut aussi mentionner l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

5.3.10 *Coopération technique*

Le Secrétariat du CCIR a continué à collaborer étroitement avec le Département de la coopération technique pour le choix des experts, pour l'achat de matériel destiné au projet PNUD/UIT et pour l'examen des rapports techniques des experts UIT/PNUD.

Conformément à la Résolution 33-2, une assistance a été activement fournie pendant toute l'année aux pays en développement, afin de les aider à résoudre les problèmes de radiocommunication et de planification qui avaient été soumis au CCIR par le Département de la coopération technique.

Quelque 24 rapports techniques d'experts ont été examinés et des commentaires ont été formulés.

A titre d'exemple, on peut citer les rapports d'experts suivants:

- Développement futur des services de radiodiffusion en Afrique
- Etude de faisabilité et spécification technique couvrant l'installation éventuelle d'une station terrienne INTELSAT B dans les îles du Cap-Vert
- Service mobile maritime au Panama et à Costa Rica
- Laboratoire national argentin de télécommunications
- Etude de faisabilité et de préinvestissement pour les télécommunications du Moyen-Orient et du Bassin méditerranéen
- Installations destinées à la formation professionnelle en télécommunications en Indonésie
- Développement du réseau de télécommunications de la République du Yémen
- Rapport final d'un agent d'exécution sur un service de contrôle au Nigeria
- Rapport d'un expert principal régional de l'UIT sur le projet PANAFTEL
- Rapport de mission sur l'évaluation de l'état actuel du Centre de télécommunications de Kaboul et suggestions en vue de son amélioration
- Rapport de l'expert régional sur les questions d'interface avec les systèmes de faisceaux hertziens
- Rapport de l'expert PANAFTEL de l'UIT sur les systèmes de faisceaux hertziens au Mali
- Choix d'une deuxième station terrienne à Singapour
- Etude de faisabilité du réseau régional de télécommunications du Pacifique Sud
- Rapport sur le choix de l'emplacement de la station terrienne de l'Arabie Saoudite
- Rapport sur le système de radiodiffusion par satellite de l'Arabie Saoudite.

Des consultations ont eu lieu pour fournir une assistance technique consultative sur divers projets concernant les pays en développement, par exemple:

- Estimation relative à la couverture du réseau de stations de contrôle en ondes décamétriques en Afrique. Des calculs ont été effectués pour évaluer les conditions de propagation en ondes décamétriques entre certains points choisis en Afrique du Nord et en Afrique centrale et certains emplacements éventuels de stations de contrôle à Niamey et à Libreville.
- Conseils relatifs à la mesure de la propagation radioélectrique dans divers pays tels que Papua-Nouvelle-Guinée, la République Populaire du Congo et les pays arabes du Golfe. Ces mesures concernent principalement l'influence des conditions radioclimatiques locales sur la propagation des ondes, y compris l'affaiblissement par les précipitations.
- Problèmes de propagation des ondes radioélectriques sur un système à 7 GHz au Sénégal.
- Information destinée aux conseillers régionaux pour l'Afrique en matière de propagation.

On a présenté à la Commission mondiale du Plan un rapport sur l'assistance technique fournie par le CCIR.

Le rapport souligne que la contribution du CCIR à l'assistance technique prend essentiellement la forme d'Avis et de Rapports résultant de l'étude des questions techniques. Un certain nombre de ces études revêtent un intérêt particulier pour les pays en développement. Par ailleurs, certains manuels ont été élaborés, tels que le Manuel à l'intention des stations de contrôle et le Manuel sur les diagrammes d'antennes. Des experts du CCIR ont aussi contribué aux travaux du Groupe autonome spécialisé N° 3 (GAS 3) notamment dans l'élaboration de certaines parties du Manuel sur les systèmes de transmission et du Manuel sur les télécommunications rurales.

Conformément aux résolutions de l'Assemblée plénière, le Secrétariat du CCIR participe activement au programme de coopération technique de l'UIT. Comme indiqué ci-dessus, le Secrétariat examine tous les rapports relevant de la compétence du CCIR, consulte les experts de coopération technique et les représentants des administrations chaque fois que cela est nécessaire et, dans la mesure du possible, libère son personnel pour fournir une assistance sur les problèmes de radiocommunications.

L'Assemblée plénière du CCIR a récemment révisé sa Résolution 33 relative à la coopération technique et qui définit les objectifs du CCIR dans ce domaine. Cette Résolution traite aussi des publications du CCIR. Par exemple, à la suite des réunions intérimaires des Commissions d'études et des Assemblées plénières, les rapports des Commissions d'études comporteront dorénavant une section traitant spécialement des problèmes intéressant les pays en développement. Une autre résolution du CCIR, traitant de la réorganisation de la structure de ce CCI, met l'accent sur les mesures propres à intensifier la participation active des pays en développement.

A la suite du cycle d'études régional tenu en Afrique, pendant lequel on a soulevé un certain nombre de questions relatives à la propagation radioélectrique dans les zones tropicales, le Secrétariat a élaboré un rapport groupant les renseignements dont dispose le CCIR sur les conditions de propagation en Afrique. Ce rapport a été remis sur demande aux participants au cycle d'études.

Les Commissions d'études 5 et 6 du CCIR ont décidé d'organiser des cycles d'études sur la propagation des ondes radioélectriques dans les zones tropicales, en collaboration avec le Département de la coopération technique du Secrétariat général. Le premier de ces cycles d'études se tiendra en Afrique au début de 1981.

5.4 Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (CCITT)

5.4.1 Informations générales

Au cours de 1979 les commissions d'études et groupes de travail du CCITT ont axé leurs activités sur la mise au point des projets d'Avis et l'élaboration des réponses aux questions qui leur sont confiées.

Les réunions de 1979 ont été essentiellement concentrées, compte tenu de la CAMR-79, au 1^{er} semestre de l'année; cependant certaines réunions ont néanmoins été tenues au cours du deuxième semestre de l'année. Au total 443 jours de réunions ont eu lieu en 1979 (voir le tableau I – Liste des réunions du CCITT en 1979, publié à la page 58 du présent Rapport).

En ce qui concerne la participation, l'intérêt croissant des organismes scientifiques ou industriels aux travaux du CCITT est à souligner. La participation des pays aux réunions de 1979 est semblable à celle de 1978; toutefois les deux réunions régionales du Plan, qui ont tenu leur réunion en 1979, ont connu une très large participation des pays concernés. Cette participation témoigne de l'intérêt des pays à ces réunions. Le tableau III donne des informations sur la participation et les contributions reçues en 1979 (voir page 66).

5.4.2 Nouveaux organismes admis au CCITT

Au cours de 1979 ont été admis à participer aux travaux du CCITT 1 exploitation privée reconnue, 11 organismes scientifiques ou industriels et 2 organisations internationales. Fin 1979, le nombre d'organismes participant aux travaux du CCITT s'élève à:

- Exploitations privées reconnues: 48
- Organismes scientifiques ou industriels: 134
- Organisations internationales: 29

Il est à rappeler que la contribution des 3 catégories d'organismes mentionnées ci-dessus s'élève à 131 unités de contribution (total Fr.s. 2.751.000.-).

Les nouveaux admis sont:

a) *Exploitation privée reconnue:*

Etats-Unis d'Amérique: GRAPHNET, Inc., Englewood, New Jersey (½ unité)

b) *Organismes scientifiques ou industriels:*

Etats-Unis d'Amérique: COMPASS COMMUNICATIONS Corporation, Miami, Floride (½ unité)
 GENERAL CABLE INTERNATIONAL, Inc., Greenwich, Connecticut (½ unité)
 HEWLETT-PACKARD, Mountain View, California (½ unité)
 HONEYWELL, Inc., St. Petersburg, Florida (½ unité)
 RIXON, Inc., Silver Spring, Maryland (½ unité)
 WANG LABORATORIES, Inc., Lowell, Massachusetts (½ unité)
 WESTERN ELECTRIC INTERNATIONAL, Inc., Greensboro, North Carolina (1 unité)

France: Société SINTRA, Gennevilliers, Hauts-de-Seine (½ unité)
 Société TEXAS INSTRUMENTS, Villeneuve Loubet, Alpes-Maritimes (½ unité)

Norvège: A/S ELEKTRISK BUREAU, Nesbru (½ unité)

Royaume-Uni: LOGICA Limited, Londres (½ unité)

c) *Organisations internationales:*

IBI, Bureau intergouvernemental pour l'informatique, Rome
 UPAT, Union panafricaine des télécommunications, Kinshasa

5.4.3 Exposé sommaire des principaux travaux du CCITT

5.4.3.1 Département technique N° 1 – Télégraphie alphabétique et fac-similé transmission de données

5.4.3.1.1 Services autres que téléphoniques

a) *Service télex et autres services à 50 bauds*

La Commission d'études I a reconnu l'importance du service mobile maritime par satellite, qui se développe, et elle a établi, en collaboration avec la Commission d'études IX et avec le CCIR, des règles relatives aux objectifs de qualité pour la transmission à 50 bauds utilisée par ce service.

Pour tenir compte du fait que les usagers désirent disposer d'un service de transmission de messages rapide et fiable, la Commission d'études I a établi, pour un service de ce type, des règles de base qui devront être complétées par des dispositions techniques et tarifaires.

b) *Service télétext*

La Commission d'études I a décrit ce service de manière détaillée et a plus particulièrement étudié les diverses situations d'interfonctionnement possibles entre les réseaux. Elle a établi un plan de numérotage qui assure l'interfonctionnement des terminaux télétext dans les réseaux pour données à commutation de circuits, dans les réseaux pour données à commutation par paquets et dans le réseau téléphonique, ainsi que l'interfonctionnement de ces terminaux dans le réseau télex. On notera que les règles techniques d'interfonctionnement exigent encore des travaux considérables de la part des commissions d'études techniques; la Commission d'études I a d'ailleurs pris soin de circonscrire ses études de normalisation aux aspects relatifs aux télécommunications et elle a laissé à d'autres instances le soin d'étudier les autres problèmes concernant, par exemple, les fonctions d'édition et de traitement des mots.

c) *Service téléfax*

La Commission d'études I a spécifié deux services dans le réseau téléphonique public, à savoir le service Téléfax 2 utilisant les appareils analogiques du groupe 2 (temps de transmission: 3 minutes) et le service Téléfax 3 utilisant les appareils numériques du groupe 3 (temps de transmission inférieur à 1 minute). Elle a pris conscience du fait que parmi les caractéristiques importantes d'un service public figure, outre la compatibilité des terminaux, la définition de la qualité du service. Pour cette raison, la Commission d'études I a établi les principes d'une procédure d'essai et de mesure.

d) *Service datafax*

Les terminaux Datafax utiliseront des techniques de codage numériques et des procédures de correction des erreurs, ainsi que les débits binaires plus élevés des réseaux publics pour données. Le projet d'Avis relatif à ce service n'est pas encore au point, du fait que la Commission d'études XIV n'a pas achevé l'étude des terminaux et des procédures.

e) *Service bureaufax*

La Commission d'études I a établi des règles d'exploitation détaillées pour ce service, notamment en ce qui concerne les conditions d'acceptation et la composition d'un document de télécopie, sa transmission et sa remise. Il convient de noter qu'une administration pourra assurer ce service par l'intermédiaire du réseau téléphonique ou d'un réseau public pour données et avec des terminaux et des procédures spécifiés par le CCITT.

f) *Système vidéotex*

La Commission d'études I a établi un projet de description du service de base, qui contient divers modes graphiques en plus du mode alphanumérique. Le répertoire de caractères alphanumériques pour les alphabets latins a été normalisé par la Commission d'études VIII, mais des études complémentaires sont nécessaires pour les autres alphabets. Les quatre modes de présentation graphique des dessins, des photos, etc. sont plus ou moins complexes; pour le moment, on envisage seulement d'assurer l'interfonctionnement direct des services vidéotex qui ont en commun au moins un mode de représentation graphique. Il est estimé que le projet d'Avis contient les principes de base, étant entendu que cette nouvelle application de la téléinformatique, qui promet beaucoup, exigera de nombreuses études complémentaires.

5.4.3.1.2 *Terminaux alphabétiques autres que téléphoniques*

a) *Terminaux télex*

La Commission d'études VIII a mis au point les Avis suivants:

- i) Procédure de libération automatique d'un terminal télex. Cet Avis est destiné à faciliter la tâche des opérateurs en assurant la libération automatique à la suite de la transmission automatique d'un message.
- ii) Réponse «Conversation impossible». Ce service complémentaire est nécessaire pour indiquer le cas où le terminal télex n'est pas en mesure de fonctionner dans le mode conversation.

Cette commission a mis au point les éléments d'un Avis indiquant au demandeur que le terminal du demandé n'est pas en mesure d'accepter un appel en raison d'une absence d'alimentation ou de support d'enregistrement, d'une défaillance de l'équipement, etc.

b) *Terminaux télétext*

La Commission d'études VIII a amélioré son projet d'Avis et y a notamment introduit les fonctions de base indispensables pour le terminal et les fonctions qui sont facultatives pour le terminal (tout en étant spécifiées pour le service). Au nombre des fonctions de base figurent les jeux de caractères graphiques de base pour le service télétext international; parmi les fonctions facultatives figurent les utilisations privées, par exemple le dialogue entre un terminal et une banque de données pour l'extraction de l'information.

c) *Alphabet télétext*

La commission d'études a élaboré un projet d'Avis relatif au répertoire de caractères et aux jeux de caractères codés pour le service télétext international. Cet Avis donne une description détaillée des familles de répertoires de caractères et indique les modalités de mise en œuvre des jeux spéciaux; il donne en outre la liste des caractères graphiques et de commande qui constituent le répertoire télétext de base. Le codage des répertoires est à l'étude.

d) *Procédures de commande télétext*

Les travaux préliminaires ont consisté à établir la liste des fonctions de la procédure télétext: concertation entre deux terminaux à propos du choix des options, correction des erreurs, mode de transmission, etc. Ce sujet nécessite un complément d'étude en ce qui concerne les éléments de procédure, le codage et les conditions requises pour l'interface indépendante du réseau du point de vue des procédures de commande télétext. On espère que ces études seront achevées lors de la réunion finale de la Commission d'études VIII.

e) *Terminaux vidéotext*

La Commission d'études VIII a établi un projet d'Avis relatif à «l'échange d'informations internationales concernant le vidéotext interactif»; cet Avis définit les paramètres nécessaires pour concevoir les terminaux vidéotext et il fournit des recommandations souhaitables pour l'interfonctionnement éventuel du vidéotext avec d'autres services. Son but est de contribuer à assurer, de manière harmonieuse et dans des délais rapides, l'introduction de services vidéotext tout en poursuivant l'exploitation des services existants.

Cet Avis présente un répertoire des caractères graphiques vidéotext de base qui se compose d'un ensemble de symboles non graphiques fondés sur l'alphabet latin, avec leurs codes. En matière d'information graphique, les administrations peuvent choisir entre quatre options, et deux catégories de récepteurs de télévision ont été prévues. L'interfonctionnement au niveau graphique des services vidéotext dans des pays utilisant des systèmes graphiques reconnus ou des normes de télévision différentes nécessite des études complémentaires.

5.4.3.1.3 *Transmission télégraphique*

La Commission d'études IX a établi un projet d'Avis relatif aux caractéristiques de transmission des liaisons MRT internationales; cet Avis indique la capacité des différents systèmes et les conditions requises en ce qui concerne les circuits supports.

En raison de l'introduction de systèmes de multiplexage dépendant du code, il a été nécessaire d'élaborer de nouvelles procédures d'essai, qui font l'objet d'un projet de nouvel Avis spécifiant un message d'essai normalisé.

5.4.3.1.4 *Commutation télégraphique*

La Commission d'études X a mis au point à propos des communications fictives de référence pour les réseaux télex, un projet d'Avis qui décrit en détail les différentes possibilités d'acheminement des appels. Par ailleurs, à l'occasion d'une réunion qu'elle a tenue conjointement avec la Commission d'études I, la Commission d'études X a établi un projet d'Avis relatif aux nouveaux services télex qui présenteront un intérêt particulier pour les abonnés télex. Il existe à présent un projet d'Avis consacré au service complémentaire de réacheminement des appels, lequel permet d'établir, sur demande de l'abonné demandé, la communication avec une autre destination du même pays préalablement désignée.

De plus, la Commission d'études X a établi un projet d'Avis relatif au service complémentaire d'enregistrement des messages dans le réseau télex, grâce auquel l'abonné ou l'administration peut faire envoyer à l'abonné demandeur par le central des messages privés pré-enregistrés ou des messages de service.

5.4.3.1.5 *Terminaux fac-similé*

La Commission d'études XIV a ajouté au projet d'Avis relatif aux appareils fac-similé du groupe 3 une procédure facultative de codage bidimensionnel permettant de faire descendre le temps de transmission d'un document de format A4 en dessous d'une minute; cette possibilité sera sans doute très précieuse dans le mode à haute résolution. Une modification importante a été apportée à la définition de la télégraphie fac-similé: celle-ci n'exige plus l'impression des documents, de sorte que les applications fac-similé fondées sur l'enregistrement des messages et sur leur affichage sur écran sont désormais comprises dans la définition. A cet égard, les procédures de codage unidimensionnel et bidimensionnel présentent une importance particulière.

5.4.3.1.6 *Colloques du CCITT consacrés aux nouveaux services téléinformatiques*

Au cours des travaux qu'elles ont consacrés aux services et aux techniques téléinformatiques, les Commissions d'études I, VIII et XIV se sont rendu compte des répercussions considérables de la mise en œuvre de ces techniques dans le contexte général des télécommunications. Plusieurs pays ont commencé à évaluer l'acceptation de ces nouveaux services par le public, leurs possibilités de développement grâce aux progrès rapides de la microélectronique, les conséquences de leur mise en œuvre sur les services et sur les réseaux existants, etc. Il a été estimé que pour faire avancer l'étude de ces questions les membres du CCITT doivent organiser des colloques spécialisés à l'occasion des réunions des commissions d'études. Le premier colloque, qui a été consacré, du 14 au 16 mai 1979 à Genève, aux nouveaux services téléinformatiques a été suivi par plus de 300 délégués et observateurs provenant de plus de 50 pays, exploitations privées reconnues et organisations internationales et de 60 organismes scientifiques et industriels. Trente et un conférenciers de huit pays ont fait des exposés relatifs aux services télétext, fac-similé et vidéotex.

5.4.3.1.7 *Transmission de données sur les circuits téléphoniques*

La Commission d'études XVII a poursuivi l'étude d'un modem fonctionnant en duplex à 2400 bit/s dans la bande téléphonique et d'un modem à 4 fils fonctionnant en duplex à plus de 72 kbit/s dans la bande du groupe primaire; elle a axé ses travaux sur les principales applications et a instamment prié les parties intéressées de lui soumettre des propositions fermes pour sa réunion finale.

Cette commission a par ailleurs amélioré plusieurs Avis et a établi plusieurs nouvelles Questions pour la prochaine période d'études, notamment en ce qui concerne l'utilisation du réseau téléphonique numérique intégré pour la transmission de données, les modems fonctionnant dans la bande téléphonique à des débits supérieurs à 9600 bit/s et un modem fonctionnant à plusieurs différents débits selon les applications sur des circuits à fréquences vocales.

Au cours de ses travaux, il est apparu de plus en plus nettement à la Commission d'études XVII que d'autres commissions étudient des questions similaires et qu'une coopération étroite est nécessaire pour éviter que des travaux ne fassent double emploi; c'est notamment le cas en ce qui concerne la mini-interface (Commissions d'études VIII, XIV et VII), l'utilisation du RNIS pour la transmission de données (Commissions d'études VII, XVIII et XI) et l'interconnexion des réseaux pour données, télex et téléphonique pour la mise en œuvre des nouveaux services non téléphoniques (Commissions d'études VII, VIII, XIV, XI et X).

5.4.3.1.8 *Réseaux publics pour données*

La Commission d'études VII a élaboré des projets d'Avis qui concernent entre autres sujets, les règles d'interfonctionnement des systèmes de signalisation entre centraux à commutation de circuits qui sont nécessaires pour interconnecter les divers réseaux, les méthodes de codage des signaux anisochrones dans un circuit synchrone d'abonné (qui permettent à un terminal d'utilisateur à faible débit de fonctionner dans un réseau synchrone), les dispositions de multiplexage permettant d'offrir une paire de voies d'abonné à faible ou à moyen débit sur une seule ligne d'abonné à grand débit, la qualité d'écoulement du trafic qu'il convient d'offrir à l'utilisateur des réseaux pour données à commutation de circuits, le service qu'il convient d'offrir au public en matière d'annuaires ou de service d'annuaire électronique, les principes de mise en œuvre des services complémentaires offerts à l'utilisateur (procédures applicables aux centres d'origine, de transit et de destination pendant l'établissement de communications assorties de divers services complémentaires: groupe fermé d'utilisateurs, identification de la ligne de l'abonné, choix de l'EPR) et les procédures administratives relatives en matière de groupes fermés d'utilisateurs, à la coordination nécessaire entre les abonnés et les administrations pour assurer une exécution harmonieuse de la procédure d'application.

Des travaux importants ont été de plus consacrés à l'utilisation des voies par satellite dans les réseaux pour données et il a été reconnu qu'à l'avenir les études devront être menées en étroite collaboration avec le CCIR.

5.4.3.2 *Département technique N° 2 – Systèmes de transmission, qualité de transmission et maintenance*

5.4.3.2.1 *Systèmes de transmission*

Les travaux de la Commission d'études XV (systèmes de transmission) ont progressé; plusieurs Avis, nouveaux ou modifiés, seront présentés, pour approbation, à la prochaine Assemblée plénière.

Le Groupe de travail «suppresseurs d'écho» s'est réuni deux fois pour parvenir à un accord sur le projet d'un nouvel Avis traitant des supprimeurs d'écho adaptés aux circuits ayant des temps de propagation longs ou courts. L'annexe à cet Avis donne certaines caractéristiques des supprimeurs d'écho adaptables, dans lesquels la sensibilité d'intervention est automatiquement réglée en fonction de l'affaiblissement du trajet d'écho.

Le Groupe de travail «systèmes analogiques» étudie actuellement le projet final d'un Avis concernant les systèmes analogiques à 18 MHz et à 60 MHz sur les paires coaxiales recommandées. Ce projet comprendra aussi les plans de fréquence pour la transmission des signaux de télévision.

Pour les paires coaxiales déjà recommandées, le Groupe de travail «câbles» proposera un nouveau projet, se composant des parties suivantes: A: caractéristiques de la paire, B: spécification du câble et C: spécification d'une section élémentaire de câble. La Commission d'études XV envisage de rassembler les données pertinentes sur les méthodes de mesure et d'essai applicables aux câbles.

Le Groupe de travail «fibres optiques» a fait de grands progrès dans l'élaboration du projet de texte indiquant les caractéristiques des câbles en fibres optiques 50/125 µm à gradient d'indice. Ce projet est complété par la définition des termes et par l'exposé des méthodes d'essai des fibres servant à mesurer certains paramètres des fibres optiques.

Le Groupe de travail «transmissions radiophoniques» a préparé les documents nécessaires à une révision complète des Avis de la série J, afin de prendre en considération et, le cas échéant, de compléter les résultats obtenus à la dernière Assemblée plénière du CCIR.

Le Groupe de travail «perturbations» a achevé l'étude de plusieurs Questions (2, 6, 7, 9, 13 et 14/XV), ce qui a permis de modifier les clauses de certains Avis.

Les autres groupes de travail de la Commission d'études XV ont aussi enregistré des résultats positifs: équipements numériques, fiabilité, visiophonie, Avis périmés et terminologie.

5.4.3.2.2 *Transmission numérique*

La Commission d'études XVIII (transmission numérique) a continué à assurer la coordination des travaux entrepris par un certain nombre de commissions d'études s'occupant des aspects spécialisés des réseaux numériques, y compris les réseaux numériques consacrés à des services particuliers.

A cet égard, dans l'étude de l'accès des usagers aux réseaux numériques avec intégration des services (RNIS), on a relevé un certain nombre de points devant faire l'objet d'un complément d'étude et un rapporteur spécial a été désigné pour la coordination de ces travaux.

Afin d'évaluer la qualité de fonctionnement des réseaux numériques, on a travaillé à l'élaboration d'Avis traitant des performances du taux d'erreur, de la gigue, du dérapage, du glissement et du temps de propagation, compte tenu des besoins des divers services et des différents moyens de transmission.

L'étude de la question, l'indépendance des conduits numériques à 64 kbit/s à l'égard de la séquence des bits, pourrait être terminée à la fin de la présente période d'études, à condition que la prochaine Assemblée plénière adopte le projet d'Avis traitant de l'interconnexion des conduits numériques utilisant des techniques différentes.

Le Groupe de travail sur les réseaux numériques a aussi étudié la maintenance et l'exploitation des réseaux numériques, l'interfonctionnement entre équipements de multiplexage MIC fondés sur des normes différentes et il a achevé l'élaboration de l'Avis traitant des jonctions dans les réseaux numériques.

Le Groupe de travail «équipements terminaux MIC et numériques» a continué ses travaux en vue d'établir un projet de texte fixant les normes de qualité applicables à tous les types de transmultiplexeurs; des progrès ont été faits dans les études des multiplexeurs MIC et numériques pour la téléphonie et autres signaux.

Le Groupe de travail «transmission sur les lignes» a rédigé plusieurs Avis concernant les sections de ligne numérique et les systèmes de ligne numérique en câble, fonctionnant à différents débits binaires hiérarchiques ainsi qu'à des débits binaires non hiérarchiques.

Enfin, le Groupe de travail «commutation et signalisation» a inclus dans son rapport à la Commission d'études XVIII des projets de textes concernant les taux de glissement et le dérapage dans les réseaux numériques, textes qui pourraient être examinés par les autres commissions d'études intéressées.

5.4.3.2.3 *Qualité de transmission téléphonique*

La Commission d'études XII a tenu sa troisième réunion à Genève, du 25 au 29 juin 1979. Cette réunion a surtout été consacrée à discuter de la forme et du contenu des projets d'Avis sur lesquels la réunion finale devra se mettre d'accord. Ces projets d'Avis concernent un certain nombre de questions importantes, telles que le calcul de l'affaiblissement du trajet d'écho, les limites à recommander pour la diaphonie intelligible, les limites pratiques de la distorsion du temps de propagation de groupe des équipements de modulation de voies, les postes téléphoniques à haut-parleur et les dispositifs de protection contre les chocs acoustiques.

Comme stage intermédiaire dans le passage des équivalents de référence aux indices de force des sons, les «équivalents de référence corrigés» ont été introduits dans les Avis G.111 et G.121.

5.4.3.2.4 *Circuits téléphoniques*

La Commission d'études XVI s'est réunie également à Genève du 2 au 5 juillet 1979. Les projets d'Avis mentionnés dans le dernier rapport d'activité ont été améliorés et complétés à la lumière des nouvelles contributions reçues. D'autres Avis tels que les Avis G.101 et G.103 ont subi des modifications qui les rendent plus clairs et plus utiles.

Un projet d'Avis sur l'intégration des processus numériques dans la planification du réseau téléphonique mondial a également été étudié en vue de sa soumission à la prochaine Assemblée plénière.

5.4.3.2.5 *Bruits de circuit et fiabilité*

La Commission mixte, Bruit de circuit et disponibilité (CMBD) a également tenu sa troisième réunion à Genève du 6 au 12 juillet 1979. La commission a amélioré un modèle mathématique présenté à des réunions antérieures et qui convient pour décrire et évaluer les signaux de multiplexage par répartition dans le temps.

La commission s'est aussi mise d'accord pour présenter à la prochaine Assemblée plénière un projet d'Avis sur les concepts, termes et définitions relatifs à la disponibilité et à la fiabilité. Ce projet d'Avis, en hiérarchisant les concepts et en établissant entre eux des relations bien définies, devrait permettre d'analyser systématiquement les contributions reçues et d'intégrer les résultats de mesure présentés dans un objectif global de qualité de service. De plus, pour faciliter les études, la Commission CMBD a jugé utile de décomposer la Question 2/CMBD, trop générale, en une série de questions plus précises.

Par ailleurs, la CMBD a adopté un projet d'Avis sur les caractéristiques des filtres des appareils de mesure de bruits impulsifs pour les transmissions de données à large bande et proposera par conséquent de considérer l'étude de la Question 5/CMBD comme terminée.

Enfin, cette réunion a posé les bases d'un nouvel Avis sur les circuits fictifs de référence pour pays de grande étendue.

5.4.3.2.6 *Groupe autonome spécialisé (GAS 3)*

Le Groupe de rédaction D sur la planification générale des réseaux a tenu deux réunions d'auteurs au cours desquelles le contenu des seconds projets de textes du Manuel et la coordination avec le GAS 6 ont été discutés. Les seconds projets de textes seront soumis à une troisième réunion d'auteurs qui aura lieu au début de janvier. Les textes ainsi approuvés seront soumis à la prochaine réunion du GAS 3 pour commentaires.

Un Groupe de travail mixte GAS 3/GAS 6 a été établi avec le mandat d'élaborer les études de cas qui compléteront les deux Manuels. Ce groupe a étudié au cours d'une réunion tenue à Rome, le cas d'une région du Sénégal. Cette étude sera soumise aux prochaines réunions du GAS 3 et du GAS 6.

Le Manuel sur les télécommunications rurales vient de sortir de presse.

5.4.3.2.7 *Maintenance*

La Commission d'études IV a poursuivi l'étude de tous les problèmes concernant la maintenance des transmissions effectuées sur les lignes, circuits, chaînes de circuits internationaux, ainsi que la maintenance des réseaux téléphoniques automatiques et semi-automatiques. Par ces travaux, la Commission d'études IV s'est attachée tout particulièrement aux mesures à prendre pour maintenir la qualité de la transmission offerte aux usagers des systèmes de transmission.

Au cours de l'année 1979, une toujours plus grande part des études a été consacrée à l'étude de spécifications pour les appareils de mesure utilisés pour la maintenance.

Les sujets principaux étudiés par les 5 groupes de travail de la Commission d'études IV ont été les suivants:

- Maintenance des circuits de type téléphonique
- Appareils de mesure
- Organisation générale de la maintenance
- Qualité du réseau international
- Maintenance des groupes primaires, secondaires, etc. et des nouveaux systèmes

La commission d'études a également confié un certain nombre d'études à des petits groupes spécialisés dont les mandats sont donnés ci-après:

- Etudes des méthodes de maintenance et des équipements de maintenance pour les circuits radiophoniques et télévisuels
- Evaluation de la disponibilité des circuits internationaux loués
- Maintenance des systèmes maritimes par satellite fonctionnant dans le réseau international

Dans l'application détaillée de tous les domaines de travail énumérés ci-dessus, la Commission d'études IV a surveillé la qualité de transmission du réseau international en effectuant une analyse statistique des résultats de mesure effectuée par le personnel de maintenance de différentes administrations et elle a également procédé à une série d'observations brèves de la transmission sur un réseau d'essai établi spécialement entre les différents pays participant à la campagne de mesure.

5.4.3.2.8 *Activité du Laboratoire du CCITT*

a) *Travaux concernant la Commission d'études XII*

En 1979, le Laboratoire du CCITT a poursuivi les travaux entrepris pour le compte de la Commission d'études XII. A sa dernière réunion tenue à Genève en juin 1979, la Commission d'études XII a examiné les résultats des travaux effectués par le Laboratoire jusqu'en juin 1979.

La prochaine réunion du «Groupe de travail Laboratoire» (groupe subsidiaire de la Commission d'études XII) et de la Commission d'études XII aura lieu en mars 1980, elle examinera les résultats des travaux accomplis par le Laboratoire pendant les derniers mois de 1979.

Le Laboratoire du CCITT participe à des travaux de recherche entrepris par la Commission d'études XII en fournissant à celle-ci des données expérimentales obtenues au moyen de son équipement normalisé. Les données expérimentales fournies par le Laboratoire du CCITT servent de base à l'étude de problèmes tels que:

- l'évaluation de certains facteurs du réseau de transmission du point de vue de la qualité de transmission de manière à permettre l'établissement de normes internationales,
- l'introduction de nouveaux équipements et méthodes de mesures subjectives,
- l'élaboration d'instruments et de méthodes pour mesures objectives.

b) *Essais subjectifs et mesures objectives particuliers*

Le tableau IV joint au présent Rapport (voir page 67), est présenté sous la même forme que les années précédentes. Il s'agit d'une liste des essais et mesures particuliers (de caractère confidentiel) effectués en 1979 à la demande des administrations, des exploitations privées et des organismes industriels, membres ou non-membres de l'UIT.

Ce tableau contient:

- colonne 3, le nombre d'heures consacrées aux essais ou aux mesures, (y compris le temps consacré à l'installation des circuits)
- colonne 4, les frais totaux des essais ou des mesures.

Remarques concernant la colonne (3)

- a) coût unitaire appliqué aux non-membres
- * b) coût unitaire appliqué dans le cas de l'utilisation de la méthode des paires d'opérateurs 5/5
- * c) coût unitaire pour les mesures objectives.

Enfin le tableau V donne la liste des principaux achats d'équipement pour le Laboratoire du CCITT.

* Sans objet cette année.

5.4.3.3 *Département technique N° 3 – Commutation téléphonique, exploitation téléphonique et tarification*

5.4.3.3.1 *Questions relatives à l'exploitation téléphonique, à la gestion du réseau international et à l'ingénierie de trafic – Commission d'études II*

Dans le cadre des activités de la Commission d'études II, des réunions des groupes de travail et sous-groupes de travail énumérés ci-après ont eu lieu:

- Groupe de travail II/2 (facteurs humains),
- Groupe de travail II/3 (plans de numérotage et d'acheminement téléphoniques internationaux),
- Groupe de travail II/4 (gestion du réseau téléphonique international et ingénierie de trafic),
- Sous-Groupe de travail chargé de l'informatisation du service de l'assistance à l'annuaire.

Tous ces groupes ont activement poursuivi, en prévision de l'Assemblée plénière du CCITT en 1980, la mise au point de nombreux projets d'Avis dont les plus importants concernent:

- la normalisation de certains éléments des schémas de codage utilisés par les abonnés pour la commande de services téléphoniques supplémentaires;
- les conditions d'utilisation des différentes tonalités et annonces enregistrées dans le service téléphonique;
- l'établissement de procédures de numérotation normalisées dans le service téléphonique mobile maritime;
- la mesure, l'enregistrement et la prévision du trafic téléphonique international;
- la planification et les procédures de gestion du réseau téléphonique international;
- l'organisation sur le plan international d'un service d'assistance à l'annuaire informatisé.

5.4.3.3.2 *Questions relatives à la taxation et à la comptabilité internationales des services de télécommunications – Commission d'études III*

Les groupes de travail ci-après se sont réunis au cours du premier semestre 1979:

- Groupe de travail III/1 (location de circuits à usage privé),
- Groupe de travail III/2 (tarification à appliquer sur les réseaux publics pour données),
- Groupe de travail III/3 (tarification et comptabilité internationales du service télégraphique),
- Groupe de travail *ad hoc* sur la tarification des services de télécopie,
- Groupe de tarification pour l'Europe et le Bassin méditerranéen.

Le Groupe de travail III/1 a procédé à la mise au point d'un nouveau projet d'Avis fixant les principes généraux relatifs à la fourniture de moyens internationaux de télécommunications à des organismes établis pour répondre sur le plan international aux besoins spécifiques de leurs membres. Ce projet d'Avis revêt une certaine importance en ce qu'il tente d'orienter la politique des administrations en matière de location de réseaux à usage privé et de fourniture de prestations spécifiques à des groupes d'utilisateurs.

Le Groupe de travail III/2 a poursuivi l'étude des principes de tarification à appliquer aux services internationaux de transmission de données avec commutation de circuits assurés au moyen de réseaux publics de données; il a, en conclusion de cette étude, élaboré un projet d'Avis en la matière.

Le Groupe de travail III/3, chargé de l'étude des problèmes de tarification et de comptabilité dans le service télégraphique international a, de son côté, préparé trois projets d'Avis concernant respectivement:

- les principes généraux de tarification applicables aux télégrammes échangés par l'intermédiaire du service télégraphique public international;
- l'introduction dans le service télégraphique public international d'un système de taxation et de comptabilité par zones;
- les principes directeurs relatifs à la détermination et au partage des taxes totales de répartition dans les relations télex intercontinentales.

La Commission d'études III, lors de sa réunion de décembre 1978, avait estimé nécessaire de créer un Groupe de travail *ad hoc* chargé de l'étude de la tarification applicable aux services de télécopie. Ce groupe de travail a, au cours de deux courtes réunions, élaboré deux projets d'Avis relatifs aux principes généraux de tarification à appliquer respectivement dans les services internationaux Bureaufax et Téléfax.

Le Groupe de tarification pour l'Europe et le Bassin méditerranéen a procédé à une étude du prix de revient du «prolongement national» des communications téléphoniques et télex, c'est-à-dire de la partie des réseaux nationaux d'origine et de destination mise à contribution pour l'établissement de ces communications. Cette étude l'a conduit à proposer une majoration de la part afférente à ce prolongement. Le groupe a également révisé tous les Avis régionaux qui relèvent de sa compétence.

5.4.3.3 Etudes économiques (Groupe autonome spécialisé N° 5)

Le GAS 5 a poursuivi la rédaction des nouveaux chapitres correspondant aux différents sujets à l'étude au cours de la présente période d'études.

5.4.3.4 Commutation et signalisation téléphoniques (Commission d'études XI et GAS 6)

L'étude des cinq sujets majeurs relevant de la Commission d'études XI avait été répartie entre les *groupes de travail* suivants:

- interfonctionnement entre systèmes normalisés de signalisation,
- signalisation sur voie commune (SVC) pour réseaux numériques intégrés, c'est-à-dire étude du système N° 7 de signalisation, nouvelle dénomination maintenant officiellement reconnue,
- langages pour systèmes de commutation par programme enregistré (système SPC),
- commutation numérique,
- commutation automatique pour les réseaux nationaux.

Pour tous ces sujets, sauf le dernier qui représente une entreprise de très longue haleine, à peine abordée, les études sont à la fin de l'année 1979 virtuellement terminées. C'est le résultat de toute une série de réunions de ces groupes de travail (souvent même démultipliées en sous-groupes qui se sont réunis, avec des effectifs restreints, de façon séparée), opérant suivant les orientations définies par la Commission XI en juin 1978.

Les résultats acquis se présentent sous la forme d'ensembles de projets d'Avis, ensembles relatifs à chacun des sujets mentionnés ci-dessus.

Notons particulièrement les travaux relatifs:

- aux spécifications du système N° 7, impatientement attendues par des administrations et des constructeurs: des équipements sont déjà en cours de réalisation dans certains pays;
- au langage de programmation pour centraux SPC (langage dénommé «CHILL») (CCITT High Level Language);
- au langage de spécification et de description fonctionnelles (d'après lequel ont été établies plus de 100 pages de diagrammes décrivant les «conditions d'interfonctionnement»);
- au langage «homme-machine».

Selon toute vraisemblance, les trois langages ci-dessus ne serviront pas seulement pour les équipements de commutation téléphonique, mais constitueront un véritable «espéranto» pour les spécifications d'équipements dans diverses branches des télécommunications telles que les transmissions de données et leur commutation.

Les nouveaux projets d'Avis élaborés représentent plus qu'un doublement des pages du Tome VI (commutation téléphonique): estimation de ces textes nouveaux, environ 500 pages du format actuel... Cette indication est tout à fait représentative de la somme du travail réalisé pendant la présente période d'études dans un domaine sur lequel, ne fût-ce que par son seul poids économique, se concentre de plus en plus l'attention des autorités responsables des télécommunications.

Les travaux du Groupe autonome spécialisé N° 6 (GAS 6) pour la rédaction de son Manuel sur les conditions relatives aux centraux SPC ont été menés en 1979 non moins activement que ceux, mentionnés ci-dessus, de la Commission XI.

En 1978 avaient été définis la table des matières de ce Manuel, sa subdivision en chapitres et pour chacun de ceux-ci, un canevas d'après lequel une équipe pour chaque chapitre devait rédiger les textes.

Grâce aux obligeantes invitations d'organismes participant aux travaux, les réunions d'auteurs, avec souvent une quinzaine de personnes y participant, ont mis au point des projets de rédaction. Il a même fallu parfois organiser des réunions distinctes pour des sections particulièrement critiques de certains chapitres.

La plupart des textes ont pu être examinés par une réunion du GAS 6 à Paris en mai 1979. Celle-ci a indiqué les orientations nécessaires pour un réaménagement des chapitres et pour la présentation de «modèles» devant permettre de concrétiser les indications formulées dans le Manuel.

De nouvelles réunions d'auteurs et de groupes de coordination ont au cours du 2^e semestre 1979 défini la rédaction.

Un examen final des textes en juin 1980 est prévu devoir apporter la conclusion des travaux du GAS 6.

5.4.3.4 *Département Plan, assistance technique et coordination administrative*

5.4.3.4.1 *Commissions du Plan*

Au cours de l'année 1979, parmi les commissions du Plan, la Commission régionale du Plan pour l'Europe et le Bassin méditerranéen et la Commission régionale du Plan pour l'Afrique ont tenu leur réunion.

a) *Réunion de la Commission du Plan pour l'Europe et le Bassin méditerranéen – Santiago de Compostela (Espagne), 6-10 février 1979*

La séance inaugurale de cette réunion a été présidée par M. A. Rebollo, Sous-Secrétaire des Transports et Communications de l'Espagne. Lors de cette réunion, la commission a eu un large échange d'informations sur le développement des télécommunications dans la région. En plus de 34 documents individuels des pays, la commission a examiné deux importants rapports, élaborés par des rapporteurs spéciaux sur les systèmes de signalisation et le réseau de câbles sous-marins dans la région, ayant pour objectif le développement coordonné des moyens de télécommunications. D'autre part, la commission a pris note du calendrier de l'établissement des stations terriennes du système ECS.

Compte tenu des réponses au questionnaire du Plan, la commission a élaboré un plan pour les années 1979-82 et des estimations pour les années 1983-1985. Les résultats des travaux de la réunion sont publiés dans le Livre du Plan pour l'Europe et le Bassin méditerranéen, Santiago de Compostela (España) 1979.

Une journée de la réunion a été consacrée à une table ronde sur les techniques modernes de planification. Cette table ronde a été organisée dans l'esprit de la Résolution N° 12 de la VI^e Assemblée plénière du CCITT (Genève 1976). A cette occasion, neuf spécialistes ont présenté des communiqués englobant l'ensemble des aspects des techniques modernes de planification. A l'issue de cette table ronde, la commission a adopté le libellé de deux questions à l'intention du CCITT, touchant la planification coordonnée des réseaux internationaux.

En ce qui concerne la coordination des moyens de transmission, la commission a adopté une résolution qui sera transmise à la Commission mondiale du Plan.

Afin d'assurer la continuité de ses activités dans l'intervalle entre ses réunions, la commission a renouvelé le mandat de son comité de coordination et a amélioré la présentation des documents de synthèse; elle a demandé au Secrétariat du CCITT d'élaborer une synthèse globale des données en vue de sa publication dans le Livre du Plan pour la région.

Au sujet des réunions futures de la commission, comme suite à une disposition de la Résolution N° 12 mentionnée ci-dessus, la commission a adopté la Résolution N° 3 (EU, Santiago de Compostela) (voir ci-après). La commission a demandé au Directeur du CCITT de transmettre cette Résolution à la prochaine Assemblée plénière du CCITT et d'en informer le Conseil d'administration de l'UIT.

APPENDICE

RÉSOLUTION N° 3

(EU, Santiago de Compostela, février 1979)

La Commission du Plan pour l'Europe et le Bassin méditerranéen (Santiago de Compostela, février 1979),

considérant

- a) la Résolution N° 12 de la VI^e Assemblée plénière du CCITT;
- b) l'intérêt manifesté par les pays Membres de la région, comme en témoignent leur participation, l'importante documentation et les contributions présentées sur les sujets suivants:
 - développement coordonné des réseaux de la région,
 - aspects généraux des orientations de la planification,
 - effets que l'adoption de nouvelles techniques et de nouveaux services pourrait exercer sur la planification du réseau régional;
- c) l'intérêt manifesté de même par les pays Membres de la région qui ont participé à la Table ronde sur les techniques modernes de planification des systèmes de télécommunication, organisée lors de la présente réunion, ainsi que les importantes conclusions tirées à cette occasion en ce qui concerne les objectifs des commissions régionales du Plan,

décide de charger le Directeur du CCITT

1. d'informer la VII^e Assemblée plénière du CCITT, en vue de la prochaine conférence de plénipotentiaires, du fait que les membres de la commission souhaitent proposer le maintien de son mandat;
2. d'attirer l'attention du Conseil d'administration sur la présente Résolution dans le cadre du rapport annuel sur les activités du CCITT.

b) *Réunion de la Commission du Plan pour l'Afrique – Abidjan, 26-30 mars 1979*

Les travaux de cette Commission ont été ouverts par M. Auguste Denise, Ministre d'Etat, en présence de plusieurs membres du Gouvernement de la Côte d'Ivoire et d'ambassadeurs accrédités à Abidjan ainsi que de hautes personnalités de Côte d'Ivoire.

Au cours de cette réunion, la Commission a élaboré un plan pour les années 1979-1983 et des estimations pour les années 1983-86. Le Livre du Plan pour l'Afrique (Abidjan, 1979) a été publié en juillet 1979.

L'importance de cette réunion régionale a été soulignée non seulement par une participation sans précédent des pays de la région (188 délégués groupant 34 pays de la région et 9 pays des autres régions) mais aussi par un grand nombre de contributions des administrations (36 contributions) en plus des réponses individuelles des pays au questionnaire.

D'autre part, pour la première fois, cinq rapporteurs spéciaux de la région ont présenté des rapports sur les sujets suivants:

- Réseau de l'Afrique orientale – Océan Indien
- Réseau de l'Afrique occidentale
- Réseau de l'Afrique centrale – Océan Atlantique
- Réseau de l'Afrique du Nord
- Systèmes nationaux et internationaux (régionaux) de communication par satellite.

Compte tenu du développement du réseau de télécommunications dans la région, la commission préconise d'examiner d'une façon plus approfondie le plan d'acheminement et la diversification des moyens de transmission ainsi que leur maintenance.

Conformément aux dispositions de la Résolution N° 12 de la VI^e Assemblée plénière du CCITT, lors de cette réunion, des conférences techniques suivies de débats portant notamment sur les études dont les résultats ont une influence directe sur la planification et les décisions concernant le développement des réseaux nationaux et internationaux, ont été données par les rapporteurs (ou vice-rapporteurs) principaux des Commissions d'études II, IV, VII, XI, XVII, XVIII du CCITT et 4 et 9 du CCIR.

La Commission a renouvelé le mandat et la composition de son comité de coordination. Ce comité va poursuivre les directives de la Commission dans l'intervalle entre deux réunions. La Commission régionale pour l'Afrique a souhaité que ses réunions ainsi que celles de son comité de coordination se tiennent de façon régulière.

c) *Réunion du Groupe de travail de la Commission mondiale du Plan – Genève, 28-31 mai 1979*

Conformément aux décisions prises par la Commission mondiale du Plan, Genève 1975, le groupe de travail de cette Commission s'est réuni à Genève du 29 au 31 mai 1979 en vue de mettre au point le questionnaire du Plan et d'établir l'ordre du jour de la réunion de la Commission, qui aura lieu à Paris en avril 1980.

L'intérêt manifesté par les administrations aux travaux des Commissions du Plan lors des dernières réunions régionales a été confirmé au cours de cette réunion. Ainsi, en participant à cette réunion, les délégués des pays appartenant aux différentes régions ont exprimé leurs points de vue sur la préparation et le déroulement de la prochaine réunion de la Commission mondiale.

Après avoir apporté des améliorations de forme au questionnaire, le groupe a établi l'ordre du jour de la réunion de Paris. Cet ordre du jour, dans l'esprit de la Résolution N° 12 de la VI^e Assemblée plénière du CCITT et des décisions de cette Assemblée relatives aux activités de la Commission mondiale du Plan, comprend deux parties:

- i) Travaux de la commission relatifs à l'établissement du Plan général et des séances spéciales relatives à l'acheminement, aux systèmes de signalisation et à l'assistance technique des CCI.
- ii) Journées d'études sur les questions de l'avenir des réseaux de télécommunication, les techniques de pointe et le développement coordonné de ces réseaux.

A noter que pour les travaux et les publications des commissions du Plan, le CCITT utilise l'ordinateur de l'UIT, ce qui permet d'accélérer les travaux.

5.4.3.4.2 *Protection*

a) *Protection contre les dangers et les perturbations d'origine électromagnétique*

La Commission d'études V étudie cet aspect de la protection. Elle ne s'est pas réunie au cours de l'année. Toutefois, les rapporteurs spéciaux ont tenu une réunion au cours de laquelle ils ont préparé des rapports intérimaires sur leurs activités et sont convenus de l'orientation à donner à leurs travaux jusqu'à la réunion finale de la Commission d'études V.

Le groupe de rédaction chargé de la révision des «Directives concernant la protection des lignes de télécommunication contre les actions nuisibles des lignes électriques» s'est réuni une fois pour examiner les documents présentés et incorporer aux Directives les modifications appropriées.

La Commission d'études V a continué à collaborer avec les Commissions d'études XII, XV et XVI pour l'examen de questions d'intérêt commun. Elle est restée en contact avec des organisations internationales telles que la CIGRE (Conférence internationale des grands réseaux électriques) et l'UIT (Union internationale des chemins de fer).

b) *Protection et spécifications des enveloppes de câble et des poteaux*

La Commission d'études VI, qui étudie ces aspects de la protection, ne s'est pas réunie au cours de l'année.

Un avant-projet du Manuel sur le raccordement des conducteurs en câble est en cours d'élaboration sur la base des débats d'un petit groupe qui s'était réuni à cet effet à Madrid en octobre 1978. Il sera soumis à l'examen de la réunion finale de la Commission d'études VI.

5.4.3.4.3 *Coopération technique*

Comme par le passé, le Secrétariat du CCITT a continué à collaborer avec le Département de la coopération technique pour le choix des experts et pour l'achat du matériel technique destiné aux projets UIT/PNUD dans le domaine des télécommunications.

Les membres du Secrétariat du CCITT ont participé comme conférenciers lors des visites d'études de stagiaires au Siège de l'UIT et ils ont fourni aux stagiaires des informations sur les activités du CCITT.

Le Secrétariat du CCITT a en outre examiné un certain nombre de rapports des experts.

5.4.3.5 *Département de services techniques (Edition)*

a) *Livre du CCITT (Avis)*

Le travail préparatoire a commencé en vue de la prochaine publication du Livre du CCITT qui sera publié après l'Assemblée plénière de 1980. Les sujets suivants ont fait l'objet d'étude:

- i) Division préliminaire des Avis dans des fascicules plus petits en accord avec les règles présentées à la réunion des rapporteurs des commissions d'études (octobre 1978).
- ii) La Circulaire N° 148 du CCITT a donné des règles de présentation pour améliorer et normaliser la disposition de textes qu'on appliquera au nouveau Livre du CCITT.
- iii) Les textes de certains Avis, qui sont jugés définitifs ou presque définitifs, ont été traités et saisis.
- iv) Des programmes d'ordinateur ont été établis pour préparer les textes existants déjà saisis, en vue de les incorporer dans le nouveau Livre du CCITT.

b) *Autres publications*

Un travail de traitement de textes, commencé en 1978 pour les deux Manuels «Planification des réseaux locaux» et «Télécommunications rurales», a été achevé et les deux Manuels ont été publiés.

c) *Terminologie*

La part prise par le département dans les questions de terminologie a augmenté quand il a pris la responsabilité de coordonner la terminologie pour le CCITT. Ces activités sont les suivantes:

- i) Développement d'un système de numérotage pour identifier, classer hiérarchiquement et extraire des termes importants.
- ii) Lettre collective N° 90 décrivant et montrant l'utilisation du système de numérotage.
- iii) Les membres du personnel du département ont assisté aux réunions des commissions d'études et ont traité avec les rapporteurs intéressés par la terminologie des questions ou des problèmes spécifiques.
- iv) Le département a représenté le CCITT aux réunions de la Commission mixte CMV et du Groupe mixte GMC des CEI/CCI.

d) *Autres activités*

Le département coopère avec d'autres départements de l'UIT d'une manière continue; ces activités comprennent, entre autres, les suivantes:

- i) Le travail concernant la création d'un centre de documentation UIT (Résolution N° 47, Malaga-Torremolinos) et notamment le développement d'un thésaurus de termes de télécommunications, s'est poursuivi pendant l'année.
- ii) Un système de contrôle de documents en cours de traitement a été mis sur pied et sera appliqué en 1980.
- iii) Des changements ou innovations dans la programmation pour le traitement des textes adoptés comme faisant partie d'un dialogue permanent entre le département et le Département de l'ordinateur de l'UIT.

5.4.3.6 *Divers*5.4.3.6.1 *Coopération avec le CCIR*

La coopération avec le CCIR a tendance à augmenter très notablement, non seulement au sein des commissions mixtes déjà établies (Commissions du Plan, CMBD, CMV, CMTT) mais également par contact direct à tous les niveaux entre les Secrétariats des deux organismes.

5.4.3.6.2 *Coopération avec d'autres organisations internationales*

La coopération du CCITT avec d'autres organisations internationales (UNESCO, ISO, OMM, OMCI, CEPT, CEI, UER, INMARSAT, etc.) a nécessité un certain nombre de contacts de plus en plus accaparants.

Des contacts étroits ont été établis avec les organisations internationales qui s'intéressent aux services téléinformatiques et aux transmissions de données. Les activités pertinentes de l'ISO ont présenté, à cet égard, une importance particulière, du fait que l'ISO a organisé ses sujets d'étude et ses travaux à peu près de la même manière que le CCITT. Il a donc fallu délimiter les domaines d'activité de ces deux organisations de normalisation en ce qui concerne la téléinformatique, afin d'éviter une duplication des études et des normes. A cette fin, le Secrétariat du CCITT a soumis aux commissions d'études intéressées du CCITT le texte d'un projet de résolution qui sera ensuite transmis à la VII^e Assemblée plénière pour adoption.

5.4.3.6.3 *Informations techniques pour la presse*

A l'issue des différentes réunions du CCITT, des notes d'informations techniques pour la presse sont publiées afin de faire mieux connaître l'impact des activités de l'organisme et son rôle dans le développement des techniques modernes de télécommunications; à cette fin, le Secrétariat du CCITT collabore étroitement avec la Division des relations publiques du Secrétariat général.

TABLEAU I

Liste des réunions tenues en 1979

| <i>Date</i> | <i>Objet de la réunion</i> |
|---------------------------------|---|
| 8-12 janvier | Groupe de travail XI/1, Interfonctionnement, satellites |
| 8-18 janvier | Groupe de rapporteurs télex, Groupe de travail vidéotex, et Groupe de rapporteurs fac-similé de la Commission I |
| 10-12 janvier | Groupe mixte de rapporteurs spéciaux des Commissions VIII et XIV, Procédures de commande communes |
| 15-19 janvier | Groupe de travail XI/4, Commutation numérique |
| 15-19 janvier | Groupe de rédaction pour le système de signalisation N° 7, Commission XI |
| 22-26 janvier | Groupe de travail XI/2, Signalisation sur voie commune pour réseaux numériques intégrés |
| 29 janvier-2 février | GAS 5, Conditions économiques et développement des télécommunications |
| 30 janvier-2 février | Groupe de rapporteurs pour les terminaux télétext, Commission VIII |
| 5-9 février | Groupe TEUREM, Tarification pour l'Europe et le Bassin méditerranéen |
| 6-10 février | Commission du Plan pour l'Europe et le Bassin méditerranéen |
| 12-23 février | Groupes de travail XI/3, Langages SPC |
| 13-16 février | Groupe de rapporteurs spéciaux de la Commission VII |
| 20-23 février | Groupe de travail de la Commission XV, Suppresseurs d'écho |
| 26 février-2 mars | Groupe de travail II/4, Ingénierie du trafic et gestion du réseau |
| 27 février-1 ^{er} mars | Groupe de travail sur la nouvelle Question 11/VIII |
| 5-8 mars | Groupe de travail II/3, Numérotage et acheminement téléphoniques |

| <i>Date</i> | <i>Objet de la réunion</i> |
|--------------------|---|
| 12-16 mars | Groupe mixte SMM, Service mobile maritime |
| 19-23 mars | Groupe de travail III/3, Tarification dans le service télégraphique international |
| 20-23 mars | Groupe du rapporteur pour le service télétexte, Commission I |
| 26-28 mars | Réunion mixte des Commissions VIII et XIV sur les procédures de commande communes |
| 26-30 mars | Commission du Plan pour l'Afrique |
| 27-30 mars | Groupe mixte de rapporteurs spéciaux des Commissions VIII et XIV, Procédures de commande communes |
| 29-30 mars | Groupe de rapporteurs spéciaux de la Commission XIV |
| 2-6 avril | Groupe de travail IV/5, Maintenance des groupes primaires, secondaires, etc., et des nouveaux systèmes |
| 2-6 avril | Groupe de travail XI/5, Equipements automatiques de commutation destinés aux réseaux nationaux |
| 9-11 avril | Groupe de travail IV/3, Organisation générale de la maintenance |
| 17-18 avril | Groupes de rapporteurs spéciaux de la Commission VII |
| 18-20 avril | Groupe de rapporteurs spéciaux de la Commission V |
| 19 avril-2 mai | Groupe de travail de la Commission VII, Nouveaux réseaux pour transmission de données |
| 23-25 avril | Groupe de rédaction de la Commission V |
| 23-27 avril | Groupe ad hoc Ra/TV de la Commission IV |
| 30 avril-3 mai | Groupe de travail III/2, Principes de tarification à appliquer dans les réseaux publics pour données |
| 3-11 mai | Commission VIII, Appareils télégraphiques, équipements terminaux pour transmission de données et lignes locales de raccordement |
| 7-10 mai | Groupes de travail III/1, Location de circuits à usage privé |
| 10-11 mai | Groupe de rapporteurs spéciaux de la Commission XIV |
| 11 mai | Groupe ad hoc sur la tarification de la télécopie (Question 12/III) |
| 14-16 mai | Colloque sur les nouveaux services de télécommunication |
| 14-17 mai | Sous-Groupe de travail pour la Question 2/II (Informatisation des services de l'assistance à l'annuaire) |
| 14-31 mai | Commission d'études XVIII, Réseaux numériques, et Groupes de travail |
| 14-18 mai | GAS 6, Aspects économiques et techniques du choix des systèmes de commutation |
| 16-23 mai | Sous-Groupe de travail XI/3-4 LSD |
| 17-18 mai | Groupe de travail pour la Question 22/VI |
| 17-25 mai | Commission I, Exploitation et qualité de service télégraphiques |
| 21-25 mai | Groupes de travail IV/1, Maintenance des circuits de type téléphonique, et IV/2, Equipements de mesure |
| 29-31 mai | Groupe de travail de la Commission mondiale du Plan |
| 4-15 juin | Groupe de rédaction du GAS 3 |
| 13-20 juin | Groupe d'experts du système de signalisation N° 7, Commission XI |
| 19-22 juin | Groupe Laboratoire |
| 21-28 juin | Groupe de travail XI/1, Interfonctionnement, satellites, et Groupe de travail pour la Question 5/XI |
| 25-29 juin | Commission XII, Qualité de la transmission téléphonique et réseaux téléphoniques locaux |
| 25 juin-13 juillet | Commission XV, Systèmes de transmission, et groupes de travail |
| 2-5 juillet | Commission XVI, Circuits téléphoniques |
| 6-12 juillet | CMBD, commission mixte, Bruit de circuit et disponibilité |

| <i>Date</i> | <i>Objet de la réunion</i> |
|----------------------------|---|
| 27 août-14 septembre | Groupes de travail XI/1, XI/4, et Groupe d'experts du système de signalisation N° 7, Commission XI, Commutation et signalisation téléphoniques |
| 5-12 septembre | Groupe de rapporteurs spéciaux de la Commission VII, Modèles à plusieurs niveaux |
| 10-11 septembre | Groupe de rapporteurs spéciaux de la Commission VII, Avis X.3/X.28/X.29 |
| 10-14 septembre | Réunion commune des Commissions X et I sur la mise en œuvre de nouvelles facilités pour le télex |
| 10-14 septembre | Groupe de travail II/2, Facteurs humains |
| 11-19 septembre | Groupes de travail de la Commission XVII, Transmission de données |
| 12-14 septembre | Groupe de rapporteurs spéciaux de la Commission VII, Avis X.25 |
| 17-19 septembre | Groupe de travail GAS 6, chapitre IV |
| 17-19 septembre | GAS 6, Aspects économiques et techniques du choix des systèmes de commutation, et GAS 3, Aspects économiques et techniques du choix des systèmes de transmission |
| 17-21 septembre | Groupe de travail GAS 6, chapitre VI |
| 18-21 septembre | Groupe d'experts du système de signalisation N° 7, Commission XI |
| 24-26 septembre | Groupe du rapporteur spécial sur les systèmes maritimes à satellites; Groupe de travail IV/1 |
| 24 septembre-11 octobre | Groupe de travail XI/3, Langages pour centraux téléphoniques SPC |
| 26 septembre-4 octobre | Groupe de rédaction de la Commission IV |
| 1 ^{er} -2 octobre | Réunion Présidents et Vice-Présidents de commissions d'études |
| 1 ^{er} -5 octobre | Réunion des rapporteurs spéciaux des Commissions VIII et XIV, Procédures de commande communes |
| 9-12 octobre | Groupe de rapporteurs spéciaux de la Commission VII, Avis X.75 |
| 15-17 octobre | Groupe de travail des Commissions VII, VIII et XIV sur le niveau 4 |
| 15-17 octobre | Groupe de travail pour la Question 19/I |
| 15-18 octobre | Groupe de coordination du GAS 6 et Groupe du chapitre IX du GAS 6 |
| 15-19 octobre | Groupe de travail pour le service vidéotex (Question 19/I), Groupe du rapporteur pour le service télételex (Question 8/I), et Groupe du rapporteur pour le service par fac-similé (Question 11/I) |
| 15-19 octobre | Groupe d'experts pour la Question 22/IV |
| 23-25 octobre | Groupe de rapporteurs spéciaux de la Commission VII, Avis X.25 |
| 29-30 octobre | Groupe de travail Vocabulaire de la Commission II |
| 5-9 novembre | Groupe de travail XI/2, Signalisation sur voie commune pour réseaux numériques intégrés |
| 6-9 novembre | Groupe de rapporteurs pour la Question 11/I |
| 7-15 novembre | Commission XIV, Transmission et équipements télégraphiques fac-similé |
| 12-16 novembre | Groupe de rédaction pour la Question 5/XI |
| 27-29 novembre | Groupe de travail vidéotex, Commission VIII |
| 27-29 novembre | Groupe de rapporteurs spéciaux de la Commission XVII |
| 3-7 décembre | Groupe de rapporteurs spéciaux des Commissions VIII et XIV |
| 3-7 décembre | Groupes de travail de la Commission X, Commutation télégraphique |
| 4-6 décembre | Groupe de travail pour la Question 24/IX |
| 4-7 décembre | Groupe de coordination du GAS 6 |
| 4-7 décembre | Groupe ad hoc sur la tarification de la télécopie (Question 12/III) |
| 10-14 décembre | Groupes de travail de la Commission IX, Qualité de transmission télégraphique; spécifications des équipements et directives de maintenance des voies télégraphiques |
| 11-14 décembre | Réunion du Groupe du rapporteur «Terminaux télételex» de la Commission VIII, Question 8/VIII |

TABLEAU II (suite)

| PAYS (Administrations ou Exploitations privées reconnues) | Commissions d'études et leurs Groupes de travail | | | | | | | | | | | | | | | | | | Plan | | | Groupe de travail mixte | Groupes d'études autonomes spécialisés | | | Groupe régional de tarification | TOTAL | |
|--|--|----|-----|----|---|-----|------|----|---|----|-----|-----|----|-----|------|-------|------|---------|---------|--------|-----|-------------------------------|--|-------|-------|---------------------------------------|-------|-------------|
| | I | II | III | IV | V | VII | VIII | IX | X | XI | XII | XIV | XV | XVI | XVII | XVIII | CMBD | Mondial | Afrique | Europe | SMM | | GAS 3 | GAS 5 | GAS 6 | | | TEU- REM |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indonésie | | | | | | | | | x | | | | x | | | | | | | | | | | | x | | | 3 |
| Iran | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | | | | | | | | | 1 |
| Iraq | | | | | | | | | | x | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 |
| Irlande | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Islande | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Israël | | x | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | x | | 3 |
| Italie | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | | x | | | x | x | | 23 |
| Jamaïque | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Japon | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | | 24 |
| Jordanie | | | | | | | | | | | | x | | | x | | | | | | | | | | | | | 2 |
| Kampuchea Dém. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Kenya | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | | | | | | | | 1 |
| Koweït | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Lao (R.D.P.) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Lesotho | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | | | | | | | | 1 |
| Liban | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | x | x | | | | | | | 3 |
| Libéria | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | | x | | | | | | 2 |
| Lbye | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | | | | | | | | 1 |
| Liechtenstein | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Luxembourg | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Madagascar | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Malaisie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Malawi | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Maldives | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Mali | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | | | | | | | | 1 |
| Malte | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Maroc | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Maurice | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | | | | | | | | 1 |
| Mauritanie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Mexique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Monaco | | x | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 |
| Mongolie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Mozambique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | | | | | | | | 1 |
| Nauru | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Népal | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |

TABLEAU II (suite)

| PAYS (Administrations ou Exploitations privées reconnues) | Commissions d'études et leurs Groupes de travail | | | | | | | | | | | | | | | | | Plan | | | Groupe de travail mixte | Groupes d'études autonomes spécialisés | | | Groupe régional de tarification | TOTAL | |
|--|--|----|-----|----|---|-----|------|----|----|----|-----|-----|----|-----|------|-------|------|---------|---------|--------|-------------------------------|--|-------|-------|---------------------------------------|-------|-------|
| | I | II | III | IV | V | VII | VIII | IX | X | XI | XII | XIV | XV | XVI | XVII | XVIII | CMBD | Mondial | Afrique | Europe | | SMM | GAS 3 | GAS 5 | | | GAS 6 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Suriname | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Swaziland | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | | | | | | | | 1 |
| Tanzanie | x | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | | | | | | x | | 3 |
| Tchad | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Tchécoslovaquie | | | | | | | | x | | | | | | | | | | | | x | | | | | | | 2 |
| Thaïlande | | | | | | | | | | | | x | | | | | | x | | | | | | | | | 2 |
| Togo | | | x | | | | | | | | | | | | | | | | x | | | | | | | | 2 |
| Tonga | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Trinité et Tobago | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Tunisie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | | | | | | x | | 2 |
| Turquie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | 2 |
| U.R.S.S. | | x | | | | | x | x | x | x | x | x | x | x | | x | x | x | | | | | | | | | 14 |
| Uruguay | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Venezuela | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Viet Nam | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Yémen (R.A.) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Yémen (R.D.P. du) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | — |
| Yougoslavie | | | | | | | | | | x | x | | x | | | | | | | | | | | | x | | 4 |
| Zaire | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | | | | | | | | 1 |
| Zambie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | x | | | | | | | | 1 |
| Totaux des pays | 26 | 27 | 24 | 16 | 8 | 20 | 21 | 18 | 20 | 26 | 21 | 17 | 24 | 20 | 16 | 21 | 15 | 18 | 40 | 30 | 20 | 9 | 9 | 17 | 17 | | |

TABLEAU III

*Participation des organismes et des délégués aux réunions du CCITT
et contributions reçues en 1979*

| | Commissions d'études et leurs Groupes de travail | | | | | | | | | | | | | | | | | PLAN | | | Groupe de travail mixte | Groupes d'études autonomes spécialisés | | | Groupe régional de tarification | |
|---|--|-----|-----|-----|----|-----|------|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|------|-------|------|----------|---------|--------|-------------------------|--|-------|-------|---------------------------------|-------|
| | I | II | III | IV | V | VII | VIII | IX | X | XI | XII | XIV | XV | XVI | XVII | XVIII | CMBD | Mon-dial | Afrique | Europe | | SMM | GAS 3 | GAS 5 | | GAS 6 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Administrations | 23 | 21 | 21 | 11 | 6 | 17 | 16 | 15 | 15 | 22 | 17 | 13 | 19 | 16 | 12 | 17 | 9 | 15 | 38 | 26 | 17 | 5 | 6 | 12 | 15 | |
| Exploitations privées reconnues | 15 | 17 | 22 | 13 | 2 | 15 | 14 | 12 | 13 | 14 | 10 | 11 | 15 | 11 | 16 | 11 | 11 | 9 | 13 | 9 | 11 | 5 | 5 | 9 | 5 | |
| Organismes scientifiques ou industriels | 11 | 6 | 3 | 12 | 3 | 27 | 19 | 15 | 1 | 30 | 7 | 19 | 32 | 12 | 27 | 26 | 15 | 1 | 13 | 8 | — | 5 | 3 | 23 | — | |
| Organisations internationales | 2 | 2 | 6 | 1 | 2 | 7 | 2 | — | — | — | — | 1 | 1 | — | 2 | — | — | — | 5 | 3 | 2 | — | — | — | — | |
| Nombre total de participants | 118 | 155 | 206 | 156 | 21 | 202 | 213 | 97 | 99 | 490 | 89 | 103 | 184 | 63 | 103 | 144 | 59 | 39 | 178 | 103 | 60 | 22 | 22 | 111 | 38 | |
| Contributions reçues | Normales | 54 | 59 | 37 | 73 | 46 | 216 | 79 | 36 | 31 | 121 | 67 | 55 | 126 | 44 | 99 | 115 | 41 | 12 | 5 | 48 | 7 | 11 | 9 | 17 | 1 |
| | Tardives | 55 | 23 | 15 | 42 | 5 | 107 | 63 | 6 | 29 | 242 | 28 | 53 | 43 | 11 | 32 | 52 | — | 2 | 33 | 7 | 11 | — | 1 | 24 | — |

TABLEAU IV

*Mesures subjectives et objectives effectuées par le Laboratoire du CCITT
pour des administrations, des exploitations privées reconnues et des organismes industriels en 1979*

| Demandé par: (1) | Date des essais ou mesures (2) | Temps consacré aux essais ou mesures (heures) et unités des frais (3) | Frais totaux (Fr. suisses) (4) |
|---|--------------------------------------|--|--------------------------------------|
| 1. Telecomunicações do Rio de Janeiro (Brésil) | 9-23/ 3 | 67,5 h. × 280.— | 18.900.— |
| 2. Administration d'Union Soviétique (URSS) | 2- 4/ 7 | 15,0 h. × 280.— | 4.200.— |
| 3. Telecommunication Authority of Singapore | 16-20/ 7 | 27,0 h. × 280.— | 7.560.— |
| 4. Société ISKRA, Yougoslavie | 15-16/10 | 10,0 h. × 280.— | 2.800.— |
| 5. Société ETTDC, New Delhi, Inde | 17-18/10 | 9,0 h. × 350.— ^{a)} | 3.150.— |
| 6. Nippon Electric Company, Ltd (Japon) | 17-19/12 | 9,0 h. × 280.— | 2.520.— |
| | TOTAL GÉNÉRAL | 137,5 h. | 39.130.— |

TABLEAU V

*Principaux achats d'équipement en 1979
pour le Laboratoire du CCITT*

| | <i>Francs suisses</i> |
|---|-----------------------|
| 1) 200 m. câble spécial type 5GB7 300 pour l'installation interne | 780.— |
| 2) Deux sources d'alimentation stabilisée réglable Oltronix Labpac Mod. B 202 | 1.593,10 |
| 3) Deux préamplificateurs avec câble pour sorties du magnétophone «NAGRA» NAGRA KUDELSKI réf. QSSF | 769,15 |
| 4) Tour avec divers accessoires pour l'atelier du Laboratoire | 8.484,95 |
| 5) Deux chariots avec tiroirs et étagères intermédiaires | 1.020,40 |
| 6) Un châssis insulation avec accessoires pour circuits imprimés | 1.372,95 |
| 7) Un voltmètre référentiel digital Hewlett Packard | 6.096.— |
| 8) Un multimètre numérique Hewlett Packard | 1.168.— |
| 9) Une mémoire additionnelle de 16 Kbytes pour le système Hewlett Packard | 1.747.— |
| 10) Un oscilloscope Hewlett Packard | 1.568.— |
| 11) Un système mini-ordinateur avec imprimante et floppy-disk Commodore | 9.515.— |
| 12) Deux microphones Brüel & Kjaer Mod. 4144 et 4145 | 1.600.— |
| 13) Un préamplificateur B&K Mod. 2619S | 1.090.— |
| 14) Une alimentation de microphone Brüel & Kjaer Mod. 2807 | 2.190.— |

Francs suisses

| | | |
|-----|---|-----------------|
| 15) | Deux transformateurs Brüel & Kjaer | 1.125.- |
| 16) | Ecouteurs pour audiométrie HT 0008 Brüel & Kjaer | 567,10 |
| 17) | Câble rallonge et connecteurs Brüel & Kjaer | 876,50 |
| 18) | Un amplificateur de mesure Brüel & Kjaer Mod. 2607 | 9.350.- |
| 19) | Un voltmètre numérique Brüel & Kjaer Mod. 2427 | 5.180.- |
| 20) | Un microphone Brüel & Kjaer Mod. 4138 | 1.190.- |
| 21) | Un adaptateur Brüel & Kjaer UA 0036 | 410.- |
| 22) | Contrat d'entretien du système Hewlett Packard | 5.361.- |
| 23) | Réparations, transports et achats d'éléments électroniques pour la construction de pièces de rechange, d'accessoires des systèmes et dispositifs Hewlett Packard et Brüel & Kjaer, etc. | <u>6.945,85</u> |
| | Total | 70.000.- |

6. COOPÉRATION TECHNIQUE

6.1 *Caractéristiques générales des activités en 1979*

En 1979 comme lors des années précédentes, les activités de l'Union dans le domaine de la coopération technique ont été conformes aux dispositions de l'article 4, numéro 19, de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973). En application de ce texte, l'Union a continué à encourager «la création, le développement et le perfectionnement des installations et des réseaux de télécommunications dans les pays nouveaux ou en voie de développement par tous les moyens à sa disposition, en particulier par sa participation aux programmes appropriés des Nations Unies».

En 1979, les activités de la coopération technique de l'Union ont continué à être orientées vers la réalisation des objectifs ci-dessus, à travers la mise en œuvre de projets que l'on peut grouper en trois grandes catégories:

a) *Activités visant à développer les réseaux de télécommunications en Afrique, dans les Amériques, en Asie, dans le Pacifique, en Europe et au Proche-Orient*

L'Union a poursuivi ses efforts en vue de favoriser le développement des réseaux de télécommunications en Afrique, aux Amériques, en Asie, dans le Pacifique et au Proche-Orient afin d'assurer leur intégration dans le système mondial de télécommunication, selon les objectifs fixés par les Commissions mondiale et régionales du Plan de l'Union. A cet effet, diverses études et enquêtes ont été effectuées par des experts du service de l'Union, qui ont travaillé en collaboration avec les administrations des pays Membres. Dans le même but, l'UIT s'est efforcée d'accroître sa coopération avec les divers gouvernements intéressés, les commissions économiques régionales des Nations Unies, d'autres groupes ou organisations régionaux ou sous-régionaux de télécommunication, la Banque mondiale et les banques régionales.

En 1979, 71 missions d'experts (12%) ont été effectuées en relation avec les activités visant à promouvoir le développement des réseaux régionaux de télécommunications et à intégrer ceux-ci dans le réseau mondial.

i) *En Afrique*

Les activités de mise en œuvre du réseau panafricain de télécommunications (PANAFTEL) au moyen de faisceaux hertziens, de câbles sous-marins, de stations terriennes pour télécommunications par satellite et de centres téléphoniques internationaux ont progressé de manière satisfaisante au cours de la période considérée. L'équipe PANAFTEL, composée d'experts du PNUD et de l'UIT, a participé à un grand nombre de ces activités, à un stade ou à un autre. Elle a notamment collaboré activement à la recherche de solutions acceptables pour les différents problèmes d'interface qui se posent encore et les experts ont participé à plusieurs réunions de coordination bilatérale. En outre, ils ont apporté leur concours dans les domaines de la tarification, du numérotage sous-régional, de la planification des fréquences, de la commutation et de la signalisation. L'équipe PANAFTEL a saisi toutes les occasions d'apporter ses avis sur les besoins en matière d'exploitation et de maintenance pour faciliter le choix de nouveaux systèmes.

Des études de faisabilité et de préinvestissement, financées par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), ont été entreprises sur de nouvelles liaisons (Cap-Vert-Sénégal, Cap-Vert-Guinée-Bissau, Guinée-Bissau-Sénégal, Guinée-Bissau-Guinée, liaisons nationales au Niger, Sao Tomé-et-Principe-Cameroun, Sao Tomé-et-Principe-Gabon, Zaïre-Ouganda, Burundi-Rwanda-Ouganda, Tanzanie-Madagascar, Congo-Gabon). De nombreuses autres études relatives à des liaisons nouvelles ont été faites en Afrique de l'Ouest, à la demande de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Il s'agit naturellement d'activités complémentaires qui permettent d'étendre le réseau PANAFTTEL à tout le continent. Toutefois, l'exploitation du réseau sous la forme d'un ensemble intégré est retardée par le fait que certains pays tardent à mettre en œuvre quelques liaisons essentielles. Le Comité de coordination PANAFTTEL a porté cette situation à l'attention du Conseil des Ministres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), sous l'égide duquel se sont tenues une série de réunions bilatérales visant à proposer des solutions appropriées.

L'expérience acquise avec des équipements installés précédemment et des équipements mis en service récemment a fait apparaître un problème très sérieux de maintenance et d'exploitation. A la suite d'un examen de la situation à la fin de l'année 1979, l'équipe du projet est arrivée à la conclusion qu'à une ou deux exceptions près, les pays n'étaient pas en mesure d'exploiter leurs sections respectives du réseau PANAFTTEL de la manière recommandée. Il convient de souligner que, si les administrations ne fournissent pas les ressources financières et humaines adéquates, le réseau se détériorera rapidement, de sorte que des investissements considérables auront été faits en pure perte. Cette situation a déjà été constatée dans un pays et elle commence à apparaître dans deux autres. Il faut maintenant remédier à ces difficultés, et le PNUD a fait savoir qu'il était d'accord pour attribuer des crédits en vue d'un projet complémentaire, dont la mise en œuvre commencerait en 1980, afin de faciliter la mise en place des structures et des méthodes appropriées pour l'exploitation et la maintenance.

Le Comité de coordination PANAFTTEL (composé de l'OUA, de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), de la Banque africaine de développement (BAD), de l'Union panafricaine des télécommunications (UPAT) et de l'UIT) s'est réuni deux fois, en avril et en décembre 1979, pour examiner en profondeur les progrès réalisés et les problèmes rencontrés. Chacune des organisations susmentionnées travaille, individuellement ou dans le cadre d'efforts communs, à la mise en œuvre rapide et à l'exploitation du réseau, en collaboration étroite avec les différentes institutions de financement concernées.

ii) *Dans les Amériques*

La Commission des télécommunications pour l'Amérique centrale (COMTELCA) poursuit la planification et la mise en œuvre de la troisième phase du développement du réseau régional. Le Groupe directeur constitué par la COMTELCA à Tegucigalpa (Honduras) a bénéficié de la coopération active du Conseiller régional de l'UIT pour l'Amérique centrale. Celui-ci et d'autres experts de l'UIT ont apporté leur concours aux administrations des télécommunications d'Amérique centrale pour la mise en œuvre de leurs plans d'extension, concernant notamment l'installation de nouveaux centraux téléphoniques et le développement des systèmes de transmission.

Un expert de l'UIT a été chargé d'une mission dans les Caraïbes, pour déterminer les zones et les domaines où la coopération technique pourrait être nécessaire en 1980.

En ce qui concerne la promotion du développement des réseaux de télécommunications dans l'ensemble de la région des Amériques, les activités entreprises par l'Union ont été canalisées principalement par le programme de coopération avec la Conférence interaméricaine des télécommunications (CITEL). L'un des Conseillers régionaux de l'UIT a continué à collaborer avec le Bureau du Président de la COM/CITEL (Comité exécutif de la CITEL), pour les activités de coopération technique entreprises en commun. En ce qui concerne le développement des réseaux, le programme de travail adopté par la CITEL à sa troisième réunion (mars 1979) comprend les études ci-après, qui ont été confiées au Comité technique permanente I de la CITEL:

- plans relatifs aux interconnexions, à l'acheminement du trafic et à la détermination du volume de trafic par service; transmission, commutation et signalisation;
- élaboration d'un plan interaméricain à court terme pour le développement des télécommunications et la détermination des phases de la mise en œuvre, sur la base des objectifs à moyen et à long terme.

Au cours de la période considérée, l'Union a entrepris la préparation d'une étude régionale sur le développement des réseaux publics pour données, dont la mise en œuvre commencera en 1980, avec une contribution préliminaire du PNUD.

iii) *En Asie*

En Asie, les activités ont procédé d'une approche pragmatique de la question globale du développement des réseaux, y compris pour des secteurs connexes à placer dans une juste perspective. Un grand nombre d'éléments nouveaux sont venus s'ajouter aux activités consécutives à la mise en œuvre du Réseau asiatique des télécommunications, avec une coordination efficace entre les programmes nationaux et les programmes inter-pays. Le développement du Réseau a été facilité par des avis qui ont été donnés en matière de planification, des études sur le terrain, une assistance dans l'établissement des spécifications techniques et la coordination des activités bilatérales et multinationales, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des liaisons inter-pays et liaisons

connexes dans la région. Bien que la mise en œuvre des liaisons de Terre ait subi un certain retard dans la partie occidentale de la région, les progrès des travaux dans l'Asie du Sud ont été d'une manière générale satisfaisants: des appels d'offres ont pu être lancés et des dispositions de financement ont été prises pour un certain nombre de propositions intéressant les pays de la sous-région.

En 1979, l'assistance ci-après a pu être apportée aux projets:

- cahier des charges pour un central interurbain numérique à Singapour;
- étude détaillée des emplacements possibles pour des stations terriennes supplémentaires à Singapour;
- coordination de la mise en œuvre de la liaison inter-pays par hyperfréquences entre l'Inde et le Bangladesh, et suivi de cette coordination: acquisition de l'équipement et fixation du calendrier d'installation;
- poursuite de la mise en œuvre de la liaison à hyperfréquences Bangladesh-Népal, notamment en ce qui concerne les voies nationales d'acheminement nécessaires au Bangladesh;
- coordination pour la mise au point définitive du cahier des charges et pour la mise en œuvre de la liaison en câble coaxial Inde-Pakistan;
- spécifications techniques et projet d'appel d'offres pour une station terrienne en Afghanistan;
- spécifications relatives à un centre téléphonique international au Bangladesh;
- consultations avec l'UNESCO sur l'utilisation du Réseau asiatique de télécommunications pour un échange de programmes d'informations et de programmes documentaires en Asie.

iv) *Dans la région du Pacifique*

Dans les pays de la région du Pacifique, l'année 1979 a vu les débuts des travaux de mise en œuvre, à la suite de l'étude de faisabilité effectuée au cours des années précédentes. Les principales activités ont été les suivantes en 1979:

- établissement de documents d'appel d'offres, adjudication et suivi (négociation de contrats avec les fournisseurs concernant quatre commandes importantes pour Fidji, Samoa occidentale et Tonga, dont le financement était assuré par la Communauté économique européenne, CEE). Ces contrats portaient sur des centraux téléphoniques têtes de ligne pour Samoa occidentale et Tonga, des stations terriennes et les installations connexes pour Samoa occidental, de l'équipement à une seule voie par porteuse (SPC) et un central télex pour Fidji;
- un plan a été établi pour le développement des télécommunications à Tuvalu; sur cette base, un appel d'offres a été lancé pour la fourniture de l'équipement nécessaire aux télécommunications internationales; l'adjudication a eu lieu au siège de l'UIT et les négociations ont été menées à bien pour un contrat relatif à la livraison «clés en main» des installations nécessaires à la liaison à ondes décimétriques Tuvalu-Fidji;
- poursuite des études de l'équipe du projet sur d'autres problèmes se posant dans la région, par exemple: service d'enseignement à distance par satellite pour l'Université du Pacifique Sud; réalisation d'un système simple et rentable d'accès multiple avec assignation en fonction de la demande; utilisation d'une station terrienne transportable à mettre en œuvre en cas de catastrophes naturelles dans la région;
- services consultatifs et assistance ininterrompue dans le domaine de la tarification et de la comptabilité, en vue d'établir ultérieurement des systèmes comptables simplifiés et, espère-t-on, une structure tarifaire régionale commune.

Au cours d'une réunion régionale organisée en novembre 1979 par le Bureau du Pacifique Sud pour la coopération économique (SPEC), les représentants des différents pays de la région ont pu passer en revue et entériner les progrès accomplis dans le développement du réseau.

En ce qui concerne l'amélioration des télécommunications internationales pour les autres pays participants, diverses mesures ont été prises: aide dans la recherche de crédits pour les îles Cook; assistance en vue d'étudier les différentes possibilités de communications internationales pour Kiribati; conseils sur les procédures financières et comptables pour Papua-Nouvelle-Guinée; recommandations relatives à une interface de commutation téléphonique appropriée pour Nauru, afin de compléter l'équipement de la station terrienne de ce pays.

v) *Au Proche-Orient et Bassin Méditerranéen*

A la suite de l'adoption du Plan directeur, lors de la réunion finale relative au projet étude de faisabilité/étude de préinvestissement pour le Réseau de télécommunications du Proche-Orient et du Bassin méditerranéen, (septembre, 1978), les activités de mise en œuvre de ce réseau régional ont commencé en janvier 1979.

Au cours de l'année considérée, les progrès enregistrés ont été les suivants:

Activités propres du Projet

- mise au point du plan définitif pour la normalisation du système de signalisation international entre les pays de la région, recommandé par la Conférence de signalisation tenue au siège de l'UIT en mai 1979;
- participation plus grande des organisations régionales arabes (UAT, ASBU, ARABSAT) à la mise en œuvre du projet, afin d'harmoniser les activités des 21 Etats arabes que l'on compte parmi les 28 pays participant au projet;
- mise au point définitive des objectifs du projet et plan de travail détaillé à revoir chaque année.

Il convient de noter en outre que sept Etats arabes se sont engagés à fournir des contributions volontaires pour un montant dépassant 40% du coût total pour 1980 du projet d'activités consécutives à l'élaboration du Réseau de télécommunications du Proche-Orient et du Bassin méditerranéen. C'est le PNUD qui fournira le reliquat des fonds nécessaires.

Réalisations des pays de la région dans le cadre du Plan Directeur

- liaisons mises en service:
 - Iraq - Syrie, en hyperfréquences;
 - Arabie Saoudite - Soudan, en hyperfréquences;
 - Libye - France, par câble sous-marin;
- liaisons, stations et centres internationaux en cours d'installation:
 - Syrie - Iraq, par câble coaxial;
 - Jordanie - Syrie, en hyperfréquences;
 - Syrie - Turquie, en hyperfréquences;
 - Iraq - Koweït, par câble coaxial;
 - Grèce - Syrie, par câble sous-marin;
 - Bahreïn - Qatar - Emirats Arabes Unis, par câble sous-marin;
 - Arabie Saoudite - Qatar, en hyperfréquences;
 - Arabie Saoudite - Emirats Arabes Unis, en hyperfréquences;
 - Arabie Saoudite - République Arabe du Yémen, en hyperfréquences;
 - Algérie - France, par câble sous-marin;
 - Station terrienne de type B à Aden (République Démocratique Populaire du Yémen);
 - Station terrienne de type B à Djibouti;
 - Centre de commutation de transit international à Damas (Syrie);
 - Centre de commutation de transit international à Amman (Jordanie);

b) *Le renforcement des services techniques et administratifs nationaux de télécommunication dans les pays en développement*

Le perfectionnement et la modernisation des installations de télécommunication ont obligé de nombreux pays en développement à réorganiser certains services administratifs et techniques ou à les renforcer. Les projets ainsi établis englobaient pratiquement tous les secteurs de télécommunications et prévoyaient, outre les services d'experts, des montants importants pour la fourniture de bourses d'études et d'équipement.

En 1979, 198 missions d'experts (34%) ont été consacrées à ce genre d'activité. Si les experts ont pour la plupart joué le rôle de conseillers, ils ont aussi été appelés à participer activement à l'exécution de projets dans un certain nombre de pays, compte tenu du manque d'homologues qualifiés, ceux-ci ont été formés en cours d'emploi chaque fois que cela a été possible. De plus, un certain nombre d'experts ont fait office de fonctionnaires OPAS, occupant des postes de gestion et de direction tels que: contrôleur financier, chef comptable, contrôleur des télécommunications, ingénieur en chef, directeur du trafic, directeur technique, ingénieur principal des télécommunications et ingénieur chargé de la planification dans diverses spécialités.

On trouvera ci-après des exemples de projets entrant dans cette catégorie:

i) *En Afrique*

- avis et assistance en vue de l'établissement et du fonctionnement d'un groupe chargé de la remise en état du réseau au Cameroun,
- installation de services d'appel radioélectrique dans les zones rurales, en Ethiopie,
- assistance en vue de la remise en état du réseau interurbain en Guinée équatoriale,
- assistance en matière de planification du développement des télécommunications, en Guinée,
- services consultatifs en matière de développement des télécommunications (principalement dans la région du sud), en Mauritanie,

- services consultatifs en matière de planification et d'établissement d'un système centralisé de maintenance pour Casablanca (Maroc),
- assistance en vue d'un programme de développement intégré (télécommunications, planification, communications rurales, formation professionnelle), au Rwanda,
- services consultatifs en matière d'exploitation, tarification, radiocommunications maritimes, gestion des fréquences et transmission de données, au Sénégal,
- assistance préparatoire en vue de l'établissement d'un centre d'essai, de réparation et de maintenance, au Soudan,
- détachement d'ingénieurs au titre de l'assistance opérationnelle du PNUD (OPAS) à l'Administration des Postes et Télécommunications du Swaziland,
- assistance à la planification du développement au Zaïre.

ii) *Dans les Amériques*

- assistance opérationnelle à l'Administration de Curaçao (Antilles néerlandaises),
- experts pour le Laboratoire national des télécommunications de l'Argentine,
- services consultatifs apportés à l'Empresa Nacional de Correos y Telégrafos (ENCOTEL) pour un centre de commutation de messages, en Argentine,
- experts de la planification et de l'organisation pour la Direction générale des télécommunications, en Bolivie,
- experts et consultants pour le Centre de recherche et de développement de Telecomunicações Brasileiras S.A. (TELEBRAS), au Brésil,
- services consultatifs pour le Laboratoire central des télécommunications de Cuba,
- assistance de l'Administración Nacional de Telecomunicaciones (ANTEL) en vue de la mise en œuvre de plans d'extension, au Salvador,
- experts en planification, exploitation et maintenance pour Télécommunications d'Haïti (TELECO), en Haïti,
- services consultatifs en matière de commutation et de trafic pour l'Empresa Hondureña de Telecomunicaciones (HONDUTEL), au Honduras,
- services consultatifs en matière de planification des télécommunications pour l'Empresa Guatemalteca de Telecomunicaciones (GUATEL), au Guatemala,
- services consultatifs en matière de gestion pour la Dirección General de Telecomunicaciones y Correos de Nicaragua (TELCOR), au Nicaragua,
- services consultatifs en matière de technique des faisceaux hertziens, multiplexage et stations terriennes au Lands Telegraaf-en-Telefoondienst (LTT), au Suriname,
- experts en matière de gestion et de comptabilité pour la Trinidad and Tobago Telephone Company Limited (TELCO), à Trinité et Tobago,
- services consultatifs en matière de télégraphie pour l'Administración Nacional de Telecomunicaciones (ANTEL), en Uruguay.

iii) *En Asie et dans la région du Pacifique*

- étude sur la situation actuelle et recommandations pour le développement futur du réseau téléphonique et du réseau de transmission, au Bangladesh,
- étude sur la situation actuelle et recommandations concernant l'assistance au développement des systèmes de télécommunications, en Birmanie,
- assistance en vue de la création d'un centre d'essai et de mise au point, plus particulièrement dans le domaine de la transmission nationale de données par satellite, en Indonésie,
- avis et assistance pour la mise au point définitive de spécifications relatives à un système de commutation électronique, en Malaisie,
- examen des besoins d'assistance en vue de l'établissement d'un projet de centre d'essai et de mise au point, en Malaisie,
- recommandations en vue de l'amélioration des services de télécommunications maritimes, au Pakistan,
- étude des besoins de services nationaux de télécommunications par satellite, au Pakistan,
- organisation d'une étude technique sur le terrain pour choisir des emplacements appropriés à des stations terriennes supplémentaires, à Singapour,
- avis et assistance en vue de la préparation d'un plan d'interconnexion et de répartition des canaux pour la télévision, en Thaïlande.

iv) *En Europe et au Proche-Orient*

- assistance en vue de la réorganisation du Centre de recherches scientifiques dans le domaine des télécommunications, en Bulgarie,
- assistance apportée à l'Emirates Telecommunication Corporation Ltd (EMIRTEL), dans les Emirats Arabes Unis,
- amélioration de l'organisation de la maintenance, en Grèce,
- assistance à l'Oman Telecommunication Company (OMANTEL), à Oman,
- assistance en vue de l'établissement d'une organisation nationale du trafic, en Turquie,
- assistance pour l'organisation et l'administration des télécommunications, en République Arabe du Yémen,
- assistance consultative en vue de la création d'un organisme autonome des télécommunications, en République Arabe du Yémen.

c) *Mise en valeur des ressources humaines dans le domaine des télécommunications*

Comme les années précédentes, près des deux tiers des dépenses totales consacrées au programme direct de coopération technique sont allés à la formation professionnelle pour répondre aux besoins de main-d'œuvre dans divers secteurs des télécommunications des pays en développement. Ce type d'assistance a consisté à créer ou à améliorer les institutions de formation professionnelle, nationales ou multinationales, ainsi que la formation professionnelle en cours d'emploi, à organiser des réunions de spécialistes de courte durée et des cycles d'études et à financer des bourses d'études. L'objectif a été de répondre aux besoins immédiats de personnel spécialisé qu'entraînent la création de nouveaux services et l'application de nouvelles techniques dans les pays intéressés. Dans les pays plus avancés, la formation professionnelle a porté sur les nouvelles techniques, la mise au point de systèmes récents et la possibilité qu'ils offrent d'établir de nouveaux services.

Cinquante-quatre pour cent (315) de l'ensemble des missions d'experts en 1979 (584) ont directement porté sur la mise en valeur des ressources humaines dans les télécommunications, les experts remplissant les fonctions d'instructeurs, de conférenciers, d'experts en formation professionnelle ou de directeurs de projet. Sur le plan régional, le pourcentage de missions consacrées à la formation professionnelle a été de 54% en Afrique, 47% dans les Amériques, 73% en Asie et dans la région du Pacifique et 41% au Proche-Orient.

L'Union a agi en qualité d'agent d'exécution pour d'importants projets de formation professionnelle dans les pays suivants:

i) *Afrique*

Projets nationaux: Algérie, Angola, Maroc, Nigeria, Somalie, Tunisie et projet de formation professionnelle pour les stagiaires Namibiens en Zambie

Projets multinationaux: *Malawi* (Botswana, Lesotho, Malawi et Swaziland)
Sénégal (Bénin, République Centrafricaine, Côte d'Ivoire, Guinée, Haute-Volta, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo)

ii) *Les Amériques*

Projets nationaux: Brésil, Guyane, Haïti, Jamaïque, Suriname, Trinidad et Tobago

iii) *Asie et région du Pacifique*

Projets nationaux: Afghanistan, Bangladesh, Birmanie, Inde, Indonésie, Népal, Pakistan et Papua-Nouvelle-Guinée

Projets multinationaux: *Fidji* (Iles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, Nieu Nouvelles-Hébrides, Samoa occidentale, îles Tokelau, Tonga, Tuvalu).
Singapour (Afghanistan, Birmanie, îles Cook, République de Corée, Fidji, Hong Kong, Inde, Indonésie, Malaisie, Maldives, Népal, Pakistan, Papua-Nouvelle-Guinée, Philippines, îles Salomon, Samoa occidentale, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande et Tonga).

iv) *Proche-Orient*

Projets nationaux: Arabie Saoudite, Jordanie, Koweït

Tous les projets susmentionnés ont été financés par le PNUD à l'exception de ceux du Koweït et du Suriname qui ont été mis en œuvre en application d'arrangements de fonds fiduciaires conclus entre l'Union et les autorités de ces pays.

De plus, un certain nombre de projets de formation professionnelle ont permis de fournir les services d'un ou deux experts ou instructeurs qui ont participé au développement/aux activités des écoles professionnelles nationales (Antilles néerlandaises, Argentine, Cameroun, Chili, Colombie, Equateur, Guatemala, Honduras, Kenya, Niger, Pakistan, Pérou, Portugal, Qatar, Rwanda, Tchad, Turquie, Trinidad et Tobago).

Il convient de noter les efforts entrepris par l'Union en vue de l'établissement des institutions multinationales ci-après pour la formation professionnelle aux niveaux élevé et supérieur:

- Ecole supérieure multinationale des télécommunications, Dakar, Sénégal: cette école pourvoira aux besoins en formation professionnelle des pays d'expression française de l'Afrique de l'Ouest et, éventuellement, de l'Afrique centrale. Le PNUD et l'UIT ont apporté une assistance préparatoire depuis le milieu de 1979; il est prévu d'organiser un premier cours en octobre 1980.
- Institut régional africain de formation professionnelle supérieure (AFRALTI), Nairobi, Kenya: cet institut pourvoira aux besoins en formation professionnelle des pays de l'Afrique orientale et australe. Sa création a été recommandée par les différents pays intéressés au cours d'une réunion sur les besoins en formation professionnelle pour les télécommunications en Afrique orientale et australe, tenue à Addis Abéba (Ethiopie) du 24 au 27 avril 1979 avec la participation de représentants de l'OUA, de l'UPAT, du PNUD et de l'UIT. Cette réunion a permis en outre de passer en revue les besoins en formation professionnelle aux niveaux élémentaire et moyen pour les 13 pays intéressés.

En application de la résolution adoptée à cette réunion, les consultants de l'UIT ont établi des propositions globales en vue de la création et du renforcement de écoles nationales et multinationales, aux niveaux élémentaire et moyen, ainsi que de la création de l'AFRALTI. Ces propositions seront soumises à tous les gouvernements intéressés et à différentes institutions de financement au début de 1980, afin que les diverses conditions nécessaires soient remplies aussi rapidement que possible. Entre-temps, on a assuré le financement de certaines des propositions de projets nationaux et multinationaux.

D'autres points importants méritent d'être signalés à propos de la mise en valeur des ressources humaines dans le domaine des télécommunications, à savoir: les progrès réalisés dans le projet interrégional PNUD/UIT pour la conception des cours en matière de télécommunication (CODEVTEL) ainsi que l'information sur les bourses d'études et cycles d'études (voir sections 6.4.5 et 6.10).

6.2 Evaluation quantitative des réalisations en 1979

Le volume de l'aide apportée par l'Union aux pays en développement en 1979 a considérablement augmenté grâce au redressement de la situation financière du PNUD.

On peut résumer ainsi les principales caractéristiques de l'aide fournie par toutes les sources de financement:

- a) 584 missions d'experts ont été effectuées, contre 543 en 1978 (ces indications comprennent les engagements d'experts associés);
- b) 618 boursiers (y compris 251 participants à une formation professionnelle collective de courte durée) ont suivi des stages à l'étranger, contre 463 en 1978;
- c) 210 projets ont été confiés à l'Union contre 198 en 1978;
- d) du matériel d'une valeur de 6.609.758 dollars des Etats-Unis a été livré au titre de divers projets contre 5.837.032 dollars des Etats-Unis en 1978;
- e) 4 projets ont été partiellement ou entièrement entrepris au titre de sous-traitance, comme en 1978.

Le total des dépenses affectées à la mise en œuvre des projets a été de 26.064.268 dollars des Etats-Unis contre 21.614.714 dollars en 1978 (soit une augmentation de 20,6%).

Les dépenses totales pour tous les types de projets, par région, ont été les suivantes:

| | dollars EU | | dollars EU |
|-------------------------------|---------------------------------|--------|---------------------------|
| Afrique | 7.723.486 (29,6%) | contre | 5.909.764 (27,3%) en 1978 |
| Amériques | 5.023.647 (19,3%) | contre | 2.801.427 (13,0%) en 1978 |
| Asie et Pacifique | 5.831.333 (22,4%) | contre | 5.660.882 (26,2%) en 1978 |
| Europe et Proche-Orient | 7.274.109 (27,9%) | contre | 6.796.936 (31,5%) en 1978 |
| Interrégionaux | 211.693 (0,8%) | contre | 445.705 (2,0%) en 1978 |
| Total | 26.064.268 ¹⁾ | | 21.614.714 |

¹⁾ Ce montant ne comprend pas la somme de 360.279 francs suisses, prélevée en application de la Résolution N° 17 (Malaga-Torremolinos) (voir la section 6.6) et de la Résolution N° 798 du Conseil d'administration. — Fonds d'intervention (voir la section 6.12).

La somme de 26.064.268 dollars des Etats-Unis dépensée au titre des activités sur le terrain en 1979 peut se ventiler par élément de projets et par région de la manière suivante:

| Eléments des projets | Afrique | Amériques | Asie et Pacifique | Europe et Proche-Orient | Inter-régional | Total |
|---|------------------|------------------|-------------------|-------------------------|----------------|-------------------|
| | dollars EU | | | | | |
| Experts et experts associés | 5.013.562 | 2.386.089 | 3.021.808 | 4.637.726 | 115.110 | 15.174.295 |
| Personnel administratif d'appoint | 342.458 | 118.510 | 235.542 | 299.748 | 48.743 | 1.045.001 |
| Sous-traitants | 77.882 | 34.750 | — | 40.116 | — | 152.748 |
| Bourses | 352.418 | 172.244 | 270.023 | 572.505 | — | 1.367.190 |
| Formation professionnelle en groupe | 361.762 | 191.610 | 318.614 | 52.911 | — | 924.897 |
| Matériel | 1.419.228 | 2.053.064 | 1.886.693 | 1.247.441 | 3.332 | 6.609.758 |
| Divers | 156.176 | 67.380 | 98.653 | 423.662 | 44.508 | 790.379 |
| Total | 7.723.486 | 5.023.647 | 5.831.333 | 7.274.109 | 211.693 | 26.064.268 |

6.3 Ressources financières

Pour l'assistance technique qu'elle a apportée aux pays en développement, l'Union est restée entièrement dépendante de ressources financières extérieures à l'exception de l'aide fournie par le Groupe des ingénieurs (section 6.6) ainsi que par l'intermédiaire du Fonds d'intervention (section 6.12) et les contributions des secrétariats spécialisés du CCIR, du CCITT et de l'IFRB. C'est ainsi qu'en 1979, 20.716.336 dollars des Etats-Unis (soit 79,5%) sur la valeur totale (26.064.268 dollars des Etats-Unis) d'assistance accordée aux pays en développement, ont été financés par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le reste (5.347.932 dollars des Etats-Unis) venant de fonds fiduciaires, d'arrangements concernant le détachement d'experts associés ou provenant d'autres sources de financement.

Le tableau ci-dessous indique, par région, les sources de financement en 1979 (en dollars des Etats-Unis):

| Ressources financières | Afrique | Amériques | Asie et Pacifique | Europe et Proche-Orient | Inter-régionaux | Total |
|-------------------------|------------------|------------------|-------------------|-------------------------|-----------------|-------------------|
| | dollars EU | | | | | |
| PNUD | 6.805.711 | 4.395.333 | 5.521.353 | 3.793.868 | 200.071 | 20.716.336 |
| Fonds fiduciaires | 435.922 | 477.832 | 81.415 | 3.395.852 | — | 4.391.021 |
| Experts associés | 275.586 | 146.329 | 227.430 | 84.389 | 11.622 | 745.356 |
| Autres sources | 206.267 | 4.153 | 1.135 | — | — | 211.555 |
| Total | 7.723.486 | 5.023.647 | 5.831.333 | 7.274.109 | 211.693 | 26.064.268 |

6.3.1 Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

En 1979, le PNUD a confié à l'Union l'exécution de 162 projets, dont 142 étaient des projets nationaux (54 en Afrique, 23 dans les Amériques, 34 en Asie et dans la région du Pacifique et 31 en Europe et au Proche-Orient) les 20 autres se composant de 19 projets régionaux/multinationaux (9 en Afrique, 2 dans les Amériques, 6 en Asie et dans la région du Pacifique, 1 en Europe et 1 au Proche-Orient) et d'un projet interrégional. Pendant l'année considérée, 22 projets ont été achevés et 15 autres projets sont restés en souffrance.

Sur 162 projets PNUD/UIT, 42 ont nécessité d'importantes contributions des gouvernements intéressés et du PNUD. Vingt-cinq d'entre eux portaient sur la formation professionnelle, les autres concernaient le développement des réseaux, des installations, des services ou de la recherche (16) et des études de faisabilité (un).

En outre, le PNUD a financé en 1979 les services de onze Conseillers régionaux, contre sept en 1978. Afin de faire face aux besoins pressants de services d'experts au Proche-Orient et en Amérique latine, le PNUD a financé les services de trois Conseillers régionaux sur des crédits spéciaux à l'«appui sectoriel».

Il convient de noter que le développement des activités d'assistance technique PNUD/UIT de caractère régional (sous-régional/multinational) s'est encore intensifié au cours de l'année. Les dépenses totales effectuées au titre de ces projets se sont élevées à 3.596.584 dollars des Etats-Unis contre 3.076.790 dollars des Etats-Unis en 1978.

On compte 28 projets PNUD/UIT pour lesquels les dépenses ont dépassé 250.000 dollars des Etats-Unis en 1979 alors que pour 28 projets les dépenses ont été comprises entre 100.000 et 250.000 dollars des Etats-Unis. Pour les autres projets, les dépenses ont été inférieures dans chaque cas à 100.000 dollars des Etats-Unis.

On trouvera des détails sur la réalisation des projets PNUD/UIT au tableau 1 de l'annexe 5.

De plus, en 1979, l'Union a continué à collaborer avec l'Union postale universelle (UPU) pour la réalisation de projets bénéficiant de l'assistance du PNUD. L'UPU s'est jointe à l'Union, pour le secteur postal, dans l'exécution des projets suivants dont l'Union est l'agent d'exécution: centres professionnels en Afghanistan, en Argentine, en Birmanie et au Portugal.

L'Union a continué sa participation dans un projet de l'UNESCO pour le développement de la radiodiffusion sonore et télévisuelle au Bangladesh.

L'Union a aussi été chargée de la mise en œuvre de projets dans trois des pays les moins développés, financés par le Fonds spécial du PNUD pour les pays les moins développés (pour plus de précisions, voir la section 6.7).

A la suite du redressement de sa situation financière en 1979, le PNUD a apporté aux activités de coopération technique de l'Union une contribution de 20.716.336 dollars, ce qui, dans cette monnaie, représente une augmentation de 29,2% par rapport à 1978. Il s'agit là de la contribution de mise en œuvre la plus élevée que l'UIT ait reçue jusqu'ici dans le cadre des activités du PNUD. Toutefois, il convient de noter qu'étant donné la tendance nouvelle des activités au titre des projets, le nombre de mois de service d'expert a atteint en 1979 le même niveau qu'en 1974 (2450 mois), tandis que le nombre de missions d'experts augmentait au cours de la même période de 46,3%, passant de 315 experts en 1974 à 442 experts en 1979.

En termes réels également, les activités de l'Union financées grâce à l'aide du PNUD ont augmenté en 1979 par rapport à 1978. Ainsi, le nombre des mois de service d'expert a augmenté de 17,1% et celui de mois de bourses d'études de 12,6%. Enfin, pour le matériel, il en a été livré 21,6% de plus, en dollars des Etats-Unis, que pendant l'année précédente.

6.3.2 *Fonds fiduciaires*

En 1978, des arrangements relatifs à des fonds fiduciaires ont été en vigueur entre l'Union et chacun des pays suivants: Antilles néerlandaises, Arabie Saoudite, Argentine, Guatemala, Koweït, Niger, Oman, Qatar, Yémen (République Arabe du), Yémen (République Démocratique Populaire du) et Zaïre. L'assistance apportée à ces pays a pris la forme de 62 missions d'experts, neuf bourses d'études et livraison de matériel pour une valeur de 1.173.739 dollars des Etats-Unis.

En outre des crédits accordés par:

- le Gouvernement de la Suisse ont permis le recrutement de 2 experts auxiliaires et la fourniture de services pour l'Ecole nationale des télécommunications du Tchad;
- le Gouvernement des Pays-Bas ont permis la prolongation d'un détachement d'une équipe de quatre experts pour le Suriname et l'achat d'un équipement d'une valeur de 84.980 dollars des Etats-Unis;
- le Gouvernement de la Suède ont permis la nomination d'un Directeur de projet pour un projet concernant l'élaboration de cours d'ingénierie de télétrafic pour diffusion mondiale;

De plus:

- aux termes d'un contrat signé entre le Gouvernement de la République Démocratique Somalie et la Communauté économique européenne, celle-ci a accordé des crédits qui ont permis au dernier expert encore en poste à Mogadiscio de terminer sa mission et d'acheter un équipement d'une valeur de 1.463 dollars des Etats-Unis;
- grâce à des crédits ouverts par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, en vue du développement du réseau des télécommunications en Afrique, six experts ont effectué des études de faisabilité dans différents pays d'Afrique;
- grâce à des crédits ouverts par GULF VISION (représentant les Gouvernements de l'Arabie Saoudite, de Bahreïn, des Emirats Arabes Unis, de l'Iraq, du Koweït, d'Oman et du Qatar), pour un projet d'étude sur la propagation, un expert en météorologie a été chargé d'une mission exploratoire dans les Etats du Golfe.

Le total des contributions financées par les fonds fiduciaires s'est élevé à 4.391.021 dollars des Etats-Unis.

6.3.3 Experts associés

Les dépenses afférentes aux 32 missions d'experts associés ont été prises en charge par les pays donateurs, à savoir:

| | <i>Dollars EU</i> |
|--|-------------------|
| Allemagne (République fédérale d') | 213.481 |
| Danemark | 51.071 |
| France | (2.598) * |
| Japon | 22.585 |
| Norvège | 1.299 |
| Pays-Bas | 349.699 |
| Suède | 41.524 |
| Suisse | <u>68.295</u> |
| Total | <u>745.356</u> |

6.3.4 Autres sources de financement

Les activités de coopération technique ci-dessous entreprises par l'Union ont été financées par diverses sources.

L'Union a fourni, au titre d'arrangements de fonds fiduciaires passés entre le PNUD et le Gouvernement de la Suède, les services de 5 experts au Lesotho et au Swaziland.

Enfin, l'Union a accordé une assistance limitée, grâce à son Fonds spécial de coopération technique, dont les détails sont indiqués dans la section 6.8.

Le montant total des dépenses effectuées au titre des rubriques ci-dessus s'est élevé à 211.553 dollars des Etats-Unis.

6.4 Analyse des contributions fournies par l'UIT

6.4.1 Experts en mission pendant l'année 1979

En 1979, 584 missions d'expert (totalisant 3.203 mois de services d'expert) ont été accomplies par 497 experts (contre 543 missions effectuées par 478 experts en 1978); ces missions se répartissent de la manière suivante:

- 442 missions au titre du PNUD, y compris 12 missions OPAS (168 en Afrique, 83 dans les Amériques, 101 en Asie et dans la région du Pacifique, 83 en Europe et au Proche-Orient et sept missions interrégionales);
- 78 missions au titre de fonds fiduciaires (FT), y compris six missions FT/OPAS (16 en Afrique, 10 dans les Amériques, 52 en Europe et au Proche-Orient);
- 32 missions d'experts associés (9 en Afrique, 8 dans les Amériques, 12 en Asie et dans la région du Pacifique, trois en Europe et au Proche Orient);
- 21 missions de courte durée financées par l'Union au titre de la Résolution N° 17 de la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973);
- cinq missions au Lesotho et au Swaziland financées au titre du PNUD/SIDA/FT;
- une mission financée par le Fonds spécial de la coopération technique de l'UIT;
- cinq missions financées par le Fonds d'intervention (Résolution N° 798 du Conseil d'administration).

En plus des missions d'experts indiquées ci-dessus, quatre projets ont été exécutés au titre de sous-contrat, comportant un élément de main-d'œuvre (voir le tableau 2 de l'annexe 5).

* Remboursement de frais de voyage et sur la caisse des pensions du personnel des Nations Unies.

Les 497 experts étaient des ressortissants de 48 pays Membres de l'Union. Ils ont effectué les 584 missions dont le détail est donné dans le tableau ci-après avec indication de la nationalité.

| Nombre d'experts | R ressortissants de (pays) | Nombre d'experts | R ressortissants de (pays) |
|------------------|--|------------------|----------------------------|
| 93 (114) | Royaume-Uni | 2 (3) | Autriche |
| 62 (72) | France | 2 | Argentine |
| 45 (54) | Inde | 2 | Colombie |
| 39 (42) | Allemagne (Rép. féd. d') ¹⁾ | 2 | Costa Rica |
| 36 (40) | Pays-Bas ²⁾ | 2 | Jordanie |
| 31 (38) | Suède ³⁾ | 2 | Sri Lanka |
| 20 (28) | Italie | 2 | Yougoslavie |
| 17 (19) | Suisse | 1 (2) | Liban |
| 13 (17) | Norvège ⁴⁾ | 1 | Algérie |
| 12 (17) | Canada | 1 | Chili |
| 12 (13) | Etats-Unis d'Amérique | 1 | République Centrafricaine |
| 11 (13) | Egypte | 1 | Cuba |
| 11 (12) | Pologne | 1 | Ghana |
| 11 | Australie | 1 | Grèce |
| 10 | Japon ⁵⁾ | 1 | Guyane |
| 7 (10) | Nouvelle-Zélande | 1 | Haute-Volta |
| 9 | Pakistan | 1 | Indonésie |
| 5 (6) | U.R.S.S. | 1 | Malaisie |
| 5 | Portugal | 1 | Népal |
| 4 (7) | Irlande | 1 | Pérou |
| 4 | Finlande | 1 | Philippines |
| 3 (4) | Belgique | 1 | Soudan |
| 3 | Danemark ⁶⁾ | 1 | Syrie |
| 3 | Ethiopie | 1 | Turquie |
| | | 497 (584) | |

Note: Les nombres entre parenthèses indiquent le nombre de missions exécutées par les ressortissants du pays intéressé. L'absence d'indication signifie que chaque expert n'a effectué qu'une seule mission.

¹⁾ y compris 8 experts associés

³⁾ y compris 1 expert associé

⁵⁾ y compris 1 expert associé

²⁾ y compris 18 experts associés

⁴⁾ y compris 1 expert associé

⁶⁾ y compris 3 experts associés

Trois cent quarante et une nouvelles missions d'experts ont commencé en 1979 (contre 330 en 1978). Ce nombre comprend notamment:

- 87 missions entreprises par des experts déjà sur place et qui ont été affectés à de nouveaux postes ou projets;
- 114 missions de courte durée et très spécialisées exécutées au titre de contrats spéciaux (contre 116 en 1978). (Ce mode de recrutement continue de permettre à l'Union de répondre sans délai à des demandes urgentes présentées par des gouvernements en vue d'obtenir les services de spécialistes hautement qualifiés pour de courtes missions consultatives);
- 118 missions au titre de contrat de courte durée;
- 10 missions d'experts associés;

Le tableau suivant permet de comparer les délais de recrutement des experts au cours des années 1973 à 1979.

| Délai requis | Nombre d'experts | | | | | | |
|-----------------------|------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 | 1979 |
| Jusqu'à 6 mois | 61 | 80 | 158 | 106 | 230 | 236 | 235 |
| De 7 à 8 mois | 15 | 19 | 30 | 19 | 29 | 29 | 40 |
| De 9 à 10 mois | 15 | 26 | 26 | 17 | 17 | 27 | 12 |
| De 11 à 12 mois | 10 | 14 | 16 | 11 | 13 | 11 | 19 |
| De 13 à 18 mois | 13 | 25 | 30 | 17 | 11 | 14 | 25 |
| Plus de 18 mois | 15 | 2 | 13 | 9 | 14 | 13 | 10 |
| Total | 129 | 166 | 273 | 179 | 314 | 330 | 341 |

(Le délai de recrutement est défini comme l'intervalle s'écoulant entre la date à laquelle commence la mise au concours et la date à laquelle l'expert entre en fonction. Bien que comparable à celles des autres institutions des Nations Unies, la période de recrutement a été en moyenne plus courte que celle requise pour les programmes bilatéraux, y compris le plan relatif aux experts associés (durée moyenne: 16 mois).)

On peut voir d'après le tableau ci-dessus qu'à partir de 1975, les délais de recrutement se sont sensiblement améliorés en raison de la tendance à l'augmentation du pourcentage des missions de courte durée, pour lesquelles il est plus facile de libérer et d'obtenir des experts. Cette tendance s'est affirmée au cours des quatre dernières années (ainsi qu'on peut le voir dans le tableau ci-après) et elle correspond à une évolution des besoins en experts.

| | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 | 1979 |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Nombre total de missions exécutées | 345 | 385 | 526 | 493 | 526 | 543 | 584 |
| Nouvelles missions ayant commencé au début de l'année considérée, dont: | 129 | 166 | 273 | 179 | 314 | 330 | 341 |
| Nombre de missions de courte durée | 25 | 40 | 134 | 102 | 203 | 212 | 232 |
| en pourcent des missions nouvelles | 20,8% | 28% | 53,4% | 61% | 68,6% | 66,7% | 70% |
| en pourcent de toutes les missions exécutées au cours de l'année | 7,2% | 10,4% | 25,5% | 20,7% | 38,6% | 39% | 39,7% |

Dans certains cas, des délais de recrutement ont été plus longs, et cela pour diverses raisons: nécessité de retarder le début de la mission, afin de se conformer à des exigences nouvelles modifiées des gouvernements intéressés; recherche d'experts longtemps à l'avance; difficultés à loger les experts; transferts, donc délais nécessaires pour terminer la mission précédente; difficultés à trouver l'expert souhaité [techniques hautement complexes ou très modernes, compétences linguistiques requises (français, espagnol), environnement et autres conditions du lieu d'affectation].

En règle générale, le processus de recrutement s'est révélé infiniment plus rapide pour les missions de courte durée, un délai de un à deux mois étant suffisant pour l'accomplissement de toutes les formalités jusqu'à l'entrée en fonction. Ainsi, en 1979, 66 des 114 missions organisées au titre de contrats spéciaux et 59 des 118 engagements à court terme ont été organisés dans un délai de un à deux mois, ce qui représente un tiers des missions commencées en 1979. Les principaux retards sont toujours dus à la période requise pour les vaccinations.

Les administrations des télécommunications ont été extrêmement coopératives, détachant des spécialistes hautement qualifiés pour des missions de courte durée. Dans les cas où l'UIT connaissait le nom d'un expert et si celui-ci était libre, les délais en ont été considérablement réduits. Il fallait davantage de temps lorsque les

demandes d'experts émanant de l'UIT nécessitaient une mise au concours par les administrations, à moins que celles-ci ne possèdent un fichier des candidats éventuels. L'existence de ces systèmes d'identification des candidats est sans aucun doute très utile; il convient de noter les efforts entrepris dans ce sens par les administrations et de s'en féliciter.

En 1979, 514 postes (contre 444 en 1978) ont été mis au concours, bien qu'en fait, on ait entrepris des démarches pour 589 postes au total, dont 75 ont été supprimés ou indéfiniment différés. Les recherches de candidats ont nécessité au total 714 tentatives de recrutement, comprenant notamment 82 remises au concours pour 63 postes (dont 15 remis plusieurs fois au concours en 1979), la tentative initiale de recrutement — datant de 1979 ou d'avant — n'ayant pas permis de trouver les candidats appropriés. Par ailleurs, pour 179 de ces postes, il a fallu faire appel au fichier du secrétariat, soit à titre de mesure complémentaire, soit, dans des cas très urgents, pour trouver des candidats qualifiés sans publier d'avis de vacance de poste. C'est ainsi qu'ont pu être accomplies avec succès 112 missions (pour la plus grande partie de courte durée) en 1979.

L'Union a continué à envoyer des avis de vacance de postes d'experts à plus de 400 adresses (administrations, bureaux extérieurs du PNUD, comités nationaux d'assistance technique, compagnies d'exploitation participant aux activités de l'Union, missions diplomatiques à Genève et certaines organisations professionnelles, etc.) et ces envois ont été suivis en cas de besoin de contacts plus directs.

L'Union a examiné au total 1.299 candidatures (contre 1.161 en 1978) à 376 emplois (441 en 1978) pour lesquels la date limite venait à échéance en 1979. Seulement 631 de ces candidats (592 en 1978) ont été retenus sur les listes restreintes envoyées aux gouvernements intéressés.

La plupart des 1.299 candidatures examinées par l'Union en 1979 ont été présentées par les pays suivants:

| | | | |
|---------------------------------------|-----|------------|----|
| Royaume-Uni | 344 | Pays-Bas | 27 |
| Inde | 222 | Suisse | 26 |
| France | 104 | Bangladesh | 25 |
| Pakistan | 81 | Australie | 24 |
| Suède | 76 | Norvège | 18 |
| Allemagne (République fédérale d') | 49 | Pologne | 15 |
| Canada | 37 | Espagne | 14 |
| Italie | 34 | Finlande | 13 |
| Etats-Unis d'Amérique | 30 | Egypte | 10 |
| Japon | 30 | URSS | 10 |

Les 110 autres candidats étaient des ressortissants de 35 pays Membres. En 1979, 251 des 1.299 candidatures ont été présentées pour plusieurs postes.

6.4.2 *Experts associés*

En exécution d'accords relatifs au détachement d'experts associés, conclus entre l'Union et les Gouvernements de l'Allemagne (République fédérale d'), du Danemark, de la Finlande, du Japon, de la Norvège, des Pays-Bas et de la Suède, 32 experts associés (8 d'Allemagne (République fédérale d'), 3 du Danemark, 1 du Japon, 1 de Norvège, 18 des Pays-Bas et 1 de la Suède) ont participé à des projets de l'Union en 1979.

Tous les experts associés, à l'exception de deux d'entre eux, qui se sont rendus en mission technique dans le Pacifique Sud, ont participé à la formation professionnelle du personnel local dans les centres professionnels de l'Union en Afghanistan (3), Bangladesh (2), Botswana (1), Haïti (2), Jamaïque (3), Jordanie (2), Kenya (1), Lesotho (1), Malawi (2), Maroc (1), Népal (1), Papua-Nouvelle-Guinée (2), Somalie (2), Suriname (3), Yémen (République Arabe du) (1), Zambie (1), région du Pacifique Sud (2 en poste à Fidji).

Les services rendus par les experts associés ont continué à être extrêmement précieux pour les projets de l'Union.

Au cours de l'année considérée, un expert associé des Pays-Bas a été promu au rang d'expert technique et un autre expert associé, également ressortissant des Pays-Bas, a été choisi pour occuper un poste d'expert de la formation professionnelle.

6.4.3 *Volontaires*

En 1979, l'Union a bénéficié des services de neuf volontaires fournis au titre du Programme de volontaires des Nations Unies (VNU).

Ces volontaires ont été affectés aux projets suivants: un au projet de radiocommunications de la Gambie, un à l'Institut supérieur des télécommunications et d'électronique à la Jamaïque, trois à l'Ecole professionnelle des télécommunications de Papua-Nouvelle-Guinée, trois à l'Institut national de télécommunications de Somalie et un au projet d'administration et de planification des télécommunications en République Arabe du Yémen. Tous sont diplômés d'universités ou de grandes écoles techniques.

6.4.4 *Personnel administratif d'appoint*

Pendant l'année considérée, 64 fonctionnaires administratifs d'appoint (assistants administratifs, secrétaires ou chauffeurs) ont travaillé dans des projets de l'Union exécutés dans 25 pays différents. Parmi eux, 58 ont été affectés à des projets PNUD/UIT et six à un projet financé au titre de fonds fiduciaires, jusqu'au 30 juin 1979.

6.4.5 *Bourses d'études*

En 1979, l'Union s'est occupée de 618 boursiers qui ont commencé, continué ou terminé leurs études à l'étranger, dans un ou plusieurs pays hôtes.

La répartition géographique de ces boursiers, qui ont totalisé 984 mois d'études (à l'exclusion des bourses de courte durée) est la suivante:

| | | |
|---------------|-----|-------|
| Afrique | 222 | 36,0% |
| Amériques | 101 | 16,3% |
| Asie | 162 | 26,2% |
| Europe | 32 | 5,2% |
| Proche-Orient | 101 | 16,3% |

Le nombre total des bourses d'études se ventile ainsi:

- 1) 438 bourses d'études accordées par le PNUD, y compris des bourses de courte durée, pour participer aux activités suivantes:
 - un atelier de formation professionnelle (CODEVTEL), à Trinité et Tobago, du 14 au 27 juillet: 13 bourses;
 - un atelier de formation professionnelle (CODEVTEL), Kuala Lumpur, du 3 au 14 septembre: 3 bourses;
 - un atelier de formation professionnelle (CODEVTEL), Nairobi, 24 septembre-15 octobre: 8 bourses;
 - un atelier de formation professionnelle (CODEVTEL), Brasilia, 5-16 novembre: 14 bourses;
 - un atelier de formation professionnelle (CODEVTEL), Tunis, 12-23 novembre: 6 bourses;
 - un atelier de formation professionnelle (CODEVTEL), Dacca, 3-15 décembre: 9 bourses;
 - une réunion de coordination pour le Réseau de télécommunications du Proche-Orient et du Bassin méditerranéen, tenue au siège de l'UIT les 25 et 26 juin: 6 bourses;
 - une conférence sur la signalisation, dans le cadre du Réseau de télécommunications pour le Proche-Orient et le Bassin méditerranéen, tenue au siège de l'UIT du 27 mai au 6 juin: 4 bourses;
 - un cycle d'études sur les télécommunications rurales, République Populaire de Chine, 25 août-17 septembre: 14 bourses ont été accordées aux participants à ce séminaire.
- 2) 175 bourses financées en commun par le PNUD, les fonds fiduciaires et le Fonds spécial de coopération technique de l'UIT ont été accordées aux participants aux trois cycles d'études de préparation à la CAMR-79 organisés à:
 - Nairobi, 12-23 février: 92 bourses; Panama, 12-23 mars: 37 bourses; Sydney, 28 mars-11 avril: 46 bourses.
- 3) 5 bourses administrées par l'Union mais financées par la Belgique sous la forme de contribution en espèces au Fonds spécial de coopération technique de l'UIT.

Les bourses accordées en 1979 peuvent être groupées de la manière suivante:

Bourses ordinaires (bourses demandant l'organisation de programmes d'études individuels, par opposition à celles qui sont accordées pour participer à une formation collective - cycle d'études, atelier) . . . 330

Bourses d'études accordées à des ressortissants namibiens (dont les candidatures ont été soumises par l'Organisation des peuples de l'Afrique du sud-ouest pour suivre des cours au Collège de formation professionnelle des P&T bénéficiant de l'aide PNUD/UIT à N'Dola, Zambie) 37

Formation collective 251

Une fois encore, l'Union a été en mesure de mettre en œuvre son programme de bourses grâce à la collaboration des administrations des pays hôtes. En 1979, beaucoup de boursiers ont subi une formation dans plusieurs pays.

Les principaux pays hôtes étaient les suivants (exception faite des cycles d'études):

| | | | |
|------------------------------------|----|-----------------|----|
| France | 79 | Soudan | 15 |
| Royaume-Uni | 66 | Italie | 14 |
| Etats-Unis d'Amérique | 29 | Pays-Bas | 12 |
| Singapour | 26 | Inde | 11 |
| Suède | 24 | Arabie Saoudite | 10 |
| Suisse | 22 | Belgique | 10 |
| Allemagne (République fédérale d') | 22 | Egypte | 9 |
| Fidji | 16 | Canada | 8 |
| Japon | 16 | Australie | 5 |

Des programmes ont aussi été organisés dans d'autres pays industrialisés ou en développement:

Algérie, Brésil, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Espagne, Irlande, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maroc, Norvège, Portugal, Sénégal, Tunisie, Uruguay, Venezuela et Zambie.

Des programmes ont aussi été organisés pour 18 boursiers détachés au siège de l'Union.

6.4.6 *Achat de matériel*

Au cours de l'année 1979, des commandes de matériel ont été faites auprès de fournisseurs installés dans 28 pays/territoires (voir le tableau 3 de l'annexe 5).

Plus de 80% du matériel a été commandé auprès de fournisseurs d'Allemagne (République fédérale d'), d'Australie, des Etats-Unis, du Japon, du Royaume-Uni et de la Suisse.

Le matériel commandé (6.489.793 dollars des Etats-Unis) représente une augmentation de 13,80% par rapport au total de 1978 (5.703.265 dollars des Etats-Unis).

La valeur du matériel livré en 1979 pour l'exécution de différents projets a été de 6.609.758 dollars des Etats-Unis contre 5.837.032 dollars des Etats-Unis en 1978. Ce montant comprend également le matériel commandé en 1978 ou antérieurement mais livré en 1979 seulement. Au 31 décembre 1979, la valeur des commandes en suspens était de 2.150.569 dollars des Etats-Unis et l'Union a reçu de nouvelles demandes de l'ordre de 2.287.200 dollars des Etats-Unis. En 1979, l'Union s'est occupée de l'achat d'équipement pour 80 projets, dont 11 étaient des projets multinationaux.

L'Union a régulièrement tenu au courant les experts chargés des projets et les représentants résidents du PNUD de la situation relative à l'achat de matériel.

Le tableau 4 de l'annexe 5 donne des précisions sur les commandes et les livraisons pendant l'année 1979, par pays de destination.

6.4.7 *Contrats de sous-traitance*

En 1979, l'Union a signé quatre nouveaux contrats, qui intéressaient quatre compagnies. Quatre projets ont fait l'objet d'arrangements de sous-traitance (voir le tableau 2 de l'annexe 5).

6.5 *Elaboration de nouveaux projets*

En 1979, l'Union a été en contact permanent avec les administrations et les représentants résidents du PNUD dans les pays en développement, notamment en vue de la préparation du troisième cycle de programmation du PNUD (1982-1986).

En plus du volume de travail considérable effectué pour la mise en œuvre de projets en cours, dont la plupart sont des projets à long terme qui se prolongeront pendant la période 1980-1981, des travaux importants et de nombreuses missions ont été faits par les fonctionnaires du Siège et les Conseillers régionaux en vue d'aider les pays en développement à identifier et à élaborer de nouveaux projets. Ces démarches ont été complétées par de nombreux contacts avec diverses institutions de financement, étant donné que l'assistance du PNUD ne peut couvrir tous les besoins dans ce secteur. Il convient de noter que nombre de pays sont maintenant conscients des avantages qu'apporte l'assistance technique de l'Union et qu'un certain nombre de nouveaux projets sont maintenant financés par les pays intéressés selon la formule des Fonds fiduciaires ou de la participation aux frais.

Dans la région africaine, une activité importante a été entreprise au titre de la préparation de nouveaux projets: des fonctionnaires du Siège ainsi que des experts et des Conseillers régionaux se sont employés à analyser les besoins et à établir une stratégie de développement assortie de propositions détaillées relatives à des projets en vue de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (1978-1987). Cela a exigé plusieurs missions et la participation à de nombreuses réunions de coordination avec des représentants des

gouvernements intéressés et ceux d'autres institutions du système des Nations Unies. Ces activités ont certainement ouvert la voie à des orientations et à une évolution nouvelles, mais elles n'ont pas donné dans l'immédiat les résultats que l'on en attendait, et qu'espéraient vivement les pays d'Afrique, étant donné que des fonds supplémentaires n'ont pas été spécialement alloués pour le Programme de la Décennie présenté à la Conférence pour les annonces de contributions que l'Organisation des Nations Unies a convoqué en novembre 1979. Cependant, l'ordre de priorité établi pour la Décennie a facilité l'approbation d'allocations additionnelles provenant de sources diverses, et notamment du PNUD, pour financer certains des projets régionaux les plus importants recommandés par l'Union pour un avenir immédiat (par exemple, une formation professionnelle de niveau élevé et supérieur, l'exploitation et la maintenance du réseau PANAFTTEL, des études supplémentaires concernant les voies d'acheminement du réseau PANAFTTEL).

On trouvera ci-après une liste de certains projets importants déjà approuvés par le PNUD et par d'autres institutions de financement ou proposés à ces organisations pour réalisation en 1979 et les années suivantes:

i) *Afrique*

- Projets d'organisation et de gestion, de planification, et de formation professionnelle - Cameroun.
- Développement des télécommunications; centre professionnel de radiodiffusion et de télévision - Egypte.
- Modernisation de l'Institut professionnel des télécommunications - Ethiopie.
- Centre de contrôle des émissions radioélectriques - Madagascar.
- Planification du développement des télécommunications, télécommunications par satellite, comptabilité et tarification du trafic international, gestion des fréquences radioélectriques et contrôle des émissions radioélectriques - Malawi.
- Formation professionnelle en télécommunications - Maurice.
- Création d'un centre d'essai, de réparation et de maintenance à Khartoum - Soudan.
- Exploitation et maintenance du réseau PANAFTTEL.
- Etudes de faisabilité et de préinvestissement sur les systèmes de télécommunications de l'Afrique de l'Ouest.
- Institut africain de formation professionnelle supérieure (AFRALTI) - pour les pays de l'Afrique orientale et australe.

ii) *Les Amériques*

- Cours sur la commutation électronique destiné au personnel de l'Empresa Nacional de Telecomunicaciones (ENTEL) - Argentine.
- Centre de commutation de messages - Colombie.
- Planification des réseaux ruraux - République Dominicaine.
- Centre professionnel des télécommunications (deuxième phase) - Equateur.
- Plan de développement des télécommunications - Guatemala.
- Assistance technique en vue d'un plan de remise en état - Nicaragua.
- Centre professionnel des télécommunications - Panama.
- Extension du réseau téléphonique - St. Kitts.
- Développement des systèmes de transmission de données en Amérique latine et dans les Antilles.
- Recherche appliquée, Laboratoire central des télécommunications - Cuba.

iii) *Asie et Pacifique*

- Centre d'essai et développement des télécommunications (révision importante du projet) - Indonésie.
- Centre professionnel des télécommunications (deuxième phase) - Népal.
- Développement des télécommunications dans la région du Pacifique sud.
- Centre de formation professionnelle des télécommunications et des postes de Rangoon - (deuxième phase) - Birmanie.
- Développement d'un réseau de télécommunication - Birmanie
- Planification et développement des télécommunications - Malaisie.
- Services consultatifs dans le domaine des télécommunications - Laos.
- Formation professionnelle en matière de télécommunications par satellite pour la région de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).
- Normalisation des systèmes de signalisation sur le réseau de télécommunications dans la région de l'ASEAN.

iv) *Europe et Proche-Orient*

- Développement de la télévision – Albanie.
- Assistance consultative concernant le système de radiodiffusion à satellites géostationnaires – Arabie Saoudite.
- Développement des télécommunications – Bahreïn.
- Centre professionnel des télécommunications (troisième phase) – Iraq.
- Etude de mesures du champ pour la radiodiffusion et la télévision – Iraq.
- Gestion des fréquences – Koweït.
- Systèmes en faisceaux hertziens – Koweït.
- Création d'un centre de formation professionnelle – Oman.
- Développement des télécommunications – Qatar.
- Développement de l'ingénierie et de la prévision du trafic – Turquie.
- Modernisation du réseau de radiocommunications maritimes et de la formation professionnelle des opérateurs de radiocommunications maritimes – Turquie.
- Centre de formation professionnelle de l'Union de radiodiffusion des Etats arabes – Damas (Syrie).
- Centre professionnel des télécommunications – République Arabe du Yémen.
- Amélioration de la fiabilité et de l'efficacité des réseaux internationaux de télécommunications dans les pays européens bénéficiant de l'aide du PNUD.
- Etudes de la propagation et de planification des fréquences pour les pays membre de «Gulf Vision».

6.6 *Activités entreprises au titre de la Résolution N° 17 de la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973) – Amélioration des moyens par lesquels l'Union fournit une assistance technique aux pays en voie de développement*

Le Groupe d'ingénieurs a eu des effectifs complets en 1979 et, pendant toute l'année, il a été occupé à plein temps par un grand nombre de demandes d'assistance technique.

Les activités du Groupe d'ingénieurs se répartissent de la manière suivante:

- a) assistance apportée à certaines administrations sur leur demande;
- b) appui et conseils concernant certains projets de coopération technique mis en œuvre par le Département de la coopération technique;
- c) participation active et contribution à différentes réunions;
- d) activités spéciales entreprises sur les instructions du Secrétaire général.

La plupart des travaux effectués concernent les catégories a) et b).

Etant donné le large éventail de spécialisations nécessaires, il a été nécessaire pour répondre à certaines demandes, d'engager des spécialistes à l'extérieur. Au total, il a fallu 24 missions de ce type pour apporter l'assistance requise.

Activités du type a)

- | | |
|------------------------|---|
| Afghanistan | – Préparation des spécifications d'un appel d'offres pour un centre de commutation international |
| Antilles néerlandaises | – Préparation d'un manuel intitulé «Organisation et gestion», destiné au personnel des services locaux de l'Administration des postes et des télécommunications |
| Bangladesh | – Réseau téléphonique national, choix du système de commutation |
| Barbade | – Evaluation de la situation en vue d'établir et d'installer à la Barbade un «réseau d'urgence en ondes métriques pour les radiocommunications maritimes et le service fixe» (cette étude comprend la description technique du système proposé et les spécifications requises, une étude sur les conditions de propagation et une analyse financière) |
| Bulgarie | – Planification du réseau à l'aide d'ordinateurs |
| Burundi | – Planification et exploitation d'une station terrienne |
| Costa Rica | – Evaluation de soumissions en vue d'un projet de commutation téléphonique |

- Egypte – Evaluation de programmes de formation professionnelle et des critères pour l'octroi de diplômes aux officiers radioélectriciens formés par l'Académie arabe des transports maritimes; exposés sur les tendances et l'orientation future des radiocommunications maritimes
 - Gabon – Organisation des services de documentation dans le domaine des télécommunications
 - Gambie – Analyse financière et technique des services de télécommunications
 - Guinée – Evaluation de soumissions pour un équipement de radiocommunication maritime
 - Haïti – Enquête préliminaire et cours préparatoire sur la mesure et la prévision du trafic
 - Libéria – Proposition relative à une révision des tarifs (trafic international et national)
 - Madagascar – Avis pour la création d'un service de contrôle des émissions (centre de réception et de mesure)
 - Malte – Etude du trafic et statistiques (besoins en matière de statistiques pour la gestion des télécommunications)
 - Pakistan – Etudes définitives sur la modernisation et la réorganisation du service mobile maritime (réseau de stations côtières): proposition technique, besoins créés par le projet (en formation professionnelle et en équipement) analyse financière
 - Sénégal – Etude des évanouissements des ondes radioélectriques
 - Seychelles – Evaluation de différentes propositions relatives au développement de «Radio Seychelles» (avis sur le développement des services de radiodiffusion)
 - Suriname – Surveillance de l'installation d'un équipement de multiplexage et essais de recette
 - Syrie – Mesures sur des antennes de stations terriennes
– Equipement de studio pour la radiodiffusion des Etats arabes (ASBU), à Damas
 - République Démocratique Populaire du Yémen – Evaluation de soumissions relatives à des systèmes de commutation téléphonique.
- Activités du type b)*
- Afrique – Rédaction d'un rapport final intitulé «Enquête préliminaire relative au développement des radiocommunications maritimes» en Afrique
 - Congo – Tarification internationale: comptabilité du trafic commuté en transit
 - Congo/Kenya – Conférence UPAT, tarification des télécommunications
 - Maroc – Projet d'organisation de la maintenance
 - Portugal – Etude sur la réorganisation de la maintenance qualitative (élaboration d'un plan de réorganisation)
 - Projet mondial – Etude méthodologique sur le terrain dans les zones rurales
 - Tunisie – Projet d'organisation de la maintenance
- Activités du type c)*
- Bahreïn – Réunion d'experts en vue de la création d'un centre d'entraide maritime
 - Genève (UIT) – Réunion sur la signalisation – réseau de télécommunication du Proche-Orient et du Bassin méditerranéen
 - République fédérale d'Allemagne – Cycle d'études sur les techniques de télécommunication dans les zones rurales
 - Saint-Marin – Réunion régionale sur les «catastrophes naturelles», destinée aux pays du Bassin méditerranéen

Activités du type d)

- | | | |
|-----------------------|---|--|
| Autriche | – | Conférence sur la science et la technique |
| Etats-Unis d'Amérique | – | Conférence de l'UNESCO relative à la «Réunion préparatoire d'experts en vue de la Conférence intergouvernementale de planification visant à développer les arrangements institutionnels de consultation réciproque systématique sur les activités, besoins et plan de développement des communications». |
| France | – | Réunion du GAS 6 – méthodes d'évaluation des offres |
| France/Royaume-Uni | – | Mission d'information concernant les tendances dans le domaine de l'équipement de studio pour la radiodiffusion et la télévision |
| Royaume-Uni | – | Participation à la deuxième réunion du Groupe consultatif sur le projet de télétrafic – définition du programme du cours de base et des cours spécialisés dans le domaine du télétrafic. |

A toutes ces occasions (sauf lorsqu'il s'agissait de réunions tenues à Genève), il a été nécessaire d'envoyer un membre du Groupe d'ingénieurs ou un spécialiste engagé à l'extérieur, auprès de l'administration ou dans le pays intéressé.

Des préparatifs appropriés ont été faits en vue des missions ci-après, prévues pour janvier 1980:

- | | | |
|-------------|---|--|
| Burundi | – | Evaluation de soumissions relatives à un centre de commutation international |
| Malte | – | Etudes de trafic et de rentabilité concernant une station terrienne |
| Oman | – | Exploitation du centre de commutation international |
| Saint-Marin | – | Radiodiffusion |
| Thaïlande | – | Réorganisation de la section de mesure des fréquences. |

La somme totale de 300.081 francs suisses a été prélevée sur le budget ordinaire de l'Union, en application de la Résolution N° 17.

Les ingénieurs ont consacré environ 65% de leur temps à des activités liées aux missions hors de Genève. Ces activités comprenaient la préparation de la mission, le temps passé en mission et le suivi de celle-ci. Ces dernières activités comportaient l'établissement de rapports, la préparation de spécifications et la correspondance avec les administrations intéressées.

Dans le cadre de leurs activités, les ingénieurs se sont maintenus en étroite liaison avec les CCI et l'IFRB et, selon les besoins, avec les Commissions d'études qui siégeaient à Genève.

Les membres du Groupe d'ingénieurs ont été fréquemment consultés par le personnel des administrations des télécommunications en visite à Genève, notamment au cours de l'exposition TELECOM 79 et de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications.

Un membre du Groupe d'ingénieurs s'est occupé à temps partiel d'un projet pilote financé par le PNUD, pour l'organisation d'un système de maintenance au Maroc. Un autre membre de ce Groupe a continué à s'occuper à temps partiel de la coordination et de la mise en œuvre du projet de développement rural intégré.

Les membres du Groupe d'ingénieurs ont recherché toutes les occasions de mettre à jour leurs connaissances des progrès réalisés dans leurs domaines de spécialisation respectifs, notamment par une correspondance traitant de problèmes techniques spécifiques avec les fabricants d'équipement.

6.7 *Application de la Résolution N° 19 de la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973) – Mesures spéciales concernant les pays les moins développés*

La section du rapport sur les activités entreprises par l'Union en application de la Résolution susmentionnée ne traite que des activités financées par le Fonds spécial du PNUD pour les pays les moins développés (LCD). Elle ne traite pas des projets PNUD/UIT financés à partir des chiffres indicatifs de planifications des pays les moins développés.

Entrent dans cette catégorie les activités d'assistance ci-après organisées par l'Union en 1979:

- Formation professionnelle en télécommunications et exploitation, Burundi: les activités initiales au titre du projet n'ont porté en 1979 que sur l'attribution de deux bourses d'études.
- Institut national de formation professionnelle en télécommunications (2^{ème} phase), Mogadiscio (Somalie), où 3 experts ont apporté leur concours pendant une période totale de 32 mois, 1 consultant pendant 2 mois, et 3 volontaires de l'Organisation des Nations Unies pendant un total de 26 mois.
- Financement d'un projet de formation professionnelle pour la République Arabe du Yémen, au titre duquel 31 techniciens ont reçu des bourses en vue d'études dans des Etats arabes de la région.

En 1979, l'Union a dépensé la somme de 290.310 dollars des Etat-Unis pour fournir une assistance dans le domaine des télécommunications aux pays les moins développés mentionnés ci-dessus.

Il est intéressant de noter qu'en application des Résolutions N° 17 et 21 de la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973) l'Union a fourni des services à sept pays parmi les moins développés et a accordé huit bourses d'études de courte durée à des ressortissants de 24 de ces pays (sections 6.6 et 6.8).

Note: Les pays les moins développés, tels qu'ils sont désignés par les Nations Unies, sont les suivants:

Afrique: Bénin, Botswana, Burundi, Cap Vert, République Centrafricaine, Comores, Ethiopie, Gambie, Guinée, Haute-Volta, Lesotho, Malawi, Mali, Niger, Ouganda, Rwanda, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tchad.

Amérique latine: Haïti.

Asie et Pacifique: Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Lao (République Démocratique Populaire), Maldives, Népal, Samoa occidental.

Proche-Orient: Yémen (République Arabe du), Yémen (République Démocratique Populaire du).

6.8 *Application de la Résolution N° 21 de la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973) – Fonds spécial de coopération technique*

Pendant l'année considérée, quatre pays seulement ont versé au Fonds une contribution:

- la Belgique a offert cinq bourses d'études au titre de contribution en nature;
- le Gouvernement de la République de Corée a versé en espèces 17.200 francs suisses;
- le Gouvernement des Pays-Bas a versé en espèces 21.023 francs suisses;
- le Gouvernement du Nigeria a versé en espèces 12.020 francs suisses.

En 1979, une mission d'experts de courte durée a été financée en vue de la préparation d'un rapport sur l'état des services de télécommunications dans les pays les moins développés.

De plus, le Fonds a permis à l'Union d'accorder trois bourses d'études de courte durée à des ressortissants de Belize, du Mali et du Népal. Le Fonds a financé également la participation de boursiers de 20 pays d'Afrique moins développés, de la République Arabe du Yémen et de la République Démocratique Populaire du Yémen au Cycle d'études préparatoire à la CAMR, organisé par l'Union à Nairobi.

Les cinq bourses d'études offertes par la Belgique à titre de contribution en nature ont été octroyées comme suit: deux au Burundi, deux à la République Centrafricaine et une au Congo.

Par ailleurs, le Congo a reçu un équipement d'une valeur de 7.723 francs suisses.

Les dépenses totales du Fonds au cours de l'année se sont élevées à 111.065 francs suisses.

A la fin de 1979, les liquidités du Fonds s'élevaient à un total de 7.686 francs suisses.

6.9 *Activités en application de la Résolution N° 23 de la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973) – Normes de formation professionnelle*

La phase II du projet interrégional pour la conception des cours en télécommunications (CODEVTEL) a commencé le 1^{er} janvier 1979. Ce projet, qui est financé par le PNUD, s'étendra sur une période de quatre ans. Etant donné les résultats positifs obtenus au cours de la première phase, le projet a été intégré aux activités du Département de la coopération technique et ses méthodes sont appliquées toujours plus largement aux projets de formation professionnelle.

Soixante-dix-huit pays avaient fait savoir précédemment qu'ils désiraient participer au projet et, à la fin de 1979, 36 de ces pays avaient donné leur approbation formelle. Des experts se sont rendus dans presque tous ces pays afin de les aider à entreprendre l'étude de leurs besoins en formation professionnelle. La plupart des 42 autres pays ont également reçu la visite d'experts qui ont pu fournir aux administrations un complément d'information sur les objectifs et l'exécution du projet.

L'établissement et la publication sous forme provisoire du «Guide de conception pour la formation professionnelle», dans le cadre du projet CODEVTEL, représentent une réalisation importante. Ce document, publié en anglais, en français et en espagnol, contient des critères et des directives concrets pour la conception de la formation professionnelle et sert en outre de manuel de référence pour la coopération internationale en la matière.

Huit ateliers destinés aux concepteurs de cours de formation professionnelle ont été organisés au Bangladesh, en Equateur, au Kenya, en Malaisie, au Portugal (2), à Trinité et Tobago et en Tunisie. Ces ateliers comportent deux parties, chacune d'une durée de deux semaines, avec un intervalle de plusieurs mois entre la première et la seconde. En règle générale, chaque atelier réunissait les participants de plusieurs administrations et, au total, 127 concepteurs de cours ont terminé ou commencé leur formation au cours de l'année.

Pour assurer la coordination des activités de développement de la formation professionnelle en Amérique latine, le premier colloque régional sur la méthodologie de formation professionnelle des télécommunications a été organisé à Brasilia en novembre 1979.

L'établissement d'ensembles pédagogiques progresse et, au cours de l'année considérée, 24 pays ont entrepris ou annoncé leur intention d'entreprendre l'élaboration ou l'adaptation d'un ou de plusieurs cours en appliquant la méthodologie CODEVTEL.

Le Groupe de travail des normes de formation professionnelle a tenu une réunion en septembre 1979 et les spécialistes de la formation qui y participaient ont pu examiner le «Manuel de référence pour la conception et l'exploitation des centres de formation professionnelle» établi par la Division de la formation professionnelle. Les observations de ces experts ont été prises en considération dans un texte révisé qui sera publié en 1980. Le Manuel comprend des chapitres qui traitent de la politique en matière de formation professionnelle, de la planification de la main-d'œuvre, des installations matérielles, de la gestion de la formation, de la méthode systématique en matière de formation professionnelle, des aspects socio-culturels, etc.

Le Groupe de travail a donné en outre ses avis sur les objectifs et sur la planification du cycle d'études interrégional sur la gestion de la formation professionnelle qui doit avoir lieu en Suède vers le milieu de 1980.

Enfin, le Groupe a étudié les procédures qui pourraient être appliquées à la coopération internationale en vue du développement de la formation professionnelle et du partage du matériel pédagogique entre les administrations; il a recommandé la création d'un Programme coopératif international pour la conception de la formation professionnelle. Etant donné la complexité des questions dont il s'agit, un groupe de travail *ad hoc* se réunira en 1980 afin d'établir les propositions spécifiques concernant la structure du Programme.

L'atelier de formation des formateurs mis au point par la Division de la formation professionnelle a été organisé en Afghanistan, au Guatemala, en Malaisie et au Suriname, pour un total de 64 instructeurs.

En plus des voyages rendus nécessaires par ces ateliers et par les missions relatives au CODEVTEL, les administrateurs de la Division de la formation professionnelle ont été envoyés en mission consultative ou d'évaluation en Birmanie, à Curaçao et en Tunisie et ont visité le centre professionnel des télécommunications de Singapour. En outre, des membres de la Division de la formation professionnelle ont participé à des réunions internationales et inter-institutions sur les techniques pédagogiques, ainsi qu'à une réunion chargée d'étudier les conclusions de l'enquête sur les besoins de formation professionnelle en télécommunications en Afrique orientale et australe (RAF/78/019). En rentrant à Genève après une autre mission, l'un des membres de la Division s'est rendu au Canada pour rassembler des informations sur la formation professionnelle.

Les autres activités courantes de la Division de la formation professionnelle ont continué pendant l'année, telles que mise au courant des experts, avis ou directives sur divers aspects de la formation, diffusion d'information sur les possibilités de formation intéressant les pays en développement, etc.

6.10 *Application de la Résolution N° 25 de la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973) – Cycles d'études*

Pour préparer la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (CAMR-79), l'Union a organisé les trois cycles d'études régionaux suivants:

- Nairobi, 12-23 février 1979, pour les pays africains et arabes, financé par le Fonds spécial de coopération technique de l'UIT avec une contribution du Gouvernement français et tenu au Centre de conférences Kenyatta, sur l'invitation du Gouvernement du Kenya. Deux-cent quatre fonctionnaires venus de 53 pays en développement des deux régions, 13 conférenciers détachés par des pays industrialisés et 21 observateurs appartenant à diverses administrations et organisations intergouvernementales ont participé à ce cycle d'études.
- Panama, 12-23 mars 1979, pour la région d'Amérique latine et des Caraïbes, sur l'invitation du Gouvernement de Panama, avec une contribution financière des Gouvernements du Canada et de la Suède. Ont participé à ce cycle d'études 70 fonctionnaires de 23 pays en développement de la Région 2, ainsi que des conférenciers et observateurs d'administrations d'autres régions et des représentants d'organisations internationales et d'autres institutions.
- Sydney, 29 mars-10 avril 1979, pour la région d'Asie et du Pacifique, en partie financé par le Gouvernement de l'Australie et en partie par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). La réunion s'est tenue, à l'invitation de l'Administration australienne, au Mutual Life and Citizens' Assurance (MLC) Centre de Sydney. Quatre-vingt-seize fonctionnaires appartenant à 26 pays de la région, 12 conférenciers de pays industrialisés et 47 observateurs représentant diverses administrations et organisations intergouvernementales ont pris part à ce cycle d'études.

Pour faciliter la compréhension des divers paramètres techniques et économiques se rapportant au futur développement des services de radiocommunications de Terre et spatiales ainsi qu'à leur coexistence et à l'utilisation optimale du spectre des fréquences radioélectriques, les cycles d'études comportaient des séances où étaient donnés des avis et des explications. Des problèmes présentant un intérêt régional particulier ont également été examinés à ces trois cycles d'études.

Les pays développés ci-après ont fourni à titre gracieux des conférenciers pour les trois cycles d'études susmentionnés.

| Pays | Nairobi | Panama | Sydney | Nombre total des conférenciers |
|--------------------------|-----------|-----------|-----------|--------------------------------|
| Allemagne (Rép. féd. d') | 2 | 1 | 2 | 2 |
| Australie | — | — | 3 | 3 |
| Canada | 2 | 3 | 2 | 3 |
| Etats-Unis d'Amérique | 1 | 4 | 1 | 5 |
| France | 2 | — | 1 | 3 |
| Italie | 1 | 1 | — | 1 |
| Japon | — | — | 3 | 3 |
| Royaume-Uni | 1 | 1 | 1 | 3 |
| Suède | 1 | 1 | 1 | 1 |
| U.R.S.S. | 2 | — | 2 | 4 |
| TOTAL | 12 | 11 | 16 | 28 |

En collaboration avec le Gouvernement de la République Populaire de Chine, l'Union a organisé dans ce pays un voyage du 27 août au 15 septembre, un voyage qui a permis d'étudier l'infrastructure des télécommunications rurales; en effet, celle-ci constitue un élément important de l'appui au développement social et économique dans les zones rurales éloignées et isolées de l'Asie et du Pacifique. Quatorze ressortissants de 14 pays de la région ont pris part à ce voyage, qui était financé par le PNUD.

Un cycle d'études régional de préparation à la Conférence administrative régionale de radiodiffusion à ondes hectométriques a eu lieu à Brasilia du 16 au 20 juillet 1979 avec la participation de 39 représentants de 21 pays de la Région. Ce cycle d'études était organisé par l'Administration brésilienne, avec la collaboration de l'Union, en application d'une résolution adoptée par la troisième réunion de la CITEL.

L'Administration du Brésil a fourni la plus grande partie des sommes nécessaires à ce cycle d'études, le reste étant financé par une allocation du PNUD.

L'Union a financé la participation d'un spécialiste de l'IFRB, qui a présenté des exposés traitant du Règlement des radiocommunications et de la gestion des fréquences radioélectriques.

L'Administration des postes et des télécommunications de la République fédérale d'Allemagne a organisé, avec le concours de l'Union, un cycle d'études sur les techniques de télécommunications dans les zones rurales, lequel a eu lieu du 28 mai au 9 juin 1979 à Hambourg. Quarante fonctionnaires venus de 37 pays en développement y ont participé; leurs dépenses étaient partiellement prises en charge par le pays hôte.

6.11 *Application de la Résolution N° 24 de la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973) – Formation professionnelle de réfugiés*

Depuis 1977, en consultation étroite avec l'OUA, l'UIT aide la South West African Peoples Organization (SWAPO) à donner une formation professionnelle aux Namibiens, dans le cadre du projet SWP/77/001 du PNUD qui a été prolongé jusqu'au 31 décembre 1980. Ce projet est mis en œuvre au Posts and Telecommunications Training College de Ndola (Zambie).

En 1979, 31 cours de formation professionnelle ont été donnés, représentant un total de 502 semaines de formation, dans les domaines suivants: électricité, électronique, téléphonie et télégraphie de base, services postaux. Le nombre des stagiaires s'est élevé au total à 37.

De plus, le programme de formation professionnelle comportait des stages de travaux pratiques sur le terrain, d'une durée variable. Après avoir terminé leur formation professionnelle, la plupart des stagiaires namibiens ont reçu un emploi dans la Posts and Telecommunications Corporation de Zambie, où ils ont pu acquérir une expérience précieuse pour leur travail.

Avec l'UNESCO, l'UIT assurera la formation professionnelle de ressortissants namibiens dans le domaine de la production de programmes de radiodiffusion et de la maintenance de l'équipement. Pour répondre aux objectifs fixés en matière de maintenance de l'équipement, l'UIT achètera un émetteur MF à ondes métriques analogue à ceux qui sont déjà utilisés en Namibie et entreprendra de former des techniciens à l'exploitation et à la maintenance de cet équipement. Une fois formés, les techniciens aideront à assurer la continuité des services de radiodiffusion après l'indépendance.

A la suite d'une première analyse des besoins de la Namibie en personnel des télécommunications nécessitant une formation complémentaire, l'UIT a proposé un programme de bourses d'études destiné aux ressortissants namibiens. Cette proposition n'ayant pas bénéficié de la priorité voulue, les ressources nécessaires à sa mise en œuvre font encore défaut. Toutefois, on peut déjà prévoir les besoins futurs en ingénieurs et en techniciens et l'Union continuera à chercher les moyens de financer le programme de bourses d'études proposé.

L'Union a été plusieurs fois en contact avec des représentants de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) concernant la mise en œuvre de moyens de formation professionnelle pour les réfugiés. Malheureusement, ces contacts n'ont pas été suivis de résultats concrets en 1979.

Toutefois, l'OLP sera invitée en 1980 à participer à des cycles d'études techniques organisés dans le cadre du projet de mise en œuvre du Réseau de télécommunications du Proche-Orient et du Bassin méditerranéen. Deux bourses seront attribuées pour chaque cycle d'études, au titre de ce projet, à deux techniciens palestiniens proposés par l'OLP.

6.12 *Application de la Résolution N° 798 du Conseil d'administration – Fonds opérationnel*

En 1979, quatre missions consultatives de courte durée ont été accomplies en vue de l'établissement d'un rapport sur l'état des services de télécommunications dans les pays les moins développés.

Par ailleurs, le Fonds opérationnel a permis de financer les services d'un Conseiller régional en Afrique, pendant une durée de deux mois, avant l'obtention d'un financement par le PNUD.

Au cours de l'année, ces dépenses se sont élevées à un total de 60.198 francs suisses. De ce fait, le Fonds faisait apparaître un solde de 24.385 francs suisses au 31 décembre 1979.

7. ADMINISTRATION DE L'UNION

7.1 Questions de personnel

7.1.1 Au 31 décembre 1979 l'effectif des divers organismes de l'Union — non compris le personnel engagé à court terme — se répartissait de la manière indiquée dans le tableau ci-après (pour faciliter la comparaison, on a porté entre parenthèses les chiffres correspondants à fin 1978).

TABLEAU 1

*Répartition du personnel (non compris le personnel engagé à court terme)
entre les divers organismes de l'Union*

| Organisme | Fonctionnaires élus | Nombre de contrats | | Total |
|---------------------------|---------------------|--------------------|---------------------|-----------|
| | | Permanents | De durée déterminée | |
| Secrétariat général | 2 | 352 | 109 | 463 |
| IFRB | 5 | 91 | 2 | 98 |
| CCITT | 1 | 40 | 2 | 43 |
| CCIR | 1 | 25 | 1 | 27 |
| Total | 9 | 508 (505) | 114 (84) | 631 (598) |

7.1.2 Le tableau des effectifs correspondant au budget 1979 comportait 614 emplois, dont 586 permanents. On a enregistré les mouvements suivants au cours de l'année parmi les fonctionnaires titulaires de contrats permanents ou de durée déterminée: 10 mises à la retraite, 1 fin de contrat, 12 démissions et 1 décès. 23 fonctionnaires ont travaillé à temps partiel.

7.1.3 Les effectifs du personnel de l'Union sont tels qu'ils doivent être complétés ou renforcés lorsque le volume de travail augmente temporairement, lorsque le personnel régulier est indisponible ou lorsque des tâches doivent être exécutées alors que les emplois correspondants n'existent pas: 1) Les conférences et réunions * expliquent évidemment la majeure partie des renforts nécessaires, qu'il s'agisse de linguistes, de toutes les fonctions liées à la production et à la distribution des documents, des opérateurs d'interprétation simultanée, etc. 2) Un surcroît temporaire de travail urgent, par exemple à l'occasion de la publication d'un document de service dans certains délais ou de la transcription de programmes pour l'ordinateur, doit être absorbé par du personnel à court terme. 3) Il peut être plus économique de compléter, fréquemment mais à court terme, l'effectif d'une section travaillant en équipes (téléphonistes) plutôt que d'augmenter l'effectif permanent ou de faire faire des heures supplémentaires coûteuses. 4) Il n'a pas encore été possible de créer des emplois permanents dans tous les cas où les tâches exécutées sont de caractère permanent. 5) Si les attributions du personnel temporairement indisponible (par exemple dans le cas d'une absence de longue durée en congé de maladie ou de maternité) sont en général réparties entre les collègues des absents, un renfort provisoire est parfois nécessaire. 6) Enfin, lorsqu'un emploi des cadres est vacant, il peut être nécessaire d'en confier les attributions à un fonctionnaire recruté pour une courte durée en attendant qu'il soit pourvu.

* Pour l'année 1979: 34^e session du Conseil d'administration — Conférence administrative mondiale des radiocommunications — Coopération technique (10 réunions) — Relations publiques (4 réunions) — CCIR (2 réunions) — CCITT (90 réunions).

L'emploi de fonctionnaires engagés à court terme en 1979 est illustré par le tableau suivant. Lorsqu'une comparaison avec le nombre des emplois des cadres est possible (ce qui n'est pas toujours le cas, soit parce que les fonctions correspondantes n'existent pas dans les cadres, soit parce qu'elles sont réparties entre plusieurs sections — cas des secrétaires ou des commis — alors qu'une seule est renforcée), le chiffre correspondant est indiqué dans la colonne 1 du tableau, entre parenthèses après la fonction.

TABLEAU 2

Personnel engagé à court terme

| | Nombre de contrats | Nombre total de journées de travail |
|--|-----------------------|--|
| Interprètes (—) | 477 (460) | 7.864 (7.619) |
| Ingénieurs (24), ingénieurs éditeurs (1) | 2 (2) | 142 (66) |
| Programmeurs-analystes (10) | 1 (—) | 129 (—) |
| Traducteurs/réviseurs (28), procès-verbalistes (—) | 95 (82) | 5.344½ (4.305) |
| Administrateurs adjoints (2), coordonnateurs (—), assistants de recherche (—) | 3 (1) | 594 (4½) |
| Correcteurs d'épreuves (—) | — (7) | — (686½) |
| Calculateurs (—) | 2 (4) | 336 (320) |
| Photocomposition: assist. prof. (1), lecteurs d'épreuves (7), monteurs de textes (4), clavistes mise en page sur écran et sur imprimante (8), clavistes saisie et codification des textes (13), opérateur imprimante (1) | 30 (57) | 4.871 (7.483) |
| Dessinateurs/graphistes (2), photographes (—) | — (9) | — (1.085) |
| Electriciens (4), menuisiers (2) | 2 (1) | 34 (103) |
| Infirmière (—) | 1 (—) | 71 (—) |
| Cinémathécaire (—) | 2 (—) | 230 (—) |
| Documentaliste (—) | 3 (—) | 335 (—) |
| Secrétaires, commis, comptables, assistants, lecteurs d'épreuves, pré- parateurs de copies, chefs d'équipes | 129 (125) | 12.520½ (8.625) |
| Sténodactylographes, dactylographes, employés de bureau, monteurs de textes | 240 (191) | 19.413 (15.072½) |
| Téléphonistes (3) | 26 (32) | 749 (711½) |
| Conducteurs offset (6) | 16 (11) | 601 (953) |
| Mécanographes (10) | 2 (1) | 335 (214) |
| Opératrices duplicateurs/assembleuses (8), coupeurs (1), | 32 (28) | 3.666 (2.243) |
| Opérateurs (inst. interprétation simult.) (—) | 17 (34) | 173½ (407½) |
| Commis expédition (9), documents (7), messagers (11), veilleurs de nuit (2), huissiers de réception (3), magasiniers (2), inventariste (1) ... | 103 (68) | 6.470½ (4.428) |
| | 1.183 (1.113) | 63.879 (54.326½) |

(Le chiffre de 1978 figure entre parenthèses dans les colonnes 2 et 3.)

7.1.4 La répartition du personnel selon les grades, dans les divers organismes, est indiquée au tableau 3. La plupart des emplois figurant dans la colonne «Secrétariat général» appartiennent à des services qui travaillent en fait pour tous les organismes de l'Union ou sont des emplois du Département de la coopération technique.

TABLEAU 3

Répartition du personnel selon les grades

| Grade | Secrétariat général | | IFRB | | CCITT | | CCIR | | Totaux | |
|---------------------|---------------------|-----|-------|----|-------|----|-------|----|--------|-----|
| | Perm. | DD | Perm. | DD | Perm. | DD | Perm. | DD | Perm. | DD |
| Fonctionnaires élus | 2 | | 5 | | 1 | | 1 | | 9 | |
| D.1 | 6 | 1 | 2 | — | 3 | — | 3 | — | 14 | 1 |
| P.5 | 17 | 4 | 7 | — | 3 | 1 | 4 | — | 31 | 5 |
| P.4 | 29 | 21 | 14 | 1 | 10 | — | 5 | 1 | 58 | 23 |
| P.3 | 36 | 5 | 5 | — | 1 | — | — | — | 42 | 5 |
| P.2 | 6 | 2 | 9 | — | 1 | — | — | — | 16 | 2 |
| P.1 | — | — | — | — | 1 | — | — | — | 1 | — |
| G.7 | 50 | 2 | 12 | — | 4 | — | 5 | — | 71 | 2 |
| G.6 | 48 | 9 | 12 | — | 14 | 1 | 7 | — | 81 | 10 |
| G.5 | 64 | 40 | 13 | — | 2 | — | 1 | — | 80 | 40 |
| G.4 | 36 | 11 | 12 | — | 1 | — | — | — | 49 | 11 |
| G.3 | 46 | 10 | 5 | 1 | — | — | — | — | 51 | 11 |
| G.2 | 11 | 4 | — | — | — | — | — | — | 11 | 4 |
| G.1 | 3 | — | — | — | — | — | — | — | 3 | — |
| | 352 | 109 | 91 | 2 | 40 | 2 | 25 | 1 | 508 | 114 |
| Totaux | 463 | | 98 | | 43 | | 27 | | 631 | |

(Perm. = Permanent; DD = Durée déterminée)

Note: Le tableau ci-dessus indique le grade des fonctionnaires compte tenu de ceux qui reçoivent une indemnité spéciale de fonctions accordée sur recommandation du Comité des nominations et des promotions.

7.1.5 La répartition géographique intéresse les fonctionnaires élus et ceux qui occupent les emplois des catégories suivantes: conseillers supérieurs, catégorie professionnelle (à l'exclusion du personnel linguistique) et emplois de caractère technique des grades G.7, G.6 et G.5. (Le principe de la répartition géographique ne s'applique pas aux autres emplois de la catégorie des services généraux.) Telle qu'elle se présentait à la fin de 1979 la répartition géographique est illustrée par quatre tableaux. Le tableau 4 groupe les indications contenues dans les deux suivants et indique par conséquent la répartition géographique de tout le personnel employé au Siège de l'Union; le nombre de nationalités représentées étaient de 45 au 31 décembre 1979 (pour 175 personnes). Le tableau 5 se rapporte au personnel dont le traitement est imputé au budget ordinaire de l'Union et le tableau 6 au personnel du siège dont le traitement est imputé au budget de la coopération technique. Le tableau 7 se rapporte aux experts de la coopération technique.

TABLEAU 4

Répartition géographique du personnel du Siège au 31 décembre 1979

| Pays | Fonct. élus | D.1 | P.5 | P.4 | P.3 | P.2 | P.1 | G.7 | G.6 | G.5 | Total |
|---|-------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------|----------|--------------|--------------|----------|------------------|
| <i>Région A - Amérique (27 pays)</i> | | | | | | | | | | | |
| Argentine | | | — (1) | | | | | | | | — (1) |
| Brésil | | | 1 | | 2 | | | | | | 3 |
| Canada | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 4 |
| Etats-Unis | 1 | 1 (2) | 2 (1) | 5 (6) | | | | | | | 9 (10) |
| Haïti | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| Mexique | | | 1 | | | | | | | | 1 |
| Paraguay | | | 1 | | | | | | | | 1 |
| Uruguay | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| <i>Région B - Europe occidentale (26 pays)</i> | | | | | | | | | | | |
| Allemagne (Rép. féd. d') | | 1 | 1 (—) | 2 | 2 | 1 | | | | | 7 (6) |
| Belgique | | | | 1 | 1 | 1 | | | | | 3 |
| Chypre | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| Danemark | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| Espagne | | | | 5 (4) | 2 (3) | 1 | | 1 (—) | | | 9 (8) |
| France | 1 | 2 | 3 (4) | 6 | 4 (5) | 3 (2) | | | | | 19 (20) |
| Grèce | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| Italie | | | 1 | 2 (3) | 2 | | | | | | 5 (6) |
| Pays-Bas | | | 2 (1) | — (1) | 1 | | | | | | 3 |
| Royaume-Uni | 1 | 1 (2) | 3 | 4 | 5 (4) | 1 | | | | | 15 |
| Suède | | | 2 (1) | 1 | | 1 | | | | | 4 (3) |
| Suisse | | 1 | 6 | 10 (11) | 11 | 9 (10) | | | | | 37 (39) |
| Turquie | | 1 | | | | | | | | | 1 |
| <i>Région C - Europe orientale et Asie septentrionale (12 pays)</i> | | | | | | | | | | | |
| Bulgarie | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| Hongrie | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| Pologne | | 1 | | 1 | | | | | | | 2 |
| Roumanie | | | | | | | | | — (1) | | — (1) |
| Ukraine | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| U.R.S.S. | 1 | 1 | | 4 (2) | — (2) | | | | | | 6 |
| Yougoslavie | | 1 | | | | | | | | | 1 |
| <i>Région D - Afrique (44 pays)</i> | | | | | | | | | | | |
| Algérie | | 1 | | | | | | | | | 1 |
| Congo | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| Egypte | | | | 2 | | | | | | | 2 |
| Ethiopie | | | 1 | | | | | | | | 1 |
| Maroc | 1 | | 1 | | 1 (—) | | | | | | 3 (2) |
| Ouganda | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| Tunisie | 1 | | 1 | 1 | | | | | | | 3 |
| <i>Région E - Asie et Australasie (37 pays)</i> | | | | | | | | | | | |
| Afghanistan | | | 1 | | | | | | | | 1 |
| Australie | 1 | | 1 | 1 | | | | | | | 3 |
| Bangladesh | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| Chine | | 1 | | 1 | | | | | | | 2 |
| Corée (Rép. de) | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| Inde | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 6 |
| Indonésie | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| Iran | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| Iraq | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| Israël | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| Japon | 1 | | 2 | 1 | 1 | | | | | | 5 |
| Pakistan | | | 1 | 1 | | | | | | | 2 |
| Total | 9 | 14 (16) | 33 (31) | 65 (66) | 34 (36) | 18 | 1 | 1 (—) | — (1) | — | 175 (178) |

(Lorsque des changements sont intervenus, les chiffres de 1978 figurent entre parenthèses.)

TABLEAU 5

Répartition géographique au 31 décembre 1979

(Personnel du Siège dont le traitement est imputé au budget ordinaire de l'Union)

| Pays | Fonct. élus | D.1 | P.5 | P.4 | P.3 | P.2 | P.1 | G.7 | G.6 | G.5 | Total |
|---|-------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------|--------------|--------------|----------|------------------|
| <i>Région A - Amérique (27 pays)</i> | | | | | | | | | | | |
| Brésil | | | 1 | | 2 | | | | | | 3 |
| Canada | 1 | 1 | 1 | | | | | | | | 3 |
| Etats-Unis | 1 | 1 (2) | 2 (1) | 3 (4) | | | | | | | 7 (8) |
| Haiti | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| Mexique | | | 1 | | | | | | | | 1 |
| Paraguay | | | 1 | | | | | | | | 1 |
| <i>Région B - Europe occidentale (26 pays)</i> | | | | | | | | | | | |
| Allemagne (Rép. féd. d') ... | | 1 | 1 (-) | 2 | 2 | 1 | | | | | 7 (6) |
| Belgique | | | | 1 | 1 | 1 | | | | | 3 |
| Danemark | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| Espagne | | | | 5 (4) | 2 (3) | 1 | | 1 (-) | | | 9 (8) |
| France | 1 | 2 | 3 (4) | 4 | 4 (5) | 2 | | | | | 16 (18) |
| Italie | | | | 1 (2) | 1 | | | | | | 2 (3) |
| Pays-Bas | | | 2 (1) | - (1) | 1 | | | | | | 3 |
| Royaume-Uni | 1 | 1 (2) | 3 | 3 | 4 (3) | | | | | | 12 |
| Suède | | | 1 (-) | 1 | | 1 | | | | | 3 (2) |
| Suisse | | 1 | 6 | 9 (10) | 9 | 9 (10) | | | | | 34 (36) |
| Turquie | | 1 | | | | | | | | | 1 |
| <i>Région C - Europe orientale et Asie septentrionale (12 pays)</i> | | | | | | | | | | | |
| Bulgarie | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| Hongrie | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| Pologne | | 1 | | 1 | | | | | | | 2 |
| Roumanie | | | | | | | | | - (1) | | - (1) |
| Ukraine | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| U.R.S.S. | 1 | 1 | | 4 (2) | - (2) | | | | | | 6 |
| <i>Région D - Afrique (44 pays)</i> | | | | | | | | | | | |
| Algérie | | 1 | | | | | | | | | 1 |
| Egypte | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| Maroc | 1 | | 1 | | 1 (-) | | | | | | 3 (2) |
| Tunisie | 1 | | | | | | | | | | 1 |
| <i>Région E - Asie et Australasie (37 pays)</i> | | | | | | | | | | | |
| Afghanistan | | | 1 | | | | | | | | 1 |
| Australie | 1 | | 1 | 1 | | | | | | | 3 |
| Chine | | 1 | | 1 | | | | | | | 2 |
| Inde | | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | 5 |
| Indonésie | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| Iran | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| Iraq | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| Israël | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| Japon | 1 | | 2 | 1 | 1 | | | | | | 5 |
| Pakistan | | | 1 | | | | | | | | 1 |
| Total | 9 | 13 (15) | 29 (26) | 48 (49) | 29 (31) | 15 (16) | 1 | 1 (-) | - (1) | - | 145 (148) |

(Lorsque des changements sont intervenus, les chiffres de 1978 figurent entre parenthèses.)

TABLEAU 6

Répartition géographique au 31 décembre 1979
(Personnel du Siège dont le traitement est imputé au budget de la Coopération technique)

| Pays | D.1 | P.5 | P.4 | P.3 | P.2 | P.1 | Total |
|---|----------|--------------|-----------|----------|--------------|----------|-----------|
| <i>Région A - Amérique (27 pays)</i> | | | | | | | |
| Argentine | | — (1) | | | | | — (1) |
| Canada | | | | 1 | | | 1 |
| Etats-Unis | | | 2 | | | | 2 |
| Uruguay | | | 1 | | | | 1 |
| <i>Région B - Europe occidentale (26 pays)</i> | | | | | | | |
| Chypre | | | 1 | | | | 1 |
| France | | | 2 | | 1 (—) | | 3 (2) |
| Grèce | | | 1 | | | | 1 |
| Italie | | 1 | 1 | 1 | | | 3 |
| Royaume-Uni | | | 1 | 1 | 1 | | 3 |
| Suède | | 1 | | | | | 1 |
| Suisse | | | 1 | 2 | | | 3 |
| <i>Région C - Europe orientale et Asie septentrionale (12 pays)</i> | | | | | | | |
| Yougoslavie | 1 | | | | | | 1 |
| <i>Région D - Afrique (44 pays)</i> | | | | | | | |
| Congo | | | 1 | | | | 1 |
| Egypte | | | 1 | | | | 1 |
| Ethiopie | | 1 | | | | | 1 |
| Ouganda | | | 1 | | | | 1 |
| Tunisie | | 1 | 1 | | | | 2 |
| <i>Région E - Asie et Australasie (37 pays)</i> | | | | | | | |
| Bangladesh | | | 1 | | | | 1 |
| Corée (République de) | | | 1 | | | | 1 |
| Inde | | | | | 1 | | 1 |
| Pakistan | | | 1 | | | | 1 |
| Total | 1 | 4 (5) | 17 | 5 | 3 (2) | — | 30 |

(Les chiffres de 1978 figurent entre parenthèses.)

TABLEAU 7

Répartition géographique au 31 décembre 1979
(Experts dont le traitement est imputé au budget de la Coopération technique)

| Pays | Total par région | P.7 | P.6 | P.5 | P.4 | P.3 | P.2 | P.1 | Total |
|---|------------------|--------------|----------------|------------------|----------------|--------------|----------------|--------------|------------------|
| <i>Région A - Amérique</i> | | | | | | | | | |
| Argentine | | | 1 (1) | 1 (1) | | | | | 2 (2) |
| Canada | | | | 5 (3) | — (1) | | | | 5 (4) |
| Colombie | | | | 1 (1) | 1 (2) | | | | 2 (3) |
| Costa Rica | | | | 1 (—) | | | | | 1 (—) |
| Cuba | | | | 1 (1) | | | | | 1 (1) |
| Etats-Unis | | | 1 (1) | 5 (2) | — (2) | | | | 6 (5) |
| Guyane | | | | 1 (1) | | | | | 1 (1) |
| Pérou | | | | 1 (—) | | | | | 1 (—) |
|/..... | 19 (16) | | | | | | | | |
| <i>Région B - Europe occidentale</i> | | | | | | | | | |
| Allemagne (Rép. féd. d') | | | 1 (1) | 4 (1) | 7 (7) | | 1 (8) | | 13 (17) |
| Autriche | | | | | 1 (1) | | | | 1 (1) |
| Belgique | | | | | — (1) | | | | — (1) |
| Danemark | | | | | | | — (1) | 1 (1) | 1 (2) |
| Finlande | | | | 2 (1) | | | — (1) | | 2 (2) |
| France | | | | 8 (7) | 8 (6) | | | | 16 (13) |
| Grèce | | | | 1 (1) | | | | | 1 (1) |
| Irlande | | | | 1 (3) | 1 (2) | | | | 2 (5) |
| Italie | | | | 5 (3) | 3 (2) | | — (1) | | 8 (6) |
| Norvège | | | 1 (1) | 4 (4) | 1 (—) | | — (1) | | 6 (6) |
| Pays-Bas | | | | 6 (7) | 4 (3) | 1 (1) | 7 (3) | 5 (6) | 23 (20) |
| Portugal | | | | 1 (2) | 1 (1) | 2 (2) | | | 4 (5) |
| Royaume-Uni | | | 7 (7) | 23 (27) | 10 (16) | 3 (—) | — (2) | | 43 (52) |
| Suède | | | 4 (2) | 12 (6) | 4 (4) | | 1 (2) | | 21 (14) |
| Suisse | | | | | 2 (—) | — (2) | | | 2 (2) |
| Turquie | | | | | — (1) | | | | — (1) |
|/..... | 143 (148) | | | | | | | | |
| <i>Région C - Europe orientale et Asie septentrionale</i> | | | | | | | | | |
| Bulgarie | | | | | — (1) | | | | — (1) |
| Pologne | | | | 6 (2) | — (2) | | | | 6 (4) |
| Ukraine | | | | 1 (1) | | | | | 1 (1) |
| U.R.S.S. | | | 1 (1) | | 2 (2) | | | | 3 (3) |
| Yougoslavie | | | | 1 (—) | — (1) | | | | 1 (1) |
|/..... | 11 (10) | | | | | | | | |
| <i>Région D - Afrique</i> | | | | | | | | | |
| Centrafricaine (République) | | | | 1 (1) | | | | | 1 (1) |
| Egypte | | | 2 (1) | 5 (4) | 3 (4) | | — (1) | | 10 (10) |
| Ethiopie | | | 1 (1) | 1 (1) | 1 (1) | | | | 3 (3) |
| Ghana | | | | 1 (1) | | | | | 1 (1) |
| Haute-Volta (République de) | | | | 1 (—) | | | | | 1 (—) |
| Soudan (République du) | | | | 1 (1) | | | | | 1 (1) |
|/..... | 17 (16) | | | | | | | | |
| <i>Région E - Asie et Australasie</i> | | | | | | | | | |
| Australie | | | 2 (2) | 4 (4) | 3 (—) | | | | 9 (6) |
| Inde | | 1 (1) | 3 (2) | 15 (19) | 12 (16) | | | | 31 (38) |
| Indonésie | | | | 1 (—) | | | | | 1 (—) |
| Japon | | | — (1) | 2 (4) | 2 (4) | | | — (1) | 4 (10) |
| Jordanie | | | | | 1 (1) | | 1 (—) | | 2 (1) |
| Liban | | | | 1 (1) | | | | | 1 (1) |
| Malaisie | | | | 1 (—) | | | | | 1 (—) |
| Népal | | | | | 1 (1) | | | | 1 (1) |
| Nouvelle-Zélande | | | 1 (—) | 3 (3) | — (2) | | — (1) | | 4 (6) |
| Pakistan | | | 1 (1) | 4 (3) | 4 (3) | | | | 9 (7) |
| Sri Lanka | | | | | 2 (2) | | | | 2 (2) |
|/..... | 65 (72) | | | | | | | | |
| Total | 255 (262) | 1 (1) | 26 (22) | 132 (116) | 74 (89) | 6 (5) | 10 (21) | 6 (8) | 255 (262) |

(Les chiffres de 1978 figurent entre parenthèses.)

7.2 Questions financières

7.2.1 Conformément aux dispositions de l'article 56, numéro 288, de la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos, 1973, et à l'article 49 du Règlement financier de l'Union, le Secrétaire général établit et soumet chaque année au Conseil d'administration un rapport de gestion financière contenant toutes les informations utiles sur l'administration financière et le résultat des comptes de l'année écoulée. Après vérification et approbation par le Conseil d'administration, ce rapport est adressé aux Membres de l'Union. Cependant, afin de donner une idée des crédits affectés aux différentes activités de l'Union et du résultat des comptes de l'exercice, le budget et les comptes de l'année 1979 sont reproduits en Annexe 2 au présent rapport.

7.2.2 Conformément aux dispositions de l'article 15 de la Convention de Malaga-Torremolinos, 1973, et des articles 2 et 6 du Règlement financier de l'Union, le budget de l'Union comprend les frais afférents, d'une part au Conseil d'administration et aux organismes permanents de l'Union et, d'autre part, aux conférences de plénipotentiaires et aux conférences administratives mondiales. Le budget de l'Union est complété par deux budgets annexes, c'est-à-dire le budget des comptes spéciaux de la Coopération technique (dépenses administratives et d'exécution des projets de la Coopération technique) et le budget annexe des publications.

7.2.3 Le Protocole additionnel I à la Convention de Malaga-Torremolinos, 1973, fixe les limites dans lesquelles le Conseil d'administration est autorisé à établir les budgets annuels de l'Union. Ces limites étaient les suivantes pour l'année 1979:

39.980.000 francs suisses pour les dépenses récurrentes,

14.800.000 francs suisses pour les dépenses des conférences et réunions, y compris les cycles d'études, mais non compris les conférences régionales.

Cette limite devait toutefois être réduite de 3.800.000 francs suisses du fait qu'il n'était pas prévu de tenir une Conférence de plénipotentiaires en 1979. La limite pour 1979 était donc de 11.000.000 francs suisses.

Le § 4 du même Protocole additionnel autorise le Conseil d'administration à dépasser ces limites pour tenir compte des augmentations des échelles de traitements, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonction à Genève, et des fluctuations du cours du change entre le franc suisse et le dollar des Etats-Unis qui entraîneraient des dépenses supplémentaires pour l'Union. En outre, le § 3.3 de ce protocole additionnel prévoit que le Conseil d'administration peut autoriser un dépassement de la limite fixée pour les dépenses des conférences et réunions, si ce dépassement peut être compensé par des sommes s'inscrivant dans les limites des dépenses demeurées disponibles sur une année précédente ou à prélever sur une année future.

7.2.4 Au cours de sa 33^e session et par sa Résolution N° 815, le Conseil d'administration a approuvé les budgets pour l'année 1979 s'élevant à:

50.343.000 fr.s. au titre des dépenses récurrentes dont 39.980.000 fr.s. couverts par le plafond des dépenses (marge: néant) et 10.363.000 fr.s. hors plafond;

11.099.000 fr.s. au titre des dépenses pour les conférences et réunions dont 11.000.000 fr.s. couverts par le plafond des dépenses (marge: néant) et 1.430.000 fr.s. hors plafond, compte tenu qu'une somme de 1.331.000 fr.s. avait déjà été prélevée en 1978 sur le plafond de l'année 1979;

115.000 fr.s. pour les dépenses couvertes par le Fonds de renouvellement de l'installation d'interprétation simultanée et autres équipements électroacoustiques et par le Fonds de provision du CCITT;

61.557.000 fr.s. pour le budget ordinaire,

7.434.000 fr.s. pour les dépenses administratives de la Coopération technique,

8.390.000 fr.s. au titre du budget annexe des publications.

7.2.5 Par cette même Résolution, le Conseil d'administration a fixé le montant de l'unité contributive pour 1979 à 126.400 fr.s. en prenant pour base la classification choisie par les Membres en vertu des dispositions des numéros 92 et 93 de la Convention de Malaga-Torremolinos, 1973, soit sur la base d'un total de 426½ unités.

7.2.6 Enfin, conformément aux dispositions de l'article 79, numéro 553 de la Convention de Malaga-Torremolinos, 1973, le Conseil d'administration a décidé qu'en 1979 le montant de l'unité contributive aux dépenses du CCIR et du CCITT serait fixé à 21.100 fr.s. pour les exploitations privées reconnues, les organismes scientifiques ou industriels et les organisations internationales non exonérées en vertu de la Résolution N° 574 du Conseil d'administration.

7.2.7 Par sa Résolution N° 647, le Conseil d'administration a chargé le Secrétaire général d'apporter des modifications au barème des traitements de base du personnel appartenant à la catégorie des conseillers supérieurs, à la catégorie professionnelle et à la catégorie des services généraux et aux taux et classes d'indemnité de poste au fur et à mesure que ces modifications sont mises en vigueur par les Nations Unies pour le personnel de l'Office des Nations Unies à Genève. Ces modifications intervenues entre l'approbation par le Conseil d'administration de la Résolution N° 815 relative au budget pour 1979 et la fin de l'exercice 1979, ont obligé le Secrétaire général à augmenter le budget de:

232.000 fr.s. pour le budget ordinaire,

21.000 fr.s. pour le budget des comptes spéciaux de la Coopération technique.

7.2.8 Le budget de 1979 a également été ajusté pour tenir compte de crédits additionnels de 846.000 fr.s. au titre de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications accordés par le Conseil d'administration. En ce qui concerne le plafond des dépenses, ces crédits additionnels ont été compensés par des crédits restés disponibles de l'année 1978.

7.2.9 Les budgets de l'Union pour l'année 1979 se sont finalement élevés à:

62.635.000 fr.s. pour le budget ordinaire,

7.455.000 fr.s. pour le budget des comptes spéciaux de la Coopération technique,

8.390.000 fr.s. pour le budget annexe des publications.

*Classification des Membres de l'Union
pour la répartition des dépenses pour 1979*

7.2.10 A la fin de l'année 1978, l'Union comptait 154 Membres contribuant pour un total de 426½ unités aux dépenses de l'Union.

7.2.11 Aucune nouvelle adhésion n'a été enregistrée au cours de l'année 1979 de sorte que l'Union comptait, au 31 décembre 1979, 154 Membres contribuant pour un total de 426½ unités aux dépenses de l'Union.

Trésorerie

7.2.12 En 1979, la situation de la trésorerie de l'Union a été très bonne. Les rentrées suffisantes de contributions ont permis de couvrir les dépenses de l'Union de sorte qu'il n'a pas été nécessaire d'avoir recours aux avances de fonds du Gouvernement de la Confédération suisse. En outre, il a été possible de placer, pour des périodes de un à trois mois, des sommes disponibles.

Contributions arriérées

7.2.13 Le total des sommes dues depuis plus d'une année au 31 décembre des années 1977, 1978 et 1979 est le suivant:

| | |
|------------------|--------------------|
| 31 décembre 1977 | 4.488.847,60 fr.s. |
| 31 décembre 1978 | 5.527.044,65 fr.s. |
| 31 décembre 1979 | 6.021.303,05 fr.s. |

7.2.14 En ce qui concerne les sommes inscrites dans le compte spécial d'arriérés créé à la suite de la Résolution N° 10 de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos, 1973, et non encore réglées à la date du 31 décembre 1979, elles s'élèvent à 4.057.655,22 fr.s. Depuis la Conférence de plénipotentiaires, le compte spécial d'arriérés a donc été réduit, à la suite de paiements des Membres intéressés, de 2.502.360,96 fr.s. dont 193.726,50 fr.s. en 1979.

7.2.15 On trouvera dans l'annexe 6 au présent rapport la situation au 31 décembre 1979 des principaux débiteurs de l'Union.

8. RELATIONS AVEC L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LES AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

8.1 *Organisation des Nations Unies*

8.1.1 Comme au cours des années précédentes, le Conseil d'administration a examiné un certain nombre de résolutions adressées à l'Union par l'Organisation des Nations Unies et pris les dispositions appropriées pour y donner suite.

8.1.2 Le Conseil a étudié notamment un document établi par le Secrétaire général des Nations Unies concernant le Développement et la coopération économique internationale et il a donné des instructions pour qu'un rapport soit présenté à la Session extraordinaire de l'Assemblée générale qui doit avoir lieu en 1980. Ce rapport traitera des activités de l'Union qui sont importantes du point de vue de l'instauration du Nouvel ordre économique international. De plus, pour faire en sorte que la nouvelle Stratégie internationale du développement qui sera soumise à l'approbation de l'Assemblée générale des Nations Unies reconnaisse le rôle important des télécommunications dans le développement, les Membres de l'Union ont été invités à fournir des renseignements circonstanciés à leurs représentants aux réunions du Comité préparatoire chargé d'élaborer cette stratégie. Une invitation dans le même sens était déjà formulée dans la Résolution N° 800 du Conseil d'administration.

8.1.3 Le Conseil d'administration a pris note de plusieurs rapports traitant de la coopération avec l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et l'application de la science et de la technologie au développement. Après avoir examiné une résolution de l'Assemblée générale sur l'application de l'information et des systèmes de communication de masse au développement, le Conseil a invité le Secrétaire général à poursuivre la collaboration avec l'UNESCO dans le domaine des communications de masse.

8.1.4 Le Secrétaire général a représenté l'Union à la deuxième session ordinaire du Conseil économique et social (ECOSOC) de l'Organisation des Nations Unies et présenté à ce dernier le rapport sur l'Année mondiale des communications. Après en avoir débattu, le Conseil a décidé de remettre sa décision à 1980, priant le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de consulter les Etats Membres «sur l'objet, le projet de programme d'activités pour l'Année et les structures organisationnelles», et de soumettre au Conseil économique et social un rapport complémentaire en 1980.

8.1.5 Le Vice-Secrétaire général a représenté l'Union à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement ainsi qu'au colloque qui a précédé cette Conférence. Les décisions de cette dernière sont en cours d'application et l'Union participe aux consultations et activités complémentaires.

8.1.6 L'Union a continué à collaborer avec la Commission de la fonction publique internationale par l'intermédiaire du mécanisme interinstitutions créé à cet effet.

8.1.7 Des rapports du Corps commun d'inspection, adressés à l'Union pour examen et suite à donner, ont été soumis au Conseil d'administration avec les commentaires pertinents du Secrétaire général. Le Conseil d'administration a étudié les relations de l'UIT avec le Bureau interorganisations pour les systèmes d'information et les activités connexes (BIO), sur la base d'un rapport du Corps commun d'inspection; il a donné des directives quant à l'avenir de ces relations.

8.1.8 Le Secrétaire général de l'Union a participé à toutes les réunions du Comité administratif de coordination ainsi qu'aux réunions mixtes de ce Comité et du Comité intergouvernemental du programme et de la coordination (CPC). L'Union a été représentée, au niveau approprié, aux réunions et consultations interinstitutions relatives à la coordination des activités dans des domaines tels que le développement rural, la science et la technologie, les activités opérationnelles et la coordination en matière de personnel et de questions financières.

8.1.9 Le Conseil d'administration a pris note d'un rapport du Secrétaire général sur la réorganisation du mécanisme de consultation entre institutions dans le cadre du système des Nations Unies.

8.2 *Organisations régionales*

8.2.1 *Afrique*

8.2.1.1 Tout au long de l'année 1979, l'Union est restée en contact étroit avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) afin d'élaborer et de formuler un programme et une stratégie pour la Décennie des transports et communications en Afrique (1978-1987). Ces activités préparatoires comprenaient notamment la participation à diverses réunions interinstitutions et intergouvernementales convoquées par l'OUA, la CEA et l'ONU. Pour renforcer les relations de travail en

Afrique même, le Secrétaire général a désigné en outre un coordonnateur UIT pour le réseau PANAFTEL, en poste à Addis Abeba, qui joue le rôle d'agent de liaison avec le siège de l'OUA et celui de la CEA. De plus, l'Union a été représentée à toutes les réunions importantes de l'OUA et de la CEA, y compris des réunions subrégionales des centres multinationaux de programmation et d'exploitation de la CEA. L'UIT a également été représentée à la Conférence constitutive de l'Agence de presse panafricaine (PANAF) qui s'est tenue à Addis Abeba en mai 1979. Elle continue à collaborer étroitement avec cette agence, dont le siège se trouve à Dakar (Sénégal).

8.2.1.2 Le Comité de coordination PANAFTEL (OUA, CEA, BAD, UIT, UPAT) s'est réuni deux fois au cours de l'année. La première réunion, tenue à Addis Abeba les 19 et 20 avril 1979, était précédée par celle d'un Sous-Comité technique de la Décennie, à laquelle participaient également les représentants de l'UAPT, de l'URTNA et de l'UNESCO. La deuxième réunion du Comité de coordination a eu lieu à Genève les 10 et 11 décembre 1979. Ces réunions ont traité de problèmes fondamentaux, tels que les retards apportés à l'implantation de certaines sections du réseau dans quelques pays, ce qui diminue la viabilité de l'ensemble, et la priorité à donner à la mise en place de moyens adéquats pour l'exploitation et la maintenance du réseau. L'UIT a pris une part active à l'organisation des réunions subrégionales de coordination PANAFTEL, auxquelles ont également participé des organisations régionales telles que l'UPAT, la CEDEAO *, la CEA, l'OUA, etc. Etant donné l'importance du projet PANAFTEL, le Comité de coordination PANAFTEL a patronné un stand spécial à l'exposition TELECOM 79, lequel a suscité un vif intérêt.

8.2.1.3 Les relations ont été considérablement renforcées avec des organisations économiques subrégionales à la suite de demandes d'assistance UIT émanant de l'Autorité de Liptako-Gourma (conseiller technique en télécommunications, poste financé par le PNUD) et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) (études de faisabilité et de préinvestissement relatives aux systèmes de télécommunications en Afrique de l'Ouest, financées par des fonds d'affectation spéciale déposés par la CEDEAO).

8.2.1.4 Les contacts avec des banques régionales et internationales et d'autres institutions de financement ont été développés. Un projet d'accord de coopération a été proposé à la Banque africaine de développement. Les étroites relations de travail de l'UIT avec la Banque mondiale ont abouti à une coopération fructueuse (études sectorielles et financement de projets). A la suite de la Convention Lomé II, l'Union a entrepris la négociation d'un accord avec la Commission économique pour l'Europe et le Fonds européen de développement pour financer un projet régional de formation professionnelle.

8.2.1.5 Ce développement des relations et de la coopération avec les diverses organisations qui s'occupent du développement en Afrique nécessite un travail et une participation considérables de la part des conseillers régionaux, du Coordonnateur PANAFTEL et du personnel du siège. L'augmentation constante du nombre des organismes régionaux et de leurs réunions fait qu'il est difficile à l'Union de répondre à toutes les invitations qu'elle reçoit. En conséquence, elle doit malheureusement faire un choix, et elle court ainsi le risque de ne pas avoir certaines informations nécessaires des développements importants, lors des discussions entre les autorités responsables.

8.2.2 *Amérique latine et Antilles*

8.2.2.1 L'UIT a continué à collaborer avec la Conférence interaméricaine des télécommunications (CITEL), dont la troisième réunion a eu lieu à Buenos Aires du 5 au 9 mars 1979. Au cours de cette réunion, la Conférence a élu son Président, son Vice-Président et les membres du Comité directeur (COM/CITEL), de même que les présidents des trois Commissions techniques permanentes de la CITEL et ceux des groupes de travail subsidiaires. A la suite de l'élection de l'Argentine à la présidence de la CITEL, jusqu'en 1983, le Conseiller régional de l'UIT auprès du Bureau du Président a été transféré de Brasilia à Buenos Aires.

8.2.2.2 La CITEL a entrepris de nombreuses activités importantes au cours de l'année, avec la participation active des représentants de l'UIT. Il convient de mentionner notamment la réunion du Groupe de travail de la radiodiffusion (Brasilia, 9-13 juillet), le Cycle d'études préparatoire à la CAMR-79 (Brasilia, 16-20 juillet) et la réunion du Groupe de travail de la planification et de la tarification (Lima, 30 juillet-3 août).

8.2.2.3 La nomination d'un Conseiller régional de l'UIT, au début de l'année, a permis à l'Union de renforcer ses contacts avec la Commission des télécommunications centraméricaine (COMTELCA). Le bureau du conseiller régional a été établi à Tegucigalpa (Honduras), qui est le siège du Groupe directeur de la COMTELCA et celui du bureau principal de la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE).

* CEDEAO: Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

8.2.2.4 Les relations avec les pays des Antilles ont été coordonnées par l'intermédiaire d'un Conseiller régional de l'UIT installé à Saint-Domingue et d'un directeur de projet de l'UIT en poste à Paramaribo (Suriname). Les contacts nécessaires ont été maintenus avec CARICOM et avec le Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDDC).

8.2.2.5 Sur le terrain, les experts de l'Union ont continué à collaborer, selon les besoins, avec les Entreprises d'Etat du Pacte andin (ASETA). Ces experts ont notamment participé activement aux «Jornadas Andinas» organisées par l'ASETA.

8.2.3 *Asie et Pacifique*

8.2.3.1 Tout au long de l'année 1979, l'UIT a continué à collaborer étroitement avec le Bureau du Pacifique Sud pour la coopération économique (CEPS). En avril, le Secrétaire général de l'UIT a rendu visite au siège du CEPS à Suva (Fidji) et examiné avec le Directeur de cet organisme diverses questions relatives au développement des télécommunications dans la région du Pacifique. En novembre, l'UIT a participé à une réunion intergouvernementale régionale des télécommunications qui s'est tenue à Wellington (Nouvelle-Zélande) sous les auspices du CEPS. Cette réunion a permis de faire le point sur l'état d'avancement des projets de coopération technique PNUD/UIT exécutés dans la région; elle a également recommandé les mesures à prendre pour la poursuite et l'extension de ces projets et de l'assistance de type consultatif déjà apportée dans le domaine des télécommunications.

8.2.3.2 En outre, l'UIT a travaillé en contact étroit avec la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). Elle a participé à plusieurs réunions importantes de cette Commission, notamment à la 35^e session de la CESAP (Manille, 4-17 mars), à la 12^e session du Comité des Typhons CESAP/OMM (Bangkok, 13-19 novembre) et à la réunion du Comité inter-institutions des Nations-Unies pour le développement rural intégré en Asie et dans le Pacifique (Bangkok, 11-17 décembre). Des fonctionnaires de l'UIT ont eu des entretiens avec le chef de la Division des transports et des communications en vue de faciliter la coordination des activités pour le développement des télécommunications dans la région.

8.2.3.3 L'UIT a eu des contacts de travail étroits avec l'Institut asiatique pour le développement de la radiodiffusion (IADR), Kuala Lumpur, auquel elle a procuré les services d'un expert principal de la formation professionnelle et de l'exploitation technique dans le domaine de la télévision, pour une période de sept mois (18 avril-17 novembre). Cet expert a évalué les besoins de la région en matière de formation technique en radiodiffusion; il a effectué une enquête auprès des pays de la région afin de savoir s'il était nécessaire d'y développer les compétences techniques dans le domaine de la radiodiffusion. L'Union a pris part aux réunions du Conseil exécutif de l'Institut dont elle est membre, à Kuala Lumpur (23-25 avril) et à Dacca (15-16 octobre). Le Conseil a adopté plusieurs recommandations sur les activités prévues pour 1980.

8.2.3.4 L'UIT a participé à l'Assemblée générale de l'Union de radiodiffusion Asie-Pacifique, tenue à Bali du 22 au 24 novembre, ainsi qu'à la réunion de son Comité technique permanent à Colombo, du 2 au 8 septembre. En outre, l'UIT a été représentée aux réunions du Comité permanent, organisées à Bangkok du 9 au 15 novembre, pour étudier le développement des services de radiodiffusion et de télévision. Ces réunions ont adopté des recommandations portant sur les modalités de l'assistance technique à fournir aux pays en développement de la région.

8.2.3.5 La première Assemblée générale de la Télécommunauté Asie-Pacifique (TAP), organisation régionale constituée conformément à l'article 32 de la Convention de l'UIT, a eu lieu à Bangkok en mai 1979, après que 15 pays de la région eurent ratifié sa constitution. Le Secrétaire général de l'UIT a assisté à la séance inaugurale. L'Assemblée générale a décidé de constituer un Comité consultatif, composé d'autres organismes nationaux et régionaux, pour aider la TAP à formuler son programme de travail et à coordonner ses activités avec celles des autres organisations. L'UIT a également assisté à la première session du Comité de gestion de la TAP, qui s'est tenue à Bangkok en mai, peu après la première Assemblée générale. Le Comité de gestion a établi un budget pour 1979. L'UIT a été représentée à un cycle d'études que la TAP a organisé à Bangkok du 29 novembre au 4 décembre en vue d'établir le programme de travail de la Télécommunauté. Le programme de travail pour 1980 a été mis au point en consultation avec l'UIT lors de la deuxième session du Comité de gestion, sur la base du rapport du Comité consultatif; le budget pour 1980 a aussi été établi à cette session.

8.2.3.6 L'UIT et l'UNESCO ont collaboré étroitement en 1979. L'Union a participé à la Conférence intergouvernementale sur les politiques en matière de communication en Asie et en Océanie, organisée par l'UNESCO à Kuala Lumpur du 5 au 14 février. En outre, l'Union a participé à une réunion de spécialistes qui s'est tenue à Kuala Lumpur du 24 au 26 octobre et qui était chargée d'étudier les principales recommandations adoptées par la Conférence. L'une de ces recommandations portait sur l'établissement d'un réseau asiatique d'échange d'informations, pour lequel un groupe de travail avait déjà procédé, en association avec l'UIT, à une étude de faisabilité. L'UNESCO est actuellement consultée sur les mesures à prendre pour l'implantation de ce réseau.

8.2.3.7 En mai 1979, les experts régionaux principaux de l'UIT en poste à Bangkok ont rendu visite plusieurs fois à la Banque asiatique de développement (BAD), afin d'étudier notamment la possibilité d'une collaboration entre l'UIT et la BAD en vue de poursuivre le développement des télécommunications dans la région.

8.2.4 *Europe, Méditerranée et Moyen-Orient*

8.2.4.1 Comme les années précédentes, l'UIT a maintenu des contacts fructueux avec la Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO). En 1979, des fonctionnaires de la CEAO ont rendu visite au siège de l'UIT où ils ont eu des entretiens sur des questions relatives au développement des télécommunications dans la région de la CEAO.

8.2.4.2 Les accords de coopération conclus entre l'UIT et un certain nombre d'organismes de cette région ont continué à fonctionner en 1979. Ces organismes sont les suivants: Ligue arabe, Union arabe des télécommunications (UAT), Union de radiodiffusion des Etats arabes (ASBU) pour ce qui est de l'Organisation du satellite arabe de télécommunications (ARABSAT), et Organisation des compagnies aériennes des pays arabes (AACO). L'Union et GULF VISION, (organisme constitué par les pays du Golfe pour coordonner et promouvoir leurs services de télévision) ont conclu des arrangements de coopération visant à formuler, en coopération avec l'ASBU, un projet intitulé «Etude de la propagation radioélectrique et proposition relative à un plan de fréquences pour les pays du Golfe». La coopération avec les organisations régionales s'est étendue à de nombreux domaines d'intérêt mutuel, mais c'est l'exécution du projet régional «Mise en œuvre du réseau de télécommunications du Proche-Orient et du Bassin méditerranéen» qui a occupé le premier rang. Faisant suite à l'adoption du plan directeur, à la réunion finale du projet régional «Etude de faisabilité et de préinvestissement pour le réseau de télécommunications du Proche-Orient et du Bassin méditerranéen» en septembre 1978, des réunions du Comité de coordination ont été organisées en janvier et en juin 1979 afin de procéder à l'examen détaillé des programmes de travail et des contributions financières requises pour la mise en œuvre du projet. Les pays de la région étaient représentés à ces réunions, de même que certains organismes régionaux, à savoir l'UAT, l'ARABSAT et l'AACO, en plus de la CEAO et du PNUD. Il y a eu un échange de renseignements et de données avec ARABSAT en ce qui concerne l'établissement de réseaux à satellite et de stations terriennes de réception, en vue d'harmoniser le réseau régional arabe de télécommunications.

8.2.4.3 En relation avec le projet de création d'un Institut régional arabe des télécommunications (IRAT), des entretiens ont eu lieu entre l'UIT et l'UAT. Des dispositions ont été prises avec l'aide du PNUD en vue d'une mission préparatoire.

8.2.4.4 Des consultations se sont déroulées en vue de la création, à Damas, du Centre de formation professionnelle de l'ASBU. Le projet établi à la suite de ces entretiens précise les ressources nécessaires au démarrage du centre de Damas.

8.2.4.5 Des entretiens ont eu lieu avec le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES) concernant le financement nécessaire à la mise en œuvre du réseau régional arabe de télécommunications. Les responsables du Fonds ont fait savoir qu'ils envisageaient avec faveur le financement d'études détaillées sur la conception technique des liaisons entre les pays arabes de la Sous-Région I du projet régional (Arabie Saoudite, Djibouti, Ethiopie, Somalie, République Arabe du Yémen et République Démocratique Populaire du Yémen).

8.3 *Institutions spécialisées*

8.3.1 L'Union a continué à collaborer étroitement avec les institutions spécialisées particulièrement intéressées par les télécommunications. Cette coopération comportait la participation à des réunions et l'échange de documentation sur des questions d'intérêt commun. Les institutions spécialisées ci-après étaient représentées à la Conférence administrative mondiale des radiocommunications de 1979: Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation mondiale de la santé (OMS), Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), Organisation météorologique mondiale (OMM) et Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI). En outre, l'Organisation des Nations Unies était représentée par la Division de l'espace extra-atmosphérique, par le Programme de l'environnement (PNUE) et par le Bureau pour les secours en cas de catastrophes (UNDRO).

8.3.2 L'Union a continué à suivre l'évolution des problèmes du domaine maritime et de l'aviation civile et a participé activement aux travaux de l'OMCI et de l'OACI.

8.3.3 En plus des secteurs où la coopération est bien établie avec l'Union postale universelle (UPU), l'Union s'est intéressée particulièrement, en 1979, à une action coordonnée en vue du développement de ce que l'on a appelé le «courrier électronique». Le Conseil d'administration a établi des directives pour le développement de cette collaboration et l'Union a été représentée au XVIII^e Congrès de l'UPU où cette question a été examinée au cours d'un débat général sur l'avenir des services postaux.

8.3.4 L'UNESCO a poursuivi au cours de l'année des études de caractère général dans les domaines de l'information et des communications; l'Union a participé à ces efforts lorsqu'il s'agissait plus spécifiquement de l'infrastructure des télécommunications. Le Conseil d'administration a pris note d'un rapport sur ce sujet.

8.3.5 D'une manière plus générale, la coordination dans les domaines d'intérêt commun avec d'autres institutions spécialisées a été effectuée par l'intermédiaire du Comité administratif de coordination (CAC) et de ses organes subsidiaires. Parmi les questions actuellement à l'examen, il convient de citer: l'Année mondiale des communications, le développement rural, les suites à donner à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technologie et les préparatifs en vue de la future Conférence des Nations Unies sur les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

8.3.6 Des questions administratives importantes pour le développement du système commun des Nations Unies ont également fait l'objet de consultations entre les institutions spécialisées dans le cadre du CAC.

8.4 *Autres organisations internationales*

8.4.1 L'importance des télécommunications, élément essentiel de la vie contemporaine et instrument de développement économique et social, a été reconnue de longue date. Toutefois, l'apparition de nouveaux services de télécommunications et l'influence de ces services sur des secteurs aussi divers que l'industrie, la médecine et l'agriculture, incitent des organisations internationales toujours plus nombreuses à s'intéresser aux activités de l'Union.

8.4.2 Dans les limites des ressources dont elle dispose à cet effet, l'Union s'est efforcée de favoriser le développement de relations profitables avec d'autres organisations internationales concernant des questions d'intérêt mutuel, sur un pied de réciprocité.

8.4.3 L'Union a collaboré notamment avec les organisations ci-après:

Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA)

Commission de la recherche spatiale (COSPAR)

Commission du Danube

Union européenne de radiodiffusion (UER)

Conférence européenne des administrations des postes et télécommunications (CEPT)

Agence spatiale européenne (ASE)

Organisation européenne de recherches spatiales (CERS-ESRO)

Association interaméricaine de radiodiffusion (AIR)

Association de transport aérien international (IATA)

Union internationale des radio-amateurs (IARU)

Association internationale de signalisation maritime (AISM)

Fédération internationale d'astronautique (IAF)

Chambre de commerce internationale (CCIT)

Comité international de la Croix-Rouge (CICR)

Conseil international des unions scientifiques (CIUS)

Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL)

Commission électrotechnique internationale (CEI)

Organisation internationale de normalisation (ISO)

Comité international radiomaritime (CIRM)

Organisation internationale de radiodiffusion et de télévision (OIRT)

Organisation internationale de télécommunications spatiales (INTERSPOUTNIK)

Comité international spécial des perturbations radioélectriques (CISPR)

Consortium international des télécommunications par satellites (INTELSAT)

Bureau international de l'heure (BIH)

Union radioscopique internationale (URSI)

Comité inter-unions pour l'attribution des fréquences pour la radioastronomie et la science spatiale (IUCAF)

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)

ANNEXE 1

**SITUATION DES MEMBRES PAR RAPPORT AUX ACTES DE L'UNION
AU 31 DÉCEMBRE 1979**

Tableau I. *Actes de Malaga-Torremolinos (1973) et Règlements y annexés :*

- Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973);
- Protocole additionnel facultatif à la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973) relatif au règlement obligatoire des différends;
- Règlement télégraphique et Règlement téléphonique de Genève (1973);
- Règlement des radiocommunications et Règlement additionnel des radiocommunications (C.A.R. de Genève, 1959);
- Révision partielle du Règlement des radiocommunications (C.A.E.R. de Genève, 1963) (spatiale);
- Révision partielle du Règlement des radiocommunications (C.A.E.R. de Genève, 1966) (aéronautique);
- Révisions partielles du Règlement des radiocommunications et du Règlement additionnel des radiocommunications (C.A.M.R. de Genève, 1967) (maritime);
- Révision partielle du Règlement des radiocommunications (C.A.M.R. de Genève, 1971) (spatiale-2);
- Révision partielle du Règlement des radiocommunications et du Règlement additionnel des radiocommunications (C.A.M.R. de Genève, 1974) (maritime-2);
- Révision partielle du Règlement des radiocommunications (C.A.M.R. de Genève, 1978) (aéronautique-2).

Liste des pays qui ont signé les Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1979).

Tableau II. *Accord régional pour la Zone africaine de radiodiffusion relatif à l'utilisation par le service de radiodiffusion de fréquences des bandes des ondes métriques et décimétriques (Genève, 1963).*

Tableau III. *Accords régionaux américains :*

- Accord interaméricain des radiocommunications (FIAR) (Washington, 1949);
- Accord régional sur la radiodiffusion en Amérique du Nord (NARBA) (Washington, 1950).

Tableau IV. *Conventions, Arrangements et Accords régionaux européens :*

- Convention européenne de radiodiffusion (Copenhague, 1948);
- Convention régionale européenne du service mobile radiomaritime (Copenhague, 1948);
- Arrangement régional concernant les radiophares maritimes dans la Zone européenne de la Région 1 (Paris, 1951);
- Accord régional concernant l'utilisation des fréquences dans les bandes 68-73 MHz et 76-87,5 MHz par le service de radiodiffusion, d'une part, et par les services fixe et mobile, d'autre part (Genève, 1960);
- Accord régional pour la Zone européenne de radiodiffusion (Stockholm, 1961);
- Arrangement régional relatif au service radiotéléphonique rhénan (Munich, 1976).

Tableau V. *Accord régional relatif à l'utilisation par le service de radiodiffusion de fréquences dans les bandes des ondes hectométriques dans les Régions 1 et 3 et dans les bandes des ondes kilométriques dans la Région 1 (Genève, 1975).*

Tableau VI. *Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications chargée d'établir un Plan pour le service de radiodiffusion par satellite dans les bandes de fréquences 11,7-12,2 GHz (dans les Régions 2 et 3) et 11,7-12,5 GHz (dans la Région 1) (Genève, 1977).*

VII. *Accords particuliers.*

Tableau I.

SITUATION AU

La lettre S signifie que l'Acte en question a été signé.
La lettre A dans les colonnes 3 ou 5 signifie qu'il s'agit d'une adhésion; dans les autres colonnes, elle indique une approbation des Règlements.

| Pays | CONVENTION, etc. | | | | | RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS | | | |
|---|---|----------------------|--|--------------------------|--|--|-----------------|---------------------------|-----------------|
| | Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973) | | | | | Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique | | | |
| | Classe de contribution Nombre d'unités | Convention, etc.* | Date de dépôt au Secrétariat général de l'instrument de ratification ou d'adhésion | Protocole add. fac.** | Date de dépôt au Secrétariat général de l'instrument de ratification ou d'adhésion | Genève (1973) | | | |
| | | | | | | Règlement télégraphique | | Règlement téléphonique | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
| Afghanistan (République Démocratique d') ⁵³⁾ | ½ | S ¹⁾ | 3. II. 1977 | S | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Albanie (République Populaire Socialiste d') ⁴⁰⁾ | ½ | A | 5. I. 1976 ³⁶⁾ | — | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire) | 1 | S ¹⁾ | 1. XI. 1976 | — | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Allemagne (République fédérale d') | 25 | S ¹⁾ | 18. XI. 1976 ³⁷⁾ | — | | S | A ⁵⁾ | S | A ⁵⁾ |
| Angola (République Populaire d') | ½ | A | 13. X. 1976 | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Arabie Saoudite (Royaume de l') | 1 | S ¹⁾ | 6. I. 1977 | — | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Argentine (République) | 3 | S ¹⁾ | 19. I. 1977 ⁴⁸⁾ | — | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Australie | 18 | S ¹⁾ | 23. VI. 1975 | S | 23. VI. 1975 | S | A | S | A |
| Autriche | 1 | S ¹⁾ | 17. V. 1977 ²⁾ | S | 17. V. 1977 | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Bahamas (Commonwealth des) | ½ | A | 16. X. 1975 ³⁰⁾ | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Bahreïn (État de) | ½ | A | 21. X. 1974 ¹¹⁾ | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Bangladesh (République Populaire du) | 1 | S ¹⁾ | 6. IV. 1976 ²⁾ | — | | — | 1) | — | 1) |
| Barbade | ½ | S ¹⁾ | 1. X. 1976 | A | 1. X. 1976 | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Belgique | 5 | S ¹⁾ | 20. III. 1978 | S | 20. III. 1978 | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Bénin (République Populaire du) ¹²⁾ | ½ | S ¹⁾ | 13. XI. 1979 | S | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Biélorussie (République Socialiste Soviétique de) | 1 | S ¹⁾ | 6. I. 1977 ⁴⁵⁾ | — | | S | A | S | A |
| Birmanie (République Socialiste de l'Union de) ¹⁴⁾ | ½ | S ¹⁾ | 15. XI. 1976 | S | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Bolivie (République de) | ½ | S ¹⁾ | 22. VIII. 1978 | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Botswana (République de) | ½ | S ¹⁾ | 31. III. 1978 | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Brésil (République Fédérative du) | 5 | S | 30. XI. 1976 | S | | S | A | S | A |
| Bulgarie (République Populaire de) | 1 | S ¹⁾ | 29. XII. 1976 ⁴³⁾ | — | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |

*¹⁾ Convention, Protocole final, Protocoles additionnels.
**²⁾ Protocole additionnel facultatif relatif au règlement obligatoire des différends.

Convention, Règlements

31 DÉCEMBRE 1979

| RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|--|----------------------------|---|---|----|------------------|----|----------------|---|------------------|----|-----------------|----|------------------|
| Conférences administratives des radiocommunications | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Règlement des radiocommunications | | | | | | | | | | | | | | Règlement additionnel des radiocommunications | | | | | |
| C.A.R. Genève (1959) | Révision partielle C.A.E.R. Genève (1963) (spatiale) | Révision partielle C.A.E.R. Genève (1966) (aéronautique) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1967) (maritime) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1971) (spatiale-2) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1974) (maritime-2) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1978) (aéro.-2) | C.A.R. Genève (1959) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1967) (maritime) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1974) (maritime-2) | | | | | | | | | | |
| 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 |
| S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | S | S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| S | ³⁶⁾ | — | ³⁶⁾ | — | ³⁶⁾ | — | ³⁶⁾ | — | ³⁶⁾ | — | ³⁶⁾ | — | ³⁶⁾ | S | ³⁶⁾ | — | ³⁶⁾ | — | ³⁶⁾ |
| — | A ⁴⁾ | S | A | S | A | S | A | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | — | — | A ⁴⁾ | S | A | S | A ⁴⁾ |
| S | A ⁶⁾ | S | A ⁷⁾ | S | A ⁸⁾ | S | A ⁸⁾ | S | A ⁹⁾ | S | A ¹⁰⁾ | S | S | S | A | S | A ⁸⁾ | S | A ¹⁰⁾ |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | — | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | S | S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| S | A ²⁴⁾ | S | A ³⁾ | S | A | S | A | S | A | S | A | S | S | S | A ²⁴⁾ | S | A | S | A |
| S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | S | S | A | S | A | S | A |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | — | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | — | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| — | 1) | — | 1) | — | 1) | — | 1) | — | 1) | S | 1) | S | — | — | 1) | — | 1) | S | 1) |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | — | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| S | A | S | A | S | A | S | A | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | S | S | A | S | A | S | A ⁴⁾ |
| — | A | — | A | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | — | — | — | A | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| S | 1) | S | A | — | A ¹³⁾ | — | 1) | S | A | — | 1) | S | S | S | 1) | — | 1) | — | 1) |
| S | A | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | — | S | A | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | S | S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | — | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| S | A | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A | S | A ⁴⁾ | S | S | S | A | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| S | ⁴³⁾ | S | ⁴³⁾ | S | A ¹⁵⁾ | S | ⁴³⁾ | S | ⁴³⁾ | S | ⁴³⁾ | S | S | S | ⁴³⁾ | S | ⁴³⁾ | S | ⁴³⁾ |

Tableau I.

| Pays | CONVENTION, etc. | | | | | RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS | | | |
|--|---|----------------------|--|--------------------------|--|--|-----------------|----------------------------|---------------------------|
| | Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973) | | | | | Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique | | | |
| | Classe de contribution Nombre d'unités | Convention, etc.* | Date de dépôt au Secrétariat général de l'instrument de ratification ou d'adhésion | Protocole add. fac.** | Date de dépôt au Secrétariat général de l'instrument de ratification ou d'adhésion | Genève (1973) | | Règlement télégraphique | Règlement téléphonique |
| 7 | | | | | | 8 | | | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
| France | 30 | S ¹⁾ | 29. XII. 1976 | — | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Gabonaise (République) | ½ | S ¹⁾ | 16. VIII. 1978 ²⁾ | S | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Gambie (République de) | ½ | A | 3. XI. 1975 | A | 3. XI. 1975 | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Ghana | 1 | S ¹⁾ | 19. I. 1977 | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Grèce | 1 | S ¹⁾ | 13. I. 1977 ²⁾ | S | | S | A | S | A |
| Guatemala (République du) ⁵¹⁾ | 1 | S ¹⁾ | | — | | — | | — | |
| Guinée (République Populaire et Révolutionnaire de) ⁵²⁾ | ½ | S ¹⁾ | 5. X. 1976 | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Guinée-Bissau (République de) | ½ | A | 15. I. 1976 | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Guinée équatoriale (République de la) | ½ | S ¹⁾ | | — | | — | | — | |
| Guyane | ½ | A | 30. XI. 1976 | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Haïti (République d') | ½ | A | 10. XII. 1976 | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Haute-Volta (République de) | ½ | S ¹⁾ | 22. III. 1978 | S | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Honduras (République de) | ½ | A | 11. X. 1979 | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Hongroise (République Populaire) | 1 | S ¹⁾ | 4. VIII. 1976 ²³⁾ | — | | S | A | S | A |
| Inde (République de l') | 13 | S ¹⁾ | 20. IV. 1976 | — | | S | A | S | A |
| Indonésie (République d') | 1 | S ¹⁾ | 6. I. 1977 | S | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Iran (République Islamique d') ⁵³⁾ | 1 | S ¹⁾ | 3. II. 1977 | — | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Iraq (République d') | ½ | S ¹⁾ | 14. VI. 1977 ⁵⁴⁾ | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Irlande | 2 | S | 20. IX. 1976 | — | | S | A | S | A |
| Islande | ½ | S ¹⁾ | 6. I. 1977 | — | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Israël (Etat d') | 1 | S ¹⁾ | 28. V. 1975 | — | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Italie | 10 | S ¹⁾ | 23. I. 1978 | — | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Jamaïque | ½ | S ¹⁾ | 25. IV. 1975 ²⁾ | — | | S | A | S | A |
| Japon | 20 | S | 17. VI. 1975 | S | 17. VI. 1975 | S | A | S | A |
| Jordanie (Royaume Hachémite de) | ½ | A | 28. V. 1975 | A | 28. V. 1975 | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Kampuchea Démocratique ⁵⁷⁾ | ½ | S ¹⁾ | | S | | — | | — | |
| Kenya (République du) | ½ | S ¹⁾ | 13. III. 1978 | — | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Koweït (Etat de) | 1 | S ¹⁾ | 7. II. 1977 ²⁾ | — | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |

*) Convention, Protocole final, Protocoles additionnels.

**) Protocole additionnel facultatif relatif au règlement obligatoire des différends.

Convention, Règlements (suite)

| RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|--|----------------------------|---|---|----|-----------------|----|-----------------|---|-----------------|----|-----------------|----|-----------------|----|-----------------|----|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Conférences administratives des radiocommunications | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Règlement des radiocommunications | | | | | | | | | | | | | | Règlement additionnel des radiocommunications | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| C.A.R. Genève (1959) | Révision partielle C.A.E.R. Genève (1963) (spatiale) | Révision partielle C.A.E.R. Genève (1966) (aéronautique) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1967) (maritime) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1971) (spatiale-2) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1974) (maritime-2) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1978) (aéro.-2) | C.A.R. Genève (1959) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1967) (maritime) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1974) (maritime-2) | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | | | | |
| S | A | S | A | S | A | S | A | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A | S | A | S | A | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A | S | A | S | A | S | A ⁴⁾ | | | | |
| — | A | — | A | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | | | | |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | | | | |
| S | A | S | A | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | — | S | A | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | | | | | |
| S | A | S | A | — | A ⁴⁾ | S | A | S | A | S | A ⁴⁾ | S | A | S | A | S | A | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | S | S | A | S | A | S | A ⁴⁾ | | | | |
| — | A ¹⁷⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | S | — | A | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | | | | |
| — | A ⁴⁾ | — | A | — | A | — | A | — | A | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | — | A ⁴⁾ | — | A | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | | | |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | — | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | | |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A | S | A | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | — | — | A ⁴⁾ | S | A | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | | |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | — | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | | |
| — | A ⁴⁾ | — | A | — | A ⁴⁾ | — | A | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | — | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | | |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | — | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | | |
| S | A ⁴⁾ | S | A | S | A ¹⁶⁾ | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A ⁴⁾ | S | A | S | A | S | A | | |
| S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | S | S | S | A | S | A | S | A | S | A | |
| S | A | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | S | S | S | A | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | |
| S | A | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | — | — | S | A | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | |
| S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | — | — | S | A | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | |
| S | A | S | A | S | A ⁴⁾ | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | — | — | — | S | A | S | A | S | A | S | A ⁴⁾ |
| S | A | S | A | — | A | S | A | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | — | — | S | A | S | A | S | A | S | A ⁴⁾ | |
| S | A ²¹⁾ | S | A | S | A | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | — | — | S | A | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | |
| — | A ⁴⁾ | S | A ²⁰⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A | S | A | S | A | S | A | S | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | — | — | — | S | A | S | A | S | A | S | A |
| S | A | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | — | — | S | A | S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | |
| S | A | S | A | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | — | — | S | A | — | A | — | A | — | A | |
| S | A | S | A | S | A ⁴⁾ | S | A | S | A ⁴⁾ | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | — | — | — | S | A | S | A | S | A | S | A ⁴⁾ |

Tableau I.

| Pays | CONVENTION, etc. | | | | | RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS | | | |
|---|---|---------------------|--|---------------------------|--|--|---------------------------|---|-----------------|
| | Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973) | | | | | Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique | | | |
| | Classe de contribution Nombre d'unités | Convention, etc. | Date de dépôt au Secrétariat général de l'instrument de ratification ou d'adhésion | Protocole add. fac. ** | Date de dépôt au Secrétariat général de l'instrument de ratification ou d'adhésion | Genève (1973) | | | |
| | | | | | | Règlement télégraphique | Règlement téléphonique | | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
| Lao (République Démocratique Populaire) ³⁴⁾ | ½ | S ¹⁾ | 6. I. 1977 | S | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Lesotho (Royaume de) | ½ | S ¹⁾ | 27. VIII. 1976 | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Liban | 1 | S ¹⁾ | 1. VI. 1978 | S | | S | A | S | A |
| Libéria (République du) | 1 | S ¹⁾ | 22. IX. 1975 | S | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Libye (Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire Socialiste) ⁵⁵⁾ | ½ | S ¹⁾ | 22. II. 1977 | — | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Liechtenstein (Principauté de) | ½ | S ¹⁾ | 4. II. 1976 | S | 4. II. 1976 | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Luxembourg | ½ | S ¹⁾ | 26. VII. 1976 | S | 26. VII. 1976 | S | A | S | A |
| Madagascar (République Démocratique de) ³⁵⁾ | 1 | S ¹⁾ | 17. III. 1976 | S | 17. III. 1976 | S | A | S | A |
| Malaisie | 3 | S ¹⁾ | 13. IV. 1976 | — | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Malawi | ½ | S ¹⁾ | 25. V. 1977 | S | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Maldives (République des) | ½ | A | 16. I. 1975 | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Mali (République du) | ½ | S ¹⁾ | 21. XII. 1976 | S | 22. IX. 1977 | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Malte (République de) ²⁶⁾ | ½ | A | 30. I. 1975 ²⁷⁾ | A | 30. I. 1975 | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Maroc (Royaume du) | 1 | S ¹⁾ | 28. I. 1977 | S | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Maurice | ½ | S ¹⁾ | 8. VII. 1974 | S | 9. IV. 1975 | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Mauritanie (République Islamique de) | ½ | S ¹⁾ | 4. II. 1977 | S | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Mexique | 3 | S | 23. VII. 1975 | — | | S | A | S | A |
| Monaco | ½ | S ¹⁾ | 23. XII. 1976 ²⁾ | — | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Mongolie (République Populaire de) | ½ | S ¹⁾ | 18. X. 1977 | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Mozambique (République Populaire du) | ½ | A | 4. XI. 1975 | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Nauru (République de) | ½ | A | 8. III. 1979 ⁶⁴⁾ | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Népal | ½ | S ¹⁾ | 4. VII. 1977 | S | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Nicaragua | 1 | S ¹⁾ | 25. III. 1977 | S | 18. X. 1977 | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Niger (République du) | ½ | S ¹⁾ | 7. VI. 1978 | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Nigeria (République Fédérale de) | 2 | S ¹⁾ | 24. VIII. 1976 | — | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Norvège | 5 | S ¹⁾ | 16. XII. 1976 | — | | S | A | S | A |
| Nouvelle-Zélande | 3 | S ¹⁾ | 7. I. 1977 | S | 7. I. 1977 | S | A | S | A |

*) Convention, Protocole final, Protocoles additionnels.

**) Protocole additionnel facultatif relatif au règlement obligatoire des différends.

Convention, Règlements (suite)

| RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|--|----------------------------|---|---|----|------------------|----|------------------|---|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Conférences administratives des radiocommunications | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Règlement des radiocommunications | | | | | | | | | | | | | | Règlement additionnel des radiocommunications | | | | | | |
| C.A.R. Genève (1959) | Révision partielle C.A.E.R. Genève (1963) (spatiale) | Révision partielle C.A.E.R. Genève (1966) (aéronautique) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1967) (maritime) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1971) (spatiale-2) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1974) (maritime-2) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1978) (aéro.-2) | C.A.R. Genève (1959) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1967) (maritime) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1974) (maritime-2) | | | | | | | | | | | |
| 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | |
| — | A | — | A | — | A ⁴⁾ | — | A | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A | — | A | — | A ⁴⁾ | |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | |
| S | A | S | A | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | A | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | |
| — | A | S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | | S | | — | A | S | A ⁴⁾ | S | | |
| S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | | S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | |
| — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | |
| S | A | S | A | S | A | — | A | S | A ⁴⁾ | S | A | — | A | S | A | — | A | S | A | |
| — | A ⁴⁾ | — | A | — | A | — | A | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A | S | A ⁴⁾ | |
| S | A | S | A | S | A | S | A ³⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A | S | A ³⁾ | S | A ⁴⁾ | |
| — | A ⁴⁾ | — | A | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | |
| — | A | — | A | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | |
| S | A ³⁾ | S | A | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | A | S | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | A | |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| S | A | S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | — | A | — | A ⁴⁾ | — | A | |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | |
| S | A | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | A | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | |
| — | A | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | — | A | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | |
| S | A | S | A ⁴⁾ | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | |
| S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A ²⁸⁾ | S | A ²⁸⁾ | S | A | S | A | S | A ⁴⁾ | |

Tableau I.

| Pays | CONVENTION, etc. | | | | | RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS | | | |
|---|---|---------------------|--|---------------------------|--|--|-----------------|---|-----------------|
| | Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973) | | | | | Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique | | | |
| | Classe de contribution Nombre d'unités | Convention, etc. | Date de dépôt au Secrétariat général de l'instrument de ratification ou d'adhésion | Protocole add. fac. ** | Date de dépôt au Secrétariat général de l'instrument de ratification ou d'adhésion | Genève (1973) | | | |
| Règlement télégraphique | | | | | | Règlement téléphonique | | | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
| Oman (Sultanat d') | ½ | S ¹⁾ | 24. II. 1977 ⁵³⁾ | — | — | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Ouganda (République de l') | ½ | S ¹⁾ | 21. II. 1979 ²⁾ | — | — | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Pakistan (République Islamique du) ⁵²⁾ | 2 | S ¹⁾ | 26. IX. 1977 | — | — | S | A | S | A |
| Panama (République de) | ½ | S ¹⁾ | 15. I. 1976 | — | — | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Papua-Nouvelle-Guinée | ½ | A | 31. X. 1975 ³¹⁾ | — | — | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Paraguay (République du) | ½ | S | 2. VIII. 1976 | A | 2. VIII. 1976 | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Pays-Bas (Royaume des) | 10 | S ¹⁾ | 31. XII. 1974 ¹⁹⁾ | S | 17. IV. 1975 | S | A | S | A |
| Pérou | ½ | S ¹⁾ | 8. II. 1979 ²⁾ | S | — | S | 1) | S | 1) |
| Philippines (République des) | 1 | S ¹⁾ | 13. VIII. 1975 | S | — | S | A | S | A |
| Pologne (République Populaire de) | 3 | S ¹⁾ | 13. I. 1977 ⁴⁷⁾ | — | — | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Portugal | ½ | A | 12. XI. 1975 | — | — | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Qatar (Etat du) | ½ | A | 24. X. 1975 | A | 24. X. 1975 | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| République Arabe Syrienne | ½ | A | 20. II. 1976 | — | — | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| République Démocratique Allemande | 3 | S ¹⁾ | 25. VIII. 1976 ²⁾ | — | — | S | A | S | A |
| République Populaire Démocratique de Corée | ½ | A | 24. IX. 1975 | — | — | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| République Socialiste Soviétique d'Ukraine | 3 | S ¹⁾ | 6. I. 1977 ⁴⁶⁾ | — | — | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Roumanie (République Socialiste de) | 1 | S ¹⁾ | 8. II. 1977 ⁵⁰⁾ | — | — | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 30 | S ¹⁾ | 31. XII. 1974 ²²⁾ | S | 31. XII. 1974 ²²⁾ | S | A | S | A |
| Rwandaise (République) | ½ | S ¹⁾ | 23. XII. 1976 | — | — | — | A | — | A |
| Saint-Marin (République de) | ½ | A | 25. III. 1977 | — | — | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Sao Tomé-et-Principe (République Démocratique de) | ½ | A | 1. IX. 1976 | — | — | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Sénégal (République du) | 1 | S ¹⁾ | 21. I. 1977 | S | 5. V. 1977 | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Sierra Leone | ½ | S ¹⁾ | 25. XI. 1976 | S | — | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Singapour (République de) | 1 | S ¹⁾ | 16. IX. 1974 | — | — | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Somalie (République Démocratique) | ½ | S ¹⁾ | 11. II. 1977 | — | — | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Soudan (République Démocratique du) | 1 | S ¹⁾ | — | — | — | S | — | S | — |

*) Convention, Protocole final, Protocoles additionnels.

**) Protocole additionnel facultatif relatif au règlement obligatoire des différends.

Convention, Règlements (suite)

| RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|--|----------------------------|---|---|----|------------------|----|------------------|---|-----------------|----|-----------------|----|------------------|
| Conférences administratives des radiocommunications | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Règlement des radiocommunications | | | | | | | | | | | | | | Règlement additionnel des radiocommunications | | | | | |
| C.A.R. Genève (1959) | Révision partielle C.A.E.R. Genève (1963) (spatiale) | Révision partielle C.A.E.R. Genève (1966) (aéronautique) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1967) (maritime) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1971) (spatiale-2) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1974) (maritime-2) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1978) (aéro.-2) | C.A.R. Genève (1959) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1967) (maritime) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1974) (maritime-2) | | | | | | | | | | |
| 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| — | A ⁴⁾ | S | A | — | A | — | A | S | A ⁴⁾ | — | A | — | A | — | A ⁴⁾ | — | A | — | A |
| S | A ³⁾ | S | A ³⁾ | S | A | S | A ³⁾ | S | A ³⁾ | S | A ⁴⁾ | S | — | S | A | S | A ³⁾ | S | A ⁴⁾ |
| — | A | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | — | — | A | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | S | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | — |
| S | A | — | A | — | A | — | A | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A | S | A | — | A | S | A ⁴⁾ |
| S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A |
| S | 1) | — | 1) | — | 1) | — | 1) | S | 1) | S | 1) | — | 1) | S | 1) | — | 1) | S | 1) |
| S | A ⁴⁾ | S | A | — | A | — | A | S | A | S | — | S | — | S | A ⁴⁾ | — | A | S | — |
| S | 1) | S | 1) | S | 1) | S | 1) | S | 1) | S | 1) | S | — | S | 1) | S | 1) | S | 1) |
| S | A | S | A | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | — | — | S | — | S | A | S | A ⁴⁾ | — | — |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | — | S | A ⁶⁵⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | — |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | — | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| — | 1) | — | 1) | — | 1) | — | 1) | — | 1) | S | A | S | — | — | 1) | — | 1) | S | A |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | — | S | — | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | — |
| S | 1) | S | A | — | A ¹³⁾ | — | 1) | S | A | — | 1) | S | — | S | 1) | — | 1) | — | 1) |
| S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | — | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A ³²⁾ | S | A ⁶⁶⁾ | S | A | S | A | S | A ³²⁾ |
| — | A ⁴⁾ | — | A | — | A | — | A | S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | — | — | A ⁴⁾ | — | A | — | A ⁴⁾ |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | — | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | — | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| — | A | — | A | — | A | S | A | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | — | — | A | S | A | S | A ⁴⁾ |
| — | A ⁴⁾ | — | A | — | A ⁴⁾ | — | A | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | — | — | A ⁴⁾ | — | A | — | A ⁴⁾ |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | A ³⁾ | S | A ³⁾ | S | A ³⁾ | S | A | S | — | — | A ⁴⁾ | S | A ³⁾ | S | A |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | — | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| S | A | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | — | — | — | S | A | — | A ⁴⁾ | — | — |

Tableau I.

| Pays | CONVENTION, etc. | | | | | RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS | | | |
|--|---|-----------------------|--|---------------------------|--|--|-----------------|---------------------------|-----------------|
| | Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973) | | | | | Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique | | | |
| | Classe de contribution Nombre d'unités | Convention, etc. * | Date de dépôt au Secrétariat général de l'instrument de ratification ou d'adhésion | Protocole add. fac. ** | Date de dépôt au Secrétariat général de l'instrument de ratification ou d'adhésion | Genève (1973) | | | |
| | | | | | | Règlement télégraphique | | Règlement téléphonique | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
| Sri Lanka (République Socialiste Démocratique de) ⁵⁹⁾ | ½ | S ¹⁾ | 5. I. 1978 | S | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Sudafricaine (République) | 8 | A | 23. XII. 1974 ³³⁾ | — | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Suède | 10 | S ¹⁾ | 29. XII. 1976 | A | 29. XII. 1976 | S | A | S | A |
| Suisse (Confédération) | 10 | S ¹⁾ | 28. IV. 1976 | S | 28. IV. 1976 | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Suriname (République du) ⁶⁰⁾ | ½ | A | 15. VII. 1976 | A | 22. VII. 1976 | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Swaziland (Royaume du) | ½ | A | 20. I. 1975 ²⁹⁾ | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Tanzanie (République Unie de) | ½ | S ¹⁾ | 2. IX. 1975 | — | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Tchad (République du) | ½ | S ¹⁾ | 30. III. 1978 | S | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Tchécoslovaque (République Socialiste) | 3 | S ¹⁾ | 20. VII. 1976 ³⁸⁾ | — | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Thaïlande | 1½ | S ¹⁾ | 8. X. 1975 ²⁾ | S | 28. IX. 1976 | S | A | S | A |
| Togolaise (République) | ½ | S ¹⁾ | 31. III. 1977 | S | 31. III. 1977 | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Tonga (Royaume des) | ½ | A | 22. VIII. 1977 ⁵⁶⁾ | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Trinité et Tobago | 1 | S ¹⁾ | 13. III. 1975 | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Tunisie | 2 | S ¹⁾ | 25. IV. 1975 | S | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Turquie | 2 | S ¹⁾ | 6. VII. 1978 | — | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Union des Républiques Socialistes Soviétiques | 30 | S ¹⁾ | 31. XII. 1976 ⁴⁴⁾ | — | | S | A | S | A |
| Uruguay (République Orientale de l') | ½ | S ¹⁾ | 15. XII. 1977 | A | 10. IV. 1978 | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Venezuela (République de) | 3 | S | 2. XI. 1976 | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Viet Nam (République Socialiste du) ³⁹⁾ | ½ | S | 16. XII. 1976 | — | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| Yémen (République Arabe du) | ½ | S ¹⁾ | 15. II. 1978 | S | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Yémen (République Démocratique Populaire du) | ½ | S ¹⁾ | 25. IX. 1979 | S | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Yougoslavie (République Socialiste Fédérative de) | 1 | S ¹⁾ | 22. IX. 1975 | — | | S | A | S | A |
| Zaire (République du) | 1 | S | 10. XII. 1976 | S | 23. I. 1978 | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| Zambie (République de) | ½ | S | 17. XI. 1978 | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |

*) Convention, Protocole final, Protocoles additionnels.

**) Protocole additionnel facultatif relatif au règlement obligatoire des différends.

Convention, Règlements (fin)

| RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|--|----------------------------|---|---|----|-----------------|----|----|---|-----------------|----|-----------------|----|-----------------|
| Conférences administratives des radiocommunications | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Règlement des radiocommunications | | | | | | | | | | | | | | Règlement additionnel des radiocommunications | | | | | |
| C.A.R. Genève (1959) | Révision partielle C.A.E.R. Genève (1963) (spatiale) | Révision partielle C.A.E.R. Genève (1966) (aéronautique) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1967) (maritime) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1971) (spatiale-2) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1974) (maritime-2) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1978) (aéro.-2) | C.A.R. Genève (1959) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1967) (maritime) | Révision partielle C.A.M.R. Genève (1974) (maritime-2) | | | | | | | | | | |
| 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 |
| S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A | S | A | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | — | | S | A ⁴⁾ | S | A | S | A ⁴⁾ |
| S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | — | | — | | S | A | S | A | — | |
| S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A ³⁾ | S | | S | A | S | A | S | A ³⁾ |
| S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | | S | A | S | A | S | A |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| — | A ⁴⁾ | S | A | — | A | — | A | S | A ⁴⁾ | S | A | S | | — | A ⁴⁾ | — | A | S | A |
| — | A | — | A | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | | — | A | S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| S | ³⁸⁾ | S | ³⁸⁾ | S | ³⁸⁾ | S | ³⁸⁾ | S | ³⁸⁾ | S | ³⁸⁾ | S | | S | ³⁸⁾ | S | ³⁸⁾ | S | ³⁸⁾ |
| S | A | — | A | S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | A | S | A | S | | S | A | — | A ⁴⁾ | S | A |
| — | A ⁴⁾ | — | A | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | — | | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| S | A | — | A | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | | — | | S | A | S | A ⁴⁾ | S | |
| S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| — | A | — | A | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | — | | — | A | S | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | A | S | | S | A | S | A | S | A |
| — | A ⁴⁾ | S | A | S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | S | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |
| — | A ⁴⁾ | — | A | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ | — | A ⁴⁾ |

1) Voir la ou les déclarations figurant dans le Protocole final annexé à la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973).

2) En ratifiant la Convention, le pays intéressé a confirmé la(les) réserve(s) formulée(s) au moment de la signature.

3) Cette approbation a été donnée, compte tenu de la, ou des réserve(s) formulée(s) au moment de la signature.

4) Règlement approuvé *ipso facto* étant donné qu'il était en vigueur soit lors de l'adhésion du pays intéressé à la Convention internationale des télécommunications de Genève (1959), soit lors de la ratification ou de l'adhésion du pays intéressé à la Convention internationale des télécommunications de Montreux (1965), ou à celle de Malaga-Torremolinos (1973).

5) Voir Notification n° 1088.

6) Voir Notifications n°s 855, 876 et 880.

7) Voir Notification n° 977.

8) Voir Notifications n°s 1023, 1024, 1034, 1035 et 1036.

9) Voir Notification n° 1063.

10) Voir Notifications n°s 1097, 1111, 1116 et 1118.

11) En adhérant à la Convention, l'Etat de Bahreïn a fait les réserves suivantes:

« 1. L'Etat de Bahreïn désire réserver le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts, au cas où des Membres ou Membres associés n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Torremolinos, 1973) ou si les réserves formulées par ces Membres devaient compromettre ses services de télécommunications ou entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

2. L'adhésion de l'Etat de Bahreïn à la Convention internationale des télécommunications (Torremolinos, 1973) n'implique nullement la reconnaissance du Membre inscrit à l'Annexe 1 à ladite Convention sous le nom d'« Israël ».

Suite à la déclaration ci-dessus, le Secrétariat général a reçu, du Gouvernement d'Israël, une Note dont le texte a été publié dans la Notification N° 1087

12) Ancienne dénomination: Dahomey (République du).

13) Voir Notifications n°s 1004 et 1013.

14) Ancienne dénomination: Birmanie (Union de).

15) Voir Notification n° 1000.

16) Voir Notification n° 1019.

17) Voir Notification n° 911.

18) En approuvant le Règlement des radiocommunications, la République de Côte d'Ivoire, se référant à l'article 9 ainsi qu'à la procédure définie à l'article 10 du Règlement, s'est réservé le droit de prendre toute mesure nécessaire au développement et au bon fonctionnement de son service de radiodiffusion dans le cas où ladite procédure ne parviendrait pas à lui donner satisfaction (*Notification n° 908*).

19) Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas a déclaré que la Convention a été ratifiée pour le compte du Royaume en Europe, du Suriname* et des Antilles néerlandaises.

* Le Suriname est devenu un Etat indépendant Membre de l'UIT.

20) En approuvant cette Révision partielle du Règlement des radiocommunications, le Gouvernement de la Jamaïque a renouvelé la réserve exprimée par sa délégation au cours de la neuvième séance plénière de la conférence, à savoir:

« La délégation de la Jamaïque déclare réserver le droit du Gouvernement jamaïcain de prendre toute mesure qu'il jugerait nécessaire à la sauvegarde de ses intérêts au cas où des Membres ou Membres associés n'observeraient pas, d'une manière ou d'une autre, les stipulations du Règlement des radiocommunications de la Conférence administrative des radiocommunications (Genève, 1959), tel qu'il a été complété et modifié par la Conférence administrative extraordinaire des radiocommunications (Genève, 1963), ou au cas où des réserves formulées par certains pays compromettraient le bon fonctionnement de ses services de télécommunications. »

21) L'Administration italienne a déclaré que son pays, en ratifiant la Convention internationale des télécommunications de Genève (1959) en date du 7 novembre 1962 (instrument de ratification déposé au Secrétariat général le 28 décembre 1962), a, conformément aux dispositions du numéro 193 de ladite Convention, approuvé *ipso facto* les Règlements des radiocommunications de Genève (1959), entrés en vigueur le 1^{er} mai 1961.

22) En ratifiant la Convention et le Protocole additionnel facultatif, le Gouvernement du Royaume-Uni a déclaré que l'instrument de ratification vaut pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Etats Associés (Antigua, Dominique*, Saint-Christophe-Nièves-Anguille, Sainte-Lucie* et Saint-Vincent) et les Territoires placés sous la souveraineté du Royaume-Uni, ainsi que pour l'Etat de Brunéi, les îles Salomon* et, dans les limites juridictionnelles du Royaume-Uni, pour le Condominium des Nouvelles-Hébrides.

Le Gouvernement du Royaume-Uni a également précisé que les dispositions de la Convention et du Protocole additionnel facultatif ne s'appliquent pas à la Rhodésie du Sud, tant que le Gouvernement du Royaume-Uni n'aura pas informé le Secrétaire général qu'il est en mesure d'assurer que les obligations imposées par la Convention et le Protocole additionnel facultatif, en ce qui concerne ledit territoire, peuvent être pleinement remplis.

* Dominique, Sainte-Lucie et les îles Salomon sont devenues des Etats indépendants Membres de l'O.N.U.

23) En ratifiant la Convention, le Gouvernement de la République Populaire Hongroise a confirmé les déclarations N°s XV, L et XCI figurant dans le Protocole final à ladite Convention. De plus, il a confirmé certaines des déclarations qui figurent dans le Protocole additionnel aux Règlements des radiocommunications (Genève, 1959), dans les termes suivants:

« Le Gouvernement de la République Populaire Hongroise, en les approuvant, se réserve le droit d'utiliser sur le territoire de son pays pour le service de radionavigation aéronautique:

— les bandes de fréquences attribuées aux services de «radiolocalisation» et de «radionavigation aéronautique», mentionnées à l'article 5 du Règlement des radiocommunications (Genève, 1959),

— la bande de fréquence 415-490 kHz.

Le Gouvernement de la République Populaire Hongroise n'accepte l'emploi des Horaires de radiodiffusion dans les bandes de fréquences de radiodiffusion 5 950-26 100 kHz, indiquées à l'article 5 du Règlement des radiocommunications (Genève, 1959), que dans la mesure où ils favorisent l'élaboration du plan définitif de la répartition des fréquences pour les bandes mentionnées ».

24) En approuvant ces Règlements, le Gouvernement argentin a déclaré que l'Administration argentine, dans ses relations avec d'autres administrations, n'acceptera pas les dispositions ou obligations dudit Règlement des radiocommunications, de ses Appendices et Résolutions et du Règlement additionnel des radiocommunications que lesdites autres administrations n'auraient pas acceptées ou auraient acceptées sous réserve.

25) Dans une note, l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique, à Berne, précise que « le dépôt de l'instrument de ratification du Règlement des radiocommunications (Genève, 1959) et du Protocole additionnel y annexé constitue la notification d'approbation par les Etats-Unis d'Amérique, y compris tous les Territoires sous la juridiction des Etats-Unis d'Amérique » (*Notification n° 878*).

26) Ancienne dénomination: Malte.

27) En adhérant à la Convention, le Gouvernement de la République de Malte s'est réservé le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts, si des Membres n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention ou de ses Annexes, Protocoles, etc., ou si les réserves faites par d'autres Membres compromettraient les services de télécommunication de Malte ou entraîneraient une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

28) Le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande a déclaré que cette approbation s'applique également aux Iles Cook, à Niue et aux Iles Tokelau.

29) En adhérant à la Convention, le Gouvernement du Royaume du Swaziland a confirmé la déclaration qui figure au N° II du Protocole final à ladite Convention.

30) En adhérant à la Convention, le Gouvernement du Commonwealth des Bahamas s'est réservé le droit de n'accepter aucune mesure financière susceptible de donner lieu à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union, ainsi que le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part de dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention, de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement des services de télécommunication du Commonwealth des Bahamas.

31) En adhérant à la Convention, le Gouvernement de Papua-Nouvelle-Guinée s'est réservé le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part de dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention ou de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

32) L'approbation vaut pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Etats Associés (Antigua, St. Christophe-Nièves-Anguille et St. Vincent) et les Territoires placés sous la souveraineté du Royaume-Uni, ainsi que pour l'Etat de Brunéi, et dans les limites juridictionnelles du Royaume-Uni, pour le Condominium des Nouvelles-Hébrides.

33) Le Gouvernement de la République Sudafricaine a adhéré à la Convention en se réservant le droit de prendre toute mesure qu'il pourrait juger nécessaire pour protéger ses intérêts, dans le cas où d'autres Membres de l'Union manqueraient, de quelque manière que ce soit, à remplir leurs obligations découlant de la Convention internationale des télécommunications (Torremolinos, 1973) à l'égard de la République Sudafricaine.

34) Ancienne dénomination: Laos (Royaume du).

35) Ancienne dénomination: Malgache (République).

36) En adhérant à la Convention, le Gouvernement de la République Populaire d'Albanie a fait la déclaration et les réserves suivantes (*traduction certifiée conforme*):

Le Gouvernement de la République Populaire d'Albanie déclare qu'il ne reconnaît pas comme légaux les pleins pouvoirs des représentants de Séoul, qui ne représentent pas le peuple coréen.

Le Gouvernement de la République Populaire d'Albanie se réserve le droit d'accepter ou de ne pas accepter le Règlement des radiocommunications, soit totalement, soit en partie.

Le Gouvernement de la République Populaire d'Albanie se réserve le droit de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts dans le cas où des réserves formulées par d'autres pays entraîneraient une augmentation de sa part de contribution aux dépenses de l'Union ou si certains Etats Membres de l'Union ne s'acquittaient pas de leur part des dépenses de l'Union.

37) Voir Notifications N°s 1109, 1124 et 1127.

38) En ratifiant la Convention, le Gouvernement de la République Socialiste Tchécoslovaque a confirmé les réserves et déclarations suivantes, formulées lors de la signature du Protocole final: dernier paragraphe du N° XV et N°s XLIX, L et XCI.

39) Le 2 novembre 1976, le Secrétariat général a reçu par la voie diplomatique et par l'entremise du Gouvernement suisse, une lettre datée du 20 juillet 1976 par laquelle le Ministre des Affaires étrangères de la République Socialiste du Viet Nam déclare que cet Etat est le continuateur de la République du Sud Viet Nam en sa qualité de Membre de l'Union internationale des télécommunications. En conséquence, la République Socialiste du Viet Nam est Membre de l'UIT.

- 40) Ancienne dénomination: Albanie (République Populaire d').
- 41) De décembre 1976 à septembre 1979, la dénomination de ce pays était Empire Centrafricain.
- 42) En ratifiant la Convention, le Gouvernement de la République Populaire de Chine a confirmé la déclaration figurant au paragraphe 2 du N° LIX du Protocole final à ladite Convention.
- 43) En ratifiant la Convention, le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie a confirmé la déclaration figurant au N° XLIX du Protocole final à ladite Convention.
- 44) En ratifiant la Convention, le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques a confirmé la déclaration figurant au N° XLIX du Protocole final à ladite Convention.
- 45) En ratifiant la Convention, le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie a confirmé la déclaration figurant au N° XLIX du Protocole final à ladite Convention.
- 46) En ratifiant la Convention, le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine a confirmé la déclaration figurant au N° XLIX du Protocole final à ladite Convention.
- 47) En ratifiant la Convention, le Gouvernement de la République Populaire de Pologne a confirmé la déclaration figurant au N° XLIX du Protocole final à ladite Convention.
- 48) En ratifiant la Convention, le Gouvernement de la République Argentine a confirmé les déclarations figurant aux N°s LXXXIV et LXXXVII du Protocole final à ladite Convention et a déclaré qu'il n'accepte pas la déclaration, formulée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, figurant au N° CII (B) dudit Protocole final.
- 49) En ratifiant la Convention, le Gouvernement du Chili a confirmé la réserve figurant au N° VIII du Protocole final à ladite Convention et a, en outre, fait la déclaration suivante: (*traduction*) « Le Gouvernement de la République du Chili ratifie la Convention de Malaga-Torremolinos (1973), étant entendu que, dès que cela sera possible, l'UIT déterminera sous quelle forme devra être respecté le droit souverain de chaque pays de ne pas se voir imposer des émissions de radiodiffusion non désirées en provenance d'un autre Etat. »
- 50) En ratifiant la Convention, le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie a confirmé les déclarations figurant aux N°s XCI et CIV du Protocole final à ladite Convention et a déclaré, en outre, qu'en vertu des dispositions du paragraphe 2 de l'article 42 de la Convention, la ratification implique l'acceptation des Règlements administratifs en vigueur au moment de cette ratification par la République Socialiste de Roumanie.
- 51) Ancienne dénomination: Guatemala.
- 52) Ancienne dénomination: Pakistan.
- 53) En ratifiant la Convention, le Gouvernement du Sultanat d'Oman a confirmé la déclaration figurant au N° XXXVII du Protocole final à

ladite Convention et a déclaré qu'il n'acceptera aucune incidence financière entraînant une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union qui pourrait éventuellement résulter de réserves faites par d'autres gouvernements participant à la Conférence de pléni-potentiaires de Malaga-Torremolinos (1973).

54) En ratifiant la Convention, le Gouvernement de la République d'Iraq a confirmé la déclaration qui figure au N° XXXVII du Protocole final à ladite Convention.

55) Ancienne dénomination: Libyenne (République Arabe).

56) En adhérant à la Convention, le Gouvernement du Royaume des Tonga s'est réservé le droit de n'accepter aucune mesure financière susceptible de donner lieu à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union, ainsi que le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part de dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication du Royaume des Tonga.

57) Ancienne dénomination: Kmhère (République).

58) Ancienne dénomination: Afghanistan (République d').

59) Ancienne dénomination: Sri Lanka (Ceylan) (République de).

60) Ancienne dénomination: Surinam (République du).

61) Ancienne dénomination: Comores (Etat des).

62) Ancienne dénomination: Guinée (République de).

63) Ancienne dénomination: Iran.

64) En adhérant à la Convention, le Gouvernement de la République de Nauru a fait la réserve suivante (*traduction*):

Le Gouvernement de la République de Nauru se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part de dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication de Nauru.

65) En approuvant ces Actes finals, l'Etat du Qatar a indiqué que son administration fera usage du droit (prévu par la note de bas de page 27/8A.1) de réglementer l'exploitation de stations de communications à ondes décamétriques par des aéronefs, aussi longtemps que ceux-ci se trouveront au sol sur le territoire du Qatar.

66) L'approbation vaut pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Territoires placés sous la souveraineté du Royaume-Uni, ainsi que pour l'Etat de Brunéi et, dans les limites juridictionnelles du Royaume-Uni, pour le Condominium des Nouvelles-Hébrides.

**Liste des pays qui ont signé les Actes finals de la Conférence administrative mondiale
des radiocommunications (Genève, 1979)**

| | |
|---|--|
| Afghanistan (République Démocratique d') | Liban |
| Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire) | Libéria (République du) |
| Allemagne (République fédérale d') | Libye (Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire Socialiste) |
| Angola (République Populaire d') | Liechtenstein (Principauté de) |
| Arabie Saoudite (Royaume de l') | Luxembourg |
| Argentine (République) | Madagascar (République Démocratique de) |
| Australie | Malaisie |
| Autriche | Malawi |
| Bahreïn (Etat de) | Mali (République du) |
| Bangladesh (République Populaire du) | Malte (République de) |
| Belgique | Maroc (Royaume du) |
| Bénin (République Populaire du) | Maurice |
| Biélorussie (République Socialiste Soviétique de) | Mauritanie (République Islamique de) |
| Botswana (République de) | Mexique |
| Brésil (République Fédérative du) | Monaco |
| Bulgarie (République Populaire de) | Mongolie (République Populaire de) |
| Burundi (République du) | Mozambique (République Populaire du) |
| Cameroun (République Unie du) | Népal |
| Canada | Nicaragua |
| Cap-Vert (République du) | Niger (République du) |
| Centrafricaine (République) | Nigeria (République Fédérale de) |
| Chili | Norvège |
| Chine (République Populaire de) | Nouvelle-Zélande |
| Chypre (République de) | Oman (Sultanat d') |
| Cité du Vatican (Etat de la) | Ouganda (République de l') |
| Colombie (République de) | Pakistan (République Islamique du) |
| Congo (République Populaire du) | Panama (République de) |
| Corée (République de) | Papua-Nouvelle-Guinée |
| Costa Rica | Paraguay (République du) |
| Côte d'Ivoire (République de) | Pays-Bas (Royaume des) |
| Cuba | Pérou |
| Danemark | Philippines (République des) |
| Egypte (République Arabe d') | Pologne (République Populaire de) |
| El Salvador (République de) | Portugal |
| Emirats Arabes Unis | Qatar (Etat du) |
| Equateur | République Arabe Syrienne |
| Espagne | République Démocratique Allemande |
| Etats-Unis d'Amérique | République Populaire Démocratique de Corée |
| Ethiopie | République Socialiste Soviétique d'Ukraine |
| Fidji | Roumanie (République Socialiste de) |
| Finlande | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord |
| France | Rwandaise (République) |
| Gabonaise (République) | Saint-Marin (République de) |
| Ghana | Sénégal (République du) |
| Grèce | Singapour (République de) |
| Guatemala (République du) | Somalie (République Démocratique) |
| Guinée (République Populaire et Révolutionnaire de) | Soudan (République Démocratique du) |
| Guyane | Sri Lanka (République Socialiste Démocratique de) |
| Haïti (République d') | Suède |
| Haute-Volta (République de) | Suisse (Confédération) |
| Honduras (République de) | Swaziland (Royaume du) |
| Hongroise (République Populaire) | Tanzanie (République Unie de) |
| Inde (République de l') | Tchad (République du) |
| Indonésie (République d') | Tchécoslovaque (République Socialiste) |
| Iran (République Islamique d') | Thaïlande |
| Iraq (République d') | Togolaise (République) |
| Irlande | Trinité et Tobago |
| Islande | Tunisie |
| Israël (Etat d') | Turquie |
| Italie | Union des Républiques Socialistes Soviétiques |
| Jamaïque | Uruguay (République Orientale de l') |
| Japon | Venezuela (République de) |
| Jordanie (Royaume Hachémite de) | Yémen (République Démocratique Populaire du) |
| Kenya (République du) | Yugoslavie (République Socialiste Fédérative de) |
| Koweït (Etat de) | Zaire (République du) |
| Lesotho (Royaume de) | Zambie (République de) |

Tableau IV. Conventions, Arrangements et Accords régionaux européens

La lettre S signifie que la Convention, l'Accord ou l'Arrangement a été signé; la lettre R signifie que la Convention a été ratifiée; la lettre A signifie que l'Accord a été approuvé ou qu'il s'agit d'une adhésion à celui-ci; dans la colonne 7, elle signifie que l'Arrangement a été accepté.

| Pays | Convention européenne de radio-diffusion (Copenhague, 1948) | | Convention régionale européenne du service mobile radio-maritime (Copenhague, 1948) | | Arrangement régional concernant les radio-phares maritimes dans la Zone européenne de la Région 1 (Paris, 1951) | | Accord régional dans les bandes 68-73 MHz et 76-87,5 MHz (Genève, 1960) [*] | | Accord régional pour la Zone européenne de radio-diffusion (Stockholm, 1961) | | Arrangement régional relatif au service radio-téléphonique rhénan (Munich, 1976) | |
|---|---|-----------------|---|----|---|---|--|---|--|-----------------|--|------------------|
| | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| Albanie (République Populaire Socialiste d') | S | R | — | — | — | — | S | — | — | — | — | — |
| Allemagne (République fédérale d') | — | — | — | — | — | — | S | A | S | A ⁶⁾ | S | A ¹⁰⁾ |
| Autriche | — | — | — | — | — | — | S | A | S | A | — | — |
| Belgique | S | R ⁹⁾ | S | R | S | A | — | — | S | A | S | A |
| Biélorussie (République Socialiste Soviétique de) | S | R ⁹⁾ | — | — | — | — | S | — | S | A ⁵⁾ | — | — |
| Bulgarie (République Populaire de) | S | R ⁹⁾ | — | 1) | — | — | S | — | S | — | — | — |
| Chypre (République de) | — | — | — | — | — | — | — | — | S | A | — | — |
| Cité du Vatican (Etat de la) | S | R ⁹⁾ | — | — | — | — | — | — | S | — | — | — |
| Danemark | S | R ⁹⁾ | S | R | S | A | S | A | S | — | — | — |
| Espagne | — | — | — | — | S | — | — | — | S | A ²⁾ | — | — |
| Finlande | S | R ⁹⁾ | — | — | — | — | — | — | S | A | — | — |
| France | S | R ⁹⁾ | S | R | S | A | S | A | S | A | S | A |
| Grèce | S | R | S | R | — | — | S | — | S | — | — | — |
| Hongroise (République Populaire) | S | R ⁹⁾ | — | — | — | — | S | A | S | — | — | — |
| Irlande | S | R ⁹⁾ | S | R | — | A | — | — | S | A | — | — |
| Islande | — | — | S | R | — | — | — | — | S | — | — | — |
| Israël (Etat d') | — | — | — | — | — | — | — | — | S | — | — | — |
| Italie | S | R ⁹⁾ | S | R | S | A | S | A | S | A | — | — |
| Liban | — | — | — | — | — | — | — | — | S | — | — | — |
| Luxembourg | — | — | — | — | — | — | — | — | S | — | S | A |
| Maroc (Royaume du) | S | R ⁹⁾ | S | R | S | A | — | — | S | A | — | — |
| Monaco | S | R ⁹⁾ | S | R | S | A | — | — | S | — | — | — |
| Norvège | S | R ⁹⁾ | S | R | S | A | S | A | S | A | — | — |
| Pays-Bas (Royaume des) | S | R ⁹⁾ | S | R | S | A | — | — | S | A | S | A ¹⁰⁾ |
| Pologne (République Populaire de) | S | R ⁹⁾ | — | — | — | — | S | — | S | — | — | — |
| Portugal | S | — | S | — | S | — | — | — | S | — | — | — |
| République Démocratique Allemande | — | — | — | — | — | — | — | — | — | A ⁸⁾ | — | — |
| République Socialiste Soviétique d'Ukraine | S | R ⁹⁾ | — | — | — | — | S | A | S | A ⁵⁾ | — | — |
| Roumanie (République Socialiste de) | S | R ⁹⁾ | — | — | — | — | S | A | S | — | — | — |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | S | R ⁹⁾ | S | R | S | A | — | — | S ⁷⁾ | A ⁷⁾ | S ⁴⁾ | 11) |
| Suède | — | — | S | R | S | A | S | A | S | — | — | — |
| Suisse (Confédération) | S | R ⁹⁾ | — | — | — | — | S | A | S | A | S | A |
| Tchécoslovaque (République Socialiste) | S | R ⁹⁾ | — | — | — | — | S | A | S | — | — | — |
| Tunisie | S | R ⁹⁾ | S | R | S | A | — | — | — | — | — | — |
| Turquie | — | — | S | — | S | A | S | — | S | — | — | — |
| Union des Républiques Socialistes Soviétiques | S | R ⁹⁾ | — | 3) | — | — | S | A | S | A ⁵⁾ | — | — |
| Yougoslavie (République Socialiste Fédérative de) | S | R ⁹⁾ | — | — | — | A | S | — | S | A | — | — |

^{*}) Accord régional concernant l'utilisation des fréquences dans les bandes 68-73 MHz et 76-87,5 MHz par le service de radiodiffusion, d'une part, et par les services fixe et mobile, d'autre part (Genève, 1960).

1) La République Populaire de Bulgarie a notifié que les stations côtières de ce pays utilisent les fréquences qui leur sont attribuées par le Plan de Copenhague.

2) Le Gouvernement espagnol a approuvé cet Accord en maintenant les trois réserves qui figurent au paragraphe I (A, B et C) du Protocole final.

3) L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques a notifié que les stations côtières de ce pays utilisent les fréquences qui leur sont attribuées par le Plan de Copenhague.

4) Comme Administration participante.

⁵⁾ Prenant en considération qu'à la Conférence de Stockholm en 1961, au moment de l'établissement des plans de répartition des fréquences pour les stations de télévision dans la bande 645-960 MHz, il n'a pas été suffisamment tenu compte des besoins des services radio de la navigation aérienne de l'U.R.S.S., de la R.S.S. d'Ukraine et de la R.S.S. de Biélorussie et aussi, ayant en vue les particularités des services radio de la navigation aérienne, les Administrations des télécommunications de l'U.R.S.S., de la R.S.S. d'Ukraine et de la R.S.S. de Biélorussie ne peuvent pas garantir aux pays utilisant cette bande pour la télévision une protection contre les brouillages causés par les services radio de la navigation aérienne de l'U.R.S.S., de la R.S.S. d'Ukraine et de la R.S.S. de Biélorussie.

⁶⁾ En donnant son approbation, l'Administration de la République fédérale d'Allemagne a émis les considérations suivantes:

« Selon le plan des fréquences pour les stations de radiodiffusion-télévision dans la bande de fréquences comprises entre 162 et 230 MHz (Annexe 2, chapitre 2 de l'Accord), les fréquences 224,25/229,75 MHz sont assignées à la station de radiodiffusion-télévision Sonneberg figurant au plan avec l'indication d'une puissance apparente rayonnée de 30/6 kW et permettant dans le secteur entre 45 et 135 degrés une puissance apparente rayonnée de 5 kW pour la porteuse de télévision.

Cette assignation est susceptible de provoquer des brouillages nuisibles pour les stations du service de radionavigation aéronautique opérant dans la bande de fréquences comprises entre 223 et 235 MHz, conformément aux dispositions de l'article 5 du Règlement des radiocommunications de Genève (1959).

Or, un brouillage nuisible, causé au détriment des stations opérant dans la bande de fréquences comprises entre 223 et 235 MHz attribuée au service de radionavigation aéronautique en tant que service primaire, ne pourra être empêché que si la puissance apparente rayonnée de la station de radiodiffusion-télévision de Sonneberg n'excède pas 0,5/0,1 kW dans le secteur entre 135 et 345 degrés. »

⁷⁾ Signé et approuvé également pour le compte des Territoires d'Outre-Mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni.

⁸⁾ En adhérant à cet Accord, le Gouvernement de la République Démocratique Allemande a fait la déclaration suivante:

« Le Ministère des Postes et Télécommunications de la République Démocratique Allemande s'associe à la déclaration des délégations de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, de la République Populaire de Bulgarie, de la République Populaire Hongroise, de la République Populaire de Pologne, de la République Socialiste de Roumanie, de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine et de la République Socialiste Tchèque, qui figure dans le Protocole final à l'Accord régional pour la Zone européenne de radiodiffusion, et qui répond au principe établi par l'Accord quadripartite du 3 septembre 1971 aux termes duquel Berlin-Ouest n'est pas partie intégrante de la République fédérale d'Allemagne et ne saurait être soumise à sa juridiction. »

⁹⁾ Le Gouvernement de ce pays a fait savoir au Gouvernement du Danemark qu'il accepte l'abrogation de la Convention européenne de radiodiffusion (Copenhague, 1948) et du Plan y annexé, conformément aux dispositions du Protocole additionnel I à l'Accord régional relatif à l'utilisation par le service de radiodiffusion de fréquences dans les bandes des ondes hectométriques dans les Régions 1 et 3 et dans les bandes des ondes kilométriques dans la Région 1 (Genève, 1975).

¹⁰⁾ Avec certaines réserves.

¹¹⁾ Devenue Administration participante le 23 décembre 1976, conformément aux dispositions de l'article 9 de l'Arrangement.

**Tableau V. Accord régional relatif à l'utilisation par le service de radiodiffusion
de fréquences dans les bandes des ondes hectométriques
dans les Régions 1 et 3 et dans les bandes des ondes kilométriques dans la Région 1
(Genève, 1975)**

La lettre S signifie que l'Accord a été signé; la lettre A signifie que l'Accord a été approuvé ou qu'il s'agit d'une adhésion à celui-ci.

| 1 | 2 | 3 | 1 | 2 | 3 |
|---|---|------|---|---|------|
| Afghanistan (République Démocratique d') | S | | Liechtenstein (Principauté de) | S | A |
| Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire) | S | | Luxembourg | S | A |
| Allemagne (République fédérale d') | S | A 4) | Madagascar (République Démocratique de) | S | S |
| Arabie Saoudite (Royaume de l') | S | | Malaisie | S | S |
| Australie | S | | Malawi | S | A |
| Autriche | S | | Mali (République du) | S | S |
| Bahreïn (Etat de) | — | A | Maroc (Royaume du) | S | A |
| Bangladesh (République Populaire du) | S | | Maurice | S | S |
| Belgique | S | A | Mauritanie (République Islamique de) | S | S |
| Bénin (République Populaire du) | S | | Monaco | S | A |
| Biélorussie (République Socialiste Soviétique de) | S | A | Mongolie (République Populaire de) | S | A |
| Birmanie (République Socialiste de l'Union de) | — | A | Mozambique (République Populaire de) | S | A |
| Botswana (République de) | S | A | Nauru (République de) | — | A |
| Bulgarie (République Populaire de) | S | A | Népal | S | A |
| Burundi (République du) | S | | Niger (République du) | S | S |
| Cameroun (République Unie du) | S | A | Nigeria (République Fédérale de) | S | S |
| Centrafricaine (République) | S | | Norvège | S | A |
| Chine (République Populaire de) | S | A | Nouvelle-Zélande | S | A |
| Chypre (République de) | S | | Oman (Sultanat d') | — | A |
| Cité du Vatican (Etat de la) | S | A | Ouganda (République de l') | S | S |
| Congo (République Populaire du) | S | | Pakistan (République Islamique du) | S | S |
| Corée (République de) | S | A | Papua-Nouvelle-Guinée | S | A |
| Côte d'Ivoire (République de) | S | | Pays-Bas (Royaume des) | S | A 3) |
| Danemark | S | A | Philippines (République des) | S | S |
| Egypte (République Arabe d') | S | | Pologne (République Populaire de) | S | A 1) |
| Emirats Arabes Unis | S | | Portugal | S | S |
| Espagne | S | A | Qatar (Etat du) | S | S |
| Ethiopie | S | A | République Arabe Syrienne | S | S |
| Fidji | S | A | République Démocratique Allemande | S | A |
| Finlande | S | A | République Socialiste Soviétique d'Ukraine | S | S |
| France | S | A | Roumanie (République Socialiste de) | S | A 5) |
| Gabonaise (République) | S | | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | S | A 2) |
| Gambie (République de) | S | | Sénégal (République du) | S | A |
| Ghana | S | | Sierra Leone | — | A |
| Grèce | S | | Singapour (République de) | S | A |
| Guinée (République Populaire et Révolutionnaire de) | S | | Soudan (République Démocratique du) | S | |
| Haute-Volta (République de) | S | | Sri Lanka (République Socialiste Démocratique de) | S | |
| Hongroise (République Populaire) | S | A 1) | Suède | S | A |
| Inde (République de l') | S | A | Suisse (Confédération) | S | A |
| Indonésie (République d') | S | | Tanzanie (République Unie de) | S | S |
| Iran (République Islamique d') | S | | Tchad (République du) | S | S |
| Irlande | S | A | Tchécoslovaque (République Socialiste) | S | A 1) |
| Islande | S | A | Thaïlande | S | S |
| Israël (Etat d') | S | | Togolaise (République) | S | S |
| Italie | S | A | Tonga (Royaume des) | — | A |
| Japon | S | A | Tunisie | S | S |
| Jordanie (Royaume Hachémite de) | S | A | Turquie | S | S |
| Kenya (République du) | S | | Union des Républiques Socialistes Soviétiques | S | A |
| Koweït (Etat de) | S | | Yémen (République Arabe du) | S | S |
| Lesotho (Royaume de) | S | | Yémen (République Démocratique Populaire du) | S | S |
| Liban | S | | Yougoslavie (République Socialiste Fédérative de) | S | A |
| Libéria (République du) | S | | Zaïre (République du) | S | S |
| Libye (Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire Socialiste) | S | | Zambie (République de) | S | |

1) En approuvant l'Accord, le Membre intéressé a confirmé la (les) déclaration (s) faite (s) au moment de la signature.

2) L'approbation vaut également pour les Territoires placés sous la souveraineté du Royaume-Uni (dans les Régions 1 et 3), ainsi que pour l'Etat de Brunéi et, dans les limites juridictionnelles du Royaume-Uni, pour le Condominium des Nouvelles-Hébrides.

3) L'approbation vaut pour le Royaume en Europe.

4) Voir Notification N° 1132.

5) En approuvant cet Accord, le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie a fait la déclaration suivante:

« La République Socialiste de Roumanie se réserve le droit de prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer que ses émetteurs de radiodiffusion couvrent, d'une manière appropriée, tout le territoire du pays avec des programmes de radiodiffusion, dans le cas où les coordinations prévues dans le Plan annexé à l'Accord ne pourront être solutionnées par des négociations. »

Tableau VI. Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications chargée d'établir un Plan pour le service de radiodiffusion par satellite dans les bandes de fréquences 11,7-12,2 GHz (dans les Régions 2 et 3) et 11,7-12,5 GHz (dans la Région 1) (Genève, 1977)

La lettre S signifie que les Actes finals ont été signés; la lettre A signifie que les Actes finals ont été approuvés.

| 1 | 2 | 3 | 1 | 2 | 3 |
|---|---|-----------------|--|---|-----------------|
| Afghanistan (République Démocratique d') . . . | S | | Lao (République Démocratique Populaire) . . . | S | |
| Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire) . . . | S | | Liban | S | |
| Allemagne (République fédérale d') | S | | Libye (Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire Socialiste) | S | |
| Arabie Saoudite (Royaume de l') | S | | Liechtenstein (Principauté de) | S | A |
| Argentine (République) | S | A ⁴⁾ | Luxembourg | S | |
| Australie | S | | Madagascar (République Démocratique de) | S | |
| Autriche | S | | Malaisie | S | A |
| Bahreïn (Etat de) | S | | Mali (République du) | S | |
| Bangladesh (République Populaire du) | S | | Malte (République de) | S | |
| Belgique | S | | Maroc (Royaume du) | S | |
| Bénin (République Populaire du) | S | | Maurice | S | |
| Biélorussie (République Socialiste Soviétique de) | S | A | Mauritanie (République Islamique de) | S | |
| Bolivie (République de) | S | | Mexique | S | |
| Brésil (République Fédérative du) | S | | Monaco | S | |
| Bulgarie (République Populaire de) | S | | Mongolie (République Populaire de) | S | |
| Burundi (République du) | S | | Nigeria (République Fédérale de) | S | |
| Canada | S | A | Norvège | S | |
| Centrafricaine (République) | S | | Nouvelle-Zélande | S | |
| Chili | S | | Oman (Sultanat d') | S | |
| Chine (République Populaire de) | S | | Ouganda (République de l') | S | |
| Chypre (République de) | S | | Pakistan (République Islamique du) | S | |
| Cité du Vatican (Etat de la) | S | | Panama (République de) | S | |
| Colombie (République de) | S | | Papua-Nouvelle-Guinée | S | |
| Comores (République Fédérale et Islamique des) | S | | Paraguay (République du) | S | A |
| Congo (République Populaire du) | S | | Pays-Bas (Royaume des) | S | A ³⁾ |
| Corée (République de) | S | A | Philippines (République des) | S | |
| Côte d'Ivoire (République de) | S | | Pologne (République Populaire de) | S | |
| Cuba | S | | Portugal | S | |
| Danemark | S | A | Qatar (Etat du) | S | A |
| Egypte (République Arabe d') | S | | République Démocratique Allemande | S | |
| Emirats Arabes Unis | S | | République Populaire Démocratique de Corée | S | |
| Equateur | S | | République Socialiste Soviétique d'Ukraine | S | A |
| Espagne | S | | Roumanie (République Socialiste de) | S | |
| Etats-Unis d'Amérique | S | | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | S | A ¹⁾ |
| Ethiopie | S | | Sénégal (République du) | S | A |
| Finlande | S | | Singapour (République de) | S | A |
| France | S | A | Soudan (République Démocratique du) | S | |
| Gabonaise (République) | S | | Suède | S | |
| Ghana | S | | Suisse (Confédération) | S | A ²⁾ |
| Grèce | S | | Tanzanie (République Unie de) | S | |
| Guatemala (République du) | S | | Tchad (République du) | S | |
| Guinée (République Populaire et Révolutionnaire de) | S | | Tchécoslovaque (République Socialiste) | S | A ⁴⁾ |
| Haïti (République d') | S | | Thaïlande | S | |
| Haute-Volta (République de) | S | | Togolaise (République) | S | |
| Hongroise (République Populaire) | S | A ⁴⁾ | Tunisie | S | |
| Inde (République de l') | S | A | Turquie | S | |
| Indonésie (République d') | S | | Union des Républiques Socialistes Soviétiques | S | A |
| Iran (République Islamique d') | S | | Uruguay (République Orientale de l') | S | |
| Irlande | S | A | Venezuela (République de) | S | |
| Islande | S | | Yémen (République Arabe du) | S | |
| Italie | S | | Yémen (République Démocratique Populaire du) | S | |
| Japon | S | | Yougoslavie (République Socialiste Fédérative de) | S | |
| Kenya (République du) | S | | Zaire (République du) | S | |
| Koweït (Etat de) | S | | | | |

1) L'approbation vaut pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Etats Associés (Antigua, Saint Christophe-Nièves-Anguille et Saint Vincent) et les Territoires placés sous la souveraineté du Royaume-Uni, ainsi que pour l'Etat de Brunéi, et, dans les limites juridictionnelles du Royaume-Uni, pour le Condominium des Nouvelles-Hébrides.

2) En approuvant ces Actes finals, la Suisse s'est ralliée à la déclaration qui figure au n° 74 du Protocole final auxdits Actes.

3) Pour le Royaume en Europe et les Antilles néerlandaises.

4) En approuvant les Actes finals, le Membre intéressé a confirmé la(les) déclaration(s) faite(s) au moment de la signature.

VII. Accords particuliers

Accord particulier régional concernant l'utilisation de la bande 100-104 MHz par le service de radiodiffusion (1962)

Cet accord a été conclu entre les administrations des pays suivants: Autriche, *Italie, Suisse (Confédération), Yougoslavie (République Socialiste Fédérative de)*.

Les pays indiqués en caractères italiques ont approuvé l'accord.

Note du Secrétariat général : cet Accord sera abrogé, par consentement mutuel, après que ces administrations auront approuvé l'Accord particulier relatif à l'introduction du service de radiodiffusion dans la bande de fréquences 100-104 MHz (Darmstadt, 1971).

Accord particulier relatif à l'utilisation de la bande 582-606 MHz par le service de radionavigation (Bruxelles, 1962)

Cet accord a été conclu entre les administrations des pays suivants: Allemagne (République fédérale d'), Belgique, Danemark, France, Pays-Bas (Royaume des), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suisse (Confédération).

Accord particulier relatif à l'utilisation des ondes métriques et décimétriques pour les services fixe et mobile dans les régions frontalières (Bruxelles, 1963)

Cet accord a été conclu entre les administrations des pays suivants: Allemagne (République fédérale d'), Belgique et Pays-Bas (Royaume des).

Par lettre en date du 6 juin 1974, l'Administration belge a fait savoir que l'Administration du Luxembourg a adhéré à cet Accord.

Accord particulier relatif à l'utilisation de fréquences pour émetteurs complémentaires de télévision de faible puissance fonctionnant dans la gamme des ondes décimétriques (bande IV, 472-582 MHz, et bande V, 582-960 MHz) dans les zones frontalières (Karlsruhe, 1966)

Cet accord a été conclu entre les administrations des pays suivants: Allemagne (République fédérale d'), Autriche, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Royaume des Pays-Bas.

Cet accord a été approuvé sans réserve par toutes ces administrations.

**Accords particuliers relatifs à l'utilisation coordonnée par les services fixe et mobile terrestre
des fréquences comprises entre 29,7 et 470 MHz**

Un tel accord a été signé à Vienne, le 18 juillet 1969, entre les administrations des pays suivants: Allemagne (République fédérale d'), Autriche, Italie et Confédération Suisse.

Cet accord, qui a été approuvé sans réserve par toutes ces administrations, est entré en vigueur le 1^{er} décembre 1969.

Un tel accord a été signé à Vienne, le 25 avril 1969, entre les administrations des pays suivants: Autriche, République Populaire Hongroise et République Socialiste Tchèqueoslovaque.

Cet accord, qui a été approuvé sans réserve par toutes ces administrations, est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1970.

Un tel accord a été signé à Budapest, le 1^{er} juillet 1976, entre les administrations des pays suivants: République Populaire Hongroise et République Socialiste Fédérative de Yougoslavie.

Cet accord est entré en vigueur 60 jours après sa signature.

**Accord particulier relatif à l'utilisation coordonnée par les services fixe et mobile terrestre
des fréquences comprises entre 29,7 et 960 MHz**

Un tel accord a été signé à Vienne, le 23 septembre 1976, entre les administrations des pays suivants: Autriche et République Socialiste Fédérative de Yougoslavie.

Cet accord, qui a été approuvé sans réserve par ces administrations, est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1977.

**Accord particulier relatif à l'introduction du service de radiodiffusion
dans la bande de fréquences 100-104 MHz
(Darmstadt, 1971)**

Cet accord a été conclu entre les administrations des pays suivants: *Allemagne (République fédérale d'), Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, République Populaire Hongroise, Italie, Luxembourg, Norvège, Royaume des Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Confédération Suisse* et République Socialiste Fédérative de Yougoslavie.

Cet accord est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1973.

Les pays indiqués en caractères italiques ont approuvé l'accord.

Accord gouvernemental dans le domaine des postes et télécommunications

Un tel accord a été conclu à Bonn, le 30 mars 1976, entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République Démocratique Allemande.

En même temps, trois accords administratifs (sur le trafic postal, sur le trafic des télécommunications et sur le décompte des prestations du transit des postes et télécommunications) relatifs à cet accord gouvernemental ont été conclus entre les Administrations de ces deux pays.

Tous ces accords, qui sont des arrangements particuliers conclus en application de l'article 31 de la Convention de Malaga-Torremolinos (1973), sont entrés en vigueur le 1^{er} juillet 1976.

ANNEXE 2 A



BUDGET DE L'ANNÉE 1979

RÉSUMÉ DES PRÉVISIONS DES DÉPENSES DE L'ANNÉE 1979

| DÉPENSES | Dépenses 1978 Fr.s. | Budget 1979 Fr.s. | Crédits additionnels Fr.s. | Budget 1979 y compris crédits additionnels Fr.s. |
|--|---------------------------|-------------------------|----------------------------------|---|
| I. BUDGET DE L'UNION | | | | |
| Chapitre 1 — Conseil d'administration | 655.182 | 729.000 | 7.000 | 736.000 |
| Dépenses communes du Siège: | | | | |
| Chapitre 2 — Dépenses du personnel | 35.596.663 | 35.501.000 | 50.000 | 35.551.000 |
| Chapitre 3 — Dépenses de caractère social | 7.395.360 | 7.826.000 | 43.000 | 7.869.000 |
| Chapitre 4 — Locaux | 3.136.252 | 3.362.000 | — | 3.362.000 |
| Chapitre 5 — Frais de missions | 139.889 | 155.000 | — | 155.000 |
| Chapitre 6 — Frais de bureau et divers | 2.157.485 | 2.330.000 | — | 2.330.000 |
| Chapitre 7 — Support technique pour le Groupe d'ingénieurs | 299.665 | 300.000 | — | 300.000 |
| Chapitre 8 — Rapports officiels | — | 140.000 | — | 140.000 |
| | 49.380.496 | 50.343.000 | 100.000 | 50.443.000 |
| Chapitre 11 — Conférence administrative mondiale radiocom. aéronautiques | 878.568 | — | — | — |
| Conférence administrative mondiale radiocommunications | — | 4.825.000 | 409.000 | 5.234.000 |
| Chapitre 12 — Réunions du CCIR | 2.763.703 | 71.000 | — | 71.000 |
| Chapitre 13 — Réunions du CCITT | 2.000.120 | 2.579.000 | 43.000 | 2.622.000 |
| Chapitre 15 — Cycles d'études de l'UIT | 62.489 | — | — | — |
| Chapitre 16 — Cycles d'études d'adm. Membres | 184.361 | 200.000 | — | 200.000 |
| Chapitre 17 — Dépenses communes conférences et réunions | 2.282.193 | 3.424.000 | 526.000 | 3.950.000 |
| | 57.551.930 | 61.442.000 | 1.078.000 | 62.520.000 |
| Dépenses pour l'agencement du Laboratoire du CCITT | 64.656 | 70.000 | — | 70.000 |
| Dépenses pour l'entretien et le renouvellement de l'IIS et autres équipements électroacoustiques | 18.522 | 45.000 | — | 45.000 |
| | 57.635.108 | 61.557.000 | 1.078.000 | 62.635.000 |
| Versement au compte de provision de l'UIT (Rés. N° 11 — Convention, 1973) | 770.000 | — | — | — |
| Excédent des recettes | 1.507.024 | — | — | — |
| | 59.912.132 | 61.557.000 | 1.078.000 | 62.635.000 |
| II. BUDGET DES COMPTES SPÉCIAUX DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE | | | | |
| Chapitre 21 — Coopération technique Dépenses administratives | 6.884.392 | 7.434.000 | 21.000 | 7.455.000 |
| III. BUDGET ANNEXE DES PUBLICATIONS | | | | |
| Total dépenses | 6.461.445 | 8.346.000 | 800 | 8.346.800 |
| Excédent des recettes | 19.648 | 44.000 | 800 | 43.200 |
| | 6.481.093 | 8.390.000 | — | 8.390.000 |

RÉSUMÉ DES PRÉVISIONS DES RECETTES DE L'ANNÉE 1979

| RECETTES | Recettes 1978 Fr.s. | Budget 1979 Fr.s. | Recettes additionnelles Fr.s. | Budget 1979 y compris recettes additionnelles Fr.s. |
|---|---------------------------|-------------------------|-------------------------------------|--|
| I. BUDGET DE L'UNION | | | | |
| Contributions: | | | | |
| — Contributions des Membres de l'Union aux dépenses de l'année courante | 56.212.700 | 53.909.600 | — | 53.909.600 |
| — Contributions des exploitations privées, organismes scientifiques ou industriels aux dépenses des conférences et réunions des Chapitres 11 à 13 | — | — | — | — |
| CAMR Aéronautique | 2.200 | — | — | — |
| CCIR | 1.625.250 | 1.529.750 | — | 1.529.750 |
| CCITT | 2.828.833 | 2.563.650 | — | 2.563.650 |
| Diverses recettes | 177.971 | 39.000 | — | 39.000 |
| | 60.846.954 | 58.042.000 | — | 58.042.200 |
| Prélèvement du fonds de provision du CCITT pour l'agencement du Laboratoire du CCITT | 64.656 | 70.000 | — | 70.000 |
| Prélèvement du fonds de renouvellement de l'IIS pour entretien et renouvellement de l'IIS et autres équipements électroacoustiques | 18.522 | 45.000 | — | 45.000 |
| Prélèvement du compte de provision de l'UIT pour couvrir les crédits additionnels | (1.018.000) | — | 1.078.000 | 1.078.000 |
| Prélèvement du compte de provision pour réduire l'unité contributive des Membres | — | 3.400.000 | — | 3.400.000 |
| | 59.912.132 | 61.557.000 | 1.078.000 | 62.635.200 |
| II. BUDGET DES COMPTES SPÉCIAUX DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE | | | | |
| Contributions aux dépenses administratives de la CT et report des années précédentes | 6.884.392 | 7.434.000 | 21.000 | 7.455.000 |
| III. BUDGET ANNEXE DES PUBLICATIONS | | | | |
| Total des recettes | 6.481.093 | 8.390.000 | — | 8.390.000 |
| Excédent des dépenses | — | — | — | — |
| | 6.481.093 | 8.390.000 | — | 8.390.000 |

PAGE LAISSEE EN BLANC INTENTIONNELLEMENT

PAGE INTENTIONALLY LEFT BLANK

ANNEXE 2 B



COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'ANNÉE 1979

COMPTÉ DE PROFITS ET PERTES DE L'ANNÉE 1979

(Compte d'administration) (en francs suisses)

| <i>Dépenses</i> | Budget 1979* | Comptes 1979 |
|---|----------------|---------------|
| <i>I. Budget de l'Union</i> | Francs suisses | |
| Chapitre 1 — Conseil d'administration | 736.000,— | 708.931,80 |
| Dépenses communes du Siège: | | |
| Chapitre 2 — Dépenses de personnel | 35.551.000,— | 35.532.178,20 |
| Chapitre 3 — Dépenses de caractère social | 7.869.000,— | 7.799.496,56 |
| Chapitre 4 — Locaux | 3.362.000,— | 3.477.299,30 |
| Chapitre 5 — Frais de missions | 155.000,— | 154.685,60 |
| Chapitre 6 — Frais de bureau et divers | 2.330.000,— | 2.265.487,63 |
| Chapitre 7 — Support technique pour le groupe d'ingénieurs | 300.000,— | 300.080,65 |
| Chapitre 8 — Rapports officiels | 140.000,— | 191.532,20 |
| | 50.443.000,— | 50.429.691,94 |
| Chapitre 11 — Conférences administratives mondiales: Conférence administrative mondiale des radiocommunications | 5.234.000,— | 5.318.917,25 |
| Chapitre 12 — Réunions du C.C.I.R. | 71.000,— | 120.164,10 |
| Chapitre 13 — Réunions du C.C.I.T.T. | 2.622.000,— | 2.524.891,80 |
| Chapitre 15 — Cycles d'études de l'U.I.T. | — | — |
| Chapitre 16 — Cycles d'études d'administrations Membres | 200.000,— | 184.208,85 |
| Chapitre 17 — Dépenses communes pour les conférences et réunions | 3.950.000,— | 4.410.774,65 |
| | 62.520.000,— | 62.988.648,59 |
| Dépenses pour l'agencement du laboratoire du C.C.I.T.T. | 70.000,— | 69.110,40 |
| Dépenses pour l'entretien et le renouvellement de l'I.I.S. et autres équipements électroacoustiques | 45.000,— | 6.090,20 |
| Annulation de dettes irrécupérables | — | 131.275,50 |
| | 62.635.000,— | 63.195.124,69 |
| Excédent des recettes à verser au compte de provision de l'U.I.T. | | 326.185,66 |
| | 62.635.000,— | 63.521.310,35 |

* Budget 1979, y compris les crédits additionnels.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'ANNÉE 1979

(Compte d'administration) (en francs suisses)

| <i>Recettes</i> | Budget 1979* | Comptes 1979 |
|---|----------------|---------------|
| <i>I. Budget de l'Union</i> | Francs suisses | |
| Contributions: | | |
| Contributions des Membres de l'Union aux dépenses de l'année courante | 53.909.600.— | 53.909.600.— |
| Contributions des exploitations privées, organismes scientifiques ou industriels aux dépenses des conférences et réunions des Chapitres 11, 12 et 13: | | |
| — Conférence administrative mondiale des radiocommunications | — | 128.180.— |
| — C.C.I.R. | 1.529.750.— | 1.548.212.50 |
| — C.C.I.T.T. | 2.563.650.— | 2.739.483.35 |
| Diverses recettes | 39.000.— | 511.358.40 |
| | 58.042.000.— | 58.836.834.25 |
| Prélèvement du fonds de provision du C.C.I.T.T. pour l'agencement du laboratoire | 70.000.— | 69.110.40 |
| Prélèvement du fonds de renouvellement de l'I.I.S. pour l'entretien et le renouvellement de l'I.I.S. | 45.000.— | 6.090.20 |
| Prélèvement du compte de provision de l'U.I.T. pour couvrir les crédits additionnels | 1.078.000.— | 1.078.000.— |
| Prélèvement du compte de provision de l'U.I.T. pour réduire l'unité contributive des Membres | 3.400.000.— | 3.400.000.— |
| Prélèvement du compte de provision de l'U.I.T. pour l'annulation de dettes irrécupérables | — | 131.275.50 |
| | 62.635.000.— | 63.521.310.35 |

* Budget 1979, y compris les crédits additionnels

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'ANNÉE 1979

(Compte d'administration) (en francs suisses)

| <i>Dépenses</i> | Budget 1979* | Comptes 1979 |
|--|--------------|---------------|
| <i>II. Budget des comptes spéciaux de la coopération technique</i> | | |
| Francs suisses | | |
| Chapitre 21 — Coopération technique — | | |
| Dépenses administratives de l'année 1979 | 7.455.000,— | 7.542.997,55 |
| | | |
| Excédent des dépenses reporté de l'année 1978 | | 838.001,05 |
| | 7.455.000,— | 8.380.998,60 |
| <i>III. Budget annexe des publications</i> | | |
| Chapitre 24 et 25 — Dépenses pour publications éditées au cours de l'année 1979, y compris les frais généraux | 6.931.800,— | 8.820.871,32 |
| Chapitre 26 — Dépenses des publications déficitaires | 1.300.000,— | 1.646.008,70 |
| Chapitre 27 — Divers | 115.000,— | 217.398,45 |
| | 8.346.800,— | 10.684.278,47 |
| Excédent des recettes | 43.200,— | |
| | 8.390.000,— | 10.684.278,47 |

* Budget 1979, y compris les crédits additionnels.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'ANNÉE 1979

(Compte d'administration) (en francs suisses)

| <i>Recettes</i> | Budget 1979* | Comptes 1979 |
|--|---------------|------------------------------|
| <i>Francs suisses</i> | | |
| II. Budget des comptes spéciaux de la coopération technique | | |
| Contribution du PNUD sur les dépenses des projets | } 7.455.000,— | 4.880.259,75 |
| Contribution des Fonds fiduciaires | | 1.213.256,05 |
| Contribution du Fonds spécial de Coopération technique | | 15.549,15 |
| Autres recettes: | | |
| — solde du compte des paiements sur exercice clos de 1978 | | 57.509,90 |
| — recettes diverses | | 310.234,45 |
| — reliquat sur Fonds mise à la retraite des fonctionnaires | | 14.696,35 |
| Remboursement excédent dépenses administratives 1978 par le PNUD | | 838.001,05 |
| Excédent des dépenses reporté à l'année 1980 | | 7.329.506,70 1.051.491,90 |
| | 7.455.000,— | 8.380.998,60 |
| III. Budget annexe des publications | | |
| Produit de la vente des publications éditées au cours de l'année 1979 | 6.900.000,— | |
| Produit de la vente des publications éditées au cours des années précédentes | 50.000,— | 8.779.777,10 |
| Vente du Journal et de la Liste des adresses | 250.000,— | 302.948,45 |
| Insertions dans le Journal des télécommunications | 1.050.000,— | 1.194.412,— |
| Divers | 140.000,— | 282.335,95 |
| Excédent des dépenses débité au capital des publications | 8.390.000,— | 10.559.473,50 124.804,97 |
| | 8.390.000,— | 10.684.278,47 |

* Budget 1979, y compris les crédits additionnels

ANNEXE 3

LISTE DES PUBLICATIONS EDITÉES PAR L'UNION EN 1979

* Composition assistée de l'ordinateur UIT

** Composition avec cartes magnétiques

| | | Tirage ex. | | Total nombre de pages par langue |
|-------|--|------------|--------|---|
| 1. | 12 Notifications, N ^{os} 1134 à 1145 | F | 500 | 124 |
| | | E | 650 | |
| | | S | 150 | |
| 2. | 44 Circulaires du Secrétariat général, N ^{os} 85 à 128 | F | 580 | 132 |
| | | E | 1.100 | |
| | | S | 280 | |
| 3.* | 2 Listes des publications | F | 1.000 | 64 |
| | | E | 2.500 | |
| | | S | 600 | |
| 4.* | Résolutions et Décisions du Conseil d'Administration: mise à jour du Volume et Supplément N ^o 14, 34 ^e session 1979 | F | 250 | 198 |
| | | E | 350 | |
| | | S | 150 | |
| 5. | Rapport de gestion financière pour 1978 | F | 450 | 44 |
| | | E | 500 | |
| | | S | 200 | |
| 6.* | Rapport sur l'activité de l'Union en 1978 | F | 650 | 144 |
| | | E | 750 | |
| | | S | 350 | |
| 7. | Journal des télécommunications, 12 numéros, vol. 46, I-XII | F | 1.850 | 1.410 |
| | | E | 3.800 | |
| | | S | 850 | |
| 8.* | 26 Bulletins d'exploitation, N ^{os} 173 à 198 et Registre de l'UIT des Stations de navire, trilingues | | 1.150 | 894 |
| 9.** | Liste des adresses, 5 ^e édition 1978 et Suppléments N ^{os} 5 à 7, trilingues | | 1.800 | 196 |
| 10.** | Annuaire statistique des télécommunications du secteur public et statistique des radiocommunications, année 1978, 7 ^e édition 1979, trilingue | | 900 | 364 |
| 11. | Mise à jour N ^o 2 (1979) du Remaniement du Règlement des radiocommunications | F | 800 | 26 |
| | | E | 1.600 | |
| | | S | 300 | |
| 12. | Mise à jour (1979) du Règlement des radiocommunications | F | 1.000 | 214 |
| | | E | 3.000 | |
| | | S | 1.100 | |
| 13. | Appendice 2 au Plan (Gain de l'antenne (en dB) pour différents azimuts et angles de site), 1978, trilingue | | 1.500 | 68 |
| 14.* | Nomenclature des bureaux télégraphiques, 24 ^e édition 1976: Supplément N ^o 3, trilingue | | 20.000 | 60 |
| 15.** | Liste des voies d'acheminement des communications téléphoniques internationales, 19 ^e édition, 1979, trilingue | | 800 | 232 |
| 16.** | Brochure T.A., édition 1979-1980, trilingue | | 22.000 | 136 |
| 17.** | Tableaux des relations et du trafic télex internationaux, 1978, trilingue | | 580 | 448 |

| | | Tirage ex. | Total nombre de pages par langue |
|-------|--|---------------------------|---|
| 18.** | Tableau d'acheminement pour les bureaux participant au service Gentex, 5 ^e édition, 1976: Suppléments N ^{os} 6 et 7, trilingues | 700 | 68 |
| 19.** | Tableau T.A., Service des comptes transférés dans les services télégraphiques, 5 ^e édition, 1977: Supplément N ^o 3, trilingue | 600 | 94 |
| 20.** | Tableau des taxes télégraphiques, 1 ^{ère} édition, 1975: Suppléments Spécial N ^{os} 7 et 8, trilingues | 850 | 184 |
| 21.** | Liste des indicateurs pour le système avec retransmission de télégrammes et des codes d'identification des réseaux télex, 4 ^e édition, 1979, trilingue | 1.300 | 120 |
| 22.** | Renseignements d'intérêt général concernant l'exécution du service télégraphique international, 1 ^{ère} édition, 1976: Suppléments N ^{os} 5 et 6, trilingues | 900 | 132 |
| 23. | Nomenclature des stations côtières, 7 ^e édition, 1978, Volume I: Suppléments N ^{os} 1 et 2, trilingues | 26.000 | 124 |
| 24. | Nomenclature des stations côtières, 7 ^e édition, 1979, Volume II et Supplément N ^o 1, trilingues | 19.500 | 208 |
| 25.* | Nomenclature des stations de navire, 19 ^e édition, 1979 et Suppléments N ^{os} 1 à 3, trilingues | 17.500 | 1.508 |
| 26. | Nomenclature des stations de radiorepérage et des stations effectuant des services spéciaux, 6 ^e édition, 1976, Volume II: Suppléments N ^{os} 4 et 5, trilingues | 22.500 | 108 |
| 27. | Nomenclature des stations de radiorepérage et des stations effectuant des services spéciaux, 7 ^e édition, 1979: Volume I, trilingue | 23.500 | 404 |
| 28.* | Liste alphabétique des indicatifs d'appel des stations utilisées dans le service mobile maritime: 8 ^e édition, 1977: Supplément N ^o 6, multilingue | 20.500 | 84 |
| 29.* | Liste alphabétique des indicatifs d'appel des stations utilisées dans le service mobile maritime, 9 ^e édition, 1979 et Suppléments N ^{os} 1 et 2, multilingues | 20.000 | 400 |
| 30.* | Liste alphabétique des indicatifs d'appel des stations autres que les stations d'amateur, les stations expérimentales et les stations du service mobile maritime, 7 ^e édition, 1977: Supplément N ^o 5, trilingue | 2.650 | 24 |
| 31.* | Liste alphabétique des indicatifs d'appel des stations autres que les stations d'amateur, les stations expérimentales et les stations du service mobile maritime, 8 ^e édition, 1979 et Suppléments N ^{os} 1 et 2, trilingues | 2.300 | 356 |
| 32.* | Glossaire provisoire de termes des télécommunications destiné à faciliter le travail des linguistes, édition 1979 | F 500 E 700 S 200 | 648 952 668 |
| 33.* | Plan général de développement du réseau régional de l'Asie et de l'Océanie, Bangkok, 1978, trilingue | 550 | 166 |
| 34.* | Plan général de développement du réseau régional en Afrique, Abidjan, 1979, trilingue | 450 | 170 |
| 35.* | Plan général de développement du réseau régional de la région Europe et Bassin méditerranéen, Parties 1 et 2, Santiago de Compostela (Espagne), 1979, trilingue | 650 | 536 |
| 36.* | Termes et Définitions, 1978 (Livre orange) | F 700 E 1.400 S 350 | 266 278 268 |
| 37.* | Avis approuvés à titre provisoire, X.75, X.121, 1979 | F 400 E 1.200 S 150 | 68 |

| | | Tirage ex. | Total nombre de pages par langue |
|------|---|---------------------|---|
| 38.* | Planification des réseaux locaux (GAS 2), 1979 | F | 800 272 |
| | | E | 1.800 260 |
| | | S | 600 272 |
| 39.* | Télécommunications rurales, 1979 | F | 500 338 |
| | | E | 800 318 |
| | | S | 400 336 |
| 40. | Instruction sur le service téléphonique international: Index alphabétique, 1979 | F | 5.500 24 |
| | | E | 3.000 26 |
| | | S | 2.500 24 |
| 41.* | Documents de la XIV ^e Assemblée plénière du CCIR, Kyoto, 1978 | | |
| | | Volume I | F 700 518 E 2.200 496 S 400 518 |
| | | Volume II | F 550 524 E 1.850 484 S 350 522 |
| | Volume III | F | 650 228 |
| | | E | 2.150 220 |
| | | S | 350 230 |
| | Volume IV | F | 700 378 |
| | | E | 2.300 354 |
| | | S | 350 376 |
| | Volume V | F | 750 312 |
| | | E | 2.300 304 |
| | | S | 400 314 |
| | Volume VI | F | 650 302 |
| | | E | 2.100 292 |
| | | S | 400 300 |
| | Volume VII | F | 600 136 |
| | | E | 1.900 132 |
| | | S | 400 136 |
| | Volume VIII | F | 700 694 |
| | | E | 2.350 666 |
| | | S | 400 684 |
| | Volume IX | F | 800 414 |
| | | E | 2.500 398 |
| | | S | 450 422 |
| | Volume X | F | 750 240 |
| | | E | 2.450 232 |
| | | S | 400 244 |
| | Volume XI | F | 800 382 |
| | | E | 2.600 372 |
| | | S | 450 384 |
| | Volume XII | F | 750 282 |
| | | E | 2.550 266 |
| | | S | 400 278 |
| | Volume XIII-1 | F | 500 346 |
| | | E | 1.800 334 |
| | | S | 300 348 |
| | Volume XIII-2 | F | 550 38 |
| | | E | 1.800 36 |
| | | S | 300 36 |

| | | Tirage ex. | Total nombre de pages par langue |
|------|---|-------------------------------|---|
| 42.* | Liste internationale des fréquences, 9 ^e édition, 1977: | | |
| | Préface: Supplément N ^o 7, trilingue | 1.000 | 50 |
| | Volume I: Supplément N ^o 7, multilingue | 900 | 100 |
| | Volume II: Supplément N ^o 7, multilingue | 900 | 176 |
| | Volume III: Supplément N ^o 7, multilingue | 900 | 148 |
| | Volume IV: Supplément N ^o 7, multilingue | 900 | 200 |
| | Volume Va): Supplément N ^o 7, multilingue | 800 | 16 |
| | Volume Vb): Supplément N ^o 7, multilingue | 800 | 276 |
| | Volume Vc): Supplément N ^o 7, multilingue | 700 | 164 |
| | Volume Vd): Supplément N ^o 7, multilingue | 700 | 84 |
| 43.* | Liste internationale des fréquences, 10 ^e édition, 1979: | | |
| | Préface et Suppléments N ^{os} 1 et 2, trilingues | 1.150 | 224 |
| | Volume I et Suppléments N ^{os} 1 et 2, multilingues | 800 | 1.144 |
| | Volume II et Suppléments N ^{os} 1 et 2, multilingues | 800 | 1.148 |
| | Volume III et Suppléments N ^{os} 1 et 2, multilingues | 800 | 1.020 |
| | Volume IV et Suppléments N ^{os} 1 et 2, multilingues | 800 | 1.240 |
| | Volume Va) et Suppléments N ^{os} 1 et 2, multilingues | 700 | 200 |
| | Volume Vb) et Suppléments N ^{os} 1 et 2, multilingues | 700 | 1.888 |
| | Volume Vc) et Suppléments N ^{os} 1 et 2, multilingues | 600 | 1.004 |
| | Volume Vd) et Suppléments N ^{os} 1 et 2, multilingues | 600 | 392 |
| 44.* | Nomenclature des stations fixes qui assurent des liaisons internationales, 9 ^e édition, 1977: Supplément N ^o 7, trilingue | 1.150 | 56 |
| 45.* | Nomenclature des stations fixes qui assurent des liaisons internationales, 10 ^e édition, 1979 et Suppléments N ^{os} 1 et 2, trilingues | 900 | 464 |
| 46.* | Nomenclature des stations de radiodiffusion fonctionnant dans les bandes au-dessous de 5.950 kHz, 10 ^e édition, 1979 et Supplément N ^o 1 trilingues | 650 | 314 |
| 47.* | Nomenclature des stations de radiocommunications spatiales et des stations de radioastronomie, 6 ^e édition, 1977: Suppléments N ^{os} 1, 2 et 3, trilingues | 800 | 196 |
| 48.* | 50 Circulaires hebdomadaires de l'IFRB, expédiées par courrier avion, N ^{os} 1349 à 1398: | | |
| | Parties I-II-III et Sections Spéciales, trilingues | 430 | 3.192 |
| | Partie IV, trilingue | 450 | 540 |
| 49.* | 4 Résumés de renseignements provenant du contrôle des émissions reçus par l'IFRB, N ^{os} 199 à 202, trilingues | 500 | 564 |
| 50.* | Horaires provisoires de radiodiffusion à ondes décimétriques, mars 1979, juin 1979, septembre 1979, novembre 1979, trilingues | 600 | 1.136 |
| 51.* | Horaires provisoires de radiodiffusion à ondes décimétriques mars 1978, juin 1978, trilingues | 350 | 466 |
| 52.* | Liste annuelle des fréquences de radiodiffusion à ondes décimétriques, 6 ^e édition, 1979: | | |
| | Volume I (5.950 - 9.775 kHz) | | |
| | Volume II (11.700 - 26.100 kHz), trilingues | 500 | 1.288 |
| 53. | Fascicule d'information N ^o 24: L'UIT et la formation professionnelle, 1978 | F 1.450 E 2.200 S 800 | 30 |
| 54.* | Fascicule d'information N ^o 25: Dix-huitième rapport de l'Union internationale des télécommunications et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, 1979 | F 1.400 E 2.200 S 800 | 228 216 228 |
| 55. | Fascicule d'information N ^o 26: Cinquantenaire du CCIR, 1979 | F 2.000 E 3.000 S 1.000 | 58 |

ANNEXE 4

ACTIVITÉS DU DÉPARTEMENT DE L'ORDINATEUR EN 1979

1. Au cours de l'année 1979, l'ordinateur a été utilisé pendant 3024 heures, soit une augmentation de 32,8% par rapport à l'année précédente. En moyenne, l'utilisation des ressources de l'ordinateur par les différents organismes de l'Union s'est, d'après le contrôle effectué par le système de comptabilité des tâches de l'ordinateur, répartie comme suit:

| | | |
|---------------------|---|-------|
| IFRB | — | 50,7% |
| Secrétariat général | — | 41,6% |
| CCIR | — | 6,1% |
| CCITT | — | 1,6% |

Ces pourcentages ne tiennent pas compte des travaux de traitement qui sont effectués sur plus de vingt micro-ordinateurs fonctionnant en autonome dans plusieurs services du Siège, et dont le volume est en augmentation.

2. Au cours de l'année, l'effort a porté principalement sur la saisie de données d'utilisateurs par le moyen de terminaux intelligents (micro-ordinateurs), et sur l'exécution de travaux de prétraitement côté utilisateur, lorsque cela était possible, préalablement à l'introduction des données dans l'ordinateur principal de l'UIT.

Par ailleurs, on a mis en œuvre des applications de diverse nature au moyen d'un même type d'équipement terminal.

3. Les principales raisons de cet accroissement important de l'utilisation de l'ordinateur ont été les suivantes: nombreux calculs effectués pour l'IFRB aux fins de la mise en application des décisions de la Conférence administrative régionale de radiodiffusion à ondes hectométriques et kilométriques et mise en œuvre de nouveaux programmes pour les Horaires provisoires de radiodiffusion à ondes décimétriques. Du côté du Secrétariat général, l'accroissement du volume de travail s'explique par la mise en place du système de terminologie, par la publication du Glossaire et par la mise au point d'un système en ligne pour la Nomenclature des stations de navire.

4. Des données enregistrées sur des supports magnétiques, tels que des rapports sur la propagation ionosphérique, des publications relatives à la radiodiffusion à ondes décimétriques, etc., ont continué à être fournies aux administrations. Pendant l'année 1979, 165 demandes d'extraits de divers fichiers de l'UIT, sous forme de listes ou de bandes magnétiques, ont été présentées par des administrations et par les organismes permanents de l'Union, notamment l'IFRB et d'autres services concernés du Secrétariat général. Soixante-dix-sept programmes spéciaux de sélection ont été écrits par les fonctionnaires du Département pour donner satisfaction à ces demandes.

5. Des fonctionnaires du Département ont participé aux réunions de plusieurs groupes de travail de la CAMR-79, en relation avec des travaux sur ordinateur; ils ont prêté leur concours à ces groupes de travail en fournissant des statistiques et des extraits de divers fichiers dans des délais extrêmement brefs.

6. Les travaux de saisie de données ont beaucoup augmenté par rapport à l'année précédente: plus d'un million de cartes ont été perforées et près d'un demi-million d'enregistrements ont été faits sur des disques souples.

7. Le Département a continué à s'acquitter des tâches correspondant aux applications régulières de l'ordinateur. Pour de plus amples détails concernant l'IFRB et les CCI, on se reportera aux sections 5.2, 5.3 et 5.4 respectivement.

8. Le nombre des applications de l'ordinateur croît d'année en année. En conséquence, un pourcentage de plus en plus important des ressources dont dispose l'Union pour développer les systèmes est allé, comme dans le passé, à la maintenance du système d'application et des programmes des tâches existantes. Selon les résultats d'enquêtes parues dans des publications spécialisées, c'est là un problème auquel ont à faire face les centres de calcul électronique de tout genre. Ces importantes obligations de maintenance ne laissent pas suffisamment de ressources pour que l'on puisse développer les applications nouvelles aussi vite qu'on aurait pu le souhaiter.

9. Il y a eu en outre un accroissement d'activité incessant du côté de la maintenance du système d'exploitation et des programmes associés, à mesure que s'accroît la complexité des nouveaux logiciels. En 1979, une nouvelle version de ce système a été créée, essayée et mise en œuvre. Il a fallu de plus établir des programmes de télétraitement et les essayer pour de futurs systèmes en ligne, y compris divers essais d'un contrôleur de télétraitement.

10. Une nouvelle version du système de banque de données SESAM a été essayée et mise en œuvre. Pour permettre l'accès en ligne à ces banques de données, on a programmé des routines d'usagers et une interface COBOL et on a procédé à des essais approfondis.
11. Le Département de l'ordinateur a poursuivi les travaux de mise au point et de maintenance de programmes de service. On a créé et mis en œuvre des routines d'accès aux disques souples.
12. Le système de traitement de textes de l'UIT (TPS) a continué à jouer un rôle essentiel dans l'établissement de textes de l'UIT sous une forme lisible par une machine. Ce système a été utilisé par la Division de sténodactylographie et composition de textes pour la saisie et la mise en mémoire du Livre du CCIR (Assemblée plénière de Kyoto); du Glossaire de l'UIT, de l'Index du CCIR, de documents du Conseil d'administration, d'Actes finals de conférences, etc.
13. Le système de composition par l'ordinateur de l'UIT (CCS) a encore progressé en 1979: on lui a surtout apporté des corrections et des améliorations. Une aide technique permanente a été en outre donnée aux usagers, en matière d'utilisation du langage de composition et d'élaboration des procédures d'exploitation.
14. La première phase du système de reconnaissance de terminologie multilingue (MTR) est devenue opérationnelle. Son objectif principal est de déceler l'emploi de nouveaux termes dans les textes de l'UIT et d'en prendre note en vue de les introduire éventuellement dans la banque de données terminologiques de l'Union. La première application du système, qui a commencé en décembre 1978, consiste à analyser les textes du Livre le plus récent du CCIR afin de compléter la banque de données terminologiques à partir de laquelle on a établi le Glossaire provisoire de l'UIT dont on s'est servi lors de la CAMR de 1979. L'analyse des textes du CCIR a permis de reconnaître environ 10.000 termes qui ont été introduits dans la banque de données terminologiques de l'UIT.
15. Le système logiciel TEAM, dont l'objet est la création et la mise à jour de banques de données terminologiques, a été largement utilisé pour établir l'édition provisoire du Glossaire de l'UIT. Une démonstration d'accès «en ligne» à la banque de données terminologiques de l'UIT a été faite durant l'exposition TELECOM 79: un terminal installé dans les locaux de l'exposition permettait d'accéder directement à l'ordinateur de l'UIT.
16. Les travaux de l'UIT en matière de traitement de textes et de terminologie ont suscité l'intérêt de plusieurs institutions spécialisées des Nations Unies et de la Commission des Communautés européennes. Des fonctionnaires de ces organisations ont rendu visite au Département de l'ordinateur, où ils ont reçu des explications sur ces travaux.
17. Le Département a défini et mis en application un langage de programmation terminal (TPL). Ce langage a principalement pour objet de faciliter l'élaboration de programmes sur des postes de données fonctionnant en autonome. Il a été utilisé dans des applications telles qu'un système public de visualisation, un système d'établissement de listes de participants, des extensions du système «débiteurs», etc.
18. Le système de photocomposition continue à être appliqué pour les publications de l'Union établies sous forme de listes imprimées à l'aide de l'ordinateur. Pour un moindre prix, la production devient plus rapide en même temps que la qualité de l'impression et la présentation s'améliorent. Au cours de l'année 1979, on a apporté à ce programme le développement qui était nécessaire pour la production locale d'extraits de la Liste internationale des fréquences.
19. Le traitement par l'ordinateur des textes des Livres du CCIR (XIV^e Assemblée plénière, Kyoto, 1978) avait été entrepris en octobre 1978. La photocomposition de ces livres par ordinateur, qui a porté sur environ 15.000 pages de format A4, a été achevée en mai 1979.
20. Un nouveau système pour la production de statistiques par le service de composition de textes a été mis en œuvre.
21. En collaboration avec le Département des conférences et services communs, le Département de l'ordinateur a mis au point un système avec postes de données fonctionnant en autonome, pour dresser les listes des participants aux conférences. Ce système a été utilisé avec succès pour la session de 1979 du Conseil d'administration et pour la CAMR-79.
22. En collaboration avec le Département des conférences et services communs, le Département de l'ordinateur a mis au point un système avec postes de données fonctionnant en autonome, pour afficher les calendriers des réunions sur des écrans de télévision. Le système a été mis en œuvre pour la première fois au cours de la CAMR-79 et il est utilisé maintenant pour d'autres réunions.
23. Le Département a réalisé une extension du système «débiteurs», avec des postes de données fonctionnant en autonome, pour la facturation des parts contributives annuelles et le calcul des intérêts sur les arriérés.

24. Pour le CCITT, on a mis au point et appliqué un système de contrôle de la circulation des documents. Ce système sera opérationnel au cours du premier semestre de 1980.
25. On met au point actuellement une extension du système de banque d'adresses, avec utilisation de postes de données fonctionnant en autonome.
26. Le Département a réalisé, mis en œuvre et utilisé un système pour évaluer l'efficacité des cours organisés dans le cadre du projet CODEVTEL. Ce système est appliqué pour l'analyse des données relatives à quatre cours.
27. Pour le Département du personnel, on a mis au point un système pour la mise en mémoire, la recherche et l'analyse quantitative des données relatives au classement des emplois.
28. Au cours de l'année 1978, il a fallu apporter plusieurs modifications au système intégré traitements/personnel, en partie pour tenir compte de changements imposés par les règlements du régime commun et en partie pour améliorer les procédures existantes. Le système offre des avantages évidents puisqu'il permet d'éviter tout retard dans le paiement des traitements que pourraient entraîner les fluctuations monétaires.
29. Une étude a été entreprise pour informatiser les traitements des fonctionnaires engagés pour de courtes durées. Ce travail est assez complexe, car il s'agit d'une tâche qui comporte de nombreuses conditions particulières; on pense néanmoins qu'il sera d'une grande utilité pour les services concernés, surtout en période de conférence.
30. Le traitement des rapports sur l'état d'avancement des projets du Département de la coopération technique a été étendu en vue de produire plusieurs rapports de gestion supplémentaires. On a mis en œuvre une méthode de traitement des ordres d'achat et des paiements permettant de tenir compte des fluctuations des taux de change.
31. Le Département de l'ordinateur a continué à apporter son aide au Département de la coopération technique dans le domaine de la planification des télécommunications et de l'optimisation des réseaux, y compris la préparation de programmes spéciaux. Ce travail a consisté à traiter des données statistiques.
32. Le Département a modifié le système de traitement utilisé pour les Commissions du Plan CCITT/CCIR. Ce système a été développé pour fournir des résultats additionnels à partir des données traitées.
33. On a poursuivi les travaux de mise au point d'un système pour le traitement en ligne du fichier des stations de navire. Des démonstrations de la version préliminaire de ce système ont été faites à l'intention des délégués à la CAMR-79. La première phase du système sera opérationnelle au cours du premier semestre de 1980.
34. Le personnel professionnel du Département a participé pleinement à l'évaluation des soumissions présentées au titre de l'étude sur «L'utilisation accrue de l'ordinateur de l'UIT par l'IFRB». En application des instructions données par le Conseil d'administration (Résolution N° 837), le Département a également travaillé en liaison avec les consultants, pour veiller à ce que le modèle proposé soit parfaitement intégré au système informatique de l'UIT.
35. Le Département a suivi de très près l'évolution des nouvelles méthodes appliquées à la gestion des projets de développement des systèmes d'applications, dont les objectifs sont les suivants: amélioration de la qualité et de la maintenabilité des programmes, amélioration de la gestion des projets, réduction des coûts et accroissement de la productivité dans la conception des systèmes d'ordinateur. En cette matière, une firme spécialisée dans le traitement électronique de l'information a été chargée de recenser les points forts et les points faibles des normes appliquées à l'UIT pour le traitement des données, et de recommander un plan d'ensemble pour l'élaboration de normes révisées. Certaines de ces recommandations ont commencé à être mises en pratique durant le dernier trimestre de 1979.
36. En 1979, le Département a participé à des réunions organisées par le Groupe des usagers d'ordinateurs de Siemens, en vue d'étudier des problèmes d'intérêt commun pour les usagers dans divers domaines. Le Département a participé à trois de ces réunions.
37. Le Département a représenté l'Union à plusieurs réunions internationales; il a participé aux travaux relatifs aux banques de données et à la téléinformatique.
38. A la demande du Conseil d'administration, le Département a étudié des documents et fourni des renseignements nécessaires pour la mise en oeuvre du programme de travail approuvé du Bureau inter-organisations pour les systèmes d'information (IOB), en vue de la production d'annuaires en tant que l'un des services fondamentaux de coordination rendus aux institutions spécialisées de même qu'aux gouvernements et aux organisations intergouvernementales. Il a également fourni des données ainsi que des informations d'ordre financier et administratif (CORE/1) tirées de fichiers informatiques, sur des projets de coopération technique.

39. Les progrès à attendre en matière de traitement de données se situent en très grande partie du côté de la technique des banques de données et de la téléinformatique (Data base and Data communication = DB/DC). Cela étant, le Département a continué d'organiser, au Siège, des activités en matière de DB/DC, en les concentrant sur un programme de formation professionnelle, dont le but est de promouvoir l'intérêt et la compétence professionnelle du personnel dans ces deux domaines fondamentaux.

40. De nombreuses sessions d'information ont été organisées en 1979 afin de tenir le personnel intéressé par les utilisations de l'ordinateur au courant des innovations et des méthodes appliquées depuis peu par le Département de l'ordinateur de l'UIT.

41. Des explications et des conseils portant sur les travaux d'informatique de l'Union et sur les problèmes connexes, ont été données à des administrations, à des visiteurs de passage au Siège de l'Union ainsi qu'aux participants à la CAMR-79.

42. Au cours de l'année, le Département de l'ordinateur a étudié des problèmes d'informatique qui se posent à un nombre toujours plus grand d'administrations et il a fourni les explications et les conseils nécessaires; dans certains cas, des fonctionnaires du Département se sont rendus sur place à cet effet.

43. Dans l'ensemble, l'année 1979 a été une année fructueuse pour le Département, marquée par une grande activité. Mais, pour faire face à l'accélération des tâches, le personnel du Département a été surchargé de travail. Les demandes de service sont en augmentation constante. Si l'on veut que le Département s'acquitte de ses responsabilités au service de presque tous les services du Siège, et qu'il produise les résultats qu'on attend de lui, il faudra revoir la question de l'effectif de son personnel professionnel et adapter cet effectif à l'accroissement des demandes d'informatisation.

ANNEXE 5

TABLEAU 1

*Liste des projets UIT en cours d'exécution en 1979**A. PNUD*

| PAYS, Titre et N° du projet | Durée (en années) | Contribution totale du PNUD \$ | Experts, mois de services | Boursiers, mois de services | a) Equipement b) Sous- traitance \$ | Dépenses totales en 1979 \$ |
|---|-------------------------|---|---------------------------------|-----------------------------------|--|--------------------------------------|
| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) |
| Afrique | | | | | | |
| Algérie | | | | | | |
| ALG-77-002 — Institut des télécommunications, Oran..... | 5 | 661.646 | 10/40.5 | 1/1 | a) 2.325 | 221.386 |
| ALG-77-005 — Institut des télécommunications, Oran, formation d'ingénieurs d'Etat | 5 | 636.772 | 9/12 | 2/1.5 | a) 22.616 | 96.446 |
| ALG-77-037 — Développement de la recherche appliquée en télécommunications | 1 | 19.274 | — | — | — | — |
| Angola | | | | | | |
| ANG-77-004 — Formation professionnelle en télécommunications..... | 5 | 1.008.265 | 7/79.5 | — | a) 150.134 | 437.967 |
| Burundi | | | | | | |
| BDI-75-010 — Conseiller en télécommunications..... | 4 | 192.754 | 1/12 | — | — | 68.009 |
| BDI-78-017 — Formation et exploitation dans le domaine des télécommunications | 4 | 348.750 | — | 2/6 | — | 13.692 |
| Cameroun | | | | | | |
| CMR-71-525 — Ecole professionnel des postes et télécommunications | 8 | 1.337.418 | 2/1.5 | 1/10.5 | — | 21.903 |
| CMR-78-007 — Assistance à l'école supérieure des postes et des télécommunications (ESPT) Phase II | 1 | 30.200 | 1/6 | — | — | 28.537 |
| CMR-79-001 — Assistance préparatoire au développement des télécommunications | 3 | 6.721.400 | 5/8 | — | a) 60.062 | 119.508 |
| Congo | | | | | | |
| PRC-77-002 — Bourses de perfectionnement dans le domaine des télécommunications..... | 2 | 26.420 | — | 6/23 | — | 38.743 |
| Egypte | | | | | | |
| EGY-69-577 — Institut technique de formation et de recherche en télécommunications | 10 | 1.812.536 | — | 1/4 | — | 6.363 |
| EGY-78-022 — Formation professionnelle en télévision et radiodiffusion | 2 | 450.000 | — | — | a) 10.958 | 10.958 |
| Ethiopie | | | | | | |
| ETH-78-027 — Services de communications radioélectriques dans les zones rurales | 2 | 497.100 | 1/5.5 | — | a) 341.212 | 368.592 |
| Gambie | | | | | | |
| GAM-78-003 — Développement des télécommunications rurales..... | 4 | 301.964 | 1/12 | — | a) 5.421 | 83.449 |

TABLEAU 1 (suite)

| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) |
|---|-----|-----------|---------|---------|------------|---------|
| Afrique (suite) | | | | | | |
| Guinée | | | | | | |
| GUI-72-016 — Développement des télécommunications | 7 | 1.245.783 | 4/16 | 5/37 | a) 40.584 | 182.487 |
| GUI-75-007 — Planification des télécommunications — Centraux et réseaux | 2 | 418.600 | 6/29 | — | a) 59.073 | 255.170 |
| Guinée-Bissau | | | | | | |
| GBS-75-007 — Assistance spéciale au Service de Radiodiffusion | 4 | 121.369 | — | 2/21 | — | 14.046 |
| Guinée équatoriale | | | | | | |
| EQG-74-001 — Développement des télécommunications | 5 | 950.514 | 2/14 | — | a) 156.175 | 238.853 |
| Ghana | | | | | | |
| GHA-72-015 — Assistance fournie à l'Administration des postes et télécommunications | 6 | 217.978 | — | 3/17.5 | — | 24.905 |
| Kenya | | | | | | |
| KEN-77-012 — Conseiller en formation professionnelle dans le domaine des télécommunications | 2 | 125.114 | 1/12 | 1/1 | — | 63.068 |
| Libéria | | | | | | |
| LIR-78-03 — Soutenir l'équipe spéciale du développement rural | 2 | 11.052 | 1/0.5 | — | — | 5.795 |
| Maroc | | | | | | |
| MOR-74-007 — Création d'un institut des Postes et Télécommunications et des techniques audiovisuelles | 6 | 1.276.986 | 11/34.5 | 11/22.5 | a) 17.843 | 215.854 |
| MOR-78-007 — Système de gestion centralisé pour le réseau téléphonique de Casablanca | 4 | 398.635 | 13/17.5 | 4/3 | a) 20.557 | 113.182 |
| Mauritanie | | | | | | |
| MAU-79-004 — Assistance aux télécommunications | 3 | 148.000 | 5/7 | — | — | 36.619 |
| Mozambique | | | | | | |
| MOZ-77-013 — Assistance en télécommunications | 3 | 90.561 | 1/12 | — | — | 39.075 |
| Namibie | | | | | | |
| SWP-77-001 — Formation professionnelle, télécommunications et services postaux pour la SWAPO | 3 | 857.935 | 2/15 | — | — | 275.582 |
| Niger | | | | | | |
| NER-69-006 — Télécommunications | 8 | 392.259 | 1/12 | 1/6 | a) 9.110 | 84.441 |
| Nigeria | | | | | | |
| NIR-69-028 — Télécommunications | 9 | 615.109 | 1/7 | 1/2.5 | — | 44.224 |
| NIR-72-010 — Planification du développement des télécommunications nationales | 7 | 1.704.572 | — | — | — | 7.767 |
| NIR-77-003 — Planification des télécommunications (Phase II) | 4 | 1.567.745 | 5/30 | — | a) 789 | 213.480 |
| NIR-77-004 — Mise au point d'un cours sur les télécommunications | 4 | 1.693.456 | 8/82.5 | — | a) 68.035 | 511.698 |

TABLEAU 1 (suite)

| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) |
|--|-----|-----------|--------|---------|------------|---------|
| Afrique (suite) | | | | | | |
| Ouganda | | | | | | |
| UGA-79-005 — Remise en oeuvre des services de radiodiffusion | 1 | 151.000 | — | — | a) 89.551 | 89.551 |
| UGA-79-006 — Remise en oeuvre du réseau de télécommunications | 2 | 1.000.600 | — | — | a) 182.249 | 183.031 |
| Rwanda | | | | | | |
| RWA-74-022 — Programme intégré d'assistance aux télécommunications | 5 | 1.042.256 | 6/29 | 4/29 | a) 30.865 | 229.198 |
| Sénégal | | | | | | |
| SEN-72-011 — Planification des télécommunications et formation du personnel..... | 9 | 527.431 | 5/10.5 | 2/24 | — | 70.228 |
| Seychelles | | | | | | |
| SEY-78-003 — Services de consultants pour Radio Seychelles..... | 2 | 15.782 | — | — | — | 8.572 |
| Somalie | | | | | | |
| SOM-74-021 — Institut national de formation professionnelle en télécommunications | 5 | 694.765 | 2/0.5 | — | a) 20.959 | 24.051 |
| SOM-78-010 — Institut professionnel national des télécommunications (Phase II) | 4 | 965.500 | 4/32 | — | a) 1.434 | 167.356 |
| SOM-78-011 — Services consultatifs en matière de télécommunications | 1 | 57.000 | 1/12 | — | — | 61.727 |
| Soudan | | | | | | |
| SUD-78-005 — Création d'un centre de maintenance et d'essais, Khartoum | 4 | 649.417 | 1/11 | — | a) 1.150 | 57.480 |
| Swaziland | | | | | | |
| SWA-73-008 — Ingénieur en chef des télécommunications | 9 | 329.484 | 1/12 | — | — | 37.919 |
| Tchad | | | | | | |
| CHD-75-021 — Ecole nationale des télécommunications, SARH..... | 4 | 556.378 | 2/7.5 | 3/13.5 | a) 60.419 | 134.886 |
| Tunisie | | | | | | |
| TUN-72-006 — Ecole des postes et télécommunications, Tunis..... | 7 | 1.734.266 | 10/56 | 11/13.5 | a) 14.094 | 327.065 |
| Zaïre | | | | | | |
| ZAI-76-013 — Développement des télécommunications..... | 2 | 550.150 | 6/39.5 | 4/5 | a) 11.069 | 300.329 |
| Projets régionaux | | | | | | |
| RAF-71-155 — Ecole multinationale de formation professionnelle des postes et télécommunications (Kenya, Ouganda et Tanzanie) | 9 | 2.202.030 | 2/6 | 1/3 | — | 27.495 |
| RAF-71-170 — Centre multinationale de formation professionnelle en télécommunications — Rufisque..... | 10 | 1.785.464 | 2/6 | 6/16.5 | — | 56.328 |

TABLEAU 1 (suite)

| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) |
|--|-----|-----------|---------|-----|-----------|---------|
| Projets régionaux (suite) | | | | | | |
| RAF-73-023 — Mise en oeuvre du Réseau panafricain de télécommunications (PANAFTEL) | 7 | 2.094.540 | 12/88.5 | — | a) 3.682 | 530.654 |
| RAF-73-076 — Liaisons nationales et inter-pays : études d'investissement | 6 | 428.542 | — | — | — | 4.730 |
| RAF-76-021 — Programme multinational de formation professionnelle des postes et télécommunications. Phase II | 5 | 1.478.410 | 4/33 | — | a) 22.455 | 174.778 |
| RAF-77-030 — Conseillers régionaux en télécommunications pour l'Afrique | 4 | 963.312 | 5/44.5 | — | — | 298.801 |
| RAF-78-019 — Assistance préparatoire — Etude sur les besoins de formation professionnelle en télécommunications en Afrique orientale et australe | 2 | 99.424 | 4/3 | — | — | 31.428 |
| RAF-78-054 — Conception de cours dans le domaine des télécommunications — CODEVTEL | 4 | 733.400 | 2/15 | — | a) 426 | 91.470 |
| RAF-79-039 — Ecole supérieure multinationale des télécommunications..... | 2 | 235.600 | 3/5 | — | | 20.885 |

TABLEAU 1 (suite)

| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) |
|--|-----|-----------|---------|--------|------------|---------|
| Asie et Pacifique | | | | | | |
| Afghanistan | | | | | | |
| AFG-74-039 — Unité de planification du réseau des télécommunications | 5 | 240.705 | — | — | | (660) |
| AFG-78-001 — Centre professionnel des télécommunications | 4 | 1.029.986 | 5/32 | 6/8.5 | a) 75.224 | 269.306 |
| Bangladesh | | | | | | |
| BGD-72-022 — Centre professionnel des télécommunications | 8 | 2.074.400 | 11/78.5 | 2/8 | a) 283.213 | 635.400 |
| BGD-76-012 — Développement de services de radiodiffusion | 6 | 181.866 | 1/4 | — | — | 21.015 |
| Birmanie | | | | | | |
| BUR-74-045 — Centre de formation professionnelle des télécommunications et des postes | 4 | 1.145.273 | 6/45.5 | 1/6 | a) 174.180 | 430.924 |
| Inde | | | | | | |
| IND-72-037 — Centre professionnel des télécommunications, niveau supérieur | 10 | 4.098.210 | 20/53.5 | 10/18 | a) 672.825 | 992.881 |
| IND-74-029 — Signaux et télécommunications | 3 | 36.628 | — | 2/9 | — | 20.275 |
| IND-74-044 — Extension et modernisation des services de télécommunications | 5 | 311.257 | — | 9/22 | | 48.691 |
| IND-74-047 — Programme de recherche et de développement de la station terrienne expérimentale par satellite. Ahmedabad | 3 | 394.553 | 1/1 | 2/1.5 | a) 79.787 | 92.562 |
| IND-75-012 — Installation de contrôle des émissions en Inde | 2 | 13.700 | 2/1.5 | — | — | 10.968 |
| IND-75-013 — Augmentation des installations de formation professionnelle à la station terrienne expérimentale de télécommunications par satellite. Ahmedabad | 2 | 150.456 | — | 1/1.5 | a) 38.545 | 48.011 |
| IND-77-005 — Cycle d'études sur les télécommunications rurales, New Delhi | 2 | 87.656 | — | — | | 7.407 |
| Indonésie | | | | | | |
| INS-71-536 — Centre professionnel des télécommunications | 8 | 2.536.484 | 2/16.5 | 4/10.5 | a) 15.458 | 120.180 |
| INS-78-049 — Centre d'essai et de mise au point des télécommunications | 5 | 2.130.200 | 3/12 | — | a) 126.651 | 192.691 |
| Népal | | | | | | |
| NEP-74-005 — Centre professionnel des télécommunications | 4 | 1.330.790 | 7/61 | 7/12.5 | a) 173.568 | 461.706 |
| Pakistan | | | | | | |
| PAK-75053 — Conseiller en formation professionnelle dans le domaine des télécommunications | 3 | 182.613 | 1/8 | 4/12 | a) 11.702 | 76.266 |
| PAK-74-073 — Etude et conception de système pour les télécommunications avec des zones éloignées | 4 | 545.060 | 1/9 | — | a) 53.563 | 108.189 |

TABLEAU 1 (suite)

| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) |
|---|-----|-----------|--------|--------|-----------|---------|
| Asie et Pacifique (suite) | | | | | | |
| Papua-Nouvelle Guinée PNG-75-014 — Centre professionnel des télécommunications | 5 | 1.783.651 | 7/62 | 1/0.5 | a) 64.917 | 416.516 |
| République de Corée ROK-75-020 — Institut de recherche coréen pour les communications..... | 2 | 167.000 | — | 2/10 | a) 28.745 | 56.016 |
| Samoa occidental SAM-71-011 — Développement des télécommunications | 10 | 730.938 | 3/27 | — | — | 83.633 |
| SAM-73-004 — Formation professionnelle en télécommunications..... | 7 | 97.744 | — | 2/15 | — | 171 |
| Singapour SIN-71-514 — Centre professionnel des télécommunications — TELE-CENTRE | 10 | 1.476.192 | — | 4/5.5 | — | 10.019 |
| SIN-74-020 — Formation d'ingénieurs en télécommunications | 3 | 67.780 | — | — | — | 2.141 |
| SIN-78-001 — Développement et planification des télécommunications..... | 3 | 147.091 | 3/8 | 1/1 | — | 35.999 |
| Thaïlande THA-78-001 — Gestion des fréquences radioélectriques et contrôle des émissions..... | 3 | 98.985 | 1/10 | — | a) 2.243 | 51.100 |
| Tonga TON-74-002 — Développement des télécommunications..... | 5 | 314.370 | 3/26.5 | — | — | 80.119 |
| TON-74-003 — Techniciens des radio-communications..... | 6 | 42.839 | — | 1/12 | — | 7.029 |
| Projets régionaux | | | | | | |
| RAS-72-134 — Gestion et contrôle du spectre radioélectrique..... | 5 | 645.424 | 3/24 | — | a) 7.074 | 242.807 |
| RAS-74-004 — Formation professionnelle en télécommunications (Pacific Sud)..... | 8 | 1.619.488 | 7/60 | 18/106 | a) 73.038 | 382.954 |
| RAS-75-051 — Coordination pour la mise en oeuvre du Réseau asiatique des télécommunications | 5 | 1.048,254 | 10/46 | 3/3 | — | 287.689 |
| RAS-78-048 — Développement des télécommunications dans le Pacifique Sud..... | 3 | 1.247.700 | 5/38.5 | — | a) 3.669 | 229.932 |
| RAS-78-050 — Conception des cours dans le domaine des télécommunications (CODEVTEL)..... | 4 | 311.500 | 1/10 | 1/0.5 | a) 3.291 | 66.892 |
| RAS-79-004 — En Chine, voyage d'étude et cycle d'études sur les télécommunications rurales..... | 1 | 60.000 | — | — | — | 54.360 |

TABLEAU 1 (suite)

| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) |
|--|-----|-----------|--------|--------|------------|-----------|
| Amérique latine | | | | | | |
| Argentine | | | | | | |
| ARG-74-007 — Laboratoire national des télécommunications | 5 | 741.557 | 6/20 | 5/23 | a) 29.122 | 226.261 |
| ARG-78-019 — Centre de commutation de messages..... | 4 | 478.600 | 2/7 | — | a) 245.000 | 281.578 |
| Bolivie | | | | | | |
| BOL-71-518 — Institut professionnel des télécommunications | 9 | 1.343.533 | 1/3 | — | a) 160 | 14.663 |
| BOL-78-015 — Planification des télécommunications..... | 3 | 398.400 | 4/18.5 | — | a) 1.726 | 98.683 |
| Brésil | | | | | | |
| BRA-74.009 — Recherche et développement des télécommunications | 8 | 6.389.337 | 21/46 | — | a) 723.929 | 1.012.810 |
| BRA-74-010 — Ressources humaines — Formation professionnelle en télécommunications..... | 7 | 985.930 | 4/11 | — | a) 116.621 | 173.127 |
| Colombie | | | | | | |
| COL-72-035 — Formation d'instructeurs et promotion de la recherche en télécommunications | 7 | 897.284 | 1/7 | 5/23.5 | a) 128.186 | 218.161 |
| Cuba | | | | | | |
| CUB-76-002 — Développement des services de télécommunications..... | 5 | 1.603.665 | 3/3 | — | a) 284.802 | 306.381 |
| El Salvador | | | | | | |
| ELS-78-009 — Extension du système des télécommunications | 4 | 302.840 | 3/16.5 | — | — | 84.964 |
| Equateur | | | | | | |
| ECU-78-019 — Centre professionnel national des télécommunications | 4 | 760.149 | 3/25 | — | a) 174.714 | 302.862 |
| Guatemala | | | | | | |
| GUA-78-003 — Evaluation de l'administration des télécommunications | 2 | 9.139 | — | 1/1 | — | 6.480 |
| GUA-79-001 — Préparation du plan de formation professionnelle à court, moyen et long terme. | 1 | 28.200 | 1/1 | — | — | 5.428 |
| Guyane | | | | | | |
| GUY-76-008 — Développement des télécommunications..... | 4 | 543.739 | 2/22.5 | 1/3 | a) 13.419 | 125.074 |
| Haïti | | | | | | |
| HAI-77-010 — Développement des télécommunications..... | 6 | 1.092.173 | 8/85.5 | 4/16 | a) 80.028 | 463.869 |
| Honduras | | | | | | |
| HON-78-002 — Centre professionnel de Hondutel..... | 1 | 26.500 | 1/2 | — | — | 8.656 |
| Jamaïque | | | | | | |
| JAM-77-004 — Formation professionnelle en télécommunications et en électronique..... | 4 | 782.356 | 7/34.5 | 7/23 | a) 99.810 | 328.649 |

TABLEAU 1 (suite)

| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) |
|--|-----|---------|------|--------|-----------|---------|
| Amérique latine (suite) | | | | | | |
| Suriname | | | | | | |
| SUR-77-004 — Mise au point de cours | 3 | 113.045 | 1/12 | — | a) 7.349 | 60.092 |
| Trinité et Tobago | | | | | | |
| TRI-73-005 — Télécommunications | 6 | 646.221 | 3/36 | 1/10.5 | a) 22.339 | 196.209 |
| TRI-78-002 — Assistance à la Telephone Company LTD | 3 | 243.500 | 3/17 | — | — | 72.903 |
| Uruguay | | | | | | |
| URU-78-007 — Centre Professionnel National des Télécommunications | 3 | 75.000 | 1/3 | — | a) 21.516 | 31.386 |
| Projets régionaux | | | | | | |
| RLA-77-010 — Intégration régionale des télécommunications | 4 | 408.898 | 1/12 | — | — | 154.729 |
| RLA-78-041 — Conception de cours dans le domaine des télécommunications — CODEVTEL | 4 | 300.500 | 1/12 | — | a) 885 | 71.999 |
| CAR-75-002 — Administration et gestion des télécommunication (Région des Caraïbes)..... | 5 | 175.245 | — | — | — | 14.061 |

TABLEAU 1 (suite)

| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) |
|---|-----|-----------|---------|---------|------------------------|---------|
| Europe et Proche-Orient | | | | | | |
| Albanie | | | | | | |
| ALB-79-003 — Développement de la télévision..... | 2 | 33.000 | — | 2/8 | — | 7.008 |
| Arabie Saoudite | | | | | | |
| SAU-76-002 — Institut de formation en télécommunications et en radiodiffusion..... | 6 | 4.707.892 | 16/146 | 13/65.5 | — | 756.177 |
| Bulgarie | | | | | | |
| BUL-75-020 — Conseiller en recherches scientifiques dans le domaine des télécommunications..... | 6 | 550.000 | 1/12 | 5/7.5 | a) 16.553 b) 16.306 | 103.636 |
| BUL-77-010 — Télécommunications | 3 | 17.032 | — | — | — | — |
| Emirats Arabes Unis | | | | | | |
| UAE-73-005 — Conseiller en télécommunications..... | 6 | 245.625 | 1/12 | — | — | 88.195 |
| UAE-77-001 — Planification du réseau et transmissions..... | 4 | 211.256 | 1/12 | — | — | 80.514 |
| UAE-79-001 — Assistance à Emirtel | 3 | 331.900 | 6/26.5 | — | — | 166.927 |
| Grèce | | | | | | |
| GRE-77-003 — Bourses de perfectionnement dans le domaine des techniques avancées en télécommunications..... | 2 | 227.400 | — | 5/17.5 | — | 21.159 |
| GRE-78-010 — Meilleure organisation de la maintenance des télécommunications..... | 3 | 62.000 | 1/2 | 6/7 | — | 27.758 |
| GRE-79-001 — Planification assistée par ordinateur de réseaux locaux et de réseaux à grande distance..... | 4 | 166.650 | 3/8 | — | — | 43.123 |
| Hongrie | | | | | | |
| HUN-79-004 — Télécommunications | 1 | 2.200 | — | — | — | 8.656 |
| Jordanie | | | | | | |
| JOR-73-007 — Centre professionnel des télécommunications..... | 9 | 3.269.127 | 10/82.5 | 11/37.5 | a) 35.010 | 574.678 |
| Koweït | | | | | | |
| KUW-79-002 — Institut professionnel des télécommunications (Phase IV).... | 3 | 2.103.900 | 8/43 | 4/12.5 | a) 1.336 | 318.093 |
| Liban | | | | | | |
| LEB-77-037 — Réorganisation des télécommunications..... | 4 | 372.617 | 1/1 | . | — | 4.707 |
| Malte | | | | | | |
| MAT-78-003 — Installation d'un studio de télévision en couleur..... | 2 | 28.235 | 1/1.5 | — | — | 9.234 |
| Oman | | | | | | |
| OMA-73-002 — Télécommunications | 7 | 432.147 | — | 4/2 | — | 4.636 |
| Pologne | | | | | | |
| POL-69-011 — Télécommunications | 8 | 63.495 | — | 2/3 | — | 4.389 |

TABLEAU 1 (suite)

| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) |
|--|-----|-----------|---------|--------|-----------|---------|
| Europe et Proche-Orient (suite) | | | | | | |
| Portugal POR-77-005 — Assistance pour la formation professionnelle dans les services des P & T..... | 3 | 165.000 | 1/12 | 13/8 | — | 83.551 |
| Roumanie ROM-79-001 — Amélioration des services de télécommunications..... | 2 | 26.200 | — | — | — | 8.755 |
| Tchécoslovaquie CZE-73-001 — Techniques modernes en télécommunications..... | 5 | 31.266 | — | — | — | 671 |
| Turquie TUR-75-069 — Développement de la formation professionnelle en télécommunications..... | 4 | 675.796 | 5/38.5 | 4/7 | a) 37.145 | 247.887 |
| République Arabe du Yémen YEM-74-011 — Formation professionnelle en systèmes, technologie et administration des télécommunications..... | 4 | 481.860 | — | 31/130 | — | 110.022 |
| YEM-75-006 — Organisation et administration des télécommunications..... | 5 | 2.932.662 | 10/72.5 | 4/7 | a) 85.646 | 605.716 |
| République Démocratique Populaire du Yémen PDY-76-013 — Commutation téléphonique..... | 3 | 73.409 | 1/8 | — | — | 36.201 |
| Projets régionaux | | | | | | |
| RAB-75-027 — Etude de faisabilité/étude de préinvestissement pour le réseau de télécommunications du Moyen Orient..... | 5 | 1.679.768 | — | — | — | 13.288 |
| RAB-79-014 — Réseau de télécommunications du Proche-Orient et du bassin méditerranéen — Phase III "Mise en oeuvre"..... | 1 | 302.000 | 4/36.5 | — | a) 3.901 | 275.390 |
| RER-79-012 — Développement des communications internationales..... | 1 | 42.300 | 6/4 | — | — | 30.126 |
| RER-79-022 — Mise en oeuvre du réseau de télécommunications du Proche-Orient et du bassin méditerranéen | 1 | 90.000 | 1/12 | — | — | 86.598 |

TABLEAU 1 (suite)

| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) |
|--|-----|-----------|------|-----|----------|---------|
| Projets interrégionaux | | | | | | |
| INT-74-017 — Elaboration des programmes d'enseignement pour la formation professionnelle en télécommunications (CODEVTEL)..... | 5 | 1.201.809 | — | — | a) 1.026 | 29.891 |
| INT-78-026 — Conception de cours dans le domaine des télécommunications..... | 4 | 838.000 | 3/16 | — | a) 2.306 | 170.180 |

TABLEAU 1 (suite)

B. AUTRES PROGRAMMES

| PAYS, Titre et N° du projet | Budget Annuel \$ | Experts | Boursiers | a) Equipement b) Sous- traitance \$ | Dépenses totales en 1979 \$ |
|---|------------------------|---------|-----------|--|--------------------------------------|
| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) |
| AFRIQUE | | | | | |
| Lesotho | | | | | |
| 7-LES-75-16 — Directeur du service des finances du P&T (PNUD/SIDA) | 27.900 | 1/12 | — | — | 29.889 |
| 7-LES-76-20 — Ingénieur en maintenance pour la liaison radioélectrique avec Nairobi (PNUD/ SIDA)..... | 43.200 | 1/12 | — | — | 26.949 |
| Swaziland | | | | | |
| 7-SWA-76-09 — Assistant en ingénierie au Dépar- tement des P&T (PNUD/SIDA) | 141.885 | 3/36 | 1/1 | — | 85.301 |
| Appui sectoriel | | | | | |
| 8-SEC-78-51 — Soutien sectoriel dans le domaine des télécommunications (PNUD) | | | | | |
| — Région du Proche Orient | 75.000 | 1/12 | — | — | 94.028 |
| — Région de l'Amérique Centrale | 155.000 | 5/26 | — | — | 135.660 |
| — Région Asie/Pacifique | 50.000 | 1/7 | — | — | 34.404 |

TABLEAU 1 (suite)

C. FONDS FIDUCIAIRES

| PAYS, Titre et N° du projet | Budget Annuel \$ | Experts | Boursiers | a) Equipement b) Sous- traitance \$ | Dépenses totales en 1979 \$ |
|---|------------------------|---------|-----------|--|--------------------------------------|
| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) |
| AFRIQUE | | | | | |
| Gambie | | | | | |
| 9-GAM-77-01 — Liaison de télécommunications BANJUL / Kaolack | 24.020 | | | a) 9.691 | 9.691 |
| Niger | | | | | |
| 9-NER-77-01 — Installation des services d'études de gestion de l'OPTN | 51.937 | 1/ 0.5 | | | 7.720 |
| 9-NER-77-02 — Réorganisation des services de télécommunications | 39.058 | 1/ 2.5 | 1/3 | | 23.292 |
| 9-NER-79-03 — Etude extension du réseau na- tional de télécommunications | 14.539 | 1/ 3 | | | 14.539 |
| Somalie | | | | | |
| 9-SOM-76-02 — Formation du personnel en matière de maintenance | 28.337 | 1/ 5 | | a) 1.463 | 26.548 |
| Zaïre | | | | | |
| 9-ZAI-77-02 — Etude des faisceaux hertziens Kinshasa/Matadi | 133.493 | 3/ 7 | | | 49.107 |
| Projets régionaux | | | | | |
| 9-PAF-78-01 — Etude de faisabilité et de pré- investissement (PANAFTEL/Badea) | | | | | |
| — Sénégal/Guinée Bissau | | | | | |
| — Niger | | | | | |
| — Cap Vert | 343.664 | 7/11 | | b) 77.882 | 191.945 |
| — Congo/Gabon | | | | | |
| — Ouganda/Zaïre | | | | | |
| 9-WRC-79-01 — Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Cycle d'études — Nairobi) | 113.080 | | | | 113.080 |
| ASIE | | | | | |
| Projet régional | | | | | |
| 9-WRC-79-02 — Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Cycle d'études - Sydney) | 81.800 | | | | 81.415 |

TABLEAU 1 (suite)

| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) |
|--|---------|--------|-----|-----------|---------|
| AMÉRIQUE LATINE | | | | | |
| Antilles néerlandaises | | | | | |
| 9-NAN-76-01 — Centre professionnel des télécommunications | 66.440 | 2/15 | | | 51.051 |
| 9-NAN-79-03 — Directeur, Département des finances (OPAS)..... | 86.130 | 2/19.5 | | | 82.916 |
| Argentine | | | | | |
| 9-ARG-79-01 — Spécification + comparaison des systèmes de commutation | 34.750 | | | b) 34.750 | 34.750 |
| Guatemala | | | | | |
| 9-GUA-79-01 — Développement des télécommunications | 11.100 | 3/ 1.5 | | | 7.716 |
| Suriname | | | | | |
| 9-SUR-77-03 — Centre professionnel des télécommunications | 364.602 | 3/26.5 | | a) 84.980 | 197.712 |
| 9-SUR-79-04 — Faisceaux hertziens | 12.895 | 1/ 2 | | | 7.795 |
| Uruguay | | | | | |
| 9-URU-78-01 — Achat d'équipement | 20.486 | | | a) 18.478 | 18.478 |
| Projets régionaux | | | | | |
| 9-WRC-79-04 — Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Cycle d'études — Panama) | 81.717 | | | | 77.415 |

TABLEAU 1 (suite)

| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) |
|--|-----------|--------|--------|--------------|-----------|
| EUROPE ET PROCHE-ORIENT | | | | | |
| Arabie Saoudite | | | | | |
| 9-SAU-63-01 — Experts en télécommunications | 1.064.355 | 16/153 | | | 954.885 |
| 9-SAU-76-02 — Institut professionnel de télécommunications et radiodiffusion (Jeddah + Riyad)..... | 1.145.614 | | | a) 1.000.616 | 1.313.683 |
| 9-SAU-79-15 — Utilisation des satellites pour la radiodiffusion télévisuelle | 13.158 | 1/ 3 | | | 19.448 |
| Koweït | | | | | |
| 9-KUW-65-01 — Experts OPAS | 137.206 | 3/27 | | | 137.206 |
| 9-KUW-77-09 — Institut professionnel des télécommunications (Phase III) | 692.924 | 15/84 | 8/32.5 | a) 58.369 | 707.936 |
| Oman | | | | | |
| 9-OMA-77-01 — Assistance dans le domaine des télécommunications | 69.784 | 1/12 | | | 55.943 |
| Qatar | | | | | |
| 9-QAT-79-03 — Conseiller en tarification | 4.921 | 1/ 0.5 | | | 4.921 |
| République Arabe du Yémen | | | | | |
| 9-YEM-77-06 — Planification d'un réseau local de télécommunications | 7.240 | | | a) 142 | 5.526 |
| 9-YEM-79-08 — Conversion d'une administration de télécommunications en société d'Etat | 47.105 | 4/10 | | | 50.981 |
| République Démocratique du Yémen | | | | | |
| 9-PDY-78-01 — Etude de faisabilité en matière de télécommunications | 101.015 | 8/ 7.5 | | | 61.627 |
| Projets régionaux | | | | | |
| 9-RAB-78-06 — Etude de la propagation radio-électrique et proposition pour un plan de fréquence..... | 896.500 | 1/ 1 | | | 10.157 |
| 9-RAB-78-07 — Formation en matière d'ingénierie du télétrafic..... | 80.000 | 1/11.5 | | | 73.540 |

TABLEAU 2

Projets exécutés par des sous-traitants en 1979
(au titre de nouveaux contrats passés en 1979)

| Titre du projet | Pays participant(s) | Valeur du contrat (dollars des Etats-Unis) | Entreprise chargée des travaux | Mois/hommes 1979 | Montant versé en 1979 (dollars des Etats-Unis) |
|---|--|--|---|------------------|--|
| Etude de faisabilité et de préinvestissement des liaisons inter-pays en Afrique de l'ouest 9-PAF-78-01 | Sénégal Guinée-Bissau Congo Gabon | 78.000.— | J.A. STORY & PARTNERS Mitcham (Royaume-Uni) | 5/5 | 77.882.— |
| Spécification et comparaison de systèmes de commutation, Entel, Buenos Aires 9-ARG-79-01 | Argentine | 34.750.— | CONSULTEL Rome (Italie) | 5/4 | 34.750.— |
| Cours sur les systèmes d'exploitation d'ordinateurs, PTT, Sofia BUL-75-020 | Bulgarie | 16.306.— | SCICON Londres (Royaume-Uni) | 2/2 | 16.306.— |
| Services d'ordinateurs pour le centre professionnel du Koweït 9-KU-77-09 | Koweït | 23.810.— | GULF COMPUTING SYSTEMS (Koweït) | — | 23.810.— |

TABLEAU 3

Matériel commandé en 1979
(Classé par pays/territoire de provenance)

| Pays/territoire de provenance | \$ des E.U. |
|--|-------------|
| Allemagne (République fédérale d') | 743.436 |
| Australie | 482.957 |
| Autriche | 303 |
| Belgique | 132.939 |
| Canada | 16.860 |
| Danemark | 177.833 |
| Espagne | 9.381 |
| Etats-Unis d'Amérique | 1.730.785 |
| Fidji | 4.668 |
| Finlande | 570 |
| France | 264.794 |
| Guinée équatoriale | 1.462 |
| Hongrie | 517 |
| Hong-Kong | 10.801 |
| Inde | 111.801 |
| Italie | 40.861 |
| Japon | 721.213 |
| Norvège | 44.692 |
| Nouvelle-Zélande | 18.251 |
| Pays-Bas | 95.808 |
| Portugal | 177 |
| Royaume-Uni | 1.067.256 |
| Singapour | 36.298 |
| Suède | 318.676 |
| Suisse | 446.450 |
| Suriname | 9.568 |
| Thaïlande | 1.226 |
| Turquie | 210 |
| Total | 6.489.793 |

TABLEAU 4

Matériel livré et commandé en 1979

(Classé par pays de destination)

| Projet exécuté dans les pays/régions suivants | Matériel livré \$ des E.U. | Matériel commandé \$ des E.U. |
|--|-------------------------------|----------------------------------|
| Afghanistan | 75.224 | 6.967 |
| Algérie | 24.941 | 22.057 |
| Angola | 150.134 | 70.007 |
| Arabie Saoudite ¹⁾ | 1.000.616 | 942.777 |
| Argentine | 274.122 | 259.142 |
| Bangladesh | 283.213 | 240.729 |
| Birmanie | 173.180 | 79.307 |
| Bolivie | 1.886 | 10.886 |
| Bésil | 840.549 | 704.992 |
| Bulgarie | 16.553 | 95.053 |
| Cameroun | 60.062 | 284.415 |
| Colombie | 128.186 | 53.191 |
| Congo ²⁾ | 4.827 | 4.827 |
| Corée (République de) | 28.745 | 745 |
| Cuba | 284.802 | 185.967 |
| Egypte | 10.958 | 15.058 |
| Equateur | 174.714 | 204.792 |
| Ethiopie | 341.212 | 424.541 |
| Ethiopie ³⁾ | 3.682 | 17.362 |
| Fidji ⁴⁾ | 76.707 | 22.357 |
| Gambie | 15.112 ⁵⁾ | 15.346 ⁵⁾ |
| Guinée | 99.657 | 95.787 |
| Guinée équatoriale | 156.175 | 167.590 |
| Guyane | 13.419 | 9.525 |
| Haïti | 80.028 | 96.305 |
| Inde | 791.157 | 806.632 |
| Indonésie | 142.109 | 75.887 |
| Jamaïque | 99.810 | 78.555 |
| Jordanie | 35.010 | 10.831 |
| Koweït | 59.705 ⁶⁾ | 58.554 ⁶⁾ |
| Malawi ⁷⁾ | 22.455 | 4.065 |
| Maroc | 38.400 | 39.835 |
| Népal | 173.568 | 85.702 |
| Niger | 9.110 | 10.785 |
| Nigeria | 68.825 | 54.284 |
| Ouganda | 271.799 | 901.530 |
| Pakistan | 65.265 | 60.691 |
| Papua-Nouvelle-Guinée | 64.917 | 55.352 |
| Roumanie | 8.723 | 14.749 |
| Rwanda | 30.865 | — |
| Singapour ⁸⁾ | 7.074 | 14.631 |
| Somalie | 23.857 ⁹⁾ | — |
| Soudan | 1.150 | 1.650 |
| Suriname | 92.329 ¹⁰⁾ | 87.184 ¹⁰⁾ |
| Tchad | 60.419 | — |
| Thaïlande | 2.243 | 2.243 |
| Trinité et Tobago | 22.339 | 8.514 |
| Tunisie | 14.094 | 9.794 |
| Turquie | 37.145 | 3.855 |
| Uruguay | 39.994 ¹¹⁾ | 2.942 ¹¹⁾ |
| Yémen (République Arabe du) | 85.788 ¹²⁾ | 48.182 |
| Zaïre | 11.069 | 11.569 |
| Projet RAB-79-014 ¹³⁾ | 3.901 | 4.003 |
| Projets CODEVTEL ¹⁴⁾ | 7.934 | 8.049 |
| Total | 6.609.758 | 6.489.793 |

- 1) Projet financé par fonds fiduciaires.
- 2) Projet financé par le Fonds spécial de Coopération technique de l'UIT.
- 3) Projet régional englobant tous les pays du continent africain (mise en œuvre du réseau panafricain de télécommunications).
- 4) Deux projets multinationaux concernant: Iles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, Niué, Nouvelles-Hebrides, Samoa occidental, Iles Salomon, Tonga, Tuvalu.
- 5) Comprend pour 9.691 dollars de matériel livré et pour 1.691 dollars de matériel commandé au titre d'un projet financé par fonds fiduciaires.
- 6) Comprend pour 58.369 dollars de matériel livré et pour 49.363 dollars de matériel commandé au titre d'un projet financé par fonds fiduciaires.
- 7) Projet multinational: Botswana, Lesotho, Malawi, Swaziland.
- 8) Projet régional: Formation en administration et contrôle des fréquences radio — concerne 20 pays du sud-est asiatique.
- 9) Comprend pour 1.463 dollars de matériel livré au titre d'un projet financé par fonds fiduciaires.
- 10) Comprend pour 84.980 dollars de matériel livré et pour 79.835 dollars de matériel commandé au titre d'un projet financé par fonds fiduciaires.
- 11) Comprend pour 18.478 dollars de matériel livré et pour 1.176 dollars de matériel commandé au titre d'un projet financé par fonds fiduciaires.
- 12) Comprend pour 142 dollars de matériel livré au titre d'un projet financé par fonds fiduciaires.
- 13) Projet régional: Etude de faisabilité/Etude de préinvestissement pour le réseau de télécommunications au Proche Orient; RAB-79-014.
- 14) Projet sur la conception des cours en télécommunications (CODEVTEL).

ANNEXE 6

ARRIÉRÉS

(au 31 décembre 1979)

| A. Membres de l'Union | Années | Contributions | Publications | Total |
|---|----------------|---------------|--------------|------------|
| | Francs suisses | | | |
| Bénin (Rép. populaire du) | 1977-78 | 15.997,75 | 6.978,50 | 22.976,25 |
| Bolivie (Rép. de) | 1974-78 | 6.223,15 | 458,75 | 6.681,90 |
| Burundi (Rép. du) | 1977-78 | 40.299,70 | 6.236,20 | 46.535,90 |
| Centrafricaine (République) | 1974-78 | 297.765,60 | 55.515,15 | 353.280,75 |
| Comores (Rép. Fédérale et Islamique des) | 1978 | 72.952,90 | 2.866,20 | 75.819,10 |
| Dominicaine (Rép.) | 1973-78 | 392.701,05 | 18.385,05 | 411.086,10 |
| Ethiopie | 1975-78 | | 20.980,60 | 20.980,60 |
| Finlande | 1978 | | 25.354,90 | 25.354,90 |
| Gambie (Rép. de) | 1977-78 | 133.988,65 | 4.826,85 | 138.815,50 |
| Ghana | 1978 | | 18.705,25 | 18.705,25 |
| Grèce | 1978 | | 6.216,95 | 6.216,95 |
| Guatemala (Rép. du) | 1977-78 | 282.292,25 | 4.187,— | 286.479,25 |
| Guinée (Rép. Populaire Révolutionnaire de) | 1977-78 | 73.737,95 | 22.341,30 | 96.079,25 |
| Guinée-Bissau (Rép. de) | 1977-78 | 2.741,25 | 5.612,— | 8.353,25 |
| Guinée Equatoriale (Rép. de la) | 1977-78 | 104.491,25 | 2.265,20 | 106.756,45 |
| Iran (Rép. Islamique d') | 1976-78 | | 93.192,65 | 93.192,65 |
| Kampuchea Démocratique | 1971-78 | 445.374,60 | 28.960,55 | 474.335,15 |
| Lao (Rép. Démocratique Populaire) | 1977-78 | | 15.108,90 | 15.108,90 |
| Libéria (Rép. du) | 1974-78 | 275.822,55 | | 275.822,55 |
| Mauritanie (Rép. Islamique de) | 1976-78 | 199.735,50 | 3.106,50 | 202.842,— |
| Mexique | 1978 | | 10.257,— | 10.257,— |
| Nicaragua | 1976-78 | 291.949,95 | 4.912,35 | 296.862,30 |
| Nigeria (Rép. Fédérale de) | 1978 | 47.089,— | 12.012,60 | 59.101,60 |
| Ouganda (Rép. de l') | 1977-78 | | 13.739,05 | 13.739,05 |
| Pérou | 1977-78 | 72.703,30 | 8.647,05 | 81.350,35 |
| Philippines (Rép. des) | 1973-78 | | 46.628,— | 46.628,— |
| Rwandaise (Rép.) | 1973-78 | 400,90 | 41.397,75 | 41.798,65 |
| Sénégal (Rép. du) | 1976-78 | 79,20 | 12.957,20 | 13.036,40 |
| Sierra Leone | 1976-78 | 210.418,30 | 6.491,15 | 216.909,45 |
| Soudan (Rép. Démocratique du) | 1975-78 | 415.147,40 | 62.578,50 | 477.725,90 |
| Sri Lanka (Rép. Socialiste Démocratique de) | 1976-78 | 6.337,90 | 17.612,55 | 23.950,45 |
| Tchad (Rép. du) | 1971-78 | 456.902,90 | 21.012,50 | 477.915,40 |
| Tonga (Royaume des) | 1977-78 | 28.570,50 | 377,35 | 28.947,85 |
| Venezuela (Rép. de) | 1977-78 | 11.224,20 | 15.174,— | 26.398,20 |
| Yougoslavie (Rép. Socialiste Fédérative de) | 1976-78 | 12.931,— | 8.181,60 | 21.112,60 |
| Zaïre (Rép. du) | 1976-78 | 323.156,85 | 150.401,05 | 473.557,90 |

| B. Autres services administratifs | Années | Contributions | Publications | Total |
|---|---------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Francs suisses | | | | |
| <i>Côte d'Ivoire (Rép. de)</i> Ecole Sup. des P. et T., Abidjan | 1977-78 | | 9.017,60 | 9.017,60 |
| <i>Malawi</i> Malawi Broadcasting Corp., Blantyre | 1976 | 6.279,70 | 93,— | 6.372,70 |
| <i>Mauritanie (Rép. islamique de)</i> Office mauritanien de Radiodif., Nouakchott | 1974-77 | | 7.720,75 | 7.720,75 |
| <i>Portugal</i> Dir. Geral Obras Publ. e Com., Lisbonne . . . | 1975-77 | | 41.308,45 | 41.308,45 |
| <i>Zaire (Rép. du)</i> Aéronautique civile, Kinshasa | 1971-76 | | 6.402,85 | 6.402,85 |
| C. Exploitations privées reconnues, organismes scientifiques ou industriels, organisations internationales | | | | |
| <i>Etats-Unis d'Amérique</i> ITT World Comm. Inc., New York | 1977-78 | 640,75 | 5.429,95 | 6.070,70 |
| RCA Global Comm. Inc., New York | 1975-78 | | 34.787,90 | 34.787,90 |
| <i>Kenya (Rép. du)</i> East African Ext. Tel. Co. Ltd., Nairobi . . . | 1976-77 | 105.074,90 | 17.243,35 | 122.318,25 |
| <i>Nigeria (Rép. Fédérale de)</i> Nigerian Ext. Tel. Ltd., Lagos | 1975-78 | 12.177,25 | 12.871,35 | 25.048,60 |
| <i>Philippines (Rép. des)</i> Philippine Global Comm., Makati-Rizal . . . | 1976-78 | 14.133,90 | 5.367,20 | 19.501,10 |
| D. Autres débiteurs | | | | |
| <i>Allemagne (Rép. fédérale d')</i> Buchhandlung Gossens, Dusseldorf | 1976 | | 5.557,35 | 5.557,35 |
| <i>Etats-Unis d'Amérique</i> ITT telecom., Raleigh | 1977 | | 41.124,15 | 41.124,15 |
| <i>Ouganda (Rép. de l')</i> Radio Uganda, Kampala | 1974-76 | | 7.425,45 | 7.425,45 |
| <i>Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord</i> Kelvin Hughes, Ilford | 1977 | | 7.523,85 | 7.523,85 |
| Messrs J.D. Potter, London | 1977-78 | | 25.636,50 | 25.636,50 |
| <i>Rhodésie</i> | 1966-74 | 489.600,— | | 489.600,— |
| <i>Autres débiteurs</i> | | 4.848.942,05 16.566,55 | 1.001.187,90 154.606,55 | 5.850.129,95 171.173,10 |
| Totaux | | 4.865.508,60 | 1.155.794,45 | 6.021.303,05 |

* Cet état ne comprend que les sommes supérieures à 5.000,— francs suisses.

